

2018

Rapport annuel

Qualité.
Résilience.



Caisse de dépôt et placement
du Québec

4	Faits saillants 2018	23	Nos clients, les déposants
6	Partenariats à long terme	29	Rapport de gestion
8	Investissement durable	61	Présence de la Caisse au Québec
10	Appuyer la croissance de l'économie et des entreprises québécoises	75	Rapports du conseil d'administration et de ses comités
12	Derrière nos clients, les Québécoises et les Québécois	103	Conseil d'administration et comité de direction
14	Résultats par catégorie d'actif	109	Rapport sur le développement durable
16	Nos réalisations	119	Rapport financier
18	Message du président du conseil	127	États financiers consolidés
20	Message du président et chef de la direction		

Ce rapport présente le bilan de nos résultats, réalisations et avancées au cours de l'exercice 2018, dans toutes les sphères de notre organisation.

En 2018, le repli des marchés boursiers mondiaux et les incertitudes géopolitiques ont mis à l'épreuve le portefeuille de la Caisse.

La performance générée pour nos déposants, à la fois sur un an et sur cinq ans, reflète la stratégie déployée ces dernières années pour construire un portefeuille robuste et résilient.

Et cela, au bénéfice des Québécoises et des Québécois.

Résilience

Ce mot résume bien notre exercice 2018. En effet, le contexte de marché particulier a permis de confirmer la résilience du portefeuille de la Caisse.

C'est là le fruit du travail accompli depuis plusieurs années pour bâtir une stratégie d'investissement tout terrain, capable de relever le défi dans des marchés difficiles.

Qualité

C'est avant tout notre orientation sur la qualité qui a permis au portefeuille d'enregistrer une performance supérieure à celle de son indice.

Qualité de nos transactions bien sûr, mais également de nos partenariats et de notre sélection de titres. Nos portefeuilles sont construits en fonction de ce principe de base. Cet accent sur la qualité constitue autant un facteur de performance que de résilience.

Actifs diversifiés

Depuis plusieurs années, nous investissons de façon importante dans les actifs moins liquides. Encore en 2018, nous avons réalisé des transactions d'envergure en infrastructures, en immobilier et en placements privés, et ce, à travers le monde.

Également, notre exposition aux marchés internationaux a considérablement progressé sur cinq ans. Pourquoi nous mondialiser? Pour profiter de la croissance d'économies dynamiques et pour saisir les meilleures occasions d'investissement.

Partenariats

Pour créer de la valeur à long terme, il importe de travailler avec les bons partenaires. C'est pourquoi, plus que jamais, notre approche de partenariats constitue un élément central de notre stratégie d'investissement.

En 2018, nous avons mis en place une nouvelle équipe responsable des partenariats stratégiques. En plus d'optimiser nos relations d'affaires et d'en développer de nouvelles, celle-ci nous permettra de tirer profit des forces de partenaires parmi les plus réputés au monde.

Québec

Le Québec est au cœur de nos actions. Ce marché naturel représente une partie importante de nos investissements. Des placements qui contribuent à dynamiser l'économie, année après année.

En 2018, nous avons continué d'appuyer le secteur privé québécois en nous concentrant sur la nouvelle économie. Que ce soit par l'accompagnement d'entreprises qui innovent ou se mondialisent, ou par des projets structurants, notre objectif reste le même : propulser l'économie d'aujourd'hui et de demain.

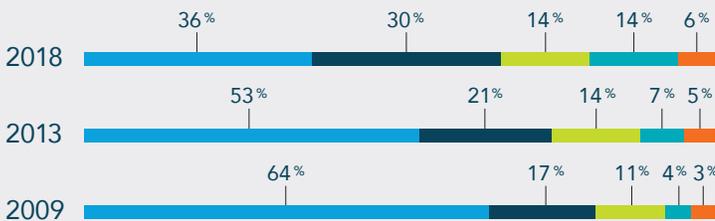
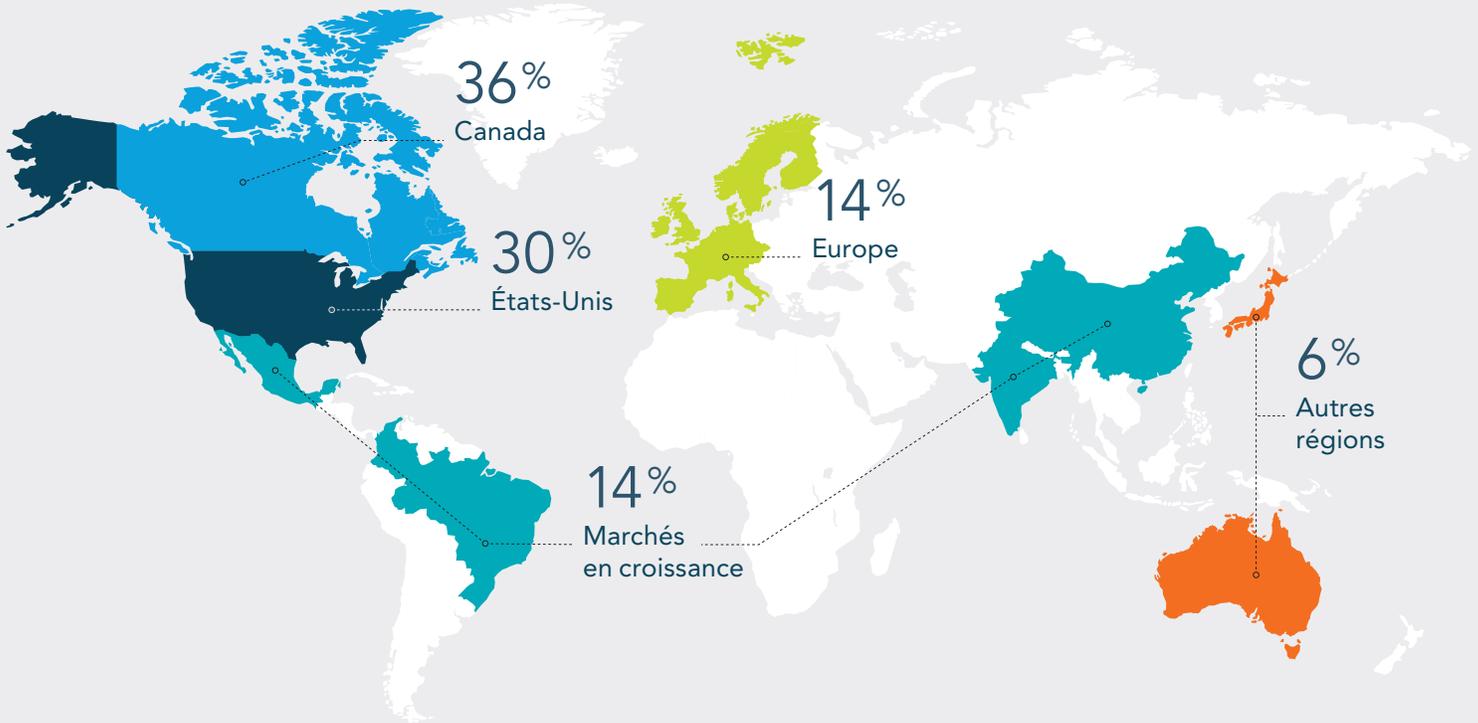
Long terme

Obtenir de bons rendements annuels, c'est bien. Mais à titre d'investisseur de long terme, nous mesurons notre performance sur une plus longue période. Ainsi, sur cinq ans, nous avons procuré des résultats supérieurs aux besoins à long terme de nos déposants.

Et c'est avec un horizon encore plus éloigné que nous gardons le cap sur notre stratégie. Pour livrer aux Québécoises et aux Québécois des rendements solides, dans une perspective durable.

Nous franchissons le cap des 300 milliards de dollars d'actif net en 2018 avec des placements à travers le monde.

Exposition géographique du portefeuille global au 31 décembre 2018



- Canada
- États-Unis
- Europe
- Marchés en croissance
- Autres régions

309,5 G\$

ACTIF NET

Résultats 2018

4,2%

RENDEMENT

11,8 G\$

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Résultats sur cinq ans

8,4%

RENDEMENT ANNUALISÉ

98,7 G\$

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Résultats sur dix ans

9,2%

RENDEMENT ANNUALISÉ

171,6 G\$

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Maintien des cotes de crédit les plus élevées

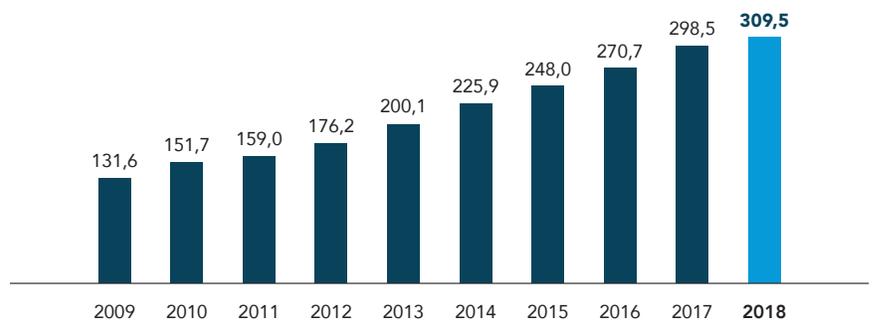
AAA

Les agences de notation DBRS, Standard & Poor's et Moody's ont maintenu les cotes de crédit de la Caisse et de CDP Financière avec une perspective stable.

Au début 2019, l'agence de notation Fitch leur a accordé une première notation de crédit de AAA.

Évolution de l'actif net de 2009 à 2018

(en milliards de dollars)



Nous forgeons des relations d'affaires durables avec des partenaires complémentaires.

Collaborer avec des partenaires de confiance est clé pour se démarquer dans un environnement de forte concurrence. C'est encore plus vrai lorsqu'on cible des marchés aussi dynamiques que diversifiés, à travers le monde.

Nos partenaires nous donnent une portée et des capacités plus grandes pour saisir les meilleures occasions d'affaires. Nous travaillons avec eux pour bâtir des plateformes d'investissement novatrices dans une perspective à long terme. Qu'ils soient de grands investisseurs ou des entreprises opérantes, ils partagent avec nous une vision, des intérêts et des valeurs.

Voilà pourquoi, en 2018, nous avons renforcé notre approche avec la mise en place d'une équipe dédiée aux partenariats.

Parce que c'est en mettant en commun nos expertises et nos réseaux, avec une vision d'ensemble, que nous pouvons innover et réaliser des transactions structurantes.

Des partenariats porteurs à travers le monde en 2018

CDPO-Generation

- Création d'un partenariat d'investissement durable de 3 G\$ US avec Generation Investment Management
- Première acquisition : FNZ, une firme mondiale dans le secteur des FinTech
(Photo 1)



Prologis

- Nouveau partenariat d'Ivanhoé Cambridge avec le numéro un mondial de l'immobilier logistique
- Investissements de 890 M\$ US pour acquérir, développer et exploiter des propriétés logistiques au Brésil
(Photo 2)

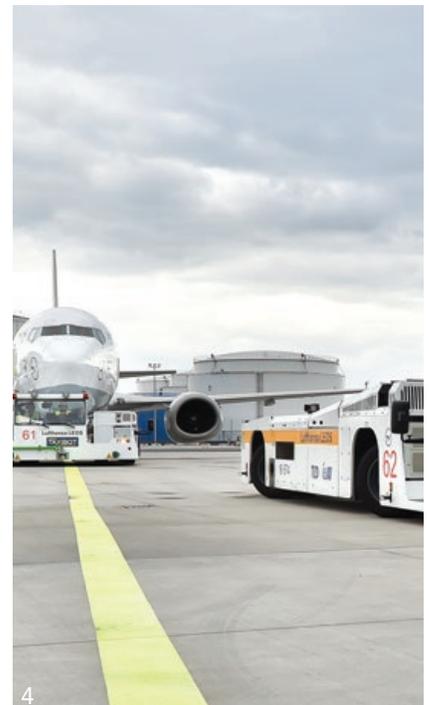
FDN et caisses de retraite colombiennes

- Lancement d'une plateforme de co-investissement en infrastructures en Colombie
- Investissements à long terme pouvant atteindre 1 G\$ US
(Photo 3)



Ardian

- Partenaire depuis 2006 en placements privés
- Acquisition conjointe d'une participation importante au capital d'Alvest, un leader français de l'équipement aéroportuaire d'assistance au sol
(Photo 4)



Nous voulons contribuer à relever les défis liés aux enjeux de société.

À la Caisse, nous croyons que les questions environnementales, sociales et de gouvernance ne doivent pas être vues comme des contraintes. Elles nous offrent des occasions de générer de la croissance durable, au bénéfice de tous.

Nous avons donc mis en place une stratégie qui touche à la fois nos investissements, notre rôle d'actionnaire et celui que nous avons dans la communauté. Nous misons sur une approche globale tout en accordant une priorité aux changements climatiques, et nous avons choisi de rallier nos partenaires pour accroître notre impact.

L'objectif que nous poursuivons est aussi ambitieux que réaliste : démontrer que les intérêts commerciaux sont compatibles avec l'intérêt public. Car comme investisseur de long terme, nous savons que notre performance sera aussi durable que le monde dans lequel nous investissons.

Notre approche

Approche globale

Intégration de l'approche au cœur de notre cycle d'investissement et de notre processus décisionnel pour l'ensemble de notre portefeuille et de nos activités.

Priorité climat

Déploiement d'une stratégie face au défi climatique qui vise une transition vers une économie sobre en carbone.

Leadership

Mobilisation de partenaires autour de nos priorités et d'un engagement collectif et constructif envers la durabilité des collectivités et de la planète.

Champs d'intervention

Action sur cinq champs d'intervention : le climat, la gouvernance, la place des femmes en affaires, la fiscalité internationale et l'implication sociale.

Regroupement des expertises

Consolidation des expertises au sein d'une équipe dédiée à l'investissement durable.

Quelques résultats prometteurs

+10 G\$

d'actifs sobres en carbone, si bien que nous avons surpassé notre cible de 2020, puis rehaussé celle-ci.

-10%

de l'intensité carbone du portefeuille, ce qui nous place en bonne position pour atteindre notre cible de réduction de 25 % d'ici 2025.

Coalition de

+6 000 G\$

Rôle de premier plan dans la création du Réseau de leadership d'investisseurs, qui réunit 12 membres représentant plus de 6 000 G\$ d'actifs sous gestion.

Pour connaître tous les détails de nos réalisations en la matière, nous vous invitons à lire notre Rapport d'investissement durable 2018 au www.cdpq.com.

Nous contribuons à bâtir des projets solides et des entreprises fortes, axées sur l'innovation et ouvertes sur le monde.

44,3 G\$

ACTIF TOTAL DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Une économie prospère se reconnaît à la vitalité de son secteur privé. C'est pourquoi, depuis plusieurs années déjà, notre action au Québec se concentre sur ce moteur de croissance. Nous sommes partenaires de près de 775 sociétés québécoises, dont quelque 685 PME. Notre objectif : accélérer leur croissance et favoriser leur expansion mondiale pour qu'elles rivalisent avec les meilleures de leur industrie.

Et puisque la Caisse vise à dynamiser l'économie d'aujourd'hui tout en renforçant les assises de celle de demain, nous accordons une importance grandissante à l'innovation. En 2018, en plus d'appuyer la transformation numérique des domaines plus traditionnels, nous avons soutenu les ambitions d'entreprises technologiques prometteuses œuvrant dans les secteurs de la nouvelle économie.

Cela, sans oublier l'entrepreneuriat, maillon essentiel pour assurer la relève.

Des réalisations de taille au Québec en 2018

1. Plusgrade

Expansion mondiale

2. Espace CDPQ | Axe IA

Initiatives pour les start-ups en IA

3. Hopper

Croissance et intégration de l'IA

4. Métro logistique

Croissance mondiale

5. Réseau express métropolitain (REM)

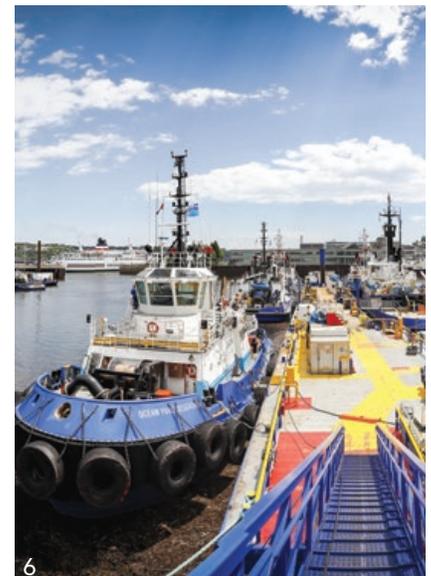
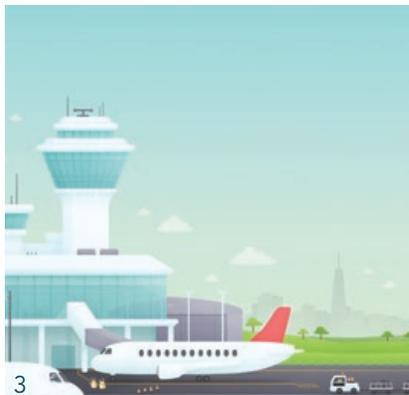
Lancement de la construction du REM

6. Groupe Océan

Expansion de ses activités

7. Breather

Projet d'IA



Nous investissons les fonds de nos déposants au bénéfice de plus de six millions de Québécoises et de Québécois.

**Nous avons généré pour nos huit principaux clients
des rendements variant entre**

7,6% et 9,2%

SUR 5 ANS

3,7% et 4,4%

EN 2018

Les besoins des déposants sont au cœur de nos décisions. C'est pour eux que nous œuvrons à bâtir un portefeuille robuste et résilient, capable de générer des résultats qui répondent à leurs attentes à long terme.

Nos déposants sont principalement des caisses de retraite et des régimes d'assurance, avec des réalités bien distinctes. En plus d'échanger avec eux de façon continue, nous mettons à profit l'expertise de nos équipes et notre connaissance de l'environnement financier pour les appuyer dans leurs décisions de placement.

Parce que derrière nos clients, c'est pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois que nous travaillons au quotidien.

La Caisse en un coup d'œil



Nos principaux déposants

Finances Québec

Fonds d'amortissement des régimes de retraite

Retraite Québec

Fonds du Régime de rentes du Québec

RREGOP

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec

CNESST

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Société de l'assurance automobile Québec

Finances Québec

Fonds des générations

RRPE

Régime de retraite du personnel d'encadrement

Pour la liste complète de nos déposants, voir la page 28.

Nous générons des rendements soutenus grâce à des transactions clés dans nos grandes catégories.

Techem

Participation à un consortium dirigé par Partners Group pour l'acquisition de cette société allemande, un chef de file du marché mondial du comptage individuel de l'énergie, dont la valeur d'entreprise s'établit à 4,6 G€



Tillman Infrastructure

Prêt de 500 M\$ US, aux côtés d'AMP Capital, à ce propriétaire et exploitant américain d'infrastructures de télécommunication pour financer la construction de tours cellulaires à travers les États-Unis



IDI Logistics

Partenariat en parts égales conclu entre Ivanhoé Cambridge et Oxford, le bras immobilier d'OMERS, pour un investissement total de 4,6 G\$ dans cette société de logistique américaine ainsi que dans la totalité de ses actifs



Rendements par catégorie d'actif

Actions

10,4% SUR 5 ANS
3,5% EN 2018

Revenu fixe

4,2% SUR 5 ANS
2,1% EN 2018

Actifs réels

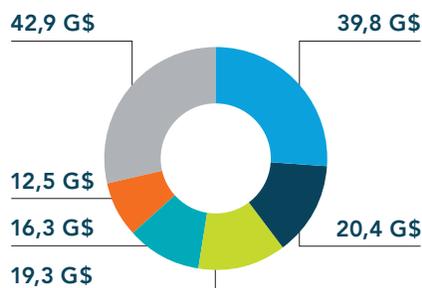
10,0% SUR 5 ANS
9,0% EN 2018

Actif net au 31 décembre 2018

Actions

151,2 G\$

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE ET MANDAT

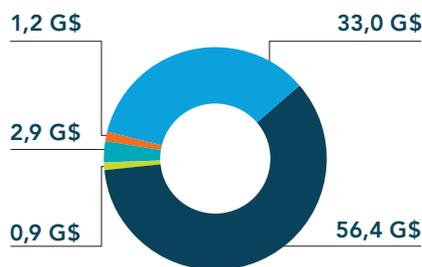


- Qualité mondiale
- Canada
- Marchés en croissance
- Pondérations alternatives
- Autres
- Placements privés

Revenu fixe

94,3 G\$

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE

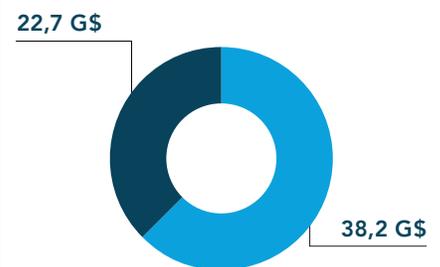


- Taux
- Crédit
- Valeurs à court terme
- Obligations à long terme
- Obligations à rendement réel

Actifs réels

61,0 G\$

ACTIF NET PAR PORTEFEUILLE



- Immeubles
- Infrastructures

Note : Les écarts possibles dans les totaux s'expliquent par les arrondissements.

Nos principales réalisations s'inscrivent dans la continuité et reflètent les grands axes de notre stratégie.

En 2018, nous avons ainsi :

Continué d'augmenter notre rythme de déploiement dans les actifs moins liquides et le crédit en misant sur notre expertise et nos avantages concurrentiels

- **Infrastructures** : investissements totaux de 5,8 G\$, incluant l'augmentation de notre participation dans des chefs de file de l'énergie renouvelable en Amérique du Nord et en Inde.
 - **Placements privés** : plus de 9 G\$ déployés à l'international, avec des investissements majeurs dans l'industrie durable en Europe et aux États-Unis, ainsi que dans les services immobiliers commerciaux au Canada.
 - **Immobilier** : volume transactionnel total de 16,6 G\$ et poursuite du repositionnement du portefeuille, avec une forte hausse des investissements dans le secteur industriel et logistique, en plein essor.
 - **Crédit** : accroissement et diversification des activités par le biais de prêts destinés à la construction de tours de télécommunication aux États-Unis, à l'acquisition d'actifs d'énergie solaire en Espagne et à l'optimisation de la structure de capital d'un leader québécois de l'assurance.
-

Développé de nouveaux leviers de création de valeur en investissement pour tirer profit des tendances qui façonnent l'économie

- Accent sur la culture d'innovation avec la mise en place d'une équipe dédiée, responsable de cibler des occasions d'investissement, d'accélérer leur exécution et de favoriser l'innovation au sein de l'organisation.
- Développement d'une approche structurée et d'une expertise de pointe pour profiter davantage des changements liés aux technologies de rupture.
- Établissement d'un partenariat d'investissement durable de 3 G\$ US avec Generation Investment Management, donnant lieu à l'acquisition de FNZ, une firme mondiale du secteur des FinTech.

Continué de maximiser notre impact au Québec en concentrant notre action sur les trois piliers de notre stratégie

Projets structurants

- Début officiel de la construction du Réseau express métropolitain (REM) à la suite de la sélection des consortiums et de la clôture de son financement.
- Modernisation du parc immobilier commercial d'Ivanhoé Cambridge, avec la poursuite du Projet Nouveau Centre, lequel totalise plus de 1 G\$ d'investissement au centre-ville de Montréal, en plus de travaux de revitalisation à Laurier Québec.

Croissance et mondialisation

- Investissement et accompagnement de nombreuses entreprises québécoises dans leurs projets de croissance et d'expansion, dont AddÉnergie, Groupe Océan, Plusgrade et Transcontinental.
- Lancement de Cheffes de file, une initiative visant à propulser la croissance des entreprises à propriété féminine.

Innovation et relève

- Appui à la transition numérique de l'économie du Québec à travers des investissements dans des sociétés comme Breather et Hopper, et dans des entreprises qui misent sur des solutions technologiques pour soutenir leur croissance, comme BFL Canada et Frank And Oak.
- Création de l'Espace CDPO | Axe IA pour accompagner des *start-ups* issues de secteurs innovants dans la commercialisation de leurs solutions en intelligence artificielle (IA).

Poursuivi la mondialisation de nos activités avec des investissements d'envergure à travers le monde, y compris dans les marchés en croissance

- Diversification de nos actifs à l'échelle internationale, avec une exposition aux marchés mondiaux représentant 64 % à la fin de 2018.
- Exposition accrue et bénéfique aux États-Unis et croissance des investissements en Asie-Pacifique, notamment en immobilier logistique.
- En Amérique latine, création d'une plateforme de co-investissement en infrastructures en Colombie et hausse importante des actifs au Mexique.
- Renforcement de notre approche de partenariats stratégiques dans les marchés développés et en croissance, avec la mise en place d'une équipe dédiée.

Déployé notre stratégie d'investissement face au défi climatique par des actions concrètes qui se traduisent par des résultats probants

- Hausse de 10 G\$ d'actifs sobres en carbone, dépassant la cible initiale de 8 G\$, et nouvelle cible fixée à 32 G\$ d'ici 2020.
- Réduction de 10 % de l'intensité carbone de notre portefeuille sur un objectif de - 25 % d'ici 2025.
- Transactions de qualité en électricité renouvelable aux États-Unis, en Europe, en Inde et en Amérique latine.
- Regroupement des expertises au sein d'une équipe dédiée à l'investissement et aux initiatives durables.

Message du président du conseil

Constance dans la stratégie et solidité du portefeuille ont permis à la Caisse de générer, cette année encore, de bons rendements pour les déposants.

En 2018, dans un contexte de marché difficile et incertain, la Caisse a su démontrer le bienfondé de sa stratégie d'investissement. Une stratégie qui repose sur des assises solides, tout en demeurant en phase avec son époque.

Le conseil d'administration savait le portefeuille de la Caisse robuste; il a eu de nouveau cette année des preuves de sa résilience. Aussi, c'est avec satisfaction qu'il accueille les résultats obtenus sur un an et sur cinq ans, avec une valeur ajoutée appréciable par rapport à l'indice de référence.

Dans un environnement économique en proie au ralentissement et face à l'incertitude qui demeure, bien malin qui peut prédire où se situeront les marchés à moyen et long terme. Le conseil a cependant pleinement confiance que la Caisse continuera d'avancer grâce à ses avantages : une vision claire, une saine gouvernance, une masse critique et des équipes de talent.

Au cours de l'année 2018, la Caisse a continué de diversifier son portefeuille avec des transactions de qualité, entre autres en placements privés, en infrastructures, en immobilier et en crédit, et ce, autant au Québec que dans les marchés internationaux. Voilà qui montre également que la stratégie, axée d'une part sur son impact au Québec et d'autre part sur la mondialisation de ses activités, porte ses fruits.

Au Québec, les équipes ont mis à profit leur expertise et leur connaissance du terrain pour appuyer de façon importante le secteur privé et les entreprises québécoises qui innovent et cherchent à se mondialiser. Elles ont continué de miser sur la nouvelle économie, vecteur important de la croissance de demain.

À l'international, les ressources déployées ces dernières années pour renforcer les capacités se sont traduites par des investissements tangibles. Grâce à ses équipes chevronnées de Montréal à Singapour, de Londres à Sydney, en passant par New York et New Delhi, la Caisse est aujourd'hui mieux positionnée que jamais pour profiter du dynamisme d'économies au potentiel élevé.

Elle est une partenaire de choix, recherchée par de grands investisseurs et entreprises. Il faut d'ailleurs souligner à cet égard la mise en place de l'équipe responsable des partenariats stratégiques, une initiative qui confirme l'importance que revêt pour la Caisse la collaboration et la complémentarité en investissement.

Et parce que le monde aussi change à toute vitesse, le conseil accueille favorablement la création d'une équipe axée sur l'innovation afin de tabler sur les tendances porteuses qui accompagnent cette transition et de saisir de nouvelles occasions.

Le conseil salue également la mise sur pied de l'équipe d'investissement durable ainsi que le leadership de la Caisse en matière de lutte aux changements climatiques. Il a en outre appuyé la décision d'intégrer le facteur carbone dans le calcul de la rémunération incitative des employés, convaincu que cela lui permettra d'être mieux alignée sur sa stratégie et de poursuivre ses avancées.

2018 constitue enfin l'année du lancement des travaux de construction du Réseau express métropolitain (REM), rendant plus concret ce réseau de transport public qui améliorera le quotidien des citoyens de la grande région de Montréal. Souvenons-nous que ce projet se trouvait encore sur la table à dessin voilà à peine deux ans!

Pour ma part, je tiens à remercier mes collègues du conseil d'administration pour leur diligence et leur rigueur dans l'exercice de leurs fonctions. Leur contribution à la gouvernance de l'organisation est cruciale. J'en profite pour remercier Bertrand Cesvet pour le travail accompli durant son mandat au conseil, qui s'est terminé en 2018, et pour souhaiter la bienvenue à Sylvain Brosseau.

Au nom du conseil, je voudrais exprimer notre gratitude pour le travail de l'ensemble des employés qui ont su naviguer avec agilité dans un environnement complexe. Le leadership est fort à la Caisse. L'équipe de direction est compétente, et une relève talentueuse se développe. La mobilisation atteint un haut niveau et la fierté n'a cessé de s'accroître depuis l'arrivée de Michael Sabia, voilà déjà 10 ans.

Que de chemin parcouru depuis mars 2009! Sous sa gouverne, l'actif net est passé de 120 G\$ à près de 310 G\$, avec un rendement annuel moyen de 9,2 % sur 10 ans. Ce sont des résultats solides.

De plus, sous sa direction, la Caisse est devenue une institution qui fait la fierté des Québécoises et des Québécois et qui bénéficie d'une excellente notoriété internationale.

Le président du conseil d'administration,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Tessier'.

ROBERT TESSIER

Message du président et chef de la direction

Il y a plusieurs années maintenant, nous avons décidé de revoir notre stratégie d'investissement, de définir une nouvelle approche, avec deux objectifs en tête : profiter de la croissance quand les marchés sont à la hausse et construire un portefeuille plus résilient. Un portefeuille capable de bien réagir quand les marchés sont en baisse ou se montrent très volatils.

En 2018, cette stratégie a été mise à l'épreuve par une fin d'année difficile pour les marchés publics, résultat de différents facteurs rencontrés en cours d'année.

D'abord, un resserrement des conditions financières pendant les trois premiers trimestres qui a créé beaucoup de mouvements sur les marchés. Puis, au quatrième trimestre, une période pendant laquelle les marchés ont chuté de façon marquée : l'indice S&P 500, de - 13 %; le MSCI ACWI, de - 12 %; le MSCI Europe, de - 11 %. Donc, des marchés terminant l'année en territoire négatif pour une première fois depuis huit ans.

Face à cette turbulence, notre portefeuille a performé comme prévu. Nous avons livré un rendement de 4,2 %, surpassé notre portefeuille de référence d'environ 180 points centésimaux et généré 5,3 G\$ de valeur ajoutée.

En somme, une année exigeante, mais qui pourrait être précurseur de ce qui nous attend : volatilité, croissance économique au ralenti et risques géopolitiques.

Dans ce contexte, notre stratégie repose sur quatre piliers :

1. La qualité, une caractéristique partagée par tous nos portefeuilles. Une priorité pour toutes nos catégories d'actif. Par exemple, le mandat Qualité mondiale dans nos activités de marchés boursiers a produit un rendement solide grâce à des investissements dans des sociétés de grande qualité, mieux positionnées pour résister à la turbulence des marchés publics.

2. La diversification de notre portefeuille vers les actifs moins liquides. Investir dans des sociétés en croissance et des sociétés résilientes, particulièrement dans quatre secteurs : la santé, les services financiers, la technologie et les industries durables. Investir dans des infrastructures de qualité qui génèrent un bon rendement courant. Investir dans le secteur industriel et logistique qui présente un fort potentiel en immobilier.
3. La répartition géographique, avec une évolution mondiale importante de notre portefeuille au fil des ans. En 2018, notre plus forte exposition au marché américain s'est avérée bénéfique, puisque les États-Unis ont été la seule économie en pleine croissance dans le monde. En revanche, cela a été une année de défis pour les marchés en croissance. Ceux-ci nous ont procuré un rendement élevé au cours des dernières années, c'est pourquoi il est important d'y accroître nos investissements. Parce que le centre de gravité de l'économie mondiale migre vers le sud et vers l'est du globe. Une tendance et une priorité importantes pour l'avenir.
4. Au Québec, les fondamentaux de nos stratégies d'investissement n'ont pas changé : mettre l'accent sur l'innovation, la mondialisation de l'économie québécoise et les projets structurants. Notre priorité est toujours d'investir dans le secteur privé, parce qu'il s'agit du véritable moteur de développement économique au Québec. Pour cette raison, nous avons augmenté, en 2018, le niveau de notre investissement dans ce secteur à près de 44,3 G\$. Cela représente des investissements dans près de 775 sociétés québécoises, dont environ 685 PME.

Par ailleurs, un an après son déploiement, notre stratégie face au défi climatique amène des résultats très concluants. En 2018, nous avons ajouté 10 G\$ d'actifs sobres en carbone à notre portefeuille, pour surpasser notre cible fixée à 8 G\$ pour l'année 2020. Nous avons donc rehaussé notre ambition, pour relever cette cible à 14 G\$ sur la période. Aussi, nous avons réduit de 10 % l'intensité carbone de notre portefeuille global. Nous sommes ainsi bien positionnés pour atteindre notre cible de réduction de 25 % en 2025.

Ces avancées sont le fruit du travail de nos équipes, au Québec et à travers le monde, qui chaque jour mettent à profit leur talent et leurs expertises diversifiées afin de livrer des résultats soutenus pour nos déposants, les Québécoises et les Québécois.

Nos priorités pour l'avenir

Dans l'avenir, face aux incertitudes qui demeureront, nous devons rester concentrés sur quelques grandes priorités à long terme et garder le cap sur notre stratégie.

D'abord, en poursuivant notre orientation sur la qualité, clé de notre succès des dernières années.

Puis, en continuant de travailler avec les meilleurs partenaires et de diversifier nos actifs :

- D'un côté, à travers l'évolution de notre portefeuille en augmentant la part de nos investissements dans les actifs moins liquides. Ceux-ci ont démontré leur capacité à bien performer, spécialement dans un contexte de marché incertain.
- D'un autre côté, par la poursuite de la mondialisation de nos activités. Pour pouvoir capter la croissance où qu'elle soit dans le monde, au bénéfice des Québécoises et des Québécois.

Au Québec, nous porterons une attention particulière à la nouvelle économie, tout en appuyant les entreprises les plus solides, en soutenant leur croissance et leur expansion sur les marchés mondiaux. Aussi, en construisant le Réseau express métropolitain (REM), toujours dans l'objectif de faire une contribution structurante à l'économie de la métropole en facilitant et fluidifiant les déplacements dans le Grand Montréal.

En 2018, nous avons commencé à mettre plus d'accent sur l'innovation en créant une équipe dédiée à cette question importante. Nous allons poursuivre ce travail pour accélérer l'innovation dans l'ensemble de l'organisation, pour fabriquer des occasions d'investissement différentes qui nous permettront de nous démarquer encore davantage. Dans la même veine, nous sommes en train de développer une expertise interne sur les technologies de rupture non seulement pour mieux comprendre les impacts des changements à venir sur notre portefeuille, mais aussi pour profiter des possibilités d'investissement qu'elles offriront.

Tout cela, dans une perspective durable, en exécutant avec détermination notre stratégie sur les changements climatiques pour contribuer à la transition vers une économie sobre en carbone.

Et en continuant d'être guidés par une ambition : réaliser le plein potentiel de la Caisse, au service des Québécoises et des Québécois et de notre économie.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA

Nos clients, les déposants

Nos clients, les déposants

L'année 2018 a été caractérisée par une incertitude grandissante sur le potentiel de croissance de l'économie mondiale, laquelle s'est traduite par une turbulence sur les marchés financiers. Dans ce contexte, les décisions de la Caisse des dernières années en matière de stratégies d'investissement, combinées aux décisions des déposants en matière de portefeuilles de référence, se sont avérées judicieuses.

UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE

Par ses investissements, la Caisse vise à contribuer à la solidité financière des fonds des déposants. C'est pour eux qu'elle met à profit sa connaissance des marchés mondiaux et son expertise en gestion de portefeuille pour les appuyer dans leurs décisions de placement. La relation entre la Caisse et les déposants est fondée sur un modèle d'affaires au cœur duquel figurent la collaboration, l'écoute, la transparence ainsi qu'un partage clair des rôles et des responsabilités de chacun.

En 2018, les équipes de la Caisse et les représentants des déposants ont échangé de façon régulière sur différents sujets. Dans le contexte de travaux de politique de placement, il a notamment été question des orientations stratégiques proposées par la Caisse afin de déterminer comment celles-ci peuvent optimiser le profil rendement-risque de ses clients.

UN CONTEXTE POUR LES DÉPOSANTS QUI A ÉVOLUÉ CES DERNIÈRES ANNÉES

Après plusieurs années de versements de cotisations additionnelles importantes pour éponger des déficits actuariels et de rendements appréciables sur les marchés financiers, les régimes de retraite ou d'assurance des déposants sont aujourd'hui en bien meilleure situation financière.

Toutefois, cette nouvelle réalité n'est pas sans défis. Par exemple, le profil démographique de ces régimes a évolué de façon importante au fil des ans et nécessite de revoir, pour chacun, les orientations en matière d'investissement et les outils disponibles pour une saine gestion des risques.

En 2018, les équipes de la Caisse et des déposants ont poursuivi leurs travaux et échanges continus sur ces questions.

DES SERVICES-CONSEILS PERSONNALISÉS

Par ses services-conseils, la Caisse offre aux déposants un appui dans leurs décisions de politique de placement, en particulier celles touchant le choix d'un portefeuille de référence à long terme (allocation stratégique de l'actif). Ces services comprennent :

- des analyses des marchés financiers et une évaluation des perspectives économiques;
- des hypothèses de rendement et de risque à long terme pour les principales catégories d'actif, ainsi que pour les portefeuilles spécialisés offerts;
- des simulations permettant de comparer l'effet attendu à long terme de différents choix de portefeuilles de référence sur les rendements, le risque, la situation financière du régime ou son financement.

Plusieurs projets d'analyse ont ainsi été menés avec les déposants au cours des dernières années. Ces travaux ont permis d'analyser la répartition stratégique de l'actif en place et, pour certains déposants, de la faire évoluer en fonction de leur réalité financière, de leur tolérance au risque, de leur besoin de liquidités, de l'évolution des produits de la Caisse, etc.

Une attention particulière a aussi été apportée à l'analyse des différents tests de tension développés pour mesurer la résilience du portefeuille de référence face à divers scénarios.

En outre, pour répondre aux nouvelles réalités démographiques des régimes, un accent a été mis sur les outils de gestion de l'actif permettant de réduire la sensibilité de leur situation financière aux mouvements de taux d'intérêt.

RENDEMENTS INDIVIDUELS DES DÉPOSANTS

Dans l'ensemble, sur cinq ans, les différents fonds des déposants ont généré un rendement à la hauteur de leurs besoins, tout en démontrant la résilience attendue en période de volatilité.

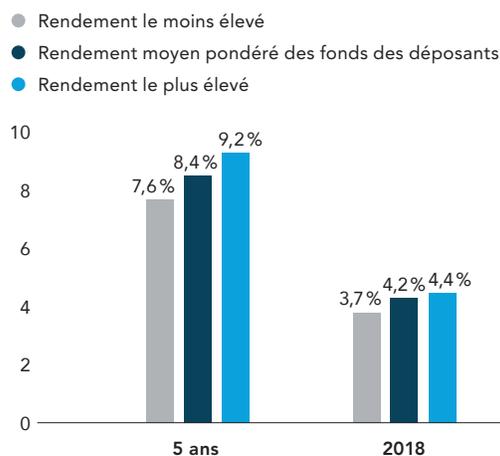
Les décisions de répartition d'actif entre les trois grandes catégories du portefeuille global – Actions, Revenu fixe et Actifs réels – ont eu une incidence importante sur le rendement de chacun des déposants. Ces décisions sont prises par les déposants, avec l'appui de la Caisse, en fonction notamment de leurs objectifs de rendement, de leur tolérance au risque et de leur horizon d'investissement.

Sur cinq ans, les rendements annualisés des huit principaux fonds des déposants s'établissent entre 7,6 % et 9,2 %.

Pour l'année 2018, leurs rendements varient entre 3,7 % et 4,4 %.

GRAPHIQUE 1

RENDEMENTS DES HUIT PRINCIPAUX FONDS DES DÉPOSANTS



Nos clients, les déposants (suite)

UNE OFFRE DE PORTEFEUILLES ADAPTÉE

La Caisse propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres de même type (voir le tableau 2). La grande majorité de ces portefeuilles sont gérés de façon active. La gestion de chacun est encadrée par un ensemble de règles énoncées dans une politique d'investissement. Ce document précise entre autres :

- l'approche de gestion;
- l'univers d'investissement et l'indice de référence;
- les objectifs de rendement;
- l'encadrement des risques.

En complément à ces portefeuilles spécialisés, la Caisse offre des activités de superposition qui permettent à chaque déposant d'établir une exposition personnalisée aux taux d'intérêt.

En 2018, des ajustements ont été apportés aux activités de certains portefeuilles de la Caisse.

Ainsi, les cibles d'allocation des mandats du portefeuille Marchés boursiers ont été revues, notamment celles des marchés en croissance. Cet ajustement a aussi nécessité un changement à l'indice de référence du portefeuille.

De plus, comme prévu à son lancement en 2017, le portefeuille Crédit a vu progresser son allocation cible. Ainsi, le poids cible des activités de financement spécialisé a été augmenté en contrepartie d'une baisse équivalente de l'exposition cible au mandat de crédit aux entreprises. Cet ajustement a aussi nécessité un changement à l'indice de référence du portefeuille.

Finalement, les activités personnalisées de superposition qui permettent aux déposants de personnaliser l'exposition de leur fonds aux taux d'intérêt ont été modifiées afin d'optimiser le profil rendement-risque. Depuis septembre 2018, l'exposition aux taux d'intérêt de ces activités se fait au moyen de contrats à terme sur les taux d'intérêt américains.

TABLEAU 2

OFFRE DE PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(au 31 décembre 2018)

	GESTION ACTIVE	GESTION INDICIELLE	OBJECTIFS
REVENU FIXE	Taux Crédit	Valeurs à court terme Obligations à long terme Obligations à rendement réel	Réduction du niveau de risque global du portefeuille Appariement entre l'actif et le passif des déposants Source importante de liquidité
ACTIFS RÉELS	Immeubles Infrastructures		Exposition à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation Couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants
ACTIONS	Marchés boursiers Placements privés		Augmentation du rendement espéré des déposants à long terme
AUTRES PLACEMENTS	Stratégies actives de superposition Répartition de l'actif		Diversification et complémentarité du portefeuille global de la Caisse

Huit principaux fonds des déposants

Représentent 96,1 % de l'actif net au 31 décembre 2018

1 Fonds d'amortissement des régimes de retraite

83,2 G\$

ACTIF NET

- Fonds permettant au gouvernement du Québec de capitaliser la part de l'employeur des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic

2 Retraite Québec

72,6 G\$

ACTIF NET

- Fonds du Régime de rentes du Québec
- 4,1 millions de cotisants
- 2,0 millions de bénéficiaires
- 13,9 G\$ versés en prestations annuellement

3 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

70,4 G\$

ACTIF NET

- 539 000 cotisants
- 271 000 retraités et 18 000 conjoints survivants et orphelins
- 5,7 G\$ versés en prestations annuellement

4 Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec

23,3 G\$

ACTIF NET

- 157 500 cotisants
- 94 000 retraités ou conjoints survivants
- 906 M\$ versés en prestations annuellement

5 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

16,6 G\$

ACTIF NET

- 224 000 employeurs cotisants
- 3,9 millions de travailleurs couverts
- 2,1 G\$ versés en prestations annuellement

6 Société de l'assurance automobile du Québec

12,1 G\$

ACTIF NET

- 5,4 millions de détenteurs de permis de conduire
- 6,5 millions de véhicules immatriculés
- 1 G\$ versés en indemnités annuellement

7 Fonds des générations

11,3 G\$

ACTIF NET

- Fonds consacré au remboursement de la dette du Québec

8 Régime de retraite du personnel d'encadrement

8,0 G\$

ACTIF NET

- 27 000 cotisants
- 30 000 retraités et 2 500 conjoints survivants et orphelins
- 1,4 G\$ versés en prestations annuellement

TABLEAU 3

LES 41 DÉPOSANTS DE LA CAISSE – Comparaison de l'actif net au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018
(juste valeur au 31 décembre – en millions de dollars)

	Premier dépôt	Actif net des déposants			
		2018		2017	
		\$	%	\$	%
CAISSES DE RETRAITE					
Retraite Québec	1966	72 584	23,5	69 282	23,2
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1970	23 312	7,5	22 389	7,5
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973	70 406	22,7	68 467	23,0
Régime de retraite du personnel d'encadrement	1973	8 035	2,6	6 871	2,3
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec	1977	264	0,1	262	0,1
Régime de retraite des élus municipaux	1989	270	0,1	264	0,1
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités	2015	1	–	1	–
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence	1990	611	0,2	588	0,2
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1994	83 176	26,9	78 468	26,3
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse employeurs	2009	873	0,3	654	0,2
Régime de retraite de l'Université du Québec	2004	635	0,2	549	0,2
Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec	2005	471	0,2	387	0,1
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	2006	31	–	33	–
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	2007	184	0,1	197	0,1
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – Caisse participants	2007	524	0,2	474	0,2
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval	2007	427	0,1	347	0,1
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges	2010	89	–	88	–
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval	2012	322	0,1	267	0,1
Fiducie globale Ville de Magog	2012	70	–	69	–
Régime de retraite des employés et employés de la Ville de Sherbrooke	2012	52	–	42	–
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	2013	661	0,2	643	0,2
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke	2013	80	–	81	–
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique	2014	68	–	58	–
Régime de retraite de la Ville de Terrebonne	2015	69	–	64	–
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec	2016	256	0,1	264	0,1
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec	2016	315	0,1	318	0,1
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec	2016	559	0,2	560	0,2
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec	2016	220	0,1	213	0,1
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec	2016	462	0,2	453	0,2
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec	2016	170	0,1	165	0,1
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale	2016	83	–	70	–
Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval	2017	127	–	122	–
RÉGIMES D'ASSURANCE					
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1967	11	–	11	–
La Financière agricole du Québec	1968	900	0,3	933	0,3
Autorité des marchés financiers	1969	881	0,3	843	0,3
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1973	16 640	5,4	16 214	5,4
Société de l'assurance automobile du Québec	1978	12 072	3,9	11 924	4,0
Les Producteurs de bovins du Québec	1989	6	–	6	–
Régime de rentes de survivants	1997	448	0,1	460	0,2
Conseil de gestion de l'assurance parentale	2005	141	–	–	–
AUTRES DÉPOSANTS					
Office de la protection du consommateur	1992	142	0,1	155	0,1
Ministère des Finances, gouvernement du Québec ¹					
Fonds des générations	2007	11 298	3,6	13 780	4,6
Fonds des congés de maladie accumulés	2008	1 240	0,4	1 191	0,4
Fonds d'information sur le territoire	2011	189	0,1	155	–
Agence du revenu du Québec	2012	136	–	130	–
TOTAL		309 511	100,0	298 512	100,0

1. Le ministère des Finances confie un total de cinq fonds à la Caisse.

Rapport de gestion

Contexte macroéconomique mondial

Dix années se sont écoulées depuis le début de la crise financière de 2008-2009. Dans l'ensemble des pays développés, ce n'est que récemment que les excédents de capacité causés par la sévérité de la crise ont été comblés, bien que d'importantes divergences interrégionales persistent.

Pour y arriver, les banques centrales ont dû amener leur taux directeur au plancher et certaines ont mis en œuvre des programmes d'achat massif d'actifs, gonflant ainsi leur bilan et les liquidités mondiales à des niveaux records (voir le graphique 4).

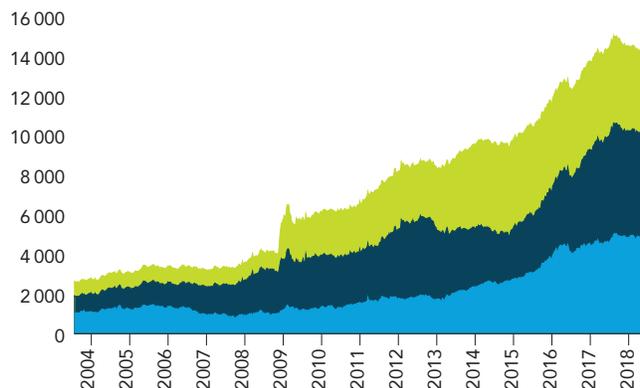
Les économies des marchés en croissance ont profité de cet environnement d'assouplissement monétaire généralisé afin de continuer sur la voie du rattrapage du niveau de vie des pays développés. La reprise synchronisée de l'économie mondiale observée en 2017 a cependant fait place à un léger ralentissement en 2018 (voir le graphique 5).

GRAPHIQUE 4

BILAN DES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES DES PAYS DÉVELOPPÉS (en milliards de dollars américains)

- Banque du Japon
- Banque centrale européenne
- Réserve fédérale américaine

Source : Datastream



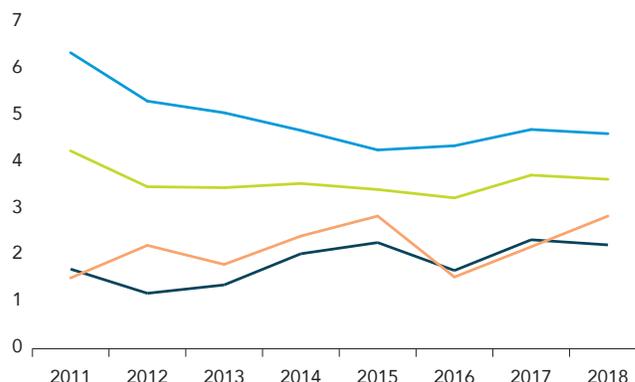
GRAPHIQUE 5

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2018, MAIS LES ÉTATS-UNIS POURSUIVENT SUR LEUR LANCÉE

Croissance annuelle du PIB réel (en pourcentage)

- Marchés en croissance
- Économies développées
- Monde
- États-Unis

Source : FMI



Contexte macroéconomique mondial (suite)

LA CROISSANCE MONDIALE DÉCÉLÈRE EN 2018 ET SOULÈVE DES INQUIÉTODES EN FIN D'ANNÉE

Bien que supérieure à celle enregistrée au cours des cinq dernières années, la croissance de l'économie mondiale a ralenti en 2018. Une série de facteurs expliquent cette décélération. D'abord, en Chine, les efforts de désendettement ont mené à une forte diminution de la croissance du crédit au secteur privé, alors même que la confiance des entreprises était fragile. Le ralentissement de la croissance en Chine a affecté un grand nombre de ses partenaires commerciaux dont l'Allemagne, déjà aux prises avec des difficultés d'ajustement à de nouvelles normes d'émission de rejets polluants dans son important secteur automobile. Ces événements, conjugués aux resserrements monétaires amorcés par plusieurs banques centrales, ont pesé sur la confiance des entreprises. En particulier, le ton adopté par la Réserve fédérale américaine (Fed) au cours du dernier trimestre de l'année a fait craindre aux investisseurs que les resserrements annoncés ne freinent l'économie américaine davantage que nécessaire, dans un contexte où l'économie mondiale demeurerait fragile. Cela a occasionné de fortes chutes des taux obligataires et des corrections boursières importantes un peu partout dans le monde, faisant redouter la fin imminente du cycle d'expansion.

Des facteurs de nature géopolitique ont également ébranlé la confiance des entreprises. Parmi ceux-ci, la menace de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a sans doute eu le plus grand impact. Il faut aussi mentionner les inquiétudes liées au Brexit, aux tensions entre l'Italie et ses partenaires européens et aux protestations associées au mouvement des gilets jaunes en France.

LES ÉTATS-UNIS EN TÊTE DE PELOTON DES PAYS DÉVELOPPÉS

Sur fond d'incertitude, la croissance américaine s'est tout de même accélérée en 2018, grâce notamment aux stimuli budgétaires de la fin de 2017 et du début de 2018. L'économie américaine a enregistré la meilleure croissance parmi les principaux pays développés en 2018, de même qu'au cours des cinq dernières années. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie américaine se trouvait en territoire de demande excédentaire dès 2017. Bien que l'inflation soit demeurée sous contrôle au cours des dernières années, la Fed a amorcé la normalisation de sa politique monétaire en augmentant son taux directeur à la fin de 2015 et en réduisant la taille de son bilan en octobre 2017. Malgré ce contexte de resserrement monétaire, les taux obligataires américains à 10 ans sont demeurés majoritairement sous les 3 %. Ils ont été tirés par des pressions baissières liées notamment à l'augmentation de l'incertitude mondiale et au bilan de la Fed, qui demeure très élevé. Les taux obligataires américains ont aussi été mis sous pression par les taux beaucoup plus faibles en Europe et au Japon, ce qui a amené des investisseurs à préférer acheter des obligations du gouvernement américain.

Dans la zone euro, la croissance a été relativement faible au cours des cinq dernières années, en dépit des assouplissements monétaires extraordinaires de la Banque centrale européenne (BCE). L'économie de la zone se trouvait toujours en situation de surcapacité de production en 2018, et le taux de chômage y restait à un niveau supérieur à celui d'avant la crise. Après le rebond de croissance de 2017, l'économie de la zone euro a fortement ralenti tout au long de l'année 2018. La BCE a tout de même mis un terme à son programme d'achat d'actifs à la fin de l'année.

LES ÉCONOMIES CANADIENNE ET QUÉBÉCOISE SONT PRÈS DU PLEIN EMPLOI, MAIS L'ENDETTEMENT ET LA COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE RESTENT DES ENJEUX IMPORTANTS

L'économie canadienne a bien fait au cours des cinq dernières années. Le PIB a crû en moyenne de 1,9 % par année, un rythme supérieur à sa croissance potentielle. Cela a permis de faire chuter le taux de chômage à 5,6 % en fin d'année 2018, un niveau historiquement bas et près du plein emploi. Après s'être fortement accélérée en 2017, l'économie canadienne a ralenti en 2018, en raison principalement de la faiblesse marquée du prix du pétrole canadien, du ralentissement du secteur immobilier et des incertitudes liées aux négociations sur l'accord devant succéder à l'ALENA. La Banque du Canada a tout de même majoré à trois reprises son taux directeur de 25 p.c., mais elle s'est montrée prudente dans ses communications en fin d'année quant aux hausses à venir. Le fort ralentissement de la croissance au dernier trimestre de l'année a d'ailleurs surpris les marchés.

Le Québec a connu une performance économique semblable à celle du Canada, ce qui s'est traduit par un marché du travail très dynamique. Cela dit, le Québec, aux prises avec un vieillissement accéléré de sa population, fait également face, comme le Canada, à des enjeux importants d'endettement des ménages et de compétitivité internationale qui pourraient peser sur la croissance future. La signature d'un nouvel accord de libre-échange, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), a toutefois permis de dissiper un risque important.

LES POLITIQUES COMMERCIALES ET MONÉTAIRES AMÉRICAINES ONT PESÉ SUR LES MARCHÉS EN CROISSANCE EN 2018

Les marchés en croissance ont connu des fluctuations cycliques marquées au cours des cinq dernières années, reflétant des facteurs internes, comme le ralentissement économique en Chine et la profonde récession au Brésil. Des facteurs externes ont aussi causé des problèmes dans les marchés en croissance, dont le resserrement de la politique monétaire américaine et la chute des prix des produits de base, laquelle a nui aux pays exportateurs. En 2017, malgré des divergences entre les pays, l'activité globale des marchés en croissance avait commencé à s'accélérer de manière synchronisée avec celle des pays développés. Cela reflétait la reprise du commerce mondial et l'appétit accru pour le risque qui a favorisé l'entrée de capitaux.

Le ralentissement cyclique en 2018 s'est fait sentir un peu partout dans les principaux marchés en croissance, avec en toile de fond l'appréciation du dollar américain. Tout d'abord, le ralentissement en Chine, amplifié par les politiques commerciales américaines, a eu des répercussions mondiales nuisant au climat des affaires et détériorant l'humeur des marchés. En Inde, la croissance s'est légèrement accélérée en 2018 alors que les effets liés à la démonétisation et à l'introduction de la taxe sur les produits et services se sont dissipés. Cet élan s'est toutefois estompé dans la foulée des incertitudes liées aux prochaines élections générales. Au Mexique, bien que la signature de l'ACEUM ait réduit l'aversion au risque, les politiques économiques envisagées par le nouveau gouvernement soulèvent des questions. Enfin, au Brésil, la constitution par le nouveau président d'une équipe économique semblant déterminée à mettre en place d'importantes réformes structurelles a reçu un accueil favorable des marchés.

Analyse du rendement global

Sur cinq ans, la Caisse a généré des résultats supérieurs aux besoins à long terme de ses déposants, avec une valeur ajoutée importante.

309,5 G\$

ACTIF NET

98,7 G\$

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS
SUR 5 ANS

8,4%

RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

4 catégories d'investissement : Revenu fixe / Actifs réels / Actions / Autres placements

RENDEMENT SUR CINQ ANS

Au cours des cinq dernières années, la Caisse a poursuivi sa stratégie d'investissement qui met l'accent sur la mondialisation, la gestion en absolu, les actifs moins liquides et les activités de crédit, son impact au Québec, de même que la transition vers une économie sobre en carbone. Cette stratégie a permis au portefeuille global de générer des résultats de placement nets de 98,7 G\$. Au 31 décembre 2018, l'actif net a ainsi atteint 309,5 G\$ (voir le tableau 7, p. 35), soit une augmentation de plus de 50 % comparativement à celui au 31 décembre 2013.

Sur cinq ans, le rendement moyen pondéré annualisé des fonds des déposants s'élève à 8,4 %, avec une performance variant de 12,0 % en 2014 à 4,2 % en 2018 (voir le tableau 6, p. 35). Pour sa part, l'indice de référence affiche un rendement annualisé de 7,1 %. L'écart de 1,3 % représente une valeur ajoutée de 16,7 G\$. Tous les portefeuilles dans chacune des catégories d'investissement ont contribué au rendement global.

Revenu fixe

Sur cinq ans, la catégorie a procuré des résultats de placement nets de 16,7 G\$. Son rendement annualisé de 4,2 % surpasse celui de son indice, qui s'établit à 3,5 %, équivalant à une valeur ajoutée de 3,0 G\$. Le rendement courant des actifs en portefeuille explique une partie de ce résultat, tout comme le rétrécissement des écarts de crédit avant 2017. La décision de la Caisse de diversifier ses sources de rendement en revenu fixe s'est également révélée bénéfique. Cela s'est traduit par une exposition accrue à des segments de marché au profil plus performant que celui des titres obligataires plus traditionnels, comme en témoigne l'évolution du portefeuille Crédit depuis sa création en 2017.

Actifs réels

La catégorie a généré des résultats de placement nets de 20,2 G\$ sur cinq ans et un rendement annualisé de 10,0 %, le même que celui de son indice. Les portefeuilles Infrastructures et Immeubles ont obtenu des rendements annuels moyens de 10,4 % et de 9,8 % respectivement. Leur performance est attribuable à la fois à l'appréciation de la valeur des actifs détenus et à leur rendement courant. Dans un environnement de forte concurrence pour les actifs réels, la Caisse a su tirer profit de ses avantages comparatifs pour réaliser un volume élevé de transactions à l'échelle mondiale aux côtés de partenaires de premier plan.

Actions

Les actions, qui comptent pour près de la moitié du portefeuille global, ont enregistré le meilleur rendement sur cinq ans parmi les catégories d'investissement, soit 10,4 % annualisé. Cette performance, qui surpasse de 2,3 % celle de l'indice, découle de la stratégie axée sur la qualité mise en place au cours des dernières années, et ce, dans la sélection de titres comme dans le choix des partenaires. Cela fait de cette catégorie la première source de valeur ajoutée de la Caisse, avec 13,2 G\$, et le plus grand contributeur au rendement global, avec des résultats de placement nets de 59,1 G\$. Les deux portefeuilles de cette catégorie se sont démarqués, avec des résultats de placement nets de 41,5 G\$ pour Marchés boursiers et de 17,7 G\$ pour Placements privés, grâce à des rendements annualisés respectifs de 9,5 % et de 12,8 %.

RENDEMENT EN 2018

La stratégie de la Caisse a été mise à l'épreuve en 2018. Pour la première fois depuis 2011, les marchés boursiers mondiaux ont terminé en territoire négatif en raison notamment de la normalisation des politiques monétaires, des incertitudes géopolitiques et de l'escalade tarifaire provoquée par les tensions entre les grandes puissances économiques.

Dans cet environnement, la Caisse a néanmoins livré une performance de 4,2 %, supérieure à celle de son indice de référence, qui s'établit à 2,4 % (voir le tableau 7). La valeur ajoutée de 5,3 G\$ créée dans ce contexte reflète la stratégie de la Caisse visant à construire un portefeuille robuste et résilient, capable de bien performer dans des marchés difficiles. Sur un an, le portefeuille global a dégagé des résultats de placement nets de 11,8 G\$, avec une contribution importante de trois grandes catégories d'investissement.

TABLEAU 6

RENDEMENTS DE LA CAISSE

(pour les périodes terminées le 31 décembre – en pourcentage)

	Rendement global de la Caisse ¹
5 ans (2014-2018)	8,4
2018	4,2
2017	9,3
2016	7,6
2015	9,1
2014	12,0

1. Rendement moyen pondéré des fonds des déposants.

TABLEAU 7

ACTIF NET ET RENDEMENTS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2018)

Catégories d'investissement	Actif net G\$	5 ans			1 an		
		Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe	94,3	16 695	4,2	3,5	1 897	2,1	0,9
Actifs réels	61,0	20 154	10,0	10,0	4 771	9,0	10,1
Actions	151,2	59 123	10,4	8,1	4 840	3,5	0,3
Stratégies actives de superposition	0,6	12	s.o.	s.o.	(163)	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif	1,8	1 235	s.o.	s.o.	203	s.o.	s.o.
Total^{1,2}	309,5	98 687	8,4	7,1	11 790	4,2	2,4

1. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

2. Voir les notes générales 3 et 6 du rapport annuel, à la page 185.

Analyse du rendement global (suite)

Revenu fixe

Malgré le niveau élevé d'incertitude qui a occasionné des variations importantes dans les marchés obligataires au cours de l'année, la catégorie a produit des résultats de placement nets de 1,9 G\$. Cette performance s'explique principalement par le virage amorcé l'année précédente au sein du portefeuille Crédit. Ses activités, qui comprennent le crédit aux entreprises, le crédit gouvernemental, le crédit immobilier et le financement spécialisé, ont eu un impact positif sur le rendement des portefeuilles de revenu fixe, qui s'élève à 2,1 %, soit 1,2 % au-dessus de l'indice de référence.

Actifs réels

Les portefeuilles Infrastructures et Immeubles affichent une performance combinée de 9,0 % en 2018, et des résultats de placement nets de 4,8 G\$. Comme pour la période de cinq ans, ce sont principalement l'appréciation de la valeur des actifs et le rendement courant qui expliquent ces résultats. Au cours de l'année, des transactions d'envergure ont été réalisées au sein des deux portefeuilles, dont plusieurs dans des secteurs porteurs comme la logistique et l'énergie renouvelable.

Actions

La catégorie a généré un rendement de 3,5 % en 2018, comparativement à 0,3 % pour son indice. Cette performance, qui reflète la stratégie axée sur la qualité mise en place au cours des dernières années, s'est traduite par des résultats de placement nets de 4,8 G\$ et une valeur ajoutée de 4,6 G\$. Le portefeuille Marchés boursiers a su démontrer sa résilience, avec un rendement de -0,9 %, supérieur à celui de son indice, qui se situe à -2,5 %. Le mandat Qualité mondiale s'est particulièrement distingué par des résultats très solides dans le contexte et une valeur ajoutée de 2,9 G\$. De son côté, le portefeuille Placements privés a enregistré le meilleur rendement de l'ensemble des portefeuilles de la Caisse, soit 16,6 %, avec des résultats de placement nets de 5,9 G\$.

DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

La Caisse diversifie ses placements en investissant non seulement dans des catégories d'actif variées, mais aussi dans différentes régions du monde. En plus de diminuer le risque de son portefeuille global, cette diversification géographique lui permet de saisir des occasions attrayantes dans des économies dynamiques.

Dans la foulée de sa stratégie de mondialisation, la Caisse a accru sa présence dans les marchés internationaux d'environ 116 G\$ en cinq ans. En conséquence, son exposition géographique a évolué de façon importante, celle à l'extérieur du Canada représentant 64,3 % à la fin de 2018, contre 46,6 % à la fin de 2013 (voir le tableau 8). La Caisse demeure toutefois très active au Québec et au

TABLEAU 8

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE GLOBAL (au 31 décembre – en pourcentage)

	2018	2013
Canada	35,7	53,4
États-Unis	30,2	21,1
Europe	14,5	14,0
Marchés en croissance	13,6	6,9
Autres régions	6,0	4,6
Total	100,0	100,0

Canada, qui comptent toujours pour plus du tiers de l'exposition géographique totale.

Au cours de la période, c'est aux États-Unis que son exposition a le plus augmenté, avec une hausse de 9,1 %. Les investissements ont aussi fortement progressé dans les marchés en croissance, où l'exposition a pratiquement doublé depuis cinq ans. Pour y déployer le capital, la Caisse s'appuie sur une stratégie de partenariats et cible en priorité des pays au potentiel élevé comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et la Colombie.

EXPOSITION AUX DEVICES ET COUVERTURE DE CHANGE

Au 31 décembre 2018, l'exposition de la Caisse aux devises étrangères s'élevait à 55 % de l'actif net total, en hausse de 6 % par rapport à la fin de 2017. Depuis plusieurs années, cette proportion a considérablement augmenté avec la mondialisation de ses activités.

Aujourd'hui, l'ensemble des portefeuilles liquides, à l'exception de certains titres de revenu fixe, est exposé aux taux de change. C'est aussi le cas de tous les portefeuilles d'actifs moins liquides à la suite de la découverte progressive orchestrée entre 2016 et 2018.

Notons que tant sur cinq ans que sur un an, l'exposition aux devises étrangères a eu une incidence positive sur le rendement global, en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE

Le portefeuille de référence de la Caisse correspond à la moyenne pondérée des décisions de répartition de l'actif prises par chacun des déposants, dans le cadre de l'établissement de leur politique de placement.

En 2018, ces derniers ont revu la composition de leur portefeuille de référence respectif, ce qui a influé sur celle du portefeuille de référence de la Caisse. Ainsi, au 31 décembre 2018, celui-ci présentait, par rapport à l'année précédente, une augmentation de la pondération des catégories Actifs réels et, dans une moindre mesure, Actions. En revanche, la catégorie Revenu fixe affichait une baisse. Ces changements reflètent les orientations stratégiques de la Caisse (voir le tableau 9, p. 38).

PORTEFEUILLE GLOBAL

La composition du portefeuille global de la Caisse témoigne des décisions prises à la fois par les déposants relativement à leur portefeuille de référence et par la Caisse, à l'intérieur des marges de manœuvre qui lui sont octroyées pour chaque portefeuille spécialisé. Les deux dernières colonnes du tableau 9, à la page 38, montrent l'évolution de la composition du portefeuille global sur un an.

Analyse du rendement global (suite)

TABLEAU 9

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE ET ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL (pourcentage de l'actif net des déposants)

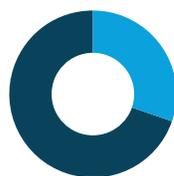
	Portefeuille de référence				Portefeuille global	
	au 31 décembre 2018 ¹			au 31 décembre 2017 ¹	au 31 décembre 2018	au 31 décembre 2017
	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %	Portefeuille de référence %	%	%
Revenu fixe						
Taux	7,8	12,6	18,8	13,5	10,7	13,4
Crédit	11,9	16,7	23,1	16,0	18,2	17,0
Valeurs à court terme	0,2	1,1	8,6	1,2	0,3	0,6
Obligations à long terme	0,7	0,9	4,5	1,0	0,9	1,0
Obligations à rendement réel	0,3	0,4	2,2	0,4	0,4	0,4
Total		31,7		32,1	30,5	32,4
Actifs réels						
Immeubles	8,4	12,1	14,8	12,0	12,4	11,5
Infrastructures	3,4	6,5	9,2	6,3	7,3	5,4
Total		18,6		18,3	19,7	16,9
Actions						
Marchés boursiers	25,7	37,2	45,1	37,6	35,1	37,6
Placements privés	9,1	12,5	15,6	12,0	13,9	12,5
Total		49,7		49,6	49,0	50,1
Autres placements						
Stratégies actives de superposition	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,2
Répartition de l'actif	0,0	0,0	1,0	0,0	0,6	0,4
Total		100,0		100,0	100,0	100,0

1. Le portefeuille de référence ainsi que ses limites maximales et minimales sont le résultat d'une moyenne pondérée des portefeuilles de référence respectifs des déposants.

Revenu fixe

Les résultats de cette catégorie ont profité de la décision de diversifier les sources de rendement.

94,3 G\$
ACTIF NET



30,5%
DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

4,2%
RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

5 portefeuilles: Taux / Crédit / Valeurs à court terme / Obligations à long terme / Obligations à rendement réel

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 52)

TAUX

Rendement depuis sa création

Ce portefeuille, géré de façon active, comprend deux activités principales: la gestion des taux et le crédit gouvernemental. Depuis sa mise en place en 2017, il a procuré des résultats de placement nets de 1,4 G\$.

Rendement en 2018

Le portefeuille a généré un rendement de 2,3 % et des résultats de placement nets de 751 M\$, essentiellement grâce au rendement courant des titres. De son côté, l'effet des variations des taux s'est révélé pratiquement neutre, car les taux ont fait du surplace sur l'ensemble de l'année. L'environnement économique canadien généralement favorable a entraîné une hausse progressive des taux au cours des trois premiers trimestres. Cependant, l'incertitude sur les marchés en fin d'année a engendré une baisse généralisée des taux ainsi qu'un élargissement des écarts de crédit des obligations provinciales.

PORTEFEUILLE TAUX

COMPOSITION

- Titres obligataires gouvernementaux plus traditionnels ayant une excellente qualité de crédit :
 - Gouvernements du Canada et d'autres pays développés
 - Gouvernements des provinces canadiennes

AVANTAGES

- Niveau de risque faible et protection du portefeuille global
- Principale source de liquidité pour la Caisse
- Effet de diversification
- Source de rendement courant
- Possibilité d'appariement entre l'actif et les engagements financiers à long terme des déposants

Revenu fixe (suite)

Comme on peut le voir dans le tableau 10 des rendements des indices obligataires FTSE TMX Canada, les obligations provinciales, incluant celles du Québec, ont enregistré les rendements les plus faibles en 2018, suivies des obligations de sociétés. Parmi les catégories d'émetteurs, ce sont les titres du gouvernement fédéral qui ont connu la meilleure performance. En 2018, l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada a affiché un résultat modeste de 1,4 %, comparativement à 3,5 % sur cinq ans.

CRÉDIT

Rendement depuis sa création

Lancé également en 2017, ce portefeuille comprend des activités d'investissement regroupées en quatre principaux mandats : Crédit aux entreprises, Crédit immobilier,

Financement spécialisé et Crédit gouvernemental. Il a réalisé des résultats de placement nets de 3,4 G\$.

Rendement en 2018

En 2018, le portefeuille a dégagé un rendement de 2,3 % et des résultats de placement nets de 1,1 G\$. Il surpasse son indice de référence de 2,0 %, équivalant à une valeur ajoutée de 1,0 G\$. Parmi les mandats, le crédit immobilier a profité du rendement courant élevé propre à ce type d'activité. Le financement spécialisé a aussi livré une performance solide. Du côté du crédit gouvernemental, malgré la volatilité des obligations des marchés en croissance au cours de l'année, la baisse marquée des taux dans certains pays, comme au Brésil et en Inde, s'est avérée bénéfique pour le rendement.

PORTFEUILLE CRÉDIT

COMPOSITION

- Univers élargi d'instruments ayant des caractéristiques de titres à revenu fixe en fonction des mandats :
 - Crédit aux entreprises : titres obligataires de qualité ou à rendement élevé (sociétés ouvertes) et prêts en direct et en syndication (sociétés fermées)
 - Crédit immobilier : prêts hypothécaires et de construction commerciaux, principalement de premier rang, sur des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des propriétés industrielles et résidentielles
 - Financement spécialisé : titres de dettes, hybrides ou capitaux propres ayant certaines caractéristiques des instruments de dette, de même que financement de projets
 - Crédit gouvernemental : accent sur les titres souverains et quasi souverains des marchés en croissance

AVANTAGES

- Segments de marché offrant un profil plus performant et un rendement supérieur à celui du marché obligataire plus traditionnel
- Diversification des sources de valeur
- Possibilité d'appariement entre l'actif et les engagements financiers à long terme des déposants
- En crédit immobilier, faible risque de crédit en raison d'une approche de souscription prudente et de la qualité des actifs

TABLEAU 10

RENDEMENTS DES INDICES OBLIGATAIRES FTSE TMX CANADA (en pourcentage)

Indices obligataires FTSE TMX Canada	2018				2017				5 ans			
	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Fédéral	1,9	2,4	3,4	2,4	(0,6)	(0,7)	2,7	0,1	1,3	3,0	5,5	2,6
Provincial	2,0	1,9	(0,6)	0,7	0,1	1,3	8,0	4,3	1,9	3,8	6,2	4,5
Québec	2,0	1,9	(0,2)	0,9	0,2	1,4	8,2	4,3	2,0	3,9	6,7	4,8
Sociétés	1,8	1,3	(0,4)	1,1	1,0	2,6	8,8	3,4	2,3	4,3	6,3	3,7
Universel	1,9	1,9	0,3	1,4	0,1	1,0	7,0	2,5	1,7	3,7	6,1	3,5

En 2018, la Caisse a poursuivi sa stratégie visant à accroître ses activités en crédit à travers des transactions d'envergure, dont :

- Tillman Infrastructure : avec AMP Capital, investissement de 500 M\$ US, qui pourrait doubler en fonction des besoins de croissance de la société, pour financer la construction de tours de télécommunication à travers les États-Unis;
- SSQ Assurance : financement pouvant atteindre 150 M\$ afin de permettre à cette entreprise, l'une des plus importantes du secteur de l'assurance au Québec, d'optimiser sa structure de capital et de poursuivre l'exécution de son plan stratégique;
- ContourGlobal : prêt de 150 M\$ (100 M€) pour appuyer l'acquisition d'actifs d'énergie solaire en Espagne par cette plateforme de croissance qui cible des actifs énergétiques adossés à des contrats à long terme.

VALEURS À COURT TERME

Ce portefeuille indiciel est composé de placements à court terme liquides investis sur le marché monétaire canadien. Reflet de l'environnement de taux faibles caractéristique des dernières années, son rendement annualisé s'élève à 0,9 % sur cinq ans, se traduisant par des résultats de placement nets de 172 M\$. En 2018, la remontée des taux directeurs de la Banque du Canada a permis de rehausser le rendement courant des actifs. Le portefeuille a ainsi enregistré un rendement de 1,5 %.

OBLIGATIONS À LONG TERME

Ce portefeuille d'obligations provinciales à long terme est géré selon une approche de type indiciel. Depuis cinq ans, il a affiché un rendement annualisé de 6,4 % et des résultats de placement nets de 702 M\$. Il a bénéficié du rendement courant appréciable des titres, stable dans la durée, et d'un effet de prix avantageux en raison de la baisse des taux à long terme au Canada et au Québec sur la période. En 2018, la forte volatilité des taux a eu une incidence défavorable sur le portefeuille étant donné son échéance de longue durée. Cela s'est soldé par un effet de marché négatif, qui a effacé le rendement courant des titres sur un an, occasionnant un rendement neutre.

OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL

Ce portefeuille indiciel a pour objectif de protéger le portefeuille global contre les hausses du taux d'inflation au Canada. Sur cinq ans, il a enregistré un rendement annualisé de 3,8 % et des résultats de placement nets de 193 M\$ du fait de l'augmentation de l'inflation au Canada. En 2018, en dépit de l'incidence positive de l'inflation, le rendement s'est révélé légèrement négatif. Les hausses du taux directeur de la Banque du Canada ont fait progresser les taux réels, causant un effet de marché défavorable.

Actifs réels

En plus de générer des résultats solides, cette catégorie assure une diversification du portefeuille global.

61,0 G\$
ACTIF NET



19,7 %
DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

10,0 %
RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

2 portefeuilles: Immeubles / Infrastructures

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 52)

IMMEUBLES

Rendement sur cinq ans

Géré par Ivanhoé Cambridge, filiale immobilière de la Caisse, ce portefeuille a fait l'objet d'un repositionnement majeur débuté ces dernières années, centré autour de thèmes clés. Ces thèmes comprennent un virage important vers le secteur industriel et logistique, des projets de développement innovants ainsi qu'une diversification géographique accrue. Il en a résulté un rendement annualisé de 9,8 % et des résultats de placement nets de 13,4 G\$.

Parmi les propriétés ayant dégagé la plus forte plus-value sur la période figurent les immeubles de bureaux des États-Unis, de la France et du Canada, les propriétés

résidentielles des États-Unis ainsi que les centres commerciaux canadiens. Plus récemment, les rendements liés aux investissements dans le secteur industriel et logistique, dans les marchés en croissance et dans les projets de développement ont aussi eu un impact positif notable. Le rendement courant des actifs détenus a également contribué à la performance. Notons que le portefeuille affiche un écart de -0,9 % par rapport à son indice de référence. Cet écart est attribuable à différents facteurs, dont une structure d'endettement à plus long terme et des positionnements géographique et sectoriel différents.

Les graphiques 11 et 12, à la page 43, présentent l'évolution de l'exposition du portefeuille Immeubles sur cinq ans par région et par secteur.

PORTEFEUILLE IMMEUBLES

COMPOSITION

- Immeubles et portefeuilles ou sociétés de qualité situés en majorité dans des villes clés à l'échelle de la planète
- Investissements en fonds propres et en produits de financement, principalement dans les secteurs des centres commerciaux ainsi que des immeubles de bureaux, résidentiels, industriels et logistiques

AVANTAGES

- Source de rendement courant
- Profil rendement-risque attrayant et flux de capitaux importants
- Diversification du risque du portefeuille global de la Caisse en raison d'une corrélation moins importante entre les actifs détenus et les marchés mondiaux
- Certaine protection du capital contre l'inflation à long terme grâce à l'indexation des baux

Rendement en 2018

Au cours de l'année, Ivanhoé Cambridge a réalisé un volume transactionnel total de 16,6 G\$. De ce montant, 7,3 G\$ proviennent des ventes effectuées de façon avantageuse aux fins du repositionnement du portefeuille, incluant 19 actifs du secteur des bureaux américains et deux centres commerciaux canadiens. De leur côté, les nouveaux investissements ont atteint 9,3 G\$ et se sont concentrés autour des thèmes clés, avec des investissements majeurs dans le secteur industriel et logistique. Parmi les faits saillants, soulignons :

- Pure Industrial Real Estate Trust (1,6 G\$) : acquisition avec Blackstone Property Partners de cette fiducie qui gère un fonds de placement immobilier dans des propriétés industrielles et logistiques au Canada et aux États-Unis;
- Prologis : création d'un partenariat avec cette firme devenue le leader mondial de l'immobilier logistique afin d'investir 890 M\$ US pour acquérir, développer et exploiter des propriétés dans ce secteur au Brésil;
- IDI Logistics (2,3 G\$) : partenariat en parts égales avec Oxford, le bras immobilier d'OMERS, pour un investissement total de 4,6 G\$ dans cette société de logistique américaine ainsi que dans la totalité de ses actifs;

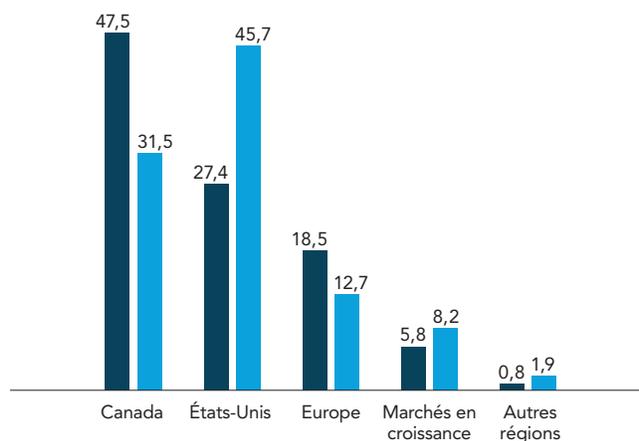
- Texas Tower : début de la construction de cet immeuble de bureaux de haute qualité visant une certification LEED Platine au centre-ville de Houston, en partenariat avec Hines;
- En Asie-Pacifique, croissance de près de 2 G\$ des investissements et engagements en Australie, en Chine, en Inde, en Indonésie et à Singapour, principalement pour des projets de développement en logistique et à usage mixte avec les partenaires LOGOS, Piramal et Chongbang.

Sur l'année, le rendement s'élève à 7,8 %, ce qui se traduit par des résultats de placement nets de 2,7 G\$. Ceux-ci découlent en grande partie de l'appréciation de la valeur des actifs dans les secteurs des bureaux, résidentiel et industriel. Sur le plan géographique, les immeubles aux États-Unis ont fourni un apport important, en particulier dans le résidentiel. Sur le plan sectoriel, ce sont les immeubles de bureaux qui ont le plus contribué au rendement. L'écart entre le rendement du portefeuille et celui de son indice s'explique par différents facteurs, notamment une diversification géographique moins importante, une exposition moindre au secteur industriel et logistique, et la détention de sociétés cotées, dont les titres se sont montrés volatils.

GRAPHIQUE 11

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – IMMEUBLES (en pourcentage)

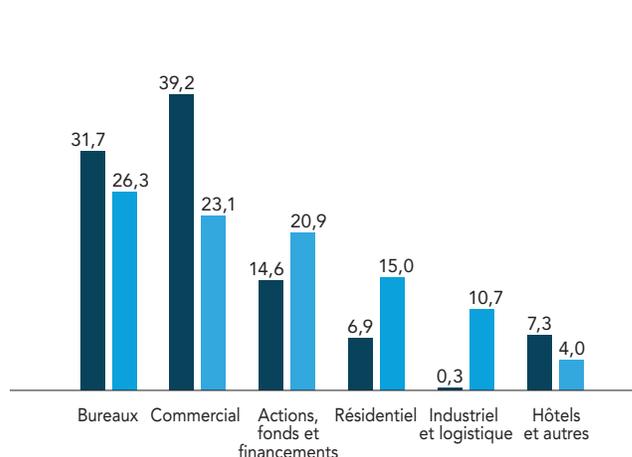
- 31 décembre 2013
- 31 décembre 2018



GRAPHIQUE 12

EXPOSITION SECTORIELLE – IMMEUBLES (en pourcentage)

- 31 décembre 2013
- 31 décembre 2018



Actifs réels (suite)

INFRASTRUCTURES

Rendement sur cinq ans

Le portefeuille a procuré des résultats de placement nets de 6,7 G\$ et un rendement annualisé de 10,4 %. Cette performance est principalement attribuable au rendement courant des sociétés détenues, en particulier celles qui exploitent des actifs de type réglementé et contracté. Soulignons l'apport de HAH (aéroport de Heathrow), Colonial Pipeline, London Array dans le secteur éolien en mer et Trençap (Énergir). Cela confirme la pertinence de la stratégie axée sur les investissements de qualité offrant des revenus prévisibles à long terme. Le portefeuille a par ailleurs bénéficié de la valeur (plus-value) des actifs détenus, notamment celle des sociétés Airport Holdings – qui exploite l'aéroport de Budapest –, Port de Brisbane, en Australie, et Invenergy Renewables, aux États-Unis. Sur cinq ans, il a créé une valeur ajoutée de 1,7 G\$ par rapport à son indice, qui découle à la fois de la qualité des partenariats dans les investissements directs, d'un suivi efficace des équipes de gestion d'actifs ainsi que des répartitions géographique et sectorielle favorables.

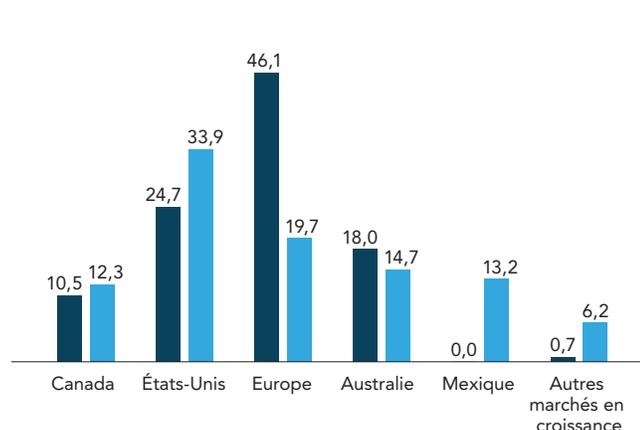
Les graphiques 13 et 14 illustrent l'évolution de la diversification du portefeuille depuis cinq ans.

GRAPHIQUE 13

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – INFRASTRUCTURES

(en pourcentage)

- 31 décembre 2013
- 31 décembre 2018



Rendement en 2018

En 2018, le portefeuille a produit des résultats de placement nets de 2,0 G\$. Il a tiré profit des mêmes facteurs ayant contribué à sa bonne performance sur cinq ans, soit en premier lieu du rendement courant élevé des actifs, mais aussi de leur forte appréciation. À 11,2 %, son rendement surpasse de 4,7 % celui de son indice de référence. Cela représente une valeur ajoutée de 929 M\$.

Au cours de l'année, la Caisse a réalisé des investissements de premier plan en infrastructures, dont :

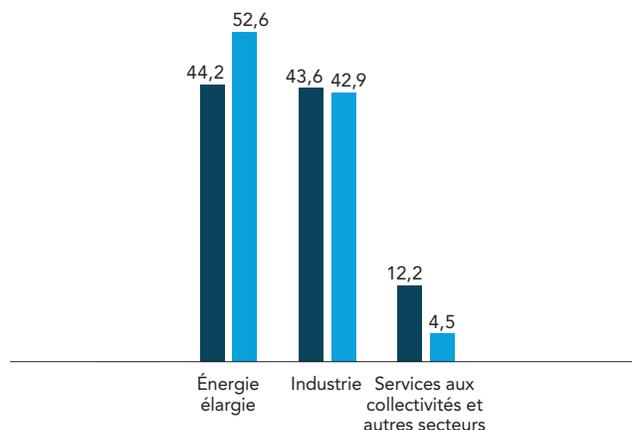
- Invenergy Renewables : augmentation à 53,6 % de la participation dans ce leader des énergies renouvelables, la plus importante société privée indépendante de ce secteur en Amérique du Nord;
- Plateforme de co-investissement en Colombie : création d'une plateforme visant à investir jusqu'à 1,0 G\$ US dans des projets et entreprises d'infrastructures, conjointement avec toutes les caisses de retraite colombiennes sous la direction de la FDN, une société spécialisée en financement et en développement d'infrastructures en Colombie;

GRAPHIQUE 14

EXPOSITION SECTORIELLE – INFRASTRUCTURES¹

(en pourcentage)

- 31 décembre 2013
- 31 décembre 2018



1. Les données de 2013 ont été ajustées afin de refléter la nouvelle classification du portefeuille.

- Azure Power Global : investissement de 100 M\$ US afin d'accroître à 40,3 % la participation dans ce développeur de projets solaires indien;
- Portefeuille renouvelable au Mexique : acquisition de 80 % d'un portefeuille de parcs éoliens et solaires appartenant à Enel Green Power, à travers une plateforme partagée par la Caisse et CKD IM, un consortium d'investisseurs institutionnels mexicains;
- Student Transportation : privatisation et retrait de la Bourse de Toronto de ce chef de file du transport scolaire qui exploite plus de 13 500 véhicules aux États-Unis et au Canada (Caisse 79,9 %, Ullico 20,1 %).

Par ailleurs, des étapes déterminantes ont été franchies en 2018 dans la réalisation du Réseau express métropolitain (REM) mis en œuvre par la filiale CDPQ Infra. En plus d'annoncer les consortiums sélectionnés, la Caisse a conclu le financement de ce projet de 6,3 G\$ et donné le coup d'envoi à sa construction au printemps 2018.

PORTEFEUILLE INFRASTRUCTURES

COMPOSITION

- Participations dans des sociétés exploitant différents types d'infrastructures (ports, aéroports, autoroutes, parcs éoliens et solaires, réseaux de transport et de distribution d'énergie, infrastructures sociales et systèmes de transport de passagers)
- Entreprises de qualité avec un profil de risque plus faible et qui sont moins sensibles aux fluctuations économiques

AVANTAGES

- Revenus stables et prévisibles à long terme
 - Flux de capitaux constants et profil rendement-risque supérieur à celui d'autres catégories d'actif en raison de la réglementation encadrant plusieurs secteurs
 - Profil de risque distinct qui permet de diversifier le risque du portefeuille global
 - Certaine protection du capital contre l'inflation à long terme
-

Actions

Cette catégorie axée sur la qualité a généré le rendement le plus élevé sur cinq ans et une forte valeur ajoutée.

151,2 G\$
ACTIF NET



49,0%
DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

10,4%
RENDEMENT ANNUALISÉ
SUR 5 ANS

2 portefeuilles: Marchés boursiers / Placements privés

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 52)

MARCHÉS BOURSIERS

Rendement sur cinq ans

La Caisse a bénéficié de la stratégie fondée sur la construction d'un portefeuille robuste à long terme et misant sur la gestion en absolu. Le portefeuille de marchés boursiers a livré sur cinq ans des résultats de placement nets de 41,5 G\$, avec un rendement annualisé de 9,5%. Ce dernier surpasse de 1,9% celui de l'indice de référence, représentant une valeur ajoutée de 7,8 G\$.

Cette performance s'est inscrite dans un contexte généralement favorable pour les marchés boursiers, hormis en 2018. Sur la période de 2014 à 2018, les principaux indices mondiaux ont tous affiché des gains moyens positifs (voir le graphique 15). L'indice américain S&P 500 s'est démarqué, avec un rendement annuel moyen de 8,5% (en devise locale). Le portefeuille a d'ailleurs grandement profité de son exposition importante aux États-Unis, où l'économie a connu une forte expansion ces cinq dernières années.

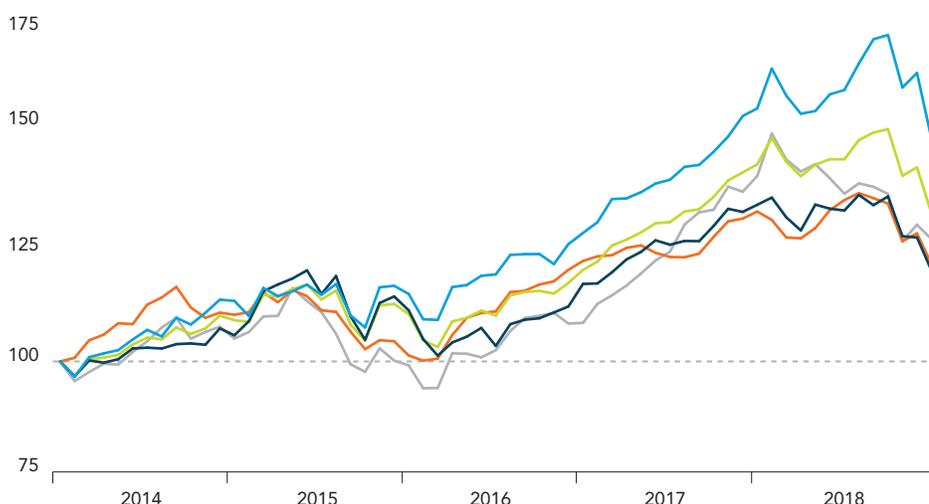
GRAPHIQUE 15

ÉVOLUTION DES MARCHÉS BOURSIERS 2014-2018

(31 décembre 2013 = 100 en devises locales)

- S&P 500
- MSCI EAFE
- MSCI ACWI
- S&P/TSX
- MSCI EM

Source : Rimes



Rendement en 2018

En 2018, les principaux indices boursiers ont enregistré un de leurs pires rendements annuels depuis la crise financière de 2008-2009. Malgré une forte croissance des bénéficiaires des entreprises à l'échelle mondiale, les multiples de valorisation ont baissé dans le contexte de la normalisation de la politique monétaire américaine, de la hausse de certains tarifs douaniers ainsi que des tensions commerciales et géopolitiques.

Dans un environnement de marché volatil, le portefeuille a fait preuve de résilience, avec un rendement de -0,9%, comparativement à -2,5% pour son indice, se traduisant par une valeur ajoutée de 1,8 G\$. Ce résultat est le reflet de la stratégie mise en place par la Caisse. Au sein du portefeuille, tous les mandats sont construits en fonction d'un même principe de base : la sélection d'actifs de qualité. C'est cet accent sur la qualité qui explique l'écart positif par rapport à l'indice, et ce, tant sur un an que sur cinq ans.

MANDAT QUALITÉ MONDIALE

Rendement sur cinq ans

Pilier de la stratégie de gestion en absolu de la Caisse, ce mandat est aussi le plus important du portefeuille Marchés boursiers. Depuis sa création en 2013, il a capté la presque totalité des hausses du marché, tout en ne captant qu'une portion des baisses. Sur cinq ans, il a dégagé des résultats de placement nets de 17,0 G\$. Son rendement annualisé de 11,8% surpasse de 3,4% celui de l'indice, équivalant à une valeur ajoutée de 4,8 G\$. Cela constitue, et de loin, la meilleure contribution de tous les mandats de gestion à la valeur ajoutée totale du portefeuille. En particulier, le mandat a bénéficié de son exposition aux États-Unis; les entreprises américaines comptant pour plus de 50% des titres détenus.

Rendement en 2018

À 6,4%, le rendement du mandat est le plus élevé du portefeuille en 2018. Cela a permis d'engendrer des résultats de placement nets de 2,5 G\$ ainsi qu'une forte valeur ajoutée de 2,9 G\$ par rapport à l'indice. La sélection de titres de qualité et le positionnement sectoriel découlant de la gestion en absolu expliquent en grande partie ce résultat, et ce, tant sur un an que sur cinq ans. La performance témoigne de la résilience du mandat, qui joue pleinement son rôle défensif au sein du portefeuille, avec un comportement très appréciable pendant les périodes de turbulence observées au second semestre.

MANDAT QUALITÉ MONDIALE

COMPOSITION

- Titres de sociétés de grande qualité, exposées à la croissance mondiale, négociés sur les places boursières des pays inclus dans l'indice MSCI ACWI (États-Unis, Canada, Europe, Australasie, Extrême-Orient et marchés en émergence)
- Entreprises avec une rentabilité élevée et stable démontrant des bases économiques solides dans la durée et utilisant le levier financier de façon prudente

AVANTAGES

- Rendement ajusté pour le risque supérieur à celui des marchés boursiers sur un horizon à long terme
 - Diversification géographique
 - Protection contre l'inflation à long terme
 - Sensibilité moins grande des investissements aux fluctuations de marché et liquidité accrue offerte en période de turbulence
-

Actions (suite)

MANDAT CANADA

Rendement sur cinq ans

Le mandat a obtenu un rendement annualisé de 6,0 %, contre 4,5 % pour son indice. Le choix des titres effectué selon l'approche de gestion en absolu a porté ses fruits, tout comme la sélection d'entreprises canadiennes bien positionnées pour profiter du dynamisme de l'économie américaine. Le mandat a ainsi produit des résultats de placement nets de 7,0 G\$ et une valeur ajoutée de 1,7 G\$. Celle-ci provient essentiellement des titres québécois, qui expliquent également près des deux tiers du rendement sur cinq ans. Parmi les titres ayant fourni un apport élevé, notons ceux du CN, de CGI, d'Alimentation Couche-Tard et de Gildan, des entreprises caractérisées par une équipe de direction de qualité et des activités importantes aux États-Unis.

Rendement en 2018

À l'image du marché boursier canadien, le mandat a connu en 2018 un rendement négatif de -7,2 %. Ce repli est principalement attribuable au secteur de la finance. Notons toutefois qu'une valeur ajoutée importante s'est dégagée. L'écart de 1,7 % au-dessus de l'indice s'explique surtout par la bonne performance de sociétés comme CGI et Alimentation Couche-Tard, ainsi que par une sélection avantageuse de titres liés aux ressources naturelles.

MANDAT CANADA

COMPOSITION

- Titres de sociétés cotées au Canada, avec un accent sur la construction d'un portefeuille de qualité, concentré, reflétant les particularités de l'univers canadien
- Entreprises exposées à la croissance possédant des qualités fondamentales et des avantages concurrentiels soutenables à long terme
- Part des titres québécois représentant 37,7 % de la composition du mandat, contre 16,0 % dans l'indice S&P/TSX

AVANTAGES

- Meilleure compréhension des investissements et rôle d'influence en raison de la proximité du marché
- Protection contre l'inflation à long terme

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

Rendement sur cinq ans

Au cours des cinq dernières années, le rendement du mandat a été stimulé par les performances boursières des grands marchés asiatiques comme la Chine et l'Inde, de même que par les titres d'entreprises de Taïwan et de la Corée du Sud œuvrant dans le secteur des technologies de l'information. En outre, la sélection rigoureuse de partenaires a fait une différence grâce à leur expertise et leur vaste connaissance du terrain. Le mandat a ainsi enregistré un rendement annualisé de 7,7 %, soit 1,4 % au-dessus de son indice. Cet écart équivaut à une valeur ajoutée de 1,0 G\$, dont une bonne partie créée par les gestionnaires externes établis en Chine. Depuis 2014, ce sont 5,3 G\$ en résultats de placement nets qui ont été générés.

Rendement en 2018

Après avoir réalisé la meilleure performance du portefeuille en 2017, le mandat a enregistré le recul le plus marqué parmi les mandats du portefeuille Marchés boursiers en 2018, avec un rendement de -7,9 %. En effet, l'incertitude liée aux tensions commerciales et géopolitiques a favorisé un environnement d'aversion pour le risque, ce qui a incité les investisseurs à délaisser les marchés en croissance au profit de pays réputés plus sûrs, comme les États-Unis. La baisse du rendement provient en grande partie des titres de la Chine et de la Corée du Sud. Le mandat a cependant dégagé une valeur ajoutée positive, avec un écart de 1,0 % au-dessus de son indice, attribuable aux activités de gestion externe et de type pondérations alternatives.

MANDAT MARCHÉS EN CROISSANCE

COMPOSITION

- Titres des marchés en croissance négociés sur les places boursières des pays inclus principalement dans l'indice MSCI EM (marchés en émergence)
- Actions de catégorie A cotées aux Bourses de Shanghai et de Shenzhen

AVANTAGES

- Rendement supérieur à celui des actions des marchés développés dans une perspective à long terme
- Diversification géographique
- Volet important de gestion en absolu du mandat réalisé aux côtés de partenaires locaux bien établis qui connaissent en profondeur les marchés ciblés

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

Rendement depuis sa création

Ce mandat met de l'avant une stratégie qui consiste à établir une pondération de titres fondée sur différentes mesures fondamentales telles que les ventes, les flux monétaires et les dividendes, plutôt que sur leur capitalisation boursière. Depuis son lancement en 2016, il a généré des résultats de placement nets de 3,5 G\$.

Rendement en 2018

La répartition géographique découlant de la pondération des titres, notamment importante en Europe, a joué en défaveur du mandat sur un an, se traduisant par un rendement neutre.

PLACEMENTS PRIVÉS

Rendement sur cinq ans

Ce portefeuille a engendré des résultats de placement nets de 17,7 G\$. Il a affiché un rendement annualisé de 12,8 %, comparativement à 8,9 % pour son indice de référence, représentant une valeur ajoutée de 5,4 G\$. Ces dernières années, la composition du portefeuille de placements privés a beaucoup évolué, alors que la part des fonds a diminué au profit des participations directes dans les entreprises. D'importants déploiements ont aussi été effectués au cours de la période. De plus, l'exposition géographique a changé, avec un accroissement des investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord, principalement en Europe, comme illustré sur le graphique 16, à la page 50.

Cette évolution importante du portefeuille explique la qualité de sa performance, et ce, à la fois sur cinq ans et en 2018. En effet, les placements directs, qui représentent désormais les trois quarts des activités du portefeuille, ont obtenu un rendement élevé, supérieur à celui des fonds. Ces derniers ont cependant également contribué de façon importante aux résultats, grâce à une performance soutenue.

Rendement en 2018

Le portefeuille s'est particulièrement démarqué en 2018, avec un rendement de 16,6 %, près du double de celui de son indice. Cela s'est traduit par une valeur ajoutée de 2,8 G\$, sur des résultats de placement nets de 5,9 G\$. Les deux activités du portefeuille, soit les placements directs et les fonds, ont contribué à la performance. Les placements directs ont bénéficié du rendement élevé offert par les entreprises québécoises et les sociétés internationales. En outre, la matérialisation de certains investissements a permis de bonifier le rendement.

Au cours de l'année, les équipes de placements privés ont déployé plus de 9,0 G\$ sur les marchés internationaux à travers des investissements majeurs dans des sociétés de renom, telles que :

- Techem : prise de participation dans le cadre de l'acquisition de cette société allemande, un chef de file mondial du comptage individuel de l'énergie, dont la valeur d'entreprise se situe à 4,6 G€;
- Alvest : participation importante au capital de cette société française spécialisée dans l'équipement aéroportuaire d'assistance au sol qui soutient le secteur aéronautique dans son virage technologique et environnemental, permettant de réduire son empreinte carbone sur le tarmac;

MANDAT PONDÉRATIONS ALTERNATIVES

COMPOSITION

- Titres des marchés développés compris dans l'indice MSCI World, excluant le Canada

AVANTAGES

- Réduction de l'exposition aux titres auxquels le marché accorde une évaluation élevée sans égard à leur valeur fondamentale
 - Répartition égale des investissements entre les secteurs afin d'éviter une concentration trop forte dans certains d'entre eux
-

Actions (suite)

- FNZ : acquisition de cette firme du secteur des FinTech, dont la valeur d'entreprise s'établit à 1,65 G\$, dans le cadre du partenariat de long terme forgé avec Generation Investment Management, lequel prévoit des investissements de 3,0 G\$ US dans les prochaines années;
- Power Solutions : engagement, en partenariat avec Brookfield, en vue d'acquérir l'intégralité de cette entité évaluée à 13,2 G\$, laquelle se spécialise dans la fabrication de batteries pour véhicules automobiles, dont les véhicules hybrides et électriques, et qui appartient à la société américaine Johnson Controls;
- Groupe Delachaux : acquisition d'une participation minoritaire importante dans cette société familiale établie en France œuvrant dans le secteur des équipements d'infrastructures ferroviaires;
- Avison Young : investissement de 250 M\$ afin d'appuyer l'expansion mondiale de cette société canadienne spécialisée dans les services immobiliers commerciaux.
- Groupe Océan : prise de participation minoritaire dans cette société maritime de Québec, pour un montant de 112 M\$ investi en parts égales avec le Fonds de solidarité FTQ, afin d'assurer la croissance de ses activités au Canada et de favoriser son développement à l'étranger;
- Plusgrade : investissement de 200 M\$ dans ce leader mondial du domaine des solutions de surclassement pour le voyage, pour lui permettre de percer de nouveaux marchés et d'élargir sa gamme de produits;
- AddÉnergie : deuxième investissement dans ce chef de file nord-américain en recharge de véhicules électriques afin qu'il puisse poursuivre sa croissance, notamment sur le marché américain.

Au Québec, la Caisse s'est montrée très active en placements privés en 2018. En accord avec l'un des piliers de sa stratégie, ses équipes ont accompagné de nombreuses entreprises québécoises dans leurs projets de croissance et d'expansion, parmi lesquelles :

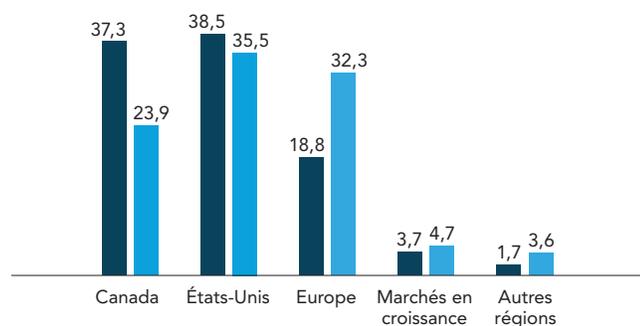
Par ailleurs, la Caisse a continué de miser sur l'innovation et la relève, un autre pilier de sa stratégie, et a accordé une importance particulière à la nouvelle économie en 2018. Pour favoriser la transition numérique de l'économie québécoise, elle a investi dans des sociétés technologiques comme Poka, Hopper et Breather. Elle a aussi appuyé La Maison Simons dans la mise en œuvre de son projet de centre multiservice de traitement des commandes et Frank And Oak dans l'intégration d'intelligence artificielle à son expérience d'achat en ligne.

GRAPHIQUE 16

EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE – PLACEMENTS PRIVÉS

(en pourcentage)

- 31 décembre 2013
- 31 décembre 2018



PORTEFEUILLE PLACEMENTS PRIVÉS

COMPOSITION

- Participations directes, principalement dans des sociétés privées, mais également dans des sociétés cotées en bourse
- Entreprises œuvrant dans tous les secteurs de l'économie, notamment dans des secteurs défensifs et des sociétés de qualité offrant des revenus stables et prévisibles, ainsi que dans des sociétés en croissance
- Participations dans des fonds d'investissement performants
- Part des actifs investis au Québec représentant un quart de la composition du portefeuille

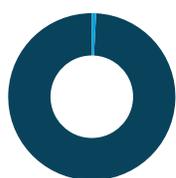
AVANTAGES

- Rendement attendu à long terme plus élevé que celui des marchés boursiers
- Accent sur la qualité des partenariats et la création de valeur à long terme, notamment par la croissance organique, par le biais d'acquisitions ainsi que par l'efficacité opérationnelle

Autres placements

Sur cinq ans, les portefeuilles ont livré des résultats positifs et offert des activités complémentaires à celles des autres portefeuilles.

2,4 G\$
ACTIF NET



0,8 %

DU PORTEFEUILLE GLOBAL
DE LA CAISSE

2 portefeuilles: Stratégies actives de superposition / Répartition de l'actif

Tous les chiffres de cette section sont détaillés dans le tableau 17 (p. 52)

STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

Résultats sur cinq ans

Ce portefeuille regroupe un ensemble d'activités d'investissement non capitalisées poursuivant un objectif de rendement absolu. Depuis sa création en 2014, il a procuré des résultats de placement nets de 12 M\$. Il a tiré profit principalement de la bonne performance des fonds externes.

Résultats en 2018

Sur un an, le portefeuille a essuyé des pertes, qui découlent des rendements négatifs enregistrés par les volets Fonds externes et Gestion tactique.

PORTEFEUILLE STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Participations dans des fonds externes
- Positions sur les marchés financiers en gestion interne, principalement sous forme d'instruments liquides et transparents

AVANTAGES

- Profil rendement-risque modéré
- Possibilité de générer un rendement supérieur aux obligations avec un risque inférieur à celui des marchés boursiers
- Effet de diversification
- Faible corrélation avec les marchés boursiers

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Résultats sur cinq ans

La répartition de l'actif inclut deux types d'activités : des stratégies actives, afin d'améliorer le profil du portefeuille global, ainsi que des investissements, afin d'équilibrer les pondérations dans des actifs moins liquides. Le portefeuille Répartition de l'actif inclut certaines positions de ces activités – les autres positions étant logées dans les différents portefeuilles spécialisés.

PORTEFEUILLE RÉPARTITION DE L'ACTIF

COMPOSITION

- Portefeuille non capitalisé
- Positions sur les marchés financiers, principalement sous forme d'instruments liquides et transparents

AVANTAGES

- Calibration du profil rendement-risque du portefeuille global de la Caisse
- Bonification du rendement du portefeuille global
- Exposition à des catégories d'actif qui diversifient le portefeuille global

Autres placements (suite)

Sur cinq ans, le portefeuille a généré des résultats de placement nets de 1,2 G\$. Cette performance est surtout attribuable aux stratégies de répartition de l'actif sur les marchés liquides, qui ont largement profité des positions sur le dollar américain.

Résultats en 2018

Les résultats de placement nets de 203 M\$ proviennent principalement des stratégies d'investissement relatives entre différents segments de marché. La volatilité des

marchés boursiers en 2018 ainsi que la stratégie en matière de devises ont été bénéfiques.

RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE SPÉCIALISÉ

Le tableau 17 présente les rendements des portefeuilles spécialisés et des mandats par rapport à leur indice de référence pour les périodes de cinq ans et d'un an se terminant le 31 décembre 2018.

TABLEAU 17

RENDEMENTS DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS PAR RAPPORT AUX INDICES DE RÉFÉRENCE

(pour les périodes terminées le 31 décembre 2018)

Portefeuilles spécialisés	Actif net M\$	5 ans			1 an		
		Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %	Résultats de placement nets M\$	Rendement %	Indice %
Revenu fixe							
Taux	32 985	1 416	s.o.	s.o.	751	2,3	2,1
Crédit	56 378	3 395	s.o.	s.o.	1 134	2,3	0,3
Valeurs à court terme	867	172	0,9	0,8	15	1,5	1,4
Obligations à long terme	2 863	702	6,4	6,4	(2)	(0,0)	0,0
Obligations à rendement réel	1 192	193	3,8	3,8	(1)	(0,1)	(0,0)
Total¹	94 285	16 695	4,2	3,5	1 897	2,1	0,9
Actifs réels							
Immeubles	38 225	13 406	9,8	10,7	2 735	7,8	12,0
Infrastructures	22 741	6 748	10,4	8,5	2 036	11,2	6,5
Total	60 966	20 154	10,0	10,0	4 771	9,0	10,1
Actions							
Mandat Qualité mondiale ¹	39 759	17 030	11,8	8,3	2 453	6,4	(0,8)
Mandat Canada ¹	20 426	6 954	6,0	4,5	(1 644)	(7,2)	(8,9)
Mandat Marchés en croissance ¹	19 315	5 258	7,7	6,3	(1 734)	(7,9)	(8,9)
Mandat Pondérations alternatives	16 337	3 460	s.o.	s.o.	(23)	(0,7)	(0,1)
Marchés boursiers ²	108 301	41 459	9,5	7,6	(1 028)	(0,9)	(2,5)
Placements privés	42 927	17 664	12,8	8,9	5 868	16,6	8,7
Total	151 228	59 123	10,4	8,1	4 840	3,5	0,3
Autres placements							
Stratégies actives de superposition	586	12	s.o.	s.o.	(163)	s.o.	s.o.
Répartition de l'actif ³	1 781	1 235	s.o.	s.o.	203	s.o.	s.o.
Total⁴	309 511	98 687	8,4	7,1	11 790	4,2	2,4

1. Inclut l'historique des portefeuilles fermés.

2. Inclut les activités du mandat Relationnel, du mandat Stratégique sur trois ans et du mandat Valeur mondiale sur deux ans, ainsi que les rendements des portefeuilles de marchés boursiers fermés sur cinq ans.

3. Les résultats incluent le portefeuille spécialisé et les activités de superposition.

4. Le total inclut les activités personnalisées de superposition, les activités de trésorerie et les activités terminées.

Gestion des risques

Dans un environnement turbulent, la Caisse a poursuivi sa stratégie en visant une relation rendement-risque optimale.

FAITS SAILLANTS

1

En 2018, le risque de marché s'est maintenu à un niveau constant, légèrement inférieur à celui du portefeuille de référence.

2

Au cours de l'année, plusieurs tests de tension ont démontré la résilience du portefeuille relativement au marché dans différents scénarios.

3

Les mouvements de marché en fin d'année ont permis de constater que la résilience du portefeuille correspond aux attentes.

ÉVOLUTION DES MESURES DE RISQUE

La Caisse accorde une importance capitale à la gestion des risques, qui fait partie intégrante de ses activités, autant dans la gestion des portefeuilles que dans ses processus d'affaires. De nombreuses initiatives sont réalisées par les équipes pour renforcer cet aspect. Au fil des ans, la Caisse a atteint un degré d'avancement élevé en la matière et a développé une solide culture de risque.

Dans la gestion de ses risques, la Caisse prend en considération des facteurs comme le contexte économique mondial, l'évolution des marchés financiers, et les concentrations sectorielles et géographiques de son portefeuille. Au cours de l'année, ses équipes ont surveillé différents risques, dont plusieurs continueront de faire l'objet d'un suivi en 2019 :

- le processus de normalisation des banques centrales et l'ajustement des politiques monétaires;
- une correction potentielle des valorisations advenant un sentiment d'aversion pour le risque;
- des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale;

- les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine;
- un possible ralentissement économique mondial;
- les négociations sur le Brexit et l'instabilité toujours présente en Europe;
- l'impact des changements climatiques et des technologies de rupture sur l'environnement d'affaires;
- les tensions liées aux inégalités sociales à travers le monde et la montée des mouvements populistes;
- un enjeu de compétitivité persistant au Canada, le dollar canadien, l'évolution du secteur pétrolier et l'endettement des ménages.

Gestion des risques (suite)

Risque de marché

Depuis quelques années, la Caisse a pris la décision de diminuer son niveau de risque de manière cohérente avec son évaluation à la fois des risques et de la valorisation des marchés. Entre la fin de 2013 et la fin de 2018, le niveau de risque de marché du portefeuille global a baissé, malgré une augmentation des investissements dans les actifs moins liquides. La hausse de risque anticipée par ces investissements a été contrebalancée par une diminution du poids des investissements en marchés boursiers, en conformité avec les orientations stratégiques de la Caisse.

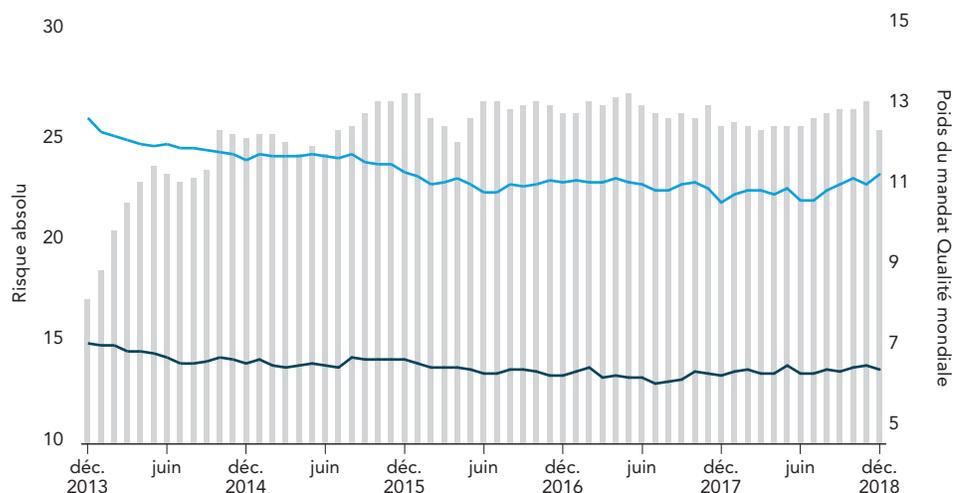
Les autres facteurs expliquant cette baisse du risque de marché sont :

- l'adoption par la Caisse d'une approche de gestion en absolu;
- l'accent sur la qualité des investissements et des titres, notamment la stratégie Qualité mondiale (voir le graphique 18), un pilier de la gestion en absolu qui s'est montré particulièrement résilient pendant les forts mouvements de marché;
- l'exposition accrue aux devises étrangères.

GRAPHIQUE 18

INCIDENCE DE LA PONDÉRATION DU MANDAT QUALITÉ MONDIALE SUR LE RISQUE¹
(en pourcentage)

- Risque absolu – Actions
- Risque absolu – Caisse
- Poids – Mandat Qualité mondiale

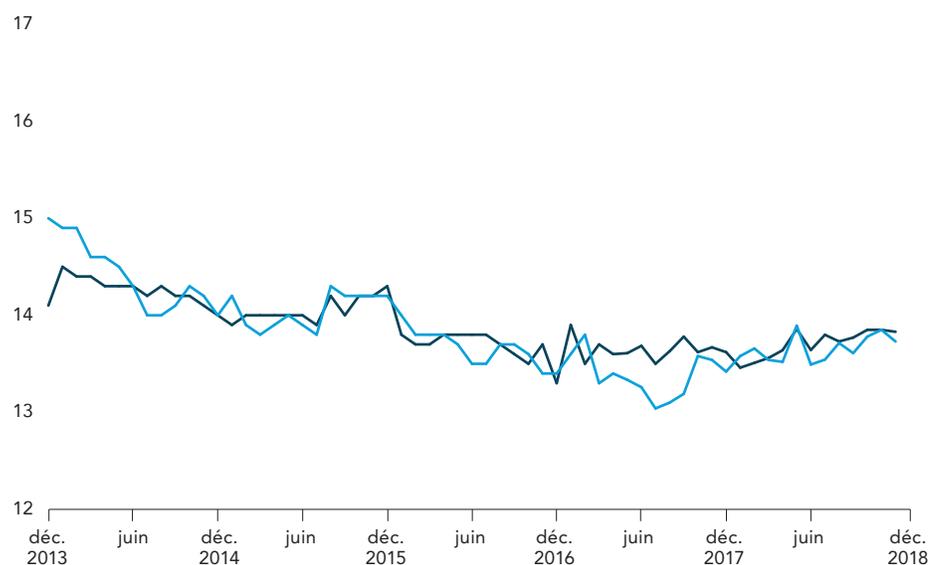


1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

GRAPHIQUE 19

ÉVOLUTION DU RISQUE ABSOLU DE LA CAISSE ET DU RISQUE DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE¹
(en pourcentage)

- Risque absolu de la Caisse
- Risque du portefeuille de référence



1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

Comme on peut le voir sur le graphique 19, à la page 54, le risque absolu du portefeuille global était sensiblement plus élevé que celui du portefeuille de référence au 31 décembre 2013. Au cours des cinq années suivantes, ces derniers ont généralement évolué en tandem, bien que leur écart se soit élargi et rétréci à certains moments. Au 31 décembre 2018, le risque absolu du portefeuille global s'établissait à 13,7 % de l'actif net, contre 13,8 % pour le portefeuille de référence. Ce niveau de risque de marché reflète l'approche prudente adoptée dans le contexte économique et géopolitique actuel.

Le graphique 21 montre que le ratio de risque absolu du portefeuille global par rapport au risque absolu de son portefeuille de référence a suivi cette tendance à la baisse

sur cinq ans. Ainsi, à la fin de 2018, le ratio de risque s'établissait à 0,99, soit le même niveau qu'un an auparavant. Rappelons que la Caisse fixe la limite de risque absolu qui encadre le risque de marché de son portefeuille à partir de ce ratio. Un ratio se situant à 1,00 indique que la prise de risque pour générer de la valeur ajoutée est identique à celle du portefeuille de référence.

En 2018, le risque de marché s'est maintenu à un niveau comparable à celui de 2017 malgré certaines variations à travers les catégories d'actif (voir le tableau 20). Cela démontre que, conformément à sa stratégie, la Caisse a déployé le capital en conservant un niveau de risque global constant. La légère augmentation du risque de marché s'explique surtout par la hausse du risque absolu dans

TABLEAU 20

RISQUE DE MARCHÉ – ABSOLU

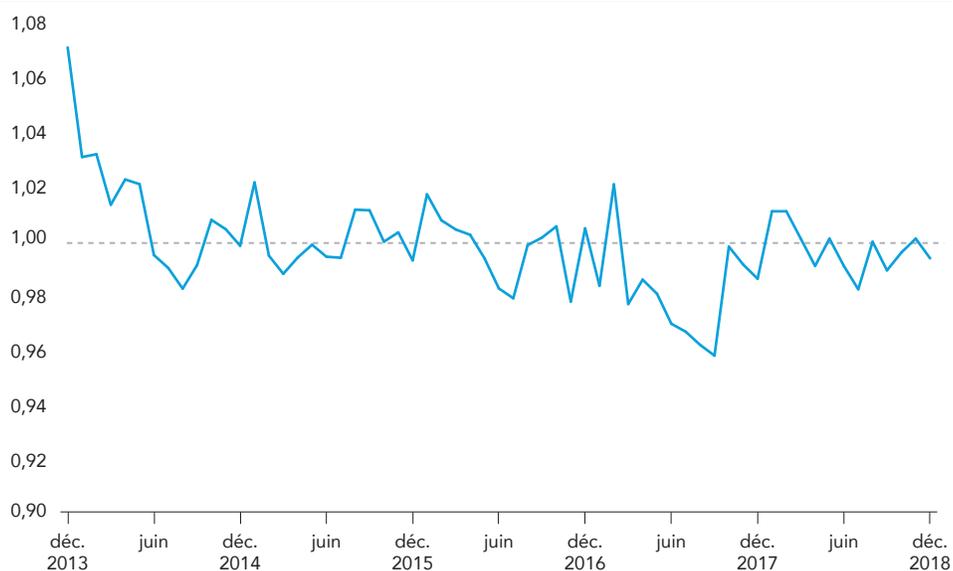
(au 31 décembre – en pourcentage)

Catégories d'investissement	2018	2017
Revenu fixe	6,0	5,8
Actifs réels	17,0	18,9
Actions	23,4	22,0
Autres placements	0,3	0,4
Global	13,7	13,4

GRAPHIQUE 21

ÉVOLUTION DU RATIO DE RISQUE ABSOLU¹

● Ratio de risque absolu



1. Les chiffres de risque antérieurs à juillet 2017 ont été ajustés pour tenir compte des changements dans la méthodologie de calcul de risque survenus en 2017.

Gestion des risques (suite)

la catégorie Actions, essentiellement du côté des placements privés. On note aussi une faible hausse dans la catégorie Revenu fixe, attribuable à l'accroissement des investissements en crédit gouvernemental dans les marchés en croissance. En revanche, le risque absolu des Actifs réels a diminué de façon notable, en raison des investissements plus importants en infrastructures, lesquels ont un risque de marché plus faible que celui des immeubles.

Risque de crédit

Le risque de crédit a augmenté en 2018 suivant le déploiement dans les différents mandats du portefeuille Crédit. Pour évaluer le risque de crédit, la Caisse s'appuie sur les mesures de risque de marché ainsi que sur les pertes en capital potentielles. Cette dernière mesure intègre les probabilités de défaut d'un émetteur, de même que les corrélations et les hypothèses de recouvrement.

En plus des mesures quantitatives, pour chaque dossier d'investissement, un comité composé de membres des équipes de risque et d'investissement révisé les analyses fondamentales dans le but d'établir une cote de crédit interne. Périodiquement, il revoit ses notations et suit leur évolution, y compris les écarts avec les notations des agences de crédit. Au cours de l'année, le comité a passé en revue plus de 190 émetteurs.

Risque de concentration

En 2018, le niveau du risque de concentration du portefeuille global est demeuré constant. Même si la Caisse prend des positions plus concentrées dans certains investissements pour saisir les occasions les plus intéressantes, elle atténue ce risque en diversifiant ses actifs sur les plans géographique et sectoriel.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie de la Caisse généré par l'utilisation de produits dérivés négociés de gré à gré demeure faible. La Caisse utilise plusieurs moyens pour limiter ce risque,

dont la négociation d'ententes juridiques basées sur les normes de l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association), l'échange de collatéral quotidien et des limites d'exposition à chacune de ses contreparties. De plus, afin de le maintenir à un bas niveau, la Caisse suit au quotidien une série d'indicateurs dans l'objectif d'évaluer la santé financière de chacune de ses contreparties. Les changements dans la qualité de leur crédit sont analysés de près.

Risque de liquidité

À la fin de 2018, la Caisse pouvait compter sur un niveau de liquidités adéquat, et ce, malgré une baisse par rapport à la fin de 2017. Cela s'explique, d'une part, par l'utilisation d'une partie de la réserve de liquidités pour les investissements dans les actifs moins liquides et, d'autre part, par les mouvements de marché en fin d'année. La réserve de liquidités a été reconstituée au début de 2019.

Rappelons que la réserve comprend des liquidités primaires, soit des actifs très liquides qui peuvent être utilisés immédiatement sans perte de valeur, et des liquidités secondaires, soit des actifs un peu moins liquides, mais qui peuvent être convertis rapidement et qui se montrent résilients. Chaque année, la Caisse établit un seuil minimal de liquidités à maintenir dans la réserve afin de :

- respecter ses engagements potentiels ainsi que ceux de ses déposants;
- rééquilibrer son portefeuille global;
- conserver la marge de manœuvre désirée advenant une crise, notamment pour tirer profit d'occasions d'investissement attrayantes.

Au 31 décembre 2018, la Caisse disposait d'un montant qui lui permettait de respecter ses engagements potentiels, et ce, même dans le cas d'une correction majeure des marchés (voir la note 12 des états financiers consolidés, p. 161).

RÉVISION DES ENCADREMENTS ET PROCESSUS

En 2018, la Caisse a mis en œuvre plusieurs initiatives pour renforcer ses encadrements et ses processus de gestion des risques. Elle a également appliqué les principes directeurs guidant sa démarche (voir la note 12 des états financiers consolidés, p. 161).

Influence de la fonction Risque en investissement

La Direction des risques joue un rôle clé dans les activités d'investissement et son influence se manifeste entre autres par :

- une présence active au sein de plusieurs comités, dont les comités Investissement-Risques, Investissement et gestion des risques, Risques opérationnels, ainsi que les comités d'investissement, de recherche et sur les devises;
- une bonne gouvernance de ses processus de risque;
- un rôle d'influence dans l'analyse et l'élaboration du plan stratégique;
- l'intégration d'experts-métiers en risque dans chacune des équipes d'investissement.

Planification stratégique des investissements et suivi des risques stratégiques

À l'occasion de l'élaboration du plan stratégique annuel, des analyses approfondies des stratégies mises de l'avant par les groupes d'investissement sont réalisées afin de bien cerner leurs enjeux et de déterminer les impacts possibles des nouvelles initiatives sur le risque de la Caisse. Ces analyses permettent ensuite à la Caisse de définir ses priorités stratégiques, en l'occurrence celles de la période 2018-2022.

Appui à la mondialisation des activités de la Caisse

Au cours de l'année, afin d'appuyer ses activités de mondialisation, la Caisse a notamment :

- développé les capacités de l'équipe responsable d'analyser le risque géopolitique;
- réalisé des analyses quantitatives liées au déploiement de la gestion externe dans les marchés en croissance.

Atténuation des risques opérationnels

Les risques opérationnels peuvent découler des activités transactionnelles, de la croissance et de la mondialisation de la Caisse, ou encore des transformations opérées au sein de l'organisation pour atteindre les objectifs stratégiques. Le comité Risques opérationnels est responsable d'évaluer et de mesurer ce type de risque. Différents travaux sont effectués dans l'objectif de les atténuer, incluant la mise à jour de la cartographie qui évalue l'impact et la probabilité des principaux risques opérationnels. De plus, les travaux réalisés en 2018 comprenaient notamment :

- un processus renforcé pour le suivi des événements de marché et la planification des dispositions des investissements;
- l'élaboration d'un questionnaire enrichi pour la revue diligente des partenaires en gestion externe.

Gestion des risques (suite)

AMÉLIORATION DES MÉTHODOLOGIES ET DES OUTILS DE GESTION DES RISQUES

En 2018, la Caisse a continué de raffiner ses méthodologies et ses outils d'analyse quantitative afin d'offrir un meilleur suivi des risques. Les améliorations ont bénéficié à plusieurs équipes, dont :

- Revenu fixe : mise en place d'une approche factorielle pour identifier les facteurs de risque du portefeuille Taux et nouvelle méthodologie pour estimer le taux de défaut potentiel des activités du portefeuille Crédit;
- Placements privés : revue de la méthodologie sur la modélisation du risque des investissements et identification des facteurs de risque des principaux dossiers, ce qui permet une vue consolidée du portefeuille par facteur de risque;
- Répartition de l'actif : suivi des activités d'investissement, et analyse du risque de marché et de la liquidité pour les stratégies développées.

Mesures de risque et tests de tension

En complément de la valeur à risque (VaR), la Caisse mesure le risque de marché au moyen de différents tests de tension afin de quantifier les répercussions potentielles sur le portefeuille global de certains événements de marché.

Ainsi, la Caisse a réalisé en 2018 plusieurs tests dans le cadre d'un vaste exercice visant à comprendre et à estimer la résilience du portefeuille global. À partir de l'analyse des biais et des expositions de l'ensemble des portefeuilles spécialisés, elle a analysé comment ces derniers réagiraient à différents scénarios susceptibles d'avoir un impact sur les marchés financiers. Il en ressort que le portefeuille global se montre résilient relativement au marché dans la plupart des scénarios jugés probables ainsi que dans ceux observés historiquement.

Nouvelle mesure du risque de crédit

La Caisse a mis en place une nouvelle mesure du risque de crédit qui permet de mieux reconnaître les effets de la concentration ou de la diversification des investissements, entre autres pour les portefeuilles qui font l'objet d'un déploiement important.

Évaluation du risque climatique

En 2018, la Caisse a mesuré l'intensité carbone pour 150 dossiers d'investissement et analysé leur incidence sur l'intensité du portefeuille global. En plus de déterminer des cibles de réduction pour chacune des catégories d'actif, elle a réalisé une modélisation des mouvements attendus au sein du portefeuille, qui permet un suivi efficace de l'empreinte carbone.

Conformité

FAITS SAILLANTS

1

Les programmes de conformité ont été appliqués tout au long de l'année pour assurer le respect des politiques de placement des déposants, des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés et des mandats de gestion.

2

La sensibilisation des employés au Code d'éthique et de déontologie s'est poursuivie au moyen de diverses activités.

Les activités de conformité de la Caisse comprennent notamment la surveillance pour assurer le respect des politiques d'investissement des portefeuilles, ainsi que l'application du Code d'éthique et de déontologie.

POLITIQUES DE PLACEMENT ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

Des programmes de conformité sont en place pour attester du respect des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles de la Caisse. En 2018, des certificats de conformité à ces politiques ont été transmis aux déposants à deux reprises, soit en date du 30 juin et du 31 décembre. Également, les programmes pour assurer le respect et la conformité des activités réalisées dans les portefeuilles spécialisés et les mandats de gestion se sont poursuivis.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le respect du Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés est primordial. Au début de chaque année, tous les employés doivent signer une déclaration qui confirme le respect du Code et confirmer par les documents nécessaires l'information sur leur situation quant à leur portefeuille personnel. Ils sont également tenus de signaler toute situation où il est raisonnable de croire à un manquement au Code ou à toute politique de la Caisse.

Au cours de 2018, la Caisse a mis en œuvre plusieurs activités pour sensibiliser ses employés aux différents aspects du Code. Une formation obligatoire est en place pour tous les nouveaux employés. De plus, pour tous les nouveaux dirigeants qui entrent en fonction, une rencontre individuelle est tenue pour discuter des différents aspects du Code d'éthique. Par ailleurs, des capsules interactives sur des thèmes spécifiques ainsi que des « Questions d'éthique » ont été diffusées sur l'intranet des employés tout au long de l'année pour rappeler les comportements à adopter dans des situations comportant une dimension éthique et déontologique. Le système de préautorisation des transactions personnelles est accessible à tous les employés, incluant ceux des bureaux à l'international.

Finalement, la Caisse a adopté en 2018 une Procédure – Divulcation d'actes répréhensibles. Cette dernière découle du Code d'éthique ainsi que de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics. Elle vise à établir les mécanismes de signalement de tels actes et les mesures de protection des personnes qui effectuent ces signalements.

Conformité (suite)

Il est possible de consulter le Code d'éthique et de déontologie à l'intention des dirigeants et des employés sur le site Web de la Caisse (www.cdpq.com), dans la section Gouvernance.

ACCÈS À L'INFORMATION

La Caisse traite les demandes d'accès à des documents conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès). En 2018, la Caisse a traité 67 demandes d'accès à des documents, dont 38 pour la Caisse, 9 pour la Caisse et CDPQ Infra, 9 pour CDPQ Infra et 11 pour des filiales de la Caisse. Toutes ces demandes ont été traitées dans les délais légaux. De ces 67 demandes, 30 ont été acceptées, 26 ont été acceptées en partie, 2 ont été référées à une autre entité, 8 ont été refusées et il y a eu 1 désistement. Les demandes reçues concernaient notamment les primes de performance, le nombre d'employés et la masse salariale, le nombre de départs, les procès-verbaux de réunions, les cyberattaques, le Réseau express métropolitain (REM) et plusieurs autres sujets de nature administrative ou budgétaire. Cinq demandes ont fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information (CAI), dont un désistement auprès de la CAI. Les réponses aux demandes d'accès peuvent être consultées sur le site Web de la Caisse.

Finalement, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, la Caisse publie sur son site Web les informations spécifiques visées par ce Règlement : baux, contrats de formation, contrats de publicité et promotion, contrats de télécommunication mobile, frais de formation, frais de déplacement (global), ainsi que les frais de déplacement, de fonction et de véhicule de fonction du président.

CYBERSÉCURITÉ

La Caisse porte une grande attention à la cybersécurité. Elle met en place des mesures de sécurité importantes en suivant des cadres reconnus, dont les éléments sont testés de façon continue. Des efforts soutenus sont consacrés afin de suivre l'évolution de la technologie et de pouvoir contrer les menaces potentielles. En outre, plusieurs lignes de défense, à la fois internes et externes, sont établies afin de s'assurer que les mesures en place sont efficaces. En 2018, plusieurs de ces mesures ont permis à la Caisse de continuer à contenir les risques liés à la cybersécurité et de contrer diverses menaces, y compris l'usurpation d'identité, par l'utilisation de technologies de pointe, par une surveillance

accrue des fournisseurs et des partenaires externes, ainsi que par le recours à de nouvelles technologies de détection.

La gestion des risques de cybersécurité s'applique également aux fournisseurs de service qui hébergent les données de la Caisse. À cet égard, tout fournisseur fait l'objet d'un processus de vérification par une équipe indépendante de la livraison du service pour s'assurer que ses systèmes répondent aux standards de sécurité de l'organisation. De plus, des conditions minimales de sécurité sont requises pour autoriser un fournisseur.

POLITIQUE LINGUISTIQUE

La Caisse se conforme aux exigences de la Charte de la langue française et à sa Politique linguistique qui établit le français comme langue de travail au quotidien pour tous ses employés situés dans ses bureaux au Québec. Elle accorde une importance fondamentale à la qualité et à l'utilisation du français dans ses communications orales et écrites.

À cet effet, elle met à la disposition de ses employés divers outils utiles à la bonne utilisation du français ainsi que plusieurs ouvrages de référence, dont un lexique qu'elle a développé sur la terminologie propre à ses activités d'investissement.

Au cours de l'année 2018, des articles et capsules linguistiques ont été publiés sur l'intranet des employés concernant des expressions et locutions à privilégier. Par ces capsules, la Caisse invite également les employés à utiliser les outils et ouvrages de référence disponibles sur le site de l'Office québécois de la langue française ainsi que plusieurs autres outils linguistiques mis à leur disposition.

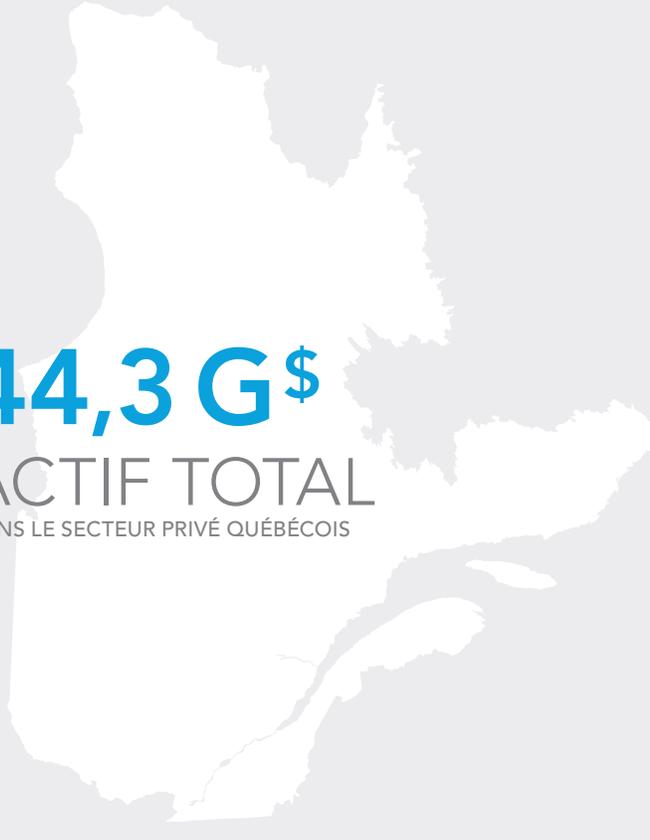
Diverses initiatives ont également été poursuivies, dont un jeu-questionnaire et des capsules linguistiques sur la qualité et l'utilisation du français. Par ailleurs, la cinquième édition de la Dictée de la Caisse a été réalisée en décembre 2018. Cette activité s'inscrit dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la qualité du français au travail.

GESTION DES PLAINTES

La Caisse a désigné la vice-présidente principale, Conformité, M^e Ginette Depelteau, pour recevoir et analyser les plaintes et y accorder toute l'attention requise. Toute plainte peut être transmise à son attention par téléphone (514 847-5901), par télécopieur (514 281-9334) ou par courriel (gestiondesplaintes@cdpq.com).

Présence de la Caisse au Québec

Propulser l'économie du Québec d'aujourd'hui et de demain.



44,3 G\$
ACTIF TOTAL
DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUÉBÉCOIS

7,3 G\$

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS
ET ENGAGEMENTS EN 2018

Près de

40%

DE NOS TRANSACTIONS RÉALISÉES
DANS LA NOUVELLE ÉCONOMIE EN 2018

Près de

775

NOMBRE D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
PARTENAIRES, DONT QUELQUE 685 PME

Pour contribuer au dynamisme de l'économie du Québec, la Caisse mise sur le secteur privé. Nous investissons dans des projets structurants, nous accompagnons les entreprises québécoises dans leur croissance et leur mondialisation, et nous appuyons l'innovation et la relève. Et parce que nous croyons qu'il importe de soutenir l'économie d'aujourd'hui tout en bâtissant celle de demain, les secteurs d'avenir ont constitué la toile de fond d'une grande partie de nos investissements en 2018.

Projets structurants

Nous concevons et développons de grands projets en infrastructures et en immobilier et nous appuyons le secteur de l'énergie renouvelable. Ceux-ci génèrent des retombées concrètes dans l'économie du Québec.

REM

Début de la construction de ce grand projet de transport collectif, deux ans après son dévoilement

(Photo 1)

Place Ville Marie

Poursuite des travaux visant à revitaliser l'Esplanade et à transformer la galerie marchande

(Photo 2)



Centre Eaton de Montréal

Avancement de la revitalisation de cette propriété du centre-ville pour transformer l'expérience utilisateur

(Photo 3)

Laurier Québec

Début de la deuxième phase de modernisation de cet important centre commercial de Québec

(Photo 4)



Borex

Appui à la croissance de ce chef de file de l'énergie renouvelable

(Photo 5)



Croissance et mondialisation

Nous finançons et accompagnons des sociétés québécoises de toutes les tailles dans leurs projets de croissance, au Québec et sur les marchés mondiaux.

AddÉnergie

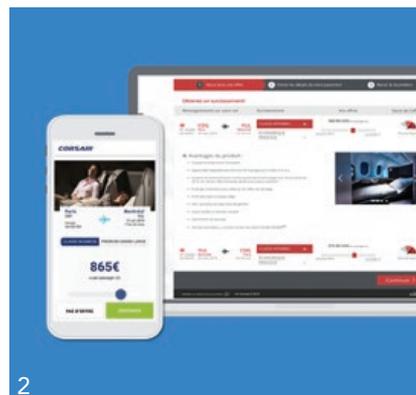
Deuxième appui à ce chef de file en solutions de recharge de véhicules électriques afin de poursuivre sa croissance sur le marché américain

(Photo 1)

Plusgrade

Appui à ce leader mondial des solutions de surclassement pour le voyage, pour percer de nouveaux marchés et élargir sa gamme de produits

(Photo 2)



Groupe Océan

Investissement pour assurer l'expansion des activités au Canada et dans le monde de cette société maritime de Québec

(Photo 3)



Transcontinental

Participation au financement de l'acquisition de l'américaine Coveris Americas, spécialisée dans l'emballage

(Photo 4)

Demers Ambulances

Soutien à ce chef de file québécois en conception, fabrication et distribution d'ambulances

(Photo 5)



Innovation et relève

Nous contribuons à développer des écosystèmes et accompagnons les entreprises qui réussiront dans la nouvelle économie, et favorisons le dynamisme de l'entrepreneuriat.

Entreprises technologiques

Premier appui aux jeunes entreprises Poka et Breather, et deuxième investissement dans Hopper et TrackTik

(Photo 2 : Hopper)

Commerce électronique

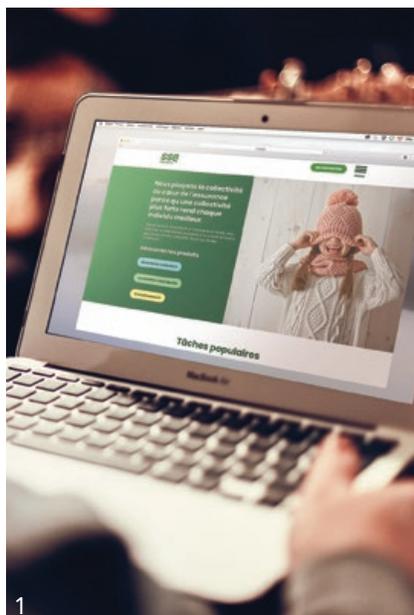
Investissements dans des entreprises qui jouent un rôle déterminant dans la chaîne de valeur du commerce électronique, comme FX Innovation et Métro logistique, et soutien à des projets de technologie et d'intelligence artificielle de La Maison Simons et de Frank And Oak

(Photo 3 : Métro logistique)

Transformation numérique

Soutien au déploiement d'applications technologiques pour améliorer l'efficacité opérationnelle de SSQ Assurance et BFL Canada

(Photo 1 : SSQ Assurance)



Intelligence artificielle

Mise sur pied de l'Espace CDPQ | Axe IA, qui accueillera des *start-ups* provenant de secteurs innovants au Mila – Institut québécois d'intelligence artificielle

(Photo 4 : Espace CDPQ | Axe IA)

Entrepreneuriat

Mise en place d'antennes de l'Espace CDPQ à Québec, Shawinigan et Sherbrooke et création de Cheffes de file visant la croissance des entreprises à propriété féminine

(Photo 5 : Cheffes de file)



Une contribution tangible à la croissance économique du Québec

La Caisse joue un rôle de premier plan dans l'économie du Québec. Ses activités contribuent à stimuler la croissance économique de ce marché qu'elle connaît en profondeur. Son impact se décline à travers des investissements dans le secteur privé, entre autres au sein d'entreprises innovantes ou qui se mondialisent. Elle contribue aussi à des projets structurants, et offre un appui soutenu à l'entrepreneuriat. Grâce à l'expertise et au savoir-faire de ses équipes, ses réalisations génèrent des retombées tangibles. Et celles-ci profitent aux déposants comme à l'économie québécoise dans son ensemble.

Puisque le secteur privé représente le principal moteur de l'économie québécoise, la Caisse y concentre la majeure partie de ses investissements au Québec depuis quelques années. Ainsi, en 2018, son actif dans les entreprises privées québécoises a atteint 44,3 G\$, en hausse de 11,8 G\$ depuis cinq ans. Pour maximiser son impact au Québec, la Caisse a orienté sa stratégie d'investissement autour de trois grands piliers : la mise en œuvre de projets structurants, la croissance et la mondialisation des entreprises québécoises, ainsi que l'innovation et la relève. Elle conçoit et développe donc de grands projets en infrastructures et en immobilier. Elle accompagne activement les entreprises québécoises dans leur expansion au Québec et dans le monde. Elle appuie les PME qui se démarqueront dans la nouvelle économie. Et elle contribue au dynamisme entrepreneurial à travers une série d'initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat.

En 2018, son approche en trois axes a mené à des nouveaux investissements et engagements totalisant 7,3 G\$. Cela a porté ses engagements et investissements sur cinq ans à 21,2 G\$.

La Caisse mise sur ses avantages stratégiques pour optimiser son impact, dont l'expertise de ses équipes dans plusieurs secteurs, ses relations d'affaires au Québec et dans le monde, ses bureaux dans dix pays et son bassin d'entreprises partenaires au Québec et à l'international. Ce faisant, ses réalisations vont bien au-delà des dollars investis.

AU 31 DÉCEMBRE 2018, L'ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC S'EST ÉTABLI À 63,8 G\$.

PRÈS DE 70 % DE CETTE SOMME ÉTAIT INVESTIE DANS LE SECTEUR PRIVÉ, SOIT 44,3 G\$.

TABLEAU 22

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN PLACEMENTS PRIVÉS ET EN INFRASTRUCTURES AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2018			2017		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Petites et moyennes entreprises	2 670	607	3 277	1 958	686	2 644
Grandes entreprises	10 911	1 980	12 891	10 231	961	11 192
Total	13 581	2 587	16 168	12 189	1 647	13 836

Partenaire de long terme des entreprises québécoises

L'un des grands objectifs de la Caisse au Québec consiste à faire émerger et à bâtir des entreprises québécoises fortes, qui se démarqueront dans leur industrie et rivaliseront avec les meilleures, notamment afin de se tailler une place sur les marchés mondiaux. Pour ce faire, la Caisse tisse avec elles des partenariats à long terme. Et pour les appuyer à tous les stades de leur développement, elle met en place des solutions de financement sur mesure, adaptées à leurs besoins.

APPUYER LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DE DIVERSES TAILLES

Le savoir-faire unique des équipes de la Caisse est un atout de taille dans l'univers du financement d'entreprise. Cet avantage stratégique, elle le met à contribution pour appuyer les entreprises québécoises dans leurs projets de croissance, de mondialisation, d'innovation ou de relève. En 2018, cela s'est traduit par un soutien à l'expansion de plusieurs entreprises de tailles variées, dont Groupe Océan, Boralex, Transcontinental, Plusgrade et AddÉnergie. La Caisse a également été très active auprès des entreprises technologiques et de celles misant sur la technologie et l'innovation pour croître, comme La Maison Simons, Frank And Oak, SSQ Assurance et BFL Canada. Elle a également investi dans des entreprises qui jouent un rôle déterminant dans la chaîne de valeur du commerce électronique, comme FX Innovation et Métro logistique. C'est d'ailleurs tout ce qui touche à la nouvelle économie qui a marqué l'année 2018, puisque près de 40 % des transactions réalisées par la Caisse au Québec l'ont été dans ce domaine.

TABLEAU 23

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – PORTEFEUILLES PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES (au 31 décembre 2018)

Boralex
CDPQ Infra
Ciment McInnis
Cogeco Communications
Groupe WSP Global
Knowlton Development Corporation (kdc/one)
Lightspeed
Plusgrade
Redevances Aurifères Osisko
Trencap (Énergir)

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – PLACEMENTS PRIVÉS ET INFRASTRUCTURES

En 2018, l'actif total de la Caisse au Québec en placements privés et en infrastructures a atteint 13,6 G\$ (voir le tableau 22, p. 66). Les placements privés incluent des participations directes dans des sociétés privées et des titres boursiers d'entreprises cotées dans le cas de premières émissions ou de transactions d'envergure. Le tableau 23 présente les 10 principaux investissements au Québec en placements privés et en infrastructures.

La Caisse investit également dans des sociétés québécoises cotées en bourse dont la capitalisation boursière est inférieure à 1,5 G\$, ce qui permet de stimuler à la fois leur essor et le marché des actions au Québec.

Présence dans le secteur privé

La présence de la Caisse dans le secteur privé se concrétise à travers cinq métiers :

- les placements privés;
- les investissements boursiers;
- le financement sous forme de prêt;
- les investissements en infrastructures;
- les investissements en immobilier.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT – MARCHÉS BOURSIERS

Au 31 décembre 2018, l'actif total investi en titres boursiers québécois s'élevait à 8,8 G\$. Les 10 principales positions à cet égard sont répertoriées au tableau 24.

Les titres de sociétés québécoises représentaient 37,7 % du total de l'actif du mandat Canada au 31 décembre 2018. Cette forte pondération représente plus du double du poids de ces titres dans l'indice S&P/TSX, lequel comprenait 16,0 % de titres d'entreprises québécoises pour la même période.

DES PARTENARIATS PORTEURS POUR ACCROÎTRE L'IMPACT AU QUÉBEC

Au fil des ans, la Caisse a développé des partenariats avec différents fonds au Québec. Cette approche lui permet d'appuyer la croissance de nombreuses entreprises de tailles variées et de favoriser le développement de fonds d'investissement spécialisés. Ces partenariats à long terme visent notamment à permettre à un plus grand nombre de jeunes PME technologiques de traverser avec succès les premiers stades de leur développement. C'est pourquoi la Caisse mise en particulier sur ce secteur en travaillant avec plus de 10 fonds actifs dans la nouvelle économie. Elle a d'ailleurs participé à la création de Luge Capital, un fonds de capital de risque qui vise les sociétés de technologie financière en démarrage et les solutions d'intelligence artificielle du secteur des services financiers. En 2018, ce nouveau fonds a démarré ses activités d'investissement. La Caisse a également investi dans le fonds québécois White Star Capital, qui cible l'internationalisation des entreprises technologiques.

En plus de permettre de multiplier les investissements, ces partenariats avec des fonds spécialisés offrent un autre avantage à la Caisse : la possibilité d'avoir accès à une pépinière d'entreprises prometteuses, d'où émergent souvent des cibles potentielles pour des investissements directs. Ainsi, les équipes de la Caisse analysent les sociétés faisant partie des fonds partenaires et suivent leur progression sur une base régulière, ce qui permet d'identifier celles qui pourraient faire l'objet d'un investissement direct. Plusieurs réalisations découlent de cette stratégie depuis quelques années. En 2018, des investissements ont ainsi été conclus dans Poka, une plateforme de formation et de gestion des connaissances qui favorise le virage numérique dans le secteur manufacturier, et dans Breather, qui mise sur la technologie pour fournir des espaces de travail adaptables aux besoins de sa clientèle. À ce jour, cette approche privilégiée par la Caisse porte ses fruits. En effet, les efforts visant à identifier des cibles d'investissement direct donnent d'excellents résultats. À preuve, certaines entreprises visées affichent une telle croissance que des réinvestissements ont déjà été réalisés. Ainsi, en 2018, un deuxième investissement direct a été fait dans Hopper, l'application de voyage connaissant la croissance la plus rapide au monde, et dans TrackTik, propriétaire d'un logiciel infonuagique pour la gestion de personnel de sécurité. Ceux-ci s'ajoutent à un réinvestissement réalisé en 2017 dans Lightspeed, une société désormais cotée en bourse offrant des solutions de point de vente infonuagiques pour les détaillants et restaurateurs indépendants.

TABLEAU 24

DIX PRINCIPALES POSITIONS AU QUÉBEC – PORTEFEUILLE MARCHÉS BOURSIERS (au 31 décembre 2018)

Alimentation Couche-Tard
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dollarama
Groupe CGI
Groupe SNC-Lavalin
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
Power Corporation du Canada
Saputo
Stella-Jones
Les Vêtements de Sport Gildan

TABLEAU 25

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC – PORTEFEUILLE IMMEUBLES (au 31 décembre 2018)

Centre Eaton, Montréal
Édifice Jacques-Parizeau, Montréal
Fairmont Le Château Frontenac, Québec
Fairmont Le Reine Elizabeth, Montréal
Fairview Pointe-Claire, Pointe-Claire
Galeries d'Anjou, Montréal
Laurier Québec, Québec
Le 1000 De La Gauchetière, Montréal
Place Ste-Foy, Québec
Place Ville Marie, Montréal

Chef de file de l'immobilier au Québec

La Caisse compte deux filiales spécialisées en immobilier : Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital. Par l'entremise de celles-ci, elle est un chef de file de l'immobilier au Québec. Les investissements et les activités de ces deux sociétés bien établies dans leur marché génèrent des retombées importantes.

Au 31 décembre 2018, l'actif total de la Caisse en immobilier au Québec a atteint 11,3 G\$. Il est détaillé au tableau 26, tandis que les 10 principaux placements dans ce secteur sont présentés au tableau 25, à la page 68.

IVANHOÉ CAMBRIDGE

Société immobilière de calibre mondial, Ivanhoé Cambridge est l'un des grands propriétaires et gestionnaires d'immeubles au Québec. Au 31 décembre 2018, elle détenait 38 immeubles au Québec, pour une valeur totale de 6,8 G\$. Parmi ceux-ci figurent huit centres commerciaux, neuf immeubles de bureaux, neuf immeubles logistiques et industriels, trois hôtels de prestige et deux complexes résidentiels. Au total, son portefeuille de centres commerciaux et de bureaux au Québec totalise 12,0 millions de pieds carrés (1,1 million de mètres carrés).

En 2018, Ivanhoé Cambridge a poursuivi la réalisation du Projet Nouveau Centre, qui prévoit des investissements totaux de 1 G\$ au centre-ville de Montréal. Ainsi, après la réouverture du Fairmont Le Reine Elizabeth et la livraison de la Maison Manuvie, les travaux ont été avancés à Place Ville Marie et au Centre Eaton de Montréal. Les deux propriétés, qui bénéficient chacune d'investissements de 200 M\$, font l'objet de travaux d'envergure :

- revitalisation de l'Esplanade, transformation de la galerie marchande et ajout d'un nouveau concept de restauration à Place Ville Marie;
- revitalisation de l'offre commerciale et de restauration, notamment avec l'arrivée de Décathlon et du premier Time Out Market au Canada, et création d'une seule destination de magasinage grâce à la fusion du Complexe Les Ailes avec le Centre Eaton de Montréal, sous la marque de ce dernier.

À Québec, Ivanhoé Cambridge a amorcé la deuxième phase de la revitalisation de Laurier Québec, au coût de 60 M\$. Les travaux prévoient notamment la rénovation en profondeur des aires communes et la modernisation du stationnement. De concert avec la société Claridge, un deuxième véhicule d'investissement a par ailleurs été lancé. Doté de 100 M\$, il ciblera les agglomérations urbaines, principalement celles de Québec et de Montréal.

OTÉRA CAPITAL

Prêteur hypothécaire de premier plan au Canada, Otéra Capital finance quelque 227 immeubles commerciaux répartis dans 12 régions au Québec. Au 31 décembre 2018, cette filiale gérait un actif totalisant 4,5 G\$. Au cours de l'année, elle a consenti une trentaine de nouveaux prêts et refinancements.

TABLEAU 26

ACTIF ET ENGAGEMENTS EN IMMOBILIER AU QUÉBEC

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2018			2017		
	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés	Actif	Engagements non déboursés	Actif et engagements non déboursés
Centres commerciaux	3 118	308	3 426	3 162	231	3 393
Bureaux	4 751	105	4 856	4 675	213	4 888
Multirésidentiel	994	487	1 481	780	474	1 254
Autres	2 421	102	2 523	2 213	63	2 276
Total	11 284	1 002	12 286	10 830	981	11 811

Innover pour réaliser des infrastructures publiques

CDPQ Infra a été créée en 2015 afin d'offrir un modèle unique pour financer et réaliser des projets d'infrastructures publiques. Cette filiale de la Caisse est responsable du développement, de la construction et de l'exploitation du Réseau express métropolitain (REM), un nouveau mode de transport de type métro léger. Il s'agit de son premier projet de transport collectif.

Le REM sera un des plus grands réseaux de transport automatisé au monde et le plus grand projet de transport collectif des 50 dernières années au Québec. Il reliera le centre-ville de Montréal, des pôles universitaires, la Rive-Sud, la Rive-Nord, l'Ouest-de-l'Île et l'aéroport Montréal-Trudeau par la mise en service d'un train léger entièrement automatisé et électrique. Il comptera 67 km et 26 stations, et proposera un service à haute fréquence facilitant les déplacements quotidiens. En service 20 heures par jour, 7 jours sur 7, il sera relié aux trois principales lignes du métro de Montréal.

DÉBUT DE LA CONSTRUCTION

L'année 2018 a marqué le début officiel de la construction du REM, dont la première pelletée de terre a eu lieu au printemps. Celle-ci faisait suite à la sélection des consortiums pour le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction des infrastructures et celui de fourniture du matériel roulant, de systèmes et de services d'exploitation et de maintenance. De plus, le tracé final et le montage financier de 6,3 G\$ ont été conclus. Déjà, plusieurs chantiers sont bien amorcés :

- à la station Édouard-Montpetit, où l'équivalent de 20 étages seront creusés dans un milieu densément bâti pour construire cette station du REM, qui sera la deuxième plus profonde en Amérique du Nord;

- sur McGill College, où l'une des plus importantes stations du réseau sera aménagée;
- dans l'Ouest-de-l'Île, où un ancien pont ferroviaire du CN a été démoli pour laisser place à une structure aérienne en construction;
- sur la ligne Deux-Montagnes, où d'importants travaux permettront à terme d'augmenter à la fois la fréquence et la capacité;
- sur la Rive-Sud, où les piliers de la structure aérienne sont maintenant visibles le long de l'autoroute 10 tandis que les stations sont en construction.

Deux ans après le dévoilement du projet, le REM est donc devenu résolument concret en 2018. Alors que la construction a débuté au printemps, les premiers tests se feront dès la fin 2020. La mise en service d'une première antenne est prévue en 2021.

Un projet structurant

Les retombées économiques au Québec du projet du REM sont considérables :

- **4 G\$** en contenu québécois;
- **34 000** emplois pendant la construction;
- **2 G\$** versés en salaires;
- **1 000** emplois créés de façon permanente.

De plus, le projet entraînera la création d'un pôle d'expertise pour l'exploitation et l'entretien d'infrastructures de transport électrique et automatisé. Le REM, dont la construction sera carboneutre, permettra de diminuer les émissions de GES d'environ 680 000 tonnes sur 25 ans d'exploitation.

Un rôle essentiel dans le financement au Québec

La Caisse joue un rôle essentiel dans le financement au Québec. Elle appuie notamment de nombreux projets de croissance dans le secteur privé, ce qui a une incidence directe sur la vigueur de l'économie québécoise.

Très active dans le marché du financement privé au Québec depuis plusieurs années, la Caisse a continué d'y accroître ses activités en 2018. Les entreprises privées étant l'un des principaux moteurs de l'économie québécoise, le financement de leurs projets de croissance procure un double avantage. En effet, cela permet de générer des rendements attractifs à long terme pour les déposants de la Caisse, tout en soutenant l'activité économique du Québec.

Plusieurs entreprises québécoises, inscrites en bourse ou non, ont ainsi pu bénéficier de financements de la Caisse au fil des ans. En tant que partenaire de longue date, elle a appuyé de nombreux projets qui leur ont permis de prendre de l'expansion sur les marchés locaux et internationaux. En 2018, son engagement dans ce secteur s'est traduit entre autres par :

- un prêt subordonné non garanti pouvant atteindre 300 M\$, avec le Fonds de solidarité FTQ, pour soutenir le plan de croissance de Boralex, un chef de file de la production d'énergie renouvelable;
- un prêt pouvant atteindre 150 M\$ à SSQ Assurance afin qu'elle puisse poursuivre l'exécution de son plan stratégique, qui repose notamment sur l'innovation et son expansion pancanadienne.

En outre, dans l'objectif de proposer des montages financiers adaptés aux projets et aux besoins précis des entreprises, les équipes de la Caisse spécialisées dans les revenus fixes travaillent conjointement avec celles des placements privés. En 2018, cette collaboration a mené à l'ajout d'une composante de financement dans certains investissements en capital-actions.

Par ailleurs, alors que les taux d'intérêt sont demeurés bas en dépit d'une faible remontée, et tandis que les rendements attendus des titres obligataires sont modestes, la Caisse a poursuivi la diminution de son exposition aux obligations de pays développés. Ses positions dans le secteur public québécois ont ainsi été réduites, au profit de celles dans le secteur privé. La Caisse demeure un important détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, qu'ils soient émis par le gouvernement du Québec, des sociétés d'État, des municipalités ou des sociétés paragonnementales.

Au 31 décembre 2018, l'actif total de la Caisse en titres obligataires des secteurs public et privé québécois se chiffrait à 30,1 G\$. Celui-ci est détaillé au tableau 27.

TABLEAU 27

ACTIF AU QUÉBEC –
TITRES DE SOCIÉTÉS ET OBLIGATIONS
(au 31 décembre – en milliards de dollars)

	2018	2017
Secteur privé : titres de sociétés	10,6	9,7
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	13,4	14,8
Hydro-Québec	5,1	5,0
Autres sociétés d'État	0,9	0,9
Municipalités et sociétés paragonnementales	0,1	0,2
Sous-total	19,5	20,9
Total	30,1	30,6

Espace CDPQ : des investissements et de l'accompagnement au bénéfice des entrepreneurs

Unique au Québec, l'Espace CDPQ rassemble des partenaires et des collaborateurs autour d'une ambition commune, soit celle d'accélérer la croissance et la mondialisation des PME québécoises. Pour ce faire, ce hub d'investissement et d'accompagnement, créé par la Caisse, met en commun des réseaux, des expertises et des moyens financiers au bénéfice de ces entreprises.

Établi à Place Ville Marie depuis 2016, l'Espace CDPQ réunit une vingtaine d'acteurs de l'accompagnement et du financement des PME sous un même toit, afin de favoriser la collaboration. Son volet financement regroupe 13 sociétés d'investissement complémentaires. Son volet accompagnement est assuré par la présence de six organismes dédiés au développement et à la formation des entreprises en croissance. Ensemble, ils représentent un réseau de plus de 1 350 entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs, et offrent des ponts vers plus de 170 pays. Grâce à ses activités, l'Espace CDPQ constitue également une source d'investissements potentiels pour la Caisse. Pour plus de détails sur les activités de l'Espace CDPQ et ses partenaires, consulter le www.espacecdpq.com.

ACTIVITÉS ET NOUVELLES INITIATIVES

Au cours de 2018, les sociétés d'investissement de l'Espace CDPQ ont réalisé 147 investissements et réinvestissements au Québec. De leur côté, les organismes d'accompagnement et de développement ont appuyé plus de 430 entrepreneurs et intrapreneurs, notamment grâce à l'apport d'un réseau de plus de 150 mentors et experts. Au cours de l'année, les partenaires de l'Espace CDPQ et leur réseau ont collectivement organisé et tenu plus de 5 000 réunions et activités d'affaires.

L'Espace CDPQ a par ailleurs élargi sa portée en région en s'associant à trois accélérateurs destinés aux jeunes entreprises technologiques : le Camp à Québec, DigiHub à Shawinigan et l'Accélérateur de création d'entreprises technologiques (ACET) à Sherbrooke. Ces hubs régionaux deviennent des antennes assurant une présence physique et virtuelle des partenaires-experts de l'Espace CDPQ. Plusieurs activités y sont proposées. En juin, par exemple, des cliniques « experts-investisseurs » ont été tenues dans chaque hub. En septembre, 15 entreprises prometteuses provenant des trois régions ont pu participer à un camp d'entraînement entrepreneurial de deux jours réunissant des entrepreneurs chevronnés, des experts de la gestion d'entreprise et des investisseurs de l'Espace CDPQ. L'événement, tenu à l'Espace CDPQ, leur a permis d'explorer de nouvelles perspectives, de développer des liens avec des investisseurs et d'entrevoir diverses solutions à leurs défis de croissance. D'autres activités de réseautage ciblé sont également proposées dans chaque région.

Enfin, la Caisse a mis sur pied l'Espace CDPQ | Axe IA, grâce à un partenariat stratégique avec le Mila – Institut québécois d'intelligence artificielle. L'objectif consiste à participer à l'éclosion d'une nouvelle culture collaborative entre les milieux académique et d'affaires en intelligence artificielle. Sur une base annuelle, plus d'une dizaine de *start-ups* issues de secteurs innovants seront ainsi accueillies dans les nouveaux locaux de Mila, où elles auront accès à ses chercheurs et à leurs travaux. Ces entreprises bénéficieront également des conseils, de l'encadrement et du réseau d'experts de la Caisse et de l'Espace CDPQ. Cette initiative leur permettra d'accélérer la commercialisation de leurs nouveaux produits en intelligence artificielle.

Insuffler une culture entrepreneuriale forte au Québec

La croissance durable de l'économie du Québec repose notamment sur l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises. Pour valoriser le métier d'entrepreneur, la Caisse s'est donc associée à divers partenaires au fil des ans pour mettre en place des initiatives concrètes visant à promouvoir l'entrepreneuriat.

Ainsi, la publication du 10^e rapport de l'Indice entrepreneurial québécois révélait que le taux d'intention d'entreprendre des Québécois a triplé depuis 2009. Il s'est établi à 19,5 % en 2018, et a grimpé à 41 % chez les jeunes de 18 à 34 ans. Présenté par la Caisse depuis 2011, et réalisé en partenariat avec l'Institut d'entrepreneuriat Banque Nationale – HEC Montréal (IEBN) et Léger, l'Indice entrepreneurial québécois de la Fondation de l'entrepreneurship évalue les grands indicateurs de la chaîne entrepreneuriale.

DEVENIR ENTREPRENEUR

Initiative de sensibilisation à l'entrepreneuriat lancée à l'automne 2015 par la Caisse, le Mouvement Desjardins et la Banque Nationale, Devenir entrepreneur poursuit sa progression. En 2018, deux nouvelles campagnes ont été mises de l'avant sur différentes plateformes à travers le Québec. La campagne « Objectif croissance » réunit des entrepreneurs de différents secteurs et de partout au Québec pour discuter de la croissance des entreprises. Ces discussions font l'objet de vidéos offertes au www.devenirentrepreneur.com et de balados disponibles sur les plateformes mobiles. Plusieurs portraits de femmes entrepreneures ont également été publiés au www.devenirentrepreneur.com, pour propulser le message que l'entrepreneuriat se conjugue aussi au féminin.

INITIATIVES JEUNESSE

La Semaine des entrepreneurs à l'école a tenu sa troisième édition en 2018, en collaboration avec OSEntreprendre. Les activités se sont déroulées dans les 17 régions du Québec et ont attiré plus de 300 entrepreneurs bénévoles. Au total, plus de 20 000 jeunes provenant de 300 établissements d'enseignement ont pu assister à quelque 600 conférences sur l'entrepreneuriat. Par ailleurs, la cinquième Grande

journée des petits entrepreneurs a inspiré 5 555 jeunes participants de partout au Québec à lancer une entreprise d'un jour. Il s'agit d'un grand succès pour cette initiative qui avait attiré 300 participants à sa première édition.

LE CERCLE DES GRANDS ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

En 2018, la Caisse, la Banque Nationale et le Mouvement Desjardins ont créé le Cercle des Grands entrepreneurs du Québec, afin d'honorer et de valoriser les grands entrepreneurs qui, par leurs réalisations et leurs idéaux, ont contribué au rayonnement de l'entrepreneuriat et au développement économique du Québec. L'initiative vise également à offrir des modèles d'inspiration afin de valoriser ce choix de carrière. Cette première édition a honoré Alain Bouchard, Aldo Bensadoun, Lino Saputo, Lise Watier, Rémi Marcoux et Serge Godin lors d'une soirée hommage. Une exposition interactive visant à faire connaître ces entrepreneurs a ensuite sillonné le Québec, attirant plus de 2 500 personnes.

CHEFFES DE FILE

À l'automne 2018, la Caisse a annoncé la mise sur pied d'une initiative unique visant à accélérer la croissance des entreprises à propriété féminine et à accroître le nombre d'entrepreneures québécoises. Les Cheffes de file réunissent une soixantaine d'entrepreneures provenant de 11 régions du Québec qui sont à la tête d'une entreprise solide et prometteuse afin de favoriser le codéveloppement et l'échange de meilleures pratiques. La mise en œuvre de cette initiative se décline à travers des ressources pour aiguïser et contribuer à leurs réflexions stratégiques et opérationnelles, ainsi qu'une plateforme de collaboration spécialement conçue pour elles.

**devenir
entrepreneur**

semaine
des entrepreneurs
à l'école

 Cercle
des Grands
entrepreneurs
du Québec

LES
CHEFFES
DE FILE

Un acteur clé de l'industrie financière québécoise

Par la nature et l'envergure de ses activités, la Caisse est un acteur clé de l'industrie financière québécoise. Elle accorde d'ailleurs une attention particulière au développement d'un bassin d'experts qualifiés dans ce domaine, tout en appuyant la relève dans d'autres secteurs névralgiques.

Au fil des ans, la Caisse a noué des partenariats avec les grandes universités québécoises pour répondre aux besoins particuliers du secteur financier. Ces collaborations se traduisent par le soutien de chaires de recherche ou la création de programmes de formation. Voici quelques exemples de ces collaborations avec le milieu universitaire :

- Académie de la relève entrepreneuriale CDPQ – Université Laval;
- Campagne pour la mise sur pied d'une dizaine de nouveaux instituts et centres de recherche – HEC, Polytechnique et Université de Montréal;
- Centre d'excellence – Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation – Université du Québec à Trois-Rivières;
- Chaire Caisse de dépôt et placement du Québec en gestion de portefeuille – École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM);
- Chaire de leadership en enseignement en gestion actuarielle des risques d'actifs – Caisse de dépôt et placement du Québec de l'Université Laval;
- Concours international universitaire en finance McGill International Portfolio Challenge – Université McGill;
- Creative Destruction Lab – Montréal à l'intention des entreprises scientifiques à fort potentiel de croissance en phase de démarrage – HEC Montréal;
- Fonds de placement – Fondation de l'Université du Québec à Rimouski;
- Programme CDPQ-HEC Montréal – Émergence internationale;
- Programme d'agrément pour la Certification professionnelle en placements durables de l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia;
- Programme en entrepreneuriat en culture, médias et divertissement – HEC Montréal;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université Concordia;
- Recherche sur l'investissement responsable à l'Université de Sherbrooke;
- Recherche sur l'investissement responsable à Polytechnique Montréal;
- Salle des marchés – ESG UQAM.

Chaque année, la Caisse emploie également de nombreux étudiants dans le cadre de son programme de stages pour des postes en finance et dans d'autres secteurs clés. En 2018, elle a ainsi embauché 159 étudiants et stagiaires, pour des périodes allant de quatre à huit mois.

En outre, afin de soutenir la relève journalistique au Québec, la Caisse s'est associée à la Fédération professionnelle des journalistes du Québec pour créer le Fonds CDPQ pour la relève journalistique. Ce fonds permettra chaque année à dix jeunes journalistes ou étudiants de se prévaloir d'une bourse de 10 000 \$ et de développer leur expérience dans des médias professionnels dans le cadre de stages rémunérés, dont une portion sera consacrée aux secteurs économique et financier.

UN GRAND RÉSEAU DE FOURNISSEURS

La Caisse et ses filiales utilisent les services de nombreuses entreprises québécoises dans la réalisation de leurs activités. Celles-ci nécessitent l'apport de plus de 2 000 fournisseurs ayant un établissement d'affaires au Québec. En 2018, les déboursés de la Caisse et de ses filiales au Québec se sont maintenus au même niveau qu'en 2017, soit un montant total de plus de 900 M\$.

Dans sa politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services, la Caisse vise à favoriser les fournisseurs québécois, pourvu qu'ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

Rapports du conseil d'administration et de ses comités

Rapport

du conseil d'administration

FAITS SAILLANTS

1

Révision et confirmation des orientations stratégiques de la Caisse.

2

Approbation des dossiers d'investissement qui relèvent de l'autorité du conseil.

3

Suivi régulier de la réalisation du Réseau express métropolitain (REM).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MANDAT

Le conseil d'administration a entre autres pour mandat de s'assurer que l'organisation prend les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission, et que la gestion de la Caisse est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements.

Pour une description complète du mandat du conseil d'administration, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2018)

Au 31 décembre 2018, le conseil comptait 13 membres sur un nombre maximal de 15. Au cours de l'année, le gouvernement du Québec a confirmé la nomination de M. Sylvain Brosseau, président et chef de la direction de Gestion d'actifs mondiale Walter, comme membre indépendant, en remplacement de M. Bertrand Cesvet, dont le mandat a pris fin le 8 avril 2018.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La rémunération des administrateurs de la Caisse est prévue par décret du gouvernement du Québec. Leur rémunération pour 2018 est présentée au tableau 29, à la page 77. Les administrateurs ont aussi droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La rémunération annuelle du président du conseil d'administration est fixée par décret du gouvernement du Québec à 195 000 \$. Par ailleurs, le président du conseil a droit au remboursement des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par année.

TABLEAU 28

**RELEVÉ DES PRÉSENCES DES ADMINISTRATEURS AUX RÉUNIONS
DU CONSEIL ET DES COMITÉS POUR L'EXERCICE 2018¹**

Administrateurs	Conseil d'administration		Comité de vérification		Comité d'investissement et de gestion des risques		Comité des ressources humaines		Comité de gouvernance et d'éthique	
	6 rég.	9 extra.	6 rég.	2 extra.	6 rég.	5 extra.	7 rég.	1 extra.	5 rég.	1 extra.
Elisabetta Bigsby	6	5	–	–	–	–	7	1	–	–
Ivana Bonnet-Zivcevic	6	9	–	–	–	–	7	1	–	–
Sylvain Brosseau	3/3	4/4	–	–	1/1	–	2/2	–	–	–
Bertrand Cesvet	1/2	3/3	–	–	–	–	3/3	1	–	–
Patricia Curadeau-Grou	5	7/8	–	–	6	4	–	–	–	–
Michel Després	5	9	–	–	–	–	–	–	–	–
Gilles Godbout	6	9	6	2	6	5	–	–	–	–
François Joly	6	9	6	2	6	5	–	–	–	–
Jean La Couture	6	8/8	–	–	6	5	–	–	–	–
Diane Lemieux	6	7	–	–	–	–	–	–	–	–
Wendy Murdock	6	7	–	–	6	4	–	–	5	1
François R. Roy	6	9	6	2	–	–	–	–	5	1
Michael Sabia	6	8	–	–	–	–	–	–	–	–
Robert Tessier	6	9	–	–	–	–	7	1	5	1

1. Les administrateurs justifient leurs absences aux réunions régulières d'un comité ou du conseil auprès du Secrétariat de la Caisse. Au cours de l'année 2018, des administrateurs n'ont pu assister à certaines réunions pour des raisons de santé, en raison d'obligations liées à des engagements familiaux ou professionnels, ou encore en raison de nos règles de gestion de conflits d'intérêts potentiels.

TABLEAU 29

**RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS
AU SENS DU DÉCRET¹**

(en dollars)

Administrateurs	Rémunération annuelle	Rémunération à titre de président d'un comité	Jetons de présence	Rémunération totale
Elisabetta Bigsby	19 173	5 992	17 049	42 214
Ivana Bonnet-Zivcevic	20 457	–	22 413	42 870
Sylvain Brosseau	9 529	–	8 127	17 656
Bertrand Cesvet	5 146	–	7 098	12 244
Patricia Curadeau-Grou	19 173	–	20 679	39 852
Gilles Godbout	19 173	–	21 114	40 287
François Joly ²	19 173	5 992	37 728	62 893
Jean La Couture	19 173	5 992	22 485	47 650
Wendy Murdock	19 173	–	25 610	44 783
François R. Roy	19 173	5 992	25 610	50 775
Total	169 343	23 968	207 913	401 224

1. Conformément aux termes du Décret :

- La rémunération tient compte d'une majoration.
- Le jeton de présence pour une réunion extraordinaire de courte durée du conseil ou d'un comité, tenue par conférence téléphonique, est de la moitié du jeton de présence accordé pour une réunion régulière.
- Une réduction est appliquée à la rémunération des membres qui sont des retraités du secteur public.

2. Cet administrateur a reçu des jetons de présence pour sa participation à des réunions du comité de sélection du co-auditeur de la Caisse ainsi que du comité d'audit des filiales immobilières de la Caisse.

Rapport du conseil d'administration (suite)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Orientations stratégiques

En 2018, les orientations stratégiques de la Caisse s'inscrivent dans la continuité et visent à poursuivre le positionnement à long terme du portefeuille global en augmentant notamment les investissements dans les actifs moins liquides et le crédit, en poursuivant la stratégie de mondialisation et en continuant de maximiser son impact au Québec. La Caisse vise également à se doter de nouveaux leviers de création de valeur, notamment par une intégration plus poussée des tendances qui façonnent l'économie, dont les changements climatiques et les technologies de rupture.

En 2018, le conseil a :

- suivi régulièrement les résultats et les risques des stratégies, à chacune des étapes de leur déploiement;
- examiné avec la direction différents scénarios économiques et financiers pouvant avoir une incidence sur l'évolution de la stratégie de la Caisse;
- revu et approuvé, dans la continuité du plan précédent, les priorités stratégiques 2018 de chaque groupe d'investissement, incluant les filiales immobilières et la filiale CDPQ Infra, et de chaque groupe administratif.

Le conseil a par ailleurs adopté le plan d'affaires de la Caisse et le budget annuel, et a reçu régulièrement les rapports de la direction touchant leur évolution.

Résultats financiers, contrôle interne et systèmes de gestion

Avec le concours du comité de vérification, le conseil s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard des résultats financiers et des contrôles internes. Il a notamment :

- examiné les états financiers trimestriels et approuvé les états financiers consolidés au 30 juin et au 31 décembre;
- évalué l'intégrité de l'ensemble des contrôles appliqués aux différentes données servant à l'établissement de ces états financiers et des notes afférentes;
- examiné les rendements des secteurs d'investissement et approuvé les communiqués portant sur les résultats financiers annuels et la mise à jour mi-annuelle;
- examiné et approuvé le rapport annuel de la Caisse;

- recommandé au gouvernement la nomination d'EY à titre de co-auditeur des livres et comptes de la Caisse pour un mandat de cinq ans débutant en 2019 et approuvé la nomination d'EY comme auditeur des livres et comptes de certaines filiales de la Caisse pour la même période;
- approuvé la révision de la politique relative à l'indépendance des auditeurs externes et de la Charte d'audit interne;
- suivi l'évolution des projets technologiques visant la mise à jour des systèmes d'information financière et leur sécurité;
- revu et approuvé les délégations d'autorité.

Voir le Rapport du comité de vérification, à la page 80, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Investissement et gestion des risques

Le conseil, avec le concours du comité d'investissement et de gestion des risques, a veillé tout au long de 2018 à l'application d'un encadrement et d'un processus de gestion des risques efficaces et rigoureux. Ainsi, le conseil a notamment :

- approuvé, sur recommandation du comité, les dossiers d'investissement qui relèvent de son autorité, en tenant compte, entre autres, de l'incidence de chacun sur le niveau et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse;
- approuvé les modifications aux politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés;
- approuvé les modifications à la politique de gestion intégrée des risques;
- suivi le plan de gestion de la couverture des devises;
- approuvé les limites de risque de marché et les objectifs pour le portefeuille global de la Caisse et pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats, ainsi que les limites d'utilisation des instruments financiers dérivés et les limites de concentration;
- approuvé l'encadrement du risque de liquidité et s'est assuré de suivre la stratégie globale de la Caisse concernant la gestion de ce risque.

En outre, le conseil a approuvé un investissement dans la filiale CDPO Infra afin de permettre la réalisation du Réseau express métropolitain (REM).

Pour l'ensemble des activités conduites par le conseil et le comité d'investissement et de gestion des risques, voir le Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques, à la page 101.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil s'est réuni en l'absence des membres de la direction et a tenu des séances de discussion avec le président et chef de la direction en l'absence des autres membres de la direction. Il a également reçu un rapport d'activité de chacun des comités au cours de chaque réunion, lui permettant d'examiner et de se prononcer sur les recommandations qui lui ont été faites. Par ailleurs, sur la recommandation du comité de gouvernance et d'éthique, le conseil a :

- procédé à l'évaluation de son fonctionnement, de celui de ses comités ainsi que de la performance de chaque président;
- revu la composition de ses comités;
- approuvé le profil d'expertise et d'expérience des membres indépendants;
- révisé le programme d'orientation et de formation continue des membres du conseil;
- révisé la politique contre le harcèlement et l'inconduite;
- révisé le Code d'éthique et de déontologie applicable aux dirigeants et employés de la Caisse.

Voir le Rapport du comité de gouvernance et d'éthique, à la page 83, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil en matière de gouvernance et d'éthique.

Supervision de la direction et gestion des ressources humaines

Assisté du comité des ressources humaines, le conseil a adopté les objectifs détaillés du président et chef de la direction pour l'exercice 2018, et a évalué sa performance ainsi que ses conditions de rémunération globale. En outre, le conseil a approuvé l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale des membres de la haute direction.

Suivant la recommandation du comité des ressources humaines, le conseil a approuvé des changements touchant des leaders de l'organisation. Ainsi, M. Macky Tall a été nommé au poste de chef des Marchés liquides et président et chef de la direction, CDPO Infra. M. Maxime Aucoin a été promu au poste de premier vice-président, Stratégie d'investissement et Innovation et s'est vu confier la responsabilité de la nouvelle équipe Innovation. M^{me} Ani Castonguay a été promue au poste de première vice-présidente, Affaires publiques. Par ailleurs, en plus de superviser les activités de gestion externe au sein des catégories d'actif liquides, M. Mario Therrien a reçu la responsabilité du développement des partenariats stratégiques dans les marchés développés. Enfin, M. Claude Bergeron s'est vu attribuer la responsabilité de l'ensemble des activités liées aux déposants, en plus de ses responsabilités à la gestion des risques.

Le comité a également revu la nomination de M. Emmanuel Jaclot au poste de premier vice-président, Infrastructures ainsi que la nomination de M. Alexandre Synnett au poste de premier vice-président, Technologies numériques et Opérations, sous le leadership de M^{me} Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations. Cette nomination a fait suite au départ de M. Pierre Miron qui occupait le poste de premier vice-président, Technologies de l'information et Opérations.

Voir le Rapport du comité des ressources humaines, à la page 85, pour plus d'information sur les responsabilités dont se sont acquittés le comité et le conseil.

Rapport du comité de vérification

FAITS SAILLANTS

1

Examen et suivi de la préparation des états financiers.

2

Recommandation, à la suite d'un appel d'offres, de la nomination de la firme EY à titre de co-auditeur des livres et comptes de la Caisse pour un mandat de cinq ans débutant en 2019.

3

Suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre visant une utilisation optimale des ressources.

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

MANDAT

Le comité de vérification supervise la conformité des états financiers par rapport à la situation financière de la Caisse. De plus, il s'assure, entre autres, de la mise en place de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces et d'un processus de gestion des risques.

Pour une description complète du mandat du comité de vérification, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2018)

La composition du comité a été revue en 2018.

Il comprend trois membres indépendants, dont des professionnels avec une expertise en comptabilité ou en finance, ayant l'expérience et les connaissances pour lire et comprendre les états financiers et bien remplir leur rôle.

- Président : François Joly (membre invité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques)
- Membres : Gilles Godbout et François R. Roy

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2018 : 8

Information financière

En 2018, le comité s'est acquitté de ses responsabilités à l'égard de l'information financière, notamment de la façon suivante :

- Examen des états financiers avec la Direction financière ainsi qu'avec les co-auditeurs, soit le Vérificateur général du Québec et la firme EY, et revue de plusieurs éléments, dont :
 - le processus de préparation des états financiers;
 - l'évaluation des placements;
 - les éléments de trésorerie, notamment la liquidité, le levier et le financement;
 - la confirmation qu'un audit des rendements est effectué par une firme externe pour assurer la conformité du calcul et de la présentation des rendements aux normes de l'industrie.
- Examen des résultats trimestriels, des suivis budgétaires et des prévisions budgétaires de fin d'année.

- Examen du rapport sur le déroulement du processus d'attestation financière permettant au président et chef de la direction et à la première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations d'attester publiquement que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus adéquatement et sont efficaces.
- Recommandation au conseil pour adoption des états financiers au 30 juin et au 31 décembre.
- Examen des travaux de préparation du rapport annuel et des communiqués de presse traitant des résultats financiers de la Caisse.
- Participation du président du comité de vérification de la Caisse à des réunions du comité de vérification des filiales immobilières et examen du bilan annuel des activités de ces comités.
- Discussion avec les co-auditeurs concernant leur rapport à la suite de leur audit de fin d'année.
- Discussions avec les co-auditeurs concernant leur plan d'audit des états financiers de la Caisse et leurs procédés internes de contrôle de la qualité.
- Révision et recommandation au conseil de la mise à jour de la politique relative à l'indépendance des auditeurs externes, suivi de son application et approbation des honoraires d'EY.
- Discussions régulières avec la première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations, en l'absence des autres membres de la direction.
- Rencontres régulières avec les co-auditeurs en l'absence des membres de la direction pour discuter de divers aspects de leur mandat.

En 2018, à la suite d'un appel d'offres, le comité a recommandé au conseil d'administration la nomination d'EY à titre de co-auditeur des livres et comptes de la Caisse, et ce, pour un mandat de cinq ans débutant en 2019. Le comité a aussi recommandé au conseil d'administration la nomination d'EY comme auditeur des livres et comptes de certaines filiales de la Caisse, également pour un mandat de cinq ans.

Audit interne

Au cours de 2018, le comité a mené les activités suivantes avec la vice-présidence Audit interne :

- Révision et approbation du plan d'audit interne 2018-2020.
- Révision et recommandation au conseil de la mise à jour de la Charte d'audit interne.
- Examen des rapports d'activité de l'Audit interne découlant du plan d'audit interne et portant notamment sur les mécanismes de contrôle interne, les processus de gestion des risques et l'utilisation optimale des ressources.
- Suivi de la mise en application par la direction de la Caisse des recommandations de l'Audit interne.
- Suivi des activités exécutées par l'audit interne des filiales immobilières.
- Examen des résultats du programme d'audit continu à la Caisse.
- Validation que l'équipe Audit interne est en mesure d'agir de manière indépendante de la direction de la Caisse.
- Discussions périodiques avec le vice-président, Audit interne, en l'absence des membres de la direction.

Contrôles internes et plan d'utilisation optimale des ressources

Le comité a examiné plusieurs aspects des contrôles internes et de l'utilisation optimale des ressources en 2018. Pour ce faire, il a notamment procédé aux travaux suivants :

- Examen du plan visant une utilisation optimale des ressources ainsi que suivi et analyse des effets de toutes les activités mises en œuvre découlant de ce plan.
- Examen des résultats des travaux d'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information financière, incluant ceux des filiales immobilières et de CDPO Infra.
- Suivi des projets technologiques visant la mise à jour des systèmes de divulgation financière.
- Suivi des activités en matière de gestion de la fiscalité internationale.
- Examen des résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.
- Révision et recommandation au conseil de modifications aux délégations d'autorité.

Rapport du comité de vérification (suite)

Gestion des risques

Le comité d'investissement et de gestion des risques appuie le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Le comité a donc mené les activités suivantes pour assurer un suivi des travaux en matière d'investissement et de gestion des risques :

- Discussion avec la première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat :
 - des rapports de conformité relatifs au respect de la Loi sur la Caisse, des politiques de placement des déposants et des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés;
 - des rapports sur les dossiers litigieux impliquant la Caisse ou ses filiales immobilières.
- Réception des mémoires de délibérations des réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.
- Participation du président du comité aux réunions du comité d'investissement et de gestion des risques.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de vérification n'a pas fait appel à de tels services en 2018. Il a toutefois appuyé la direction lorsqu'elle a eu recours à des firmes externes pour une révision indépendante de la juste valeur de certains placements.

Rapport

du comité de gouvernance et d'éthique

FAITS SAILLANTS

1

Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil.

2

Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants.

LE COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

MANDAT

Le comité veille à ce que la Caisse maintienne les plus hautes normes de gouvernance et d'éthique. Pour une description complète du mandat du comité de gouvernance et d'éthique, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2018)

La composition du comité a été revue en 2018.

Il comprend trois membres indépendants :

- Président : François R. Roy
- Membres : Wendy Murdock et Robert Tessier

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2018 : 6

Composition du conseil et des comités

- Révision de la composition du conseil et recommandation de la nomination d'un membre indépendant.
- Révision et recommandation au conseil de la composition de ses comités.

Activités du conseil et de ses comités

- Révision du processus d'évaluation de la performance du conseil, de son président, des comités et de leur président, y compris l'auto-évaluation par les administrateurs; analyse des résultats et recommandations d'amélioration de certains processus, lorsque nécessaire.
- Révision du programme d'accueil des nouveaux administrateurs afin d'assurer une intégration harmonieuse et rapide des nouveaux membres du conseil d'administration.
- Révision du programme de formation continue des administrateurs.
- Révision, en collaboration avec le comité des ressources humaines, du profil de compétences et d'expérience des administrateurs indépendants et recommandation au conseil.
- Révision des mandats du conseil d'administration et de ses comités.
- Obtention de l'assurance que le conseil dispose de toute l'information pertinente et de tout le temps nécessaire à l'analyse des enjeux de la Caisse.
- Maintien d'un cadre prévoyant des présentations et des discussions en dehors des réunions du conseil pour permettre aux administrateurs d'échanger entre eux et avec la direction.
- Vérification de la tenue, au cours de l'année, de séances de discussions en l'absence des membres de la direction dans chaque comité et au conseil.

Rapport du comité de gouvernance et d'éthique (suite)

Règles d'éthique et de déontologie

À l'égard des règles d'éthique et de déontologie en vigueur, le comité a, entre autres, mené les activités suivantes :

- Révision et recommandation au conseil de la politique contre le harcèlement et l'inconduite.
- Révision du Code d'éthique et de déontologie applicable aux dirigeants et employés de la Caisse, examen du rapport d'application des règles d'éthique et de déontologie au sein de la Caisse et examen de la procédure sur la divulgation d'actes répréhensibles.
- Révision du Code d'éthique et de déontologie des administrateurs.
- Révision des règles d'éthique appliquées par la Caisse pour gérer les contraintes juridiques liées à son actionnariat de sociétés publiques.
- Révision des règles de déclaration d'intérêts, vérification de la conformité de ces déclarations aux dispositions en vigueur et transmission de ces déclarations aux autorités désignées par la Loi sur la Caisse.
- Examen des rapports relatifs aux transactions sur les titres de sociétés ayant des liens avec un administrateur de la Caisse.

Activités de la Caisse

- Examen du rapport sur les dons et commandites accordés par la Caisse durant l'année et revue du budget annuel consacré à ces activités.
- Révision du processus de désignation de membres au conseil d'administration de certaines sociétés fermées et publiques dans lesquelles la Caisse investit.
- Examen du rapport sur les activités d'investissement responsable.
- Examen du rapport sur la désignation d'administrateurs au sein des conseils d'administration des sociétés dans lesquelles la Caisse investit.

RECOURS À DES EXPERTS EXTERNES

Le comité de gouvernance et d'éthique n'a pas eu recours à de tels services en 2018.

Rapport

du comité des ressources humaines

FAITS SAILLANTS

1

Examen de l'évolution des équipes de la Caisse afin de bien positionner l'institution dans un marché en plein changement et marqué par une concurrence de plus en plus forte.

2

Révision du programme de gestion de la performance des équipes de la Caisse pour renforcer leur alignement aux objectifs du plan stratégique de la Caisse, incluant la revue du programme de rémunération incitative qui intègre dorénavant le facteur climatique.

3

Examen du programme de développement du leadership et de la relève, incluant la promotion de jeunes talents prometteurs.

LE COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

MANDAT

Le comité a pour mandat d'examiner les orientations et stratégies en matière de gestion des ressources humaines, notamment l'évaluation de la performance, la planification de la relève, la rémunération de la haute direction et les pratiques générales de la Caisse en matière de ressources humaines. Pour une description complète du mandat du comité des ressources humaines, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2018)

Le comité est composé de quatre membres indépendants :

- Présidente : Elisabetta Bigsby
- Membres : Robert Tessier, Ivana Bonnet-Zivcevic et Sylvain Brosseau

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2018 : 8

Président et chef de la direction

Le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration l'approbation des objectifs de M. Sabia en sa qualité de président et chef de la direction pour l'exercice 2018. En outre, le comité a examiné et recommandé au conseil l'évaluation de la performance et les conditions de rémunération globale du président et chef de la direction.

Haute direction

L'environnement dans lequel la Caisse évolue implique de développer et de maximiser les talents pour bâtir la nouvelle génération de leaders de l'organisation et favoriser de nouvelles façons de faire. Pour faire face à la turbulence grandissante dans les marchés et à une concurrence de plus en plus forte, le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration certains changements, qui avaient trois objectifs, à savoir :

- continuer de renforcer la collaboration entre les équipes;
- mettre l'accent sur l'innovation;
- être à l'affût des meilleures occasions et faire preuve d'agilité pour les saisir ou les créer.

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

Ces changements comprenaient notamment des nominations à de nouvelles fonctions, des promotions ou l'ajout de responsabilités. Ainsi, M. Macky Tall a été nommé au poste de chef des Marchés liquides et président et chef de la direction, CDPQ Infra. M. Maxime Aucoin a été promu au poste de premier vice-président, Stratégie d'investissement et Innovation et s'est vu confier la responsabilité de la nouvelle équipe Innovation. M^{me} Ani Castonguay a été promue au poste de première vice-présidente, Affaires publiques. Par ailleurs, en plus de superviser les activités de gestion externe au sein des catégories d'actif liquides, M. Mario Therrien a reçu la responsabilité du développement des partenariats stratégiques dans les marchés développés. Enfin, M. Claude Bergeron s'est vu attribuer la responsabilité de l'ensemble des activités liées aux déposants, en plus de ses responsabilités à la gestion des risques.

Le comité a également revu la nomination de M. Emmanuel Jaclot au poste de premier vice-président, Infrastructures ainsi que la nomination de M. Alexandre Synnott au poste de premier vice-président, Technologies numériques et Opérations, sous le leadership de M^{me} Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations. Cette nomination a fait suite au départ de M. Pierre Miron qui occupait le poste de premier vice-président, Technologies de l'information et Opérations.

Par ailleurs, le comité a examiné et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, l'évaluation de la performance et la détermination de la rémunération globale des membres de la haute direction.

Stratégies et politiques clés de la gestion intégrée des talents

Le comité s'est penché sur plusieurs stratégies et politiques clés de la gestion intégrée des talents au cours de l'année 2018. Pour ce faire, le comité a notamment :

- revu le programme de gestion de la performance des différentes équipes ainsi que la rémunération incitative, plus particulièrement pour continuer de renforcer l'alignement de la performance et de la rémunération sur la stratégie de la Caisse;
- intégré le facteur climatique dans le processus d'évaluation de la rémunération incitative;
- appuyé le déploiement d'un programme de leadership auprès des leaders actuels et de la relève de la Caisse;

- examiné les mesures d'atténuation des risques liés à la gestion des talents ainsi que les indicateurs de gestion des talents, incluant les indicateurs relatifs à la diversité de genre au sein de la Caisse et plus particulièrement au sein des équipes d'investissement.

Fonctionnement du comité

Le comité a examiné les résultats de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement du comité effectuée par les membres.

Recours à des experts externes

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rémunération incitative, le comité et le conseil d'administration ont eu recours aux services d'une firme indépendante d'experts-conseils, reconnue en matière de rémunération du personnel, qui œuvre dans le secteur des caisses de retraite, Hugessen Consulting. Le comité tient compte de l'avis et des recommandations de Hugessen Consulting, mais prend ses propres décisions, qui peuvent être basées sur des renseignements autres que les recommandations de cet expert.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Travaux du comité relatifs à la rémunération

Durant l'année 2018, le comité, avec l'appui de son conseiller Hugessen Consulting, s'est assuré que la politique de rémunération adoptée en 2010 atteignait ses objectifs stratégiques de payer pour la performance à long terme, d'offrir une rémunération concurrentielle et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Le comité a examiné la façon dont la politique de rémunération de la Caisse a été appliquée; il a analysé les propositions de primes de performance, ainsi que les propositions relatives à l'application du coinvestissement, et s'est assuré de l'adéquation de ces propositions avec la politique de rémunération et les pratiques du marché.

Ainsi, le comité a notamment analysé et recommandé au conseil d'administration, pour approbation, le montant des primes de performance à être versées en fonction du programme de rémunération incitative.

Comme indiqué précédemment, en 2018 le comité a entrepris, dans une perspective de saine gouvernance, un exercice de revue de la rémunération incitative. Cet exercice a consisté à revoir chacune des composantes en lien avec la stratégie et la culture de la Caisse, prenant en considération les pratiques et tendances du marché. Le comité a conclu, avec la corroboration de son conseiller Hugessen Consulting,

que la rémunération incitative répond aux objectifs de la politique de rémunération, c'est-à-dire de payer pour la performance, d'offrir une rémunération compétitive et de lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants. Par ailleurs, dans une perspective d'amélioration continue et d'alignement avec l'évolution de la culture de la Caisse et de son plan stratégique, certaines modifications seront apportées à la rémunération incitative à partir de l'exercice 2019 :

- Une augmentation du poids de la composante Rendement global de la Caisse afin d'encourager encore davantage la collaboration entre les secteurs et le lien avec les intérêts des déposants.
- Une prépondérance accrue de la composante Contribution individuelle pour reconnaître à la fois l'atteinte d'objectifs individuels qui appuient les objectifs stratégiques et les comportements visés en lien avec la culture de la Caisse.

Par ailleurs, le comité a reçu une mise à jour sur les tendances du marché en matière de révision salariale. Il s'est penché sur les conditions salariales des employés de la Caisse pour 2019 et les a recommandées au conseil d'administration pour approbation.

Encadrement

La politique de rémunération de la Caisse a été adoptée conformément à l'annexe A du règlement encadrant la régie interne de la Caisse (le Règlement intérieur). Cette annexe :

- définit les niveaux maximums de rémunération globale des employés et les marchés de référence;
- indique que les données reflétant le portrait des marchés de référence doivent être compilées au moyen d'un sondage annuel fait par une firme indépendante reconnue, et que celui-ci doit être administré et analysé selon une méthodologie et des règles généralement reconnues en cette matière;
- prévoit que la masse salariale de la Caisse ne doit pas excéder 100 % du point milieu des échelles salariales.

Les marchés de référence et le positionnement des niveaux de rémunération¹

Pour le poste de président et chef de la direction, le marché de référence est composé d'un échantillon constitué de sept grandes caisses de retraite canadiennes, dont la liste se trouve au tableau 34, à la page 94. Pour ce poste, la rémunération globale doit se situer entre la médiane et le troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence, selon que la performance de la Caisse est moyenne ou supérieure.

Pour les postes liés à l'investissement, le marché de référence est celui de l'investissement institutionnel canadien. Celui-ci doit comprendre un échantillon représentatif, notamment d'institutions, de compagnies d'assurance, de sociétés de fiducie, de caisses de retraite, de firmes de conseillers en placement, de firmes de courtage et de gestionnaires de fonds ou d'industries de même nature. L'échantillon actuel comprend 37 organisations, dont la liste se trouve au tableau 36, à la page 95. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du décile supérieur (90^e rang centile) du marché de référence. Pour les premiers vice-présidents en investissement, un échantillon réduit de celui décrit précédemment est utilisé. Il regroupe 15 entreprises pour lesquelles les actifs sous gestion sont de plus de 20 milliards. La liste se retrouve au tableau 35, à la page 94.

Pour les postes non liés à l'investissement, le marché de référence est celui du Québec et doit comprendre notamment les emplois du secteur public. Ainsi, le marché de référence comprend un échantillon représentatif de grandes entreprises québécoises des secteurs public et privé ainsi que d'entreprises du secteur financier. L'échantillon actuel comprend 49 organisations, dont la liste se trouve au tableau 37, à la page 95. Pour ces postes, la rémunération globale doit se situer en deçà du troisième quartile (75^e rang centile) du marché de référence.

Les marchés de référence pour les postes situés à l'extérieur du Canada ont été établis selon des principes similaires à ceux énoncés précédemment.

1. Aux fins de la rémunération, le premier quartile s'étend du 1^{er} au 25^e rang centile, le deuxième quartile du 26^e au 50^e rang centile, le troisième quartile du 51^e au 75^e rang centile et le quatrième quartile du 76^e au 100^e rang centile.

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

En 2018, la Caisse a retenu les services de Willis Towers Watson pour l'étalonnage de ses marchés de référence et a fait appel aux services de la firme McLagan pour les études concernant les postes basés à l'extérieur du Canada.

Objectifs stratégiques liés à la politique de rémunération

La Caisse doit pouvoir compter sur des employés hautement compétents, qui lui permettent d'atteindre sa mission : recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement, tout en contribuant au développement économique du Québec.

Par conséquent, la politique de rémunération poursuit les trois objectifs suivants :

1. **Payer pour la performance** : une rémunération incitative alignée au rendement procuré aux déposants. Cet objectif s'articule autour des quatre thèmes suivants :
 - Une orientation à long terme : pour récompenser la performance soutenue sur plusieurs années.
 - Un juste équilibre rendement-risque : afin d'encourager une prise de risque mesurée, qui facilite la production d'un rendement à long terme soutenu pour les déposants, tout en tenant compte de leur tolérance au risque.
 - Une évaluation globale : afin de favoriser un équilibre entre la contribution individuelle, le rendement des portefeuilles ou la réalisation des plans d'affaires et le rendement de la Caisse.

- Un accent sur la perspective globale Caisse : une importance accrue de la contribution des employés aux priorités stratégiques et au rendement global de la Caisse, incluant une pondération accordée au leadership et aux comportements souhaités.

2. **Offrir une rémunération compétitive** : afin d'attirer, de mobiliser et de retenir des employés qui possèdent une expérience et des compétences qui permettent à la Caisse d'atteindre ses objectifs stratégiques, tout en respectant les balises énoncées par le Règlement intérieur et décrites précédemment.

3. **Lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants** : afin qu'ils orientent leur contribution individuelle et d'équipe vers le succès soutenu à long terme de la Caisse.

La politique de rémunération de la Caisse respecte les principes de saine gestion de la rémunération émis par le Forum de stabilité financière (FSF) et entérinés par les pays du G20, soit une gouvernance efficace en matière de rémunération et un alignement entre la rémunération et la prise de risque mesurée à long terme, et la revue régulière des pratiques de rémunération.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des employés de la Caisse repose sur quatre composantes :

1. Le salaire de base
2. La rémunération incitative
3. Le régime de retraite
4. Les avantages sociaux

GRAPHIQUE 30

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE

RÉSULTE DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS INDIVIDUELS	→	Contribution individuelle
EST ÉVALUÉE SUR LE NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS D'AFFAIRES OU DU RENDEMENT DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS DE CHAQUE SECTEUR	→	Rendement des portefeuilles ou réalisation des plans d'affaires
EST FONCTION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE RENDEMENT DE LA CAISSE	→	Rendement global de la Caisse

Salaire de base

Le Règlement intérieur établit que la moyenne des salaires de base ne doit pas excéder le point milieu des échelles salariales. À l'intérieur de ces paramètres, les salaires de base annuels sont fixés en fonction des conditions de salaire qui ont cours dans les marchés de référence.

Chaque année, le comité des ressources humaines soumet au conseil d'administration, pour approbation, l'enveloppe de masse salariale.

Pour l'année 2018, le conseil d'administration a approuvé les recommandations formulées par la direction de la Caisse visant à :

- maintenir les échelles de salaire 2018 près de la médiane des marchés de référence, telle que mesurée par des firmes externes reconnues;
- verser une enveloppe d'augmentation au mérite se situant sous la médiane des prévisions d'augmentation du marché.

Rémunération incitative

Dans le milieu de l'investissement, la rémunération incitative est une composante essentielle de la rémunération globale offerte aux employés de ce secteur, puisqu'elle permet d'aligner les incitatifs financiers aux objectifs de rendement attendus par les clients.

La rémunération incitative à la Caisse sert à reconnaître la performance, l'atteinte d'objectifs et la contribution à la réalisation des orientations stratégiques. La rémunération incitative représente une partie importante de la rémunération globale. Elle a ainsi une influence directe sur le niveau de rémunération globale offert et sur son positionnement par rapport au marché de référence.

La performance est mesurée sur une période de cinq années. Cet horizon de cinq ans permet de renforcer encore plus une performance soutenue et est en lien avec la stratégie d'investissement à long terme.

Le programme de rémunération incitative reconnaît par l'octroi d'une prime, la performance soutenue et oblige, pour les employés visés, de différer une partie de cette prime de performance dans un compte de coinvestissement sur une période de trois ans (voir page 91). Ce mécanisme permet de continuer à lier les intérêts des dirigeants à ceux des déposants, en faisant fluctuer ces montants en fonction du rendement absolu généré pour les déposants.

Pour les employés visés de l'équipe Placements privés hors Québec dans les filiales internationales, une partie de la rémunération incitative est octroyée sous forme d'unités de performance au lieu d'être entièrement octroyée sous forme de primes. Ceci permet d'appuyer le déploiement de la stratégie d'investissement en placements privés directs hors Québec, qui a vu la proportion d'investissements directs réalisés par ses équipes internes augmenter considérablement au cours des dernières années. Ce mécanisme vise à reconnaître les différentes structures de rémunération présentes dans le secteur des placements privés et les pays où la Caisse est présente à l'international. Il permet de mettre encore davantage l'accent sur la qualité des transactions réalisées par les équipes internes de placements privés, année après année, dans l'établissement de la rémunération incitative. Il fournit également l'occasion à la Caisse d'internaliser l'expertise développée en investissement direct plutôt que de payer des frais plus élevés à des fonds externes. En outre, il favorise l'attraction des talents recherchés, leur rétention et leur motivation.

Composantes de la prime de performance

L'attribution d'une prime de performance n'est jamais garantie : elle dépend toujours de l'évaluation des critères de performance tels qu'ils sont établis par le programme de rémunération incitative. Ainsi, l'attribution d'une prime de performance aux employés est évaluée à l'aide des trois composantes présentées au graphique 30, à la page 88.

TABLEAU 31

POSITIONNEMENT DE LA RÉMUNÉRATION GLOBALE SELON LE POSTE OCCUPÉ

Postes	Rémunération globale maximale selon le Règlement ¹	Positionnement moyen de la rémunération globale octroyée en 2018 par rapport aux marchés de référence selon le Règlement
Postes liés à l'investissement	90 ^e rang centile	Du 21 ^e au 66 ^e rang centile et, en moyenne, au 46 ^e rang centile
Postes non liés à l'investissement	75 ^e rang centile	

1. Les positionnements en rang centile auxquels réfère la rémunération globale maximale se retrouvent à l'annexe A du Règlement intérieur.

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

Pour ce qui est de la composante Rendement, soit le rendement des portefeuilles spécialisés, tous les portefeuilles ont comme objectif de battre leur indice de référence. Les trois portefeuilles moins liquides, Immeubles, Infrastructures et Placements privés, ainsi que le portefeuille Marchés boursiers, ont également une cible de rendement absolu.

Par ailleurs, une composante liée à l'atteinte des cibles de réduction de l'intensité de l'empreinte carbone a été ajoutée pour une première année en 2018 dans le cadre de la stratégie de la Caisse pour faire face aux changements climatiques.

Résultats depuis 2014

Au cours des cinq dernières années, la Caisse a accompli des réalisations d'envergure, dont un bon nombre sont présentées dans les sections précédentes de ce rapport. Le comité des ressources humaines souhaite mettre en valeur certaines d'entre elles.

- Sur cinq ans, la Caisse a procuré pour ses déposants un rendement annualisé de 8,4 % et des résultats de placement nets de 98,7 G\$. Cette performance surpasse celle de son indice de référence, se traduisant par une valeur ajoutée de 16,7 G\$.
- En 2018, dans un contexte d'incertitude pour les investisseurs, la Caisse a généré des résultats de placement nets de 11,8 G\$ grâce à un rendement de 4,2 %, comparativement à 2,4 % pour son indice. La valeur ajoutée de 5,3 G\$ dégagée témoigne de l'efficacité de la stratégie mise en place pour construire un portefeuille robuste et résilient, au bénéfice des Québécoises et des Québécois. En particulier, la performance du portefeuille Marchés boursiers a permis de démontrer le bienfondé de l'orientation axée sur la qualité dans la sélection des titres.
- Au Québec, depuis 2014, la Caisse a réalisé des investissements et engagements totalisant 21,2 G\$, dont 7,3 G\$ en 2018. Elle a appuyé de façon marquée le secteur privé, qui représente aujourd'hui près de 70 % de ses actifs au Québec, soit 44,3 G\$ sur un total de 63,8 G\$. Afin de maximiser son impact sur l'économie et les entreprises, la Caisse a continué de mettre en œuvre les trois piliers de sa stratégie – projets structurants, croissance et mondialisation, et innovation et relève –, avec un accent de plus en plus grand sur le développement de la nouvelle économie québécoise.
- En plus de miser sur la gestion en absolu, la Caisse a déployé des capitaux importants ces dernières années pour accroître ses actifs en immobilier, en infrastructures,

en placements privés ainsi qu'en crédit. Cette stratégie s'avère bénéfique puisque ces investissements procurent des rendements solides, année après année. Les portefeuilles Infrastructures et Placements privés se sont particulièrement distingués en 2018 avec un rendement élevé, nettement supérieur à celui de leur indice, engendrant une forte valeur ajoutée.

- Afin de saisir les meilleures occasions d'affaires, la Caisse a forgé des partenariats avec des acteurs de premier plan à l'échelle mondiale. Cela lui a permis de bâtir des plateformes d'investissement novatrices et de conclure des transactions clés dans plusieurs pays. Depuis cinq ans, la Caisse a ainsi accru sa présence d'environ 116 G\$ dans les marchés internationaux et, notamment, dans les marchés en croissance.
- Dans le cadre de sa stratégie pour faire face aux changements climatiques, la Caisse a réalisé des investissements solides qui contribuent à la transition vers une économie sobre en carbone, ce qui lui a permis de dépasser son objectif initial d'augmentation de ses actifs sobres en carbone dès la première année. Des efforts soutenus ont aussi été consacrés pour réduire l'intensité carbone de son portefeuille global en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Prime de performance 2018

En tenant compte des primes de performance versées et différées, la rémunération globale des employés de la Caisse en 2018 se situe légèrement sous la médiane des marchés de référence pour une performance de 8,4 % sur cinq ans.

Plus spécifiquement et selon une analyse produite par Willis Towers Watson, la rémunération globale des employés se positionne dans un intervalle se situant entre les 21^e et 66^e rangs centiles (où le 100^e rang centile représente la rémunération la plus élevée du marché) des marchés de référence selon le poste occupé, la performance spécifique des portefeuilles et la rémunération octroyée pour ces postes (voir le tableau 31, p. 89).

L'opinion de Hugessen Consulting présentée au conseil d'administration de la Caisse souligne :

« Nous avons revu les rendements de la Caisse et les indices de référence pour 2018, ainsi que les facteurs ayant contribué au rendement de la Caisse et nous en sommes satisfaits. Nous pouvons confirmer, entre autres, que les calculs de la valeur ajoutée, les multiples de rendement 2018, les multiples de rendement moyen 2014-2018 et les multiples de prime 2018 sont conformes au programme de rémunération incitative de la Caisse. À notre avis, le montant total des

primes déterminées par le programme en 2018 est raisonnable dans le contexte du marché, considérant la performance de la Caisse en 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.»

Coinvestissement : primes de performance différées

Le coinvestissement vise à renforcer l’alignement des intérêts des employés ayant le plus d’influence sur la performance financière et organisationnelle de la Caisse et des intérêts des déposants sur un horizon à long terme. La valeur des primes de performance différées et coinvesties variera selon le rendement global absolu moyen de la Caisse durant la période pendant laquelle les primes sont différées, à la hausse comme à la baisse.

À la fin de chaque période de trois ans, tel qu’exigé par la Loi de l’impôt sur le revenu, le montant différé, diminué ou augmenté du rendement moyen crédité pour cette période, sera versé à chaque participant sous forme de prime différée avec restrictions. Le graphique 32 illustre cette mécanique.

Les membres de la haute direction disposent de trois ans pour contribuer au minimum l’équivalent de leur salaire de base dans le compte de coinvestissement.

Pour le président et chef de la direction et les membres de la haute direction, le seuil minimum de la rémunération incitative totale devant être différée dans un compte de coinvestissement est de 55 %. Pour tous les vice-présidents et vice-présidents principaux ainsi que les employés en investissement des niveaux intermédiaire et senior, le seuil minimum est de 35 %. Enfin, pour les cadres et les professionnels seniors, le seuil minimum est de 25 %.

La Caisse offre aux employés visés l’option de différer et coinvestir une portion additionnelle de leur prime dans le

compte de coinvestissement. Cette participation volontaire a accru de plus de 10 % les montants différés et coinvestis en 2018.

Unités de performance : programme à long terme applicable aux filiales à l’international seulement

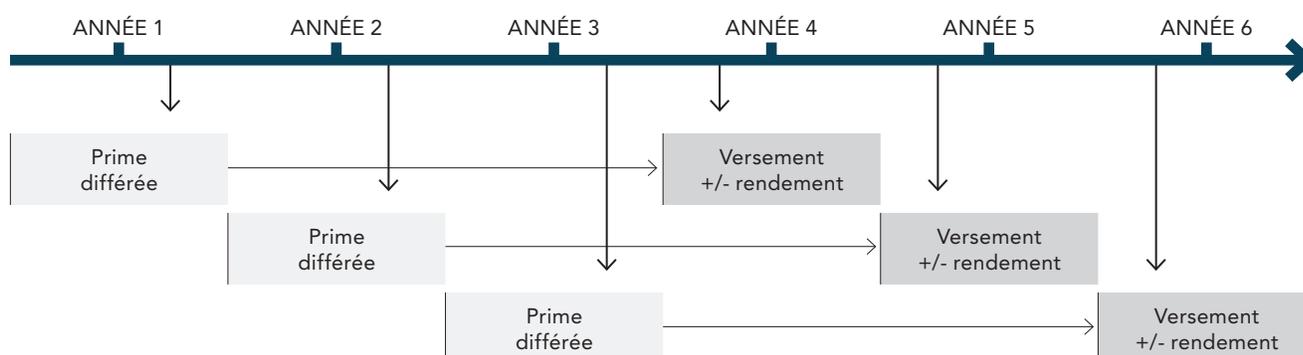
Pour les employés des filiales à l’international des Placements privés hors Québec qui occupent des postes admissibles, une portion de la rémunération incitative est composée d’unités de performance à long terme, au lieu d’être seulement octroyée sous forme de prime de performance. Par souci d’équité et pour tenir compte de l’octroi des unités de performance, le potentiel de prime des employés visés est donc moins élevé que celui des autres employés en investissement.

Le volet unités de performance vise à appuyer la stratégie d’investissement dans le secteur des placements privés directs hors Québec sur un horizon à long terme. Ce volet est aligné aux pratiques de ce secteur d’activité et reflète la stratégie de la Caisse d’augmenter la proportion d’investissements directs dans son portefeuille Placements privés. Il permet de mettre encore davantage l’accent sur la qualité des transactions réalisées par les équipes internes de placements privés, année après année, dans l’établissement de la rémunération incitative. Il fournit également l’occasion à la Caisse d’internaliser l’expertise développée en investissement direct plutôt que de payer des frais plus élevés à des fonds externes.

La valeur des unités de performance octroyées variera, à la hausse comme à la baisse, en fonction du rendement absolu du portefeuille désigné pendant une période de performance de cinq ans.

GRAPHIQUE 32

PRIMES DE PERFORMANCE DIFFÉRÉES ET COÏNVESTIES



Rapport du comité des ressources humaines (suite)

À la fin de cette période, les unités acquises seront décaissées en fonction de l'atteinte d'objectifs de performance établis au moment de l'octroi et traduits en facteur de performance, doté d'un seuil et plafonné à un maximum. Lorsque la performance observée sur cinq ans est inférieure au seuil, aucun montant n'est payable.

Régime de retraite

Tous les employés basés au Canada participent et contribuent à l'un des deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), selon le poste qu'ils occupent. De plus, les cadres et professionnels occupant une fonction stratégique participent au Régime additionnel de retraite (RAR) et les membres de la haute direction participent au Régime supplémentaire de retraite pour les cadres désignés (RSRCD). En vertu de ces deux régimes, ceux-ci ont droit de recevoir, à compter de l'âge normal de la retraite, une rente annuelle totale correspondant à 2 % de leurs gains admissibles pour chacune des années ou fraction d'année de participation aux régimes, tout en tenant compte des limites fiscales annuelles imposées par l'Agence du revenu du Canada pour chacune des années où ils ne participaient pas au RAR ou au RSRCD.

Certains membres de la haute direction se voient reconnaître des années de service additionnelles au RSRCD en fonction des circonstances particulières de leur promotion ou de leur embauche.

Avantages sociaux

Les employés bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux de valeur concurrentielle, notamment une assurance collective (par exemple, les soins médicaux et dentaires, l'assurance vie, etc.). Par ailleurs, les membres de la haute direction bénéficient d'avantages particuliers sous la forme d'une allocation. La Caisse exige également de ses cadres qu'ils procèdent à une évaluation annuelle de leur état de santé.

Revue de performance et de rémunération globale du président et chef de la direction

Revue de performance

Au début de l'année 2018, le comité a recommandé au conseil d'administration, à des fins d'examen et d'approbation, une série d'objectifs individuels autres que financiers proposés par le président et chef de la direction.

Une série de grands objectifs d'entreprise visaient à atteindre des cibles en lien avec la stratégie et le plan d'affaires de la Caisse.

- Un premier grand objectif consistait à faire évoluer l'organisation et à implanter les changements organisationnels nécessaires pour optimiser la livraison de la stratégie adoptée, et ce, tout en mettant en place deux nouveaux groupes. Un premier groupe dédié au développement de partenariats stratégiques et d'occasions d'investissement qui en découlent, et un second groupe responsable de capter et de générer de nouvelles occasions d'investissement pour devenir ainsi le moteur de l'innovation globale à la Caisse.
- Un deuxième objectif visait à s'assurer d'adapter la stratégie d'investissement à l'environnement de marché de plus en plus concurrentiel, tout en veillant au déploiement de la stratégie en matière de changements climatiques.
- Un troisième objectif consistait à maximiser l'impact de la Caisse au Québec en appuyant les entreprises québécoises solides et prometteuses, notamment au sein de la nouvelle économie, et en mettant en œuvre des projets structurants pour dynamiser l'économie québécoise.
- Un quatrième objectif visait à poursuivre la mondialisation de la Caisse en continuant le déploiement des actifs à l'international de façon efficace.
- Un cinquième objectif visait à investir dans le développement des talents en mettant l'accent sur la culture organisationnelle et en favorisant le développement de la relève à tous les niveaux de l'organisation.

Dans son évaluation de ces objectifs individuels, le conseil d'administration a déterminé que le président et chef de la direction avait dépassé les objectifs qui lui avaient été fixés en début d'année et que sa performance pour l'année 2018 dépassait largement les attentes à son égard.

Revue de la rémunération globale

La rémunération et les autres conditions d'emploi du président et chef de la direction sont établies en fonction des paramètres déterminés par le gouvernement, après consultation du conseil d'administration.

Conformément à sa demande, M. Sabia n'a reçu aucune augmentation salariale depuis sa nomination en 2009. En 2018, le salaire de base de M. Sabia est demeuré inchangé à 500 000 \$.

En ce qui concerne la détermination de la prime de performance annuelle du président et chef de la direction, les trois composantes sont demeurées identiques à celles de 2017 et sont présentées au graphique 33.

Le président et chef de la direction, tout comme les autres membres de la haute direction visés par le programme de rémunération incitative, a l'obligation de différer au minimum 55 % de la rémunération incitative qui lui est octroyée dans un compte de coinvestissement.

La composante liée au rendement global de la Caisse correspond, cette année, au rendement sur une période de cinq ans s'échelonnant de 2014 à 2018. Le rendement annualisé sur cette période correspond à 8,4 %, soit 16,7 G\$ de valeur ajoutée au-dessus du portefeuille de référence.

Ce rendement représente une performance solide sur cinq années.

Quant à la composante liée aux objectifs d'entreprise, au cours des cinq dernières années, sous la direction de M. Sabia, la Caisse a :

- bâti un portefeuille global robuste et résilient pour bien performer dans des marchés turbulents, tout en mitigeant les risques, comme cela a été confirmé en 2018;
- poursuivi la stratégie d'investissement qui met l'accent sur la mondialisation, la création de partenariats à long terme, la gestion en absolu, les actifs moins liquides et les activités de crédit;
- accentué l'accompagnement des sociétés québécoises dans leur croissance et leur expansion internationale, et l'investissement dans la nouvelle économie du Québec avec des transactions importantes réalisées dans les secteurs qui la composent;

- lancé les travaux sur toutes les antennes du Réseau express métropolitain (REM);
- poursuivi le déploiement de la stratégie d'investissement face au défi climatique avec la réalisation de plusieurs transactions importantes au Québec et à travers le monde, dans le secteur des énergies renouvelables et de l'industrie durable.

En conclusion, Michael Sabia a su exercer un leadership fort dans le courant d'une année où l'incertitude sur les marchés n'a cessé de s'accroître. Le président et chef de la direction a su mobiliser les équipes qui ont gardé le cap sur la stratégie de la Caisse pour générer des résultats solides à long terme. Le comité et le conseil d'administration considèrent que M. Sabia a continué de livrer une performance remarquable et a dépassé largement les objectifs fixés.

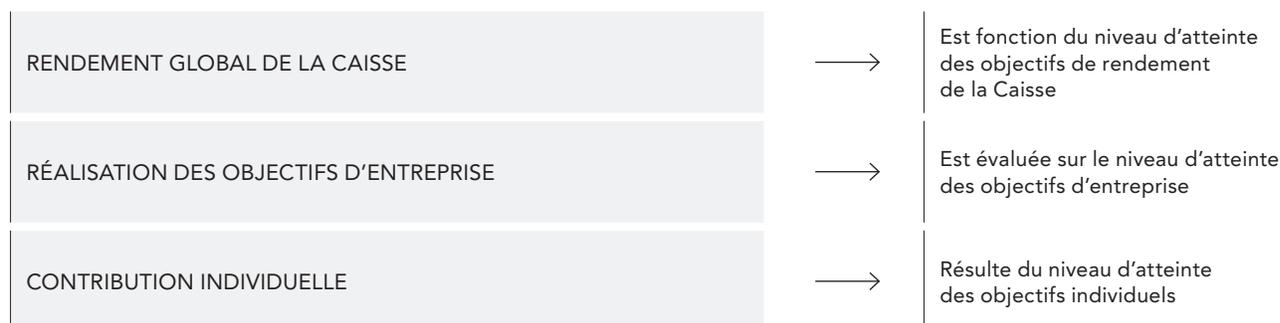
Le conseil d'administration a octroyé une rémunération incitative de 3 300 000 \$ et, de ce montant, M. Sabia a choisi de différer un montant de 1 980 000 \$ au titre du compte de coinvestissement. En 2021, M. Sabia sera admissible à recevoir une prime différée liée à ce montant, augmentée ou diminuée du rendement absolu moyen de la Caisse sur la période de trois ans, entre 2019 et 2021.

En 2018, le paiement de la prime différée à l'égard de 2015 a été versé à M. Sabia. Le montant de cette prime différée s'élève à 2 044 640 \$ et inclut le rendement crédité depuis 2015.

Les autres conditions d'emploi auxquelles M. Sabia a droit sont alignées sur les politiques de la Caisse et respectent les paramètres fixés par le Règlement intérieur. Il reçoit des avantages particuliers d'une valeur annuelle de 40 000 \$ et participe au régime d'assurance collective des employés de la Caisse.

GRAPHIQUE 33

COMPOSANTES DE LA PRIME DE PERFORMANCE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



Rapport du comité des ressources humaines (suite)

Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite, comme il a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause. Toutefois, compte tenu du caractère obligatoire de la participation au régime de retraite de base en vertu des dispositions du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE, selon les règles de Retraite Québec), M. Sabia a dû y être inscrit malgré son intention d'y renoncer. Les cotisations au régime de base obligatoire ont représenté un coût annuel de 18 874 \$ pour la Caisse en 2018.

Rémunération du président et chef de la direction et des cinq dirigeants les mieux rémunérés pour les années 2016 à 2018

Le conseil d'administration de la Caisse reconnaît l'importance d'un leadership de qualité et croit fermement que les politiques et programmes qu'il a entérinés permettent :

- d'offrir une rémunération concurrentielle dans un marché où la compétition pour le talent est vive et où, pour produire le rendement attendu, la Caisse est en concurrence à l'échelle mondiale;
- d'atteindre les objectifs stratégiques qui soutiennent la réalisation de la mission de la Caisse.

Conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse divulgue ci-après, pour elle-même et ses filiales en propriété exclusive, la rémunération du président et chef de la direction et celle des cinq dirigeants les mieux rémunérés agissant sous son autorité immédiate (voir le tableau 38, p. 96).

TABLEAU 34

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (BCI)
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)

TABLEAU 35

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES PREMIERS VICE-PRÉSIDENTS INVESTISSEMENT

- Addenda Capital
- Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
- British Columbia Investment Management Corporation (BCI)
- Desjardins Gestion internationale d'actifs
- Financière Sun Life
- Groupe financier Connor, Clark & Lunn
- L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
- L'Office d'investissement du RPC
- Mawer Investment Management
- Régime de retraite d'Hydro-Québec
- Régime de retraite de Postes Canada
- Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP)
- Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)
- Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)
- Workplace Safety and Insurance Board (Ontario)

TABLEAU 36

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES LIÉS À L'INVESTISSEMENT

<ul style="list-style-type: none"> • Addenda Capital • Alberta Investment Management Corporation (AIMCo) • Alberta Teachers' Retirement Fund Board • ATB Financial • Axiom Infrastructure • Banque HSBC • Bimcor • British Columbia Investment Management Corporation (BCI) • Canadian Western Bank • CWB Wealth Management • Desjardins Gestion internationale d'actifs • Division des investissements du CN • Financière Sun Life • Groupe financier Connor, Clark & Lunn 	<ul style="list-style-type: none"> • Insurance Corporation of British Columbia • Intact Gestion de placements • Investment Management Corporation of Ontario • La Great-West, compagnie d'assurance-vie • Association canadienne de protection médicale • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • L'Office d'investissement du RPC • Mawer Investment Management • MD Financial Management • OPSEU Pension Trust • Régime de retraite d'Air Canada • Régime de retraite de la Société Radio-Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite de Postes Canada • Régime de retraite de Telus • Régime de retraite des employés des services de la santé de l'Ontario (HOOPP) • Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) • Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP) • Régime de retraite d'Hydro-Québec • Richardson GMP • The Civil Service Superannuation Board (Manitoba) • University of Toronto Asset Management Corporation • Vestcor • Workers' Compensation Board of Alberta
---	--	---

TABLEAU 37

MARCHÉ DE RÉFÉRENCE – POSTES NON LIÉS À L'INVESTISSEMENT

<ul style="list-style-type: none"> • AbbVie Canada • Addenda Capital • Agropur Coopérative laitière • Aimia • Air Canada • Alcoa Canada • Banque de Montréal • Banque Laurentienne • Banque Royale du Canada • Bell Canada • Bombardier • Bombardier Aéronautique • Bombardier Transport • Broadridge Financial Solutions • Cirque du Soleil • COGECO • Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • Corporation Financière Northbridge • Mouvement Desjardins • Division des investissements du CN • Énergir • Financière Manuvie • Fonds de solidarité FTQ • General Electric Canada • Groupe CGI • Groupe TMX • Holt Renfrew • Hydro-Québec • IBM Canada • Intact Corporation financière • Intact Gestion de placements • Keurig Canada • Kruger 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) • La Corporation Cadillac Fairview • Loto-Québec • MasterCard Canada • Merck Canada • Molson Coors Canada • Pfizer Canada • Power Corporation of Canada • RGA Canada • Rio Tinto Alcan Canada • Saputo • SNC-Lavalin • SSQ Groupe financier • TELUS • UAP • Via Rail Canada
---	---	--

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

TABEAU 38

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2016 À 2018

Le tableau sommaire de la rémunération présente la rémunération globale sur une base octroyée. En particulier, on y trouve la rémunération incitative octroyée pour l'année, répartie entre la portion versée et le montant coïncé (donc différé), ainsi que la valeur attribuable à la participation à un régime de retraite, le cas échéant. La rémunération globale octroyée permet de mieux comprendre l'alignement avec la performance de la Caisse. La rémunération pour les années 2017 et 2016, le cas échéant, est présentée sur la même base.

Nom et poste principal	Année	Salaire de base A	Rémunération incitative versée à l'égard de l'année B	Montant coïncé à l'égard de l'année ¹ C	Rémunération incitative octroyée pour l'année D=B+C	Valeur de la rente de retraite ² E	Autres formes de rémunération ³ F	Rémunération globale octroyée pour l'année G=A+D+E+F
Michael Sabia Président et chef de la direction	2018	500 000 \$	1 320 000 \$	1 980 000 \$	3 300 000 \$	20 000 \$	48 100 \$	3 868 100 \$
	2017	500 000 \$	1 160 000 \$	1 740 000 \$	2 900 000 \$	20 000 \$	48 500 \$	3 468 500 \$
	2016	500 000 \$	1 160 000 \$	1 740 000 \$	2 900 000 \$	20 000 \$	48 900 \$	3 468 900 \$
Macky Tall Chef des Marchés liquides et président et chef de la direction, CDPQ Infra	2018	485 000 \$	1 113 700 \$	811 300 \$	1 925 000 \$	92 200 \$	42 000 \$	2 544 200 \$
	2017	445 000 \$	978 700 \$	646 300 \$	1 625 000 \$	84 600 \$	42 300 \$	2 196 900 \$
	2016	420 000 \$	940 000 \$	760 000 \$	1 700 000 \$	63 000 \$	41 700 \$	2 224 700 \$
Stéphane Etroy ⁴ Premier vice-président et chef des Placements privés	2018	440 000 £	591 300 £	722 700 £	1 314 000 £	10 000 £	391 700 £	2 155 700 £
	2017	419 000 £	565 740 £	691 400 £	1 257 140 £	9 500 £	335 700 £	2 021 340 £
	2016	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Emmanuel Jaclot ⁵ Premier vice-président, Infrastructures	2018	248 000 €	504 900 €	617 100 €	1 122 000 €	10 000 €	5 600 €	1 385 600 €
	2017	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	2016	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Anita M. George ⁶ Première vice-présidente, Partenariats stratégiques – Marchés en croissance	2018	40 301 000 INR	25 871 400 INR	31 620 600 INR	57 492 000 INR	s.o.	795 100 INR	98 588 100 INR
	2017	39 116 000 INR	24 211 000 INR	29 591 300 INR	53 802 300 INR	s.o.	795 100 INR	93 713 400 INR
	2016	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Claude Bergeron Chef de la Direction des risques et Relations avec les déposants	2018	431 000 \$	400 000 \$	600 000 \$	1 000 000 \$	138 000 \$	41 900 \$	1 610 900 \$
	2017	400 000 \$	352 000 \$	528 000 \$	880 000 \$	128 000 \$	42 300 \$	1 450 300 \$
	2016	400 000 \$	405 000 \$	495 000 \$	900 000 \$	112 000 \$	38 800 \$	1 450 800 \$

1. Tel que mentionné à la page 91 du présent rapport, comme le prévoit le programme de rémunération incitative, les hauts dirigeants ont l'obligation de différer au minimum 55 % de leur rémunération incitative octroyée dans un compte de coinvestissement.
2. La valeur de la rente de retraite est basée sur une méthode de calcul qui consiste à répartir la valeur totale de la rente à la retraite sur la période correspondante à la carrière du dirigeant. Cette valeur est calculée par la firme Willis Towers Watson.
3. Les montants indiqués comprennent les parts employeur pour les primes d'assurance collective, les avantages particuliers et le bilan de santé. Cette rubrique peut également inclure d'autres montants alloués selon le dirigeant.
4. Pour M. Etroy, sous la rubrique «Autres formes de rémunération», sont inclus la valeur des octrois d'unités de performance (308 000 £ en 2018 et 252 000 £ en 2017) ainsi qu'une allocation de 77 500 £ par année. De plus, à la rémunération globale octroyée, s'ajoute une allocation temporaire (410 000 £ en 2018 et 290 000 £ en 2017) échelonnée jusqu'en décembre 2020. La rémunération de ce dirigeant est présentée en livres sterling.
5. Pour M. Jaclot, à la rémunération globale octroyée s'ajoute une allocation temporaire de 280 000 € par année échelonnée jusqu'en mai 2023. La rémunération de ce dirigeant est présentée en euros.
6. La rémunération de cette dirigeante est présentée en roupies indiennes.

TABLEAU 39

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION INCITATIVE DIFFÉRÉE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS POUR LES ANNÉES 2015 À 2018

Nom et poste principal	Exercice (année)	Rémunération incitative différée et coinvestie ¹	Rendement cumulatif au moment du paiement	Coinvestissement antérieur décaissé en 2018 ²
Michael Sabia Président et chef de la direction	2018	1 980 000 \$		
	2017	1 740 000 \$		
	2016	1 740 000 \$		
	2015	1 683 000 \$	361 640 \$	2 044 640 \$
Macky Tall Chef des Marchés liquides et président et chef de la direction CDPO Infra	2018	811 300 \$		
	2017	646 300 \$		
	2016	760 000 \$		
	2015	415 000 \$	89 175 \$	504 175 \$
Stéphane Etroy Premier vice-président et chef des Placements privés	2018	722 700 €		
	2017	691 400 €		
	2016	s.o.		
	2015	87 500 €	18 802 €	106 302 €
Emmanuel Jaclot Premier vice-président, Infrastructures	2018	617 100 €		
	2017	s.o.		
	2016	s.o.		
	2015	s.o.	s.o.	s.o.
Anita M. George Première vice-présidente, Partenariats stratégiques – Marchés en croissance	2018	31 620 600 INR		
	2017	29 591 300 INR		
	2016	s.o.		
	2015	s.o.	s.o.	s.o.
Claude Bergeron Chef de la Direction des risques et Relations avec les déposants	2018	600 000 \$		
	2017	528 000 \$		
	2016	495 000 \$		
	2015	372 000 \$	79 935 \$	451 935 \$

1. Les montants apparaissant au tableau réfèrent à la portion de la prime de performance des années antérieures et de l'année en cours qui est différée sur une période de trois ans. Ces montants, tel qu'exigé par la Loi de l'impôt sur le revenu, doivent être décaissés après trois ans.
2. Le coinvestissement décaissé correspond à la somme de la rémunération incitative différée et du rendement gagné pendant la période de trois ans. Les rendements gagnés correspondent au rendement moyen pondéré des fonds des déposants de la Caisse exprimés en pourcentage, tel que publié par la Caisse pour chacun de ses exercices financiers ainsi qu'à chacun de ses semestres, composés sur une période de trois ans.

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

TABLEAU 40

SOMMAIRE DE LA RETRAITE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS¹

Le tableau suivant présente le détail des valeurs reconnues aux fins des états financiers pour le président et chef de la direction et les hauts dirigeants les mieux rémunérés qui participent à un régime de retraite à prestations déterminées¹.

Nom et poste principal	Années décomptées ² (nombre)	Prestations annuelles payables ³ (\$)		Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice ⁴ (\$)	Variation attribuable à des éléments rémunérateurs ⁵ (\$)	Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs ⁶ (\$)	Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ⁴ (\$)
		À la fin de l'exercice	À 65 ans				
Michael Sabia ⁷ Président et chef de la direction	9,8	28 900	28 900	0	0	0	0
Macky Tall Chef des Marchés liquides et président et chef de la direction CDPO Infra	14,5	106 300	253 000	960 700	283 100	(98 500)	1 145 300
Claude Bergeron Chef de la Direction des risques et Relations avec les déposants	38,2	336 300	387 000	2 814 200	344 400	(343 800)	2 814 800

1. Le tableau ci-dessus présente la variation de la valeur des rentes du régime de retraite conformément aux règles comptables pour les hauts dirigeants. Ces valeurs sont présentées à titre informatif puisque la valeur reflétée dans le sommaire de rémunération est établie selon les pratiques courantes d'étalement. Les dirigeants suivants ne participent pas à un régime de retraite à prestations déterminées : Stéphane Etroy, Anita M. George et Emmanuel Jaclot.
2. Il s'agit du nombre d'années décomptées au sein du régime de base.
3. Les prestations annuelles sont équivalentes à la somme de la rente payable par le régime de base et par le régime supplémentaire à la fin de l'exercice ou à 65 ans.
4. Les obligations n'incluent pas celles du régime de base puisqu'une cotisation de l'employeur et une de l'employé sont versées à Retraite Québec qui en assume l'obligation liée aux prestations. La cotisation de la Caisse était de 18 874 \$ par dirigeant en 2018.
5. La variation attribuable à des éléments rémunérateurs comprend le coût annuel des prestations de retraite, les changements au salaire de base par rapport à l'hypothèse d'augmentation de salaire utilisée, des modifications au régime ou l'attribution d'années de service additionnelles.
6. La variation attribuable à des éléments non rémunérateurs comprend les montants attribuables à l'intérêt s'accumulant sur l'obligation en début d'année, aux gains et pertes actuariels associés aux éléments autres que la rémunération et aux modifications d'hypothèses actuarielles.
7. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à participer à tout régime de retraite. Cependant, la participation au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) est obligatoire en vertu des règles de Retraite Québec, comme détaillé au www.retraitequebec.gouv.qc.ca.

TABLEAU 41

SOMMAIRE DES INDEMNITÉS ADVENANT LE DÉPART DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS

Nom et poste principal	Événement déclencheur	Montant théorique payable
Michael Sabia ¹ Président et chef de la direction	Terminaison du contrat	0 \$
Macky Tall ² Chef des Marchés liquides et président et chef de la direction, CDPQ Infra	Terminaison non volontaire	1 250 000 \$
Stéphane Etroy ³ Premier vice-président et chef des Placements privés	Terminaison non volontaire	785 000 £
Emmanuel Jaclot ⁴ Premier vice-président, Infrastructures	Terminaison non volontaire	638 000 €
Anita M. George ⁵ Première vice-présidente, Partenariats stratégiques – Marchés en croissance	Terminaison non volontaire	s.o.
Claude Bergeron ⁶ Chef de la Direction des risques et Relations avec les déposants	Terminaison non volontaire	998 000 \$

1. Au moment de sa nomination en 2009, M. Sabia a renoncé à toute indemnité de fin d'emploi, quelle qu'en soit la cause.
2. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle et, s'il y a lieu pour l'année en cours, la somme de la prime cible et de la moyenne de la prime des trois dernières années correspondant à ses responsabilités en tant que président et chef de la direction de CDPQ Infra calculée au prorata des mois travaillés durant les mois précédant la fin d'emploi.
3. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 18 mois de la somme de son salaire de base annuel, de son allocation et du coût des avantages sociaux et, s'il y a lieu pour l'année en cours, l'indemnité inclut la prime correspondant à la moyenne des primes des quatre dernières années au prorata des mois travaillés durant les mois précédant la fin d'emploi.
4. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à 18 mois de son salaire de base annuel et, s'il y a lieu pour l'année en cours, à la prime correspondant à la moyenne des primes des quatre dernières années au prorata des mois travaillés durant les mois précédant la fin d'emploi.
5. Le contrat de travail de cette dirigeante ne prévoit aucune condition particulière liée à sa fin d'emploi.
6. Le contrat de travail de ce dirigeant prévoit une indemnité en cas de congédiement sans cause juste et suffisante qui équivaut à une fois son salaire de base annuel, majoré du montant équivalent à une fois sa prime cible annuelle et du montant annuel lié aux avantages particuliers.

Rapport du comité des ressources humaines (suite)

TABLEAU 42

MARCHÉS DE RÉFÉRENCE ET RÉMUNÉRATION GLOBALE EN 2018 À LA CAISSE POUR LE POSTE DE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION ET CEUX DES CINQ HAUTS DIRIGEANTS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS¹

Poste principal	Rémunération globale maximale selon le marché de référence ²	Rémunération globale octroyée en 2018 ³
Président et chef de la direction	5 818 000 \$	3 868 100 \$
Chef des Marchés liquides et président et chef de la direction, CDPQ Infra	4 442 000 \$	2 544 200 \$
Premier vice-président et chef des Placements privés ⁴	5 361 000 £	2 155 700 £
Premier vice-président, Infrastructures ⁴	4 043 000 €	1 385 600 €
Première vice-présidente, Partenariats stratégiques – Marchés en croissance ⁵	s.o.	98 588 100 INR
Chef de la Direction des risques et Relations avec les déposants	2 009 000 \$	1 610 900 \$

1. Willis Towers Watson, *Étude de la rémunération du président et chef de la direction et étude de la rémunération globale au marché*, Caisse de dépôt et placement du Québec, 2018.
2. Comme le stipule le Règlement intérieur, le potentiel de rémunération globale observé au 75^e rang centile de leur marché de référence respectif a été utilisé pour le poste de président et chef de la direction et les postes non liés à l'investissement, et celui du 90^e rang centile du marché de référence a été utilisé pour les postes liés à l'investissement.
3. Ces montants reflètent la rémunération globale octroyée en 2018 (tableau 38 colonne G). Cette rémunération a été octroyée pour un rendement net annualisé sur cinq ans (2014 à 2018) de 8,4 %.
4. Les informations de marché étant limitées, la rémunération globale maximale selon le marché de référence n'inclut pas la composante retraite ni toute forme de programme de rémunération incitative de type « partage de valeur ajoutée ».
5. Par la nature de ce poste, les données de marché sont non disponibles.

Rapport

du comité d'investissement et de gestion des risques

FAITS SAILLANTS

1

Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique de gestion intégrée des risques.

2

Révision des politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés et recommandation de ces modifications au conseil d'administration.

LE COMITÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Le conseil d'administration a créé le comité d'investissement et de gestion des risques afin d'appuyer le comité de vérification dans l'exercice de sa responsabilité à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques.

MANDAT

Le comité a pour mandat de s'assurer que des politiques d'encadrement relatives à la gestion des risques sont mises en place afin d'atteindre une relation rendement-risque optimale. Pour une description complète du mandat du comité, nous vous invitons à consulter la section Gouvernance du site Web de la Caisse (www.cdpq.com).

COMPOSITION (au 31 décembre 2018)

La composition du comité a été revue en 2018.

Il comporte cinq membres indépendants :

- Président : Jean La Couture
- Membres : Sylvain Brosseau, Patricia Curadeau-Grou, Gilles Godbout et Wendy Murdock
- Membre invité : François Joly, président du comité de vérification

Le président du conseil assiste aux réunions du comité.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Nombre de réunions en 2018 : 11

Le comité a implanté différents mécanismes pour fournir au comité de vérification et au conseil l'assurance dont ils ont besoin à l'égard de la mise en place d'un processus de gestion des risques. Il a :

- fait rapport de ses activités après chaque réunion au conseil;
- rendu disponibles ses mémoires de délibérations au comité de vérification et au conseil;
- invité le président du comité de vérification à chaque réunion.

Orientations et politiques d'encadrement de la gestion des risques

En 2018, le comité s'est acquitté de ses responsabilités, notamment de la façon suivante :

- Examen des rapports de reddition de comptes des portefeuilles spécialisés.
- Révision des politiques d'investissement de certains portefeuilles spécialisés et recommandation de modifications au conseil.

Rapport du comité d'investissement et de gestion des risques (suite)

- Révision et recommandation au conseil des limites de risque de marché et des objectifs pour le portefeuille global de la Caisse ainsi que pour chacun des portefeuilles spécialisés et grands mandats, et des limites de concentration pour le portefeuille global de la Caisse.
- Révision et recommandation au conseil de modifications à la politique de gestion intégrée des risques, afin de refléter des changements méthodologiques, et aux limites de certains portefeuilles spécialisés.
- Révision des indices et encadrements des portefeuilles spécialisés Immeubles, Marchés boursiers et Crédit.
- Révision de la politique de gestion des devises.
- Révision de l'encadrement et de l'utilisation des instruments financiers dérivés.
- Révision et recommandation au conseil de l'augmentation de la réserve minimale de liquidités.
- Examen et discussion du rapport du comité interne Risques opérationnels.
- Examen, à chaque réunion du comité, de rapports rendement-risque relatifs à la Caisse globalement, incluant le positionnement du portefeuille global relativement aux niveaux de risque, au portefeuille de référence et aux orientations stratégiques.
- Examen du plan d'affaires de la Direction des risques.

Dossiers d'investissement

- Étude et recommandation de dossiers d'investissement relevant de l'autorité du conseil, et ce, en tenant compte de l'analyse présentée par l'équipe responsable de la transaction, de l'analyse des risques du projet et, plus particulièrement, de son incidence sur le degré et la concentration du risque du portefeuille spécialisé concerné et du portefeuille global de la Caisse, ainsi que de la conformité de l'investissement aux politiques et directives d'encadrement des risques.
- Discussions sur la relation rendement-risque pour chacun des dossiers d'investissement qui lui ont été soumis.
- Réception de rapports sur le suivi des dossiers d'investissement autorisés par le conseil, ainsi que des dossiers autorisés par la direction de la Caisse et ne relevant pas de l'autorité du conseil.

Déposants

- Analyse des certificats de conformité aux politiques de placement des déposants et aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

RECOURS AUX SERVICES D'EXPERTS EXTERNES

Le comité d'investissement et de gestion des risques n'a pas fait appel à de tels services en 2018.

Conseil d'administration et comité de direction

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration de la Caisse est composé de son président, du président et chef de la direction, de représentants des déposants et de membres indépendants. La Loi sur la Caisse prévoit qu'au moins les deux tiers des administrateurs, dont le président du conseil, doivent être indépendants.

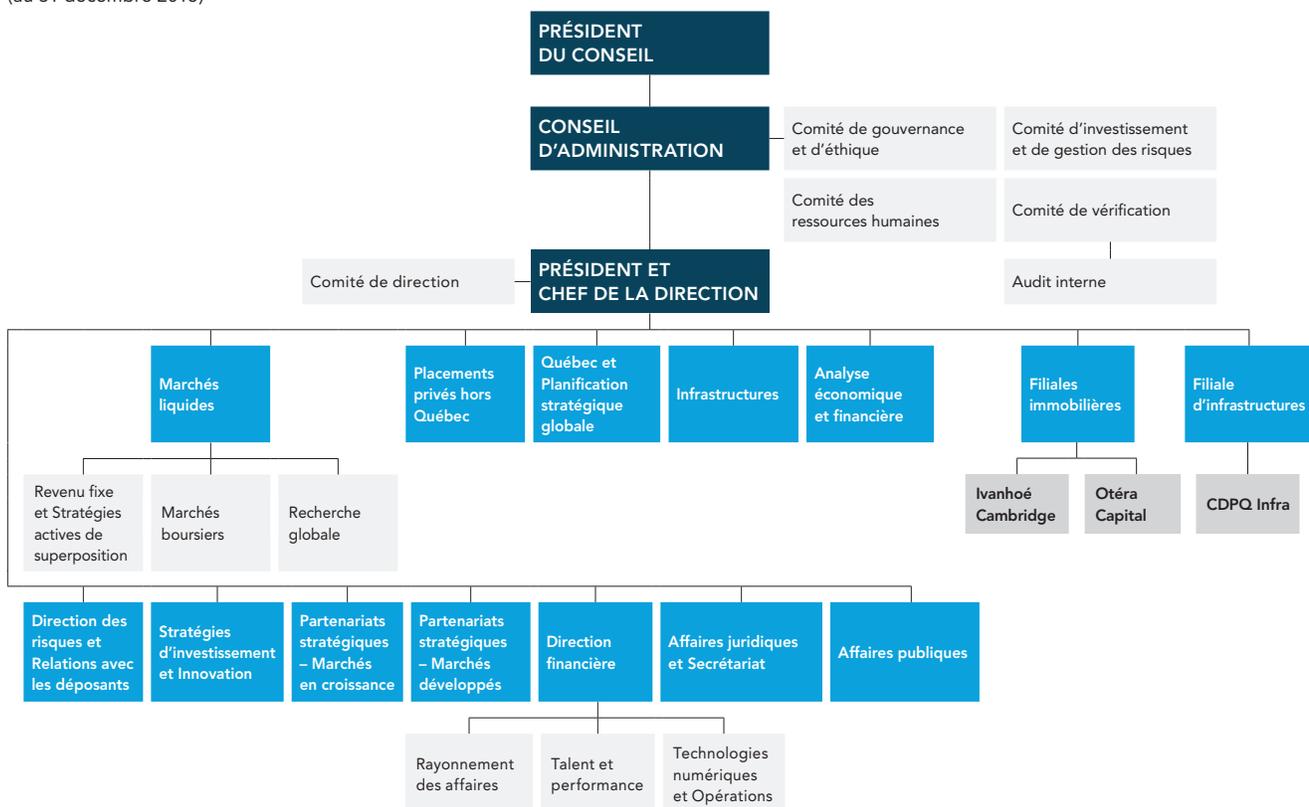
Le comité de direction est composé du président et chef de la direction et des premiers dirigeants des divers secteurs de la Caisse. Au 31 décembre 2018, la Caisse employait 1 178 personnes dans l'ensemble de ses bureaux. De ce nombre, 1 045 personnes étaient situées dans ses bureaux au Québec. Afin d'appuyer sa stratégie de mondialisation

et de générer de bonnes occasions d'investissement, la Caisse a également mis en place des bureaux dans plusieurs pays au cours des dernières années. Au 31 décembre 2018, 133 personnes travaillaient dans l'ensemble de ces bureaux.

La Caisse compte aussi des filiales immobilières, Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital, qui employaient plus de 1 400 personnes à la fin de 2018, ainsi qu'une filiale d'infrastructures, CDPQ Infra. Maître d'œuvre de projets dans ce secteur, celle-ci employait 49 personnes en fin d'année 2018. Ces filiales sont chapeautées par leur propre conseil d'administration (voir les graphiques 44 et 45, p. 105).

GRAPHIQUE 43

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE
(au 31 décembre 2018)



FILIALES IMMOBILIÈRES ET D'INFRASTRUCTURES

Les investissements en immobilier sont effectués en fonds propres et en produits de financement principalement dans les secteurs des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des immeubles résidentiels, industriels et logistiques dans des villes clés à l'échelle mondiale. Les activités immobilières sont distribuées dans deux secteurs : Immeubles et Crédit immobilier. Le secteur Immeubles est constitué des activités d'Ivanhoé Cambridge, un leader mondial en immobilier. Le secteur Crédit immobilier est constitué des activités d'Otéra Capital,

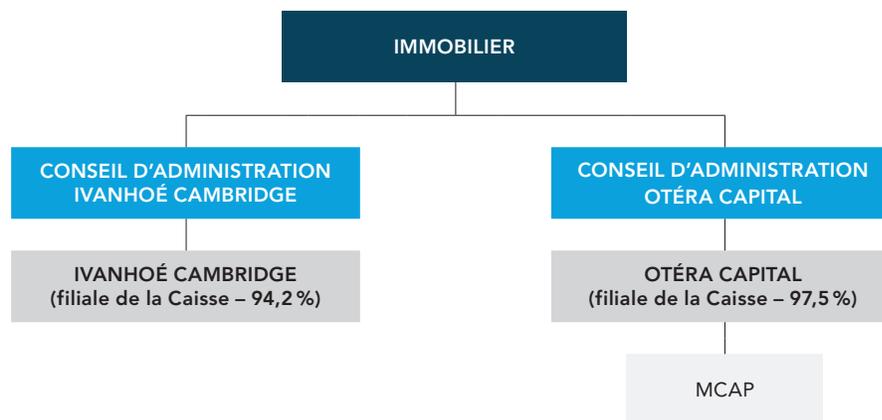
une des plus importantes sociétés de financement immobilier commercial au Canada. Le graphique 44 présente la structure organisationnelle de l'immobilier. Pour plus de détails sur les filiales immobilières, visiter le www.ivanhoecambridge.com et le www.oteracapital.com.

Filiale d'infrastructures créée en 2015, CDPQ Infra vise une réalisation performante et efficace de projets majeurs d'infrastructures publiques. Le graphique 45 présente la structure organisationnelle de CDPQ Infra. Pour plus de détails sur les activités de CDPQ Infra, visiter le www.cdpqinfra.com.

GRAPHIQUE 44

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE FILIALES IMMOBILIÈRES

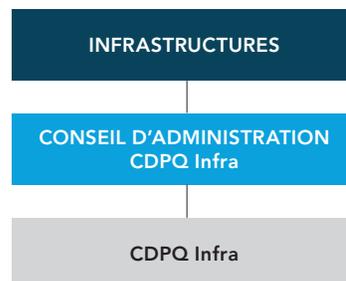
(au 31 décembre 2018)



GRAPHIQUE 45

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE FILIALE D'INFRASTRUCTURES

(au 31 décembre 2018)



Conseil d'administration¹

ROBERT TESSIER

Président du conseil d'administration
Caisse de dépôt et placement du Québec
Comités : Gouvernance et éthique /
Ressources humaines
Membre depuis mars 2009

ELISABETTA BIGSBY

Administratrice de sociétés
Comité : Ressources humaines (présidente)
Membre depuis novembre 2009

IVANA BONNET-ZIVCEVIC

Directrice générale
Crédit Agricole CIB Italie
Comité : Ressources humaines
Membre depuis décembre 2017

SYLVAIN BROUSSEAU

Président et chef de la direction
Gestion d'actifs mondiale Walter
Comités : Investissement et gestion des risques /
Ressources humaines
Membre depuis juillet 2018

PATRICIA CURADEAU-GROU

Administratrice de sociétés
Comité : Investissement et gestion des risques
Membre depuis octobre 2013

MICHEL DESPRÉS

Président-directeur général
Retraite Québec
Membre depuis mars 2016

GILLES GODBOUT

Administrateur de sociétés
Comités : Vérification /
Investissement et gestion des risques
Membre depuis janvier 2013

FRANÇOIS JOLY

Administrateur de sociétés
Comités : Vérification (président) /
Investissement et gestion des risques (membre invité)
Membre depuis mars 2013

JEAN LA COUTURE

Président Huis Clos Ltée,
conseillers en conflits et litiges
Comité : Investissement et
gestion des risques (président)
Membre depuis janvier 2013

DIANE LEMIEUX

Présidente-directrice générale
Commission de la construction du Québec
Membre depuis décembre 2014

WENDY MURDOCK

Administratrice de sociétés
Comités : Investissement et gestion des risques /
Gouvernance et éthique
Membre depuis mars 2016

FRANÇOIS R. ROY

Administrateur de sociétés
Comités : Vérification /
Gouvernance et éthique (président)
Membre depuis décembre 2009

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction
Caisse de dépôt et placement du Québec
Membre depuis mars 2009

1. M. Bertrand Cesvet a siégé au conseil d'administration jusqu'en avril 2018.

Pour consulter les notes biographiques des membres du conseil d'administration, visiter le www.cdpq.com.

Comité de direction^{1,2}

MAXIME AUCOIN

Premier vice-président,
Stratégies d'investissement et Innovation

CLAUDE BERGERON

Chef de la Direction des risques
et Relations avec les déposants

ANI CASTONGUAY

Première vice-présidente,
Affaires publiques

MARTIN COITEUX¹

Économiste en chef

MARC CORMIER

Premier vice-président,
Revenu fixe
et Stratégies actives de superposition

CHARLES ÉMOND²

Premier vice-président,
Québec et Planification stratégique globale

STÉPHANE ETROY

Premier vice-président
et chef des Placements privés
CDPQ London

ANITA M. GEORGE

Première vice-présidente,
Partenariats stratégiques –
Marchés en croissance
CDPQ India

EMMANUEL JACLOT

Premier vice-président,
Infrastructures
CDPQ London

MAARIKA PAUL

Première vice-présidente
et chef de la Direction financière
et des Opérations

MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

OONA STOCK

Première vice-présidente,
Talent et performance

ALEXANDRE SYNNETT

Premier vice-président,
Technologies numériques et Opérations

MACKY TALL

Chef des Marchés liquides et président
et chef de la direction,
CDPQ Infra

MARIO THERRIEN

Vice-président principal,
Partenariats stratégiques –
Marchés développés

KIM THOMASSIN

Première vice-présidente,
Affaires juridiques et Secrétariat

1. M. Coiteux est entré en fonction en janvier 2019.

2. M. Émond est entré en fonction en février 2019.

Pour consulter les notes biographiques des membres du comité de direction, visiter le www.cdpq.com.

Rapport sur le développement durable

Rapport

sur le développement durable

PLAN D'ACTION 2016-2018

La Caisse a publié, en 2016, la troisième édition de son Plan d'action de développement durable, qui comprend 26 actions à réaliser en trois ans.

Ces actions visent à répondre à cinq des huit grandes orientations gouvernementales en matière de développement durable. Notre plan d'action en matière de développement durable 2016-2018 peut être consulté au www.cdpq.com.

En 2018, la Caisse a réalisé de nombreuses activités générant des impacts sociaux et environnementaux positifs et durables. Le présent rapport présente le bilan de ces actions. Les actions réalisées dans les deux premières années du plan sont également identifiées. Le détail des gestes complétés figure aux rapports antérieurs de la Caisse.

Objectif

Renforcer les pratiques écoresponsables

ACTION 1

Geste / Réaliser l'état des lieux en matière d'approvisionnement

✓ **Indicateur / Compléter un état des lieux avant le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2016.

Geste / Proposer des mesures visant à améliorer les pratiques en matière d'approvisionnement, le cas échéant

✓ **Indicateur / Au moins une entente signée avec des entreprises d'économie sociale avant le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

ACTION 2

Geste / Définir des objectifs d'augmentation du taux de diversion des matières résiduelles des propriétés gérées au Canada

✓ **Indicateur / Obtenir un taux de diversion des matières résiduelles d'au moins 60 % d'ici 2020**

Le taux global de mise en valeur des matières résiduelles d'Ivanhoé Cambridge a atteint 58,8 %.

✓ **Indicateur / Obtenir un taux de diversion des matières résiduelles de l'Édifice Jacques-Parizeau supérieur à la moyenne des propriétés gérées par Ivanhoé Cambridge**

Le taux global de mise en valeur des matières résiduelles pour l'Édifice Jacques-Parizeau a atteint 67,9 %.

Geste / Définir des objectifs de réduction d'utilisation des ressources matérielles dans les propriétés gérées

 **Indicateur / Élaborer un objectif de réduction d'ici le 31 décembre 2016**

Ce geste a été complété en 2016.

ACTION 3

Geste / Poursuivre la mise en place du programme Gestion et sécurité de l'information pour l'ensemble de la Caisse

 **Indicateur / Déploiement dans 100 % des secteurs avant le 31 décembre 2018**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Poursuivre la réduction de la masse de documents papier

 **Indicateur / Détruire au moins 600 boîtes par année**

1 810 boîtes ont été détruites en 2018.

 **Indicateur / Maintenir un ratio de boîtes reçues par rapport aux boîtes détruites inférieur à 1**

520 nouvelles boîtes ont été envoyées à l'entrepôt, le ratio est donc atteint.

Geste / Former les nouveaux employés aux bonnes pratiques de gestion documentaire

 **Indicateur / Au moins six sessions d'information dispensées aux nouveaux employés par année**

Tous les nouveaux employés doivent suivre une session d'information obligatoire sur les pratiques de gestion documentaire à la Caisse. Un total de sept sessions ont eu lieu en 2018.

LÉGENDE

-  Indicateur atteint
-  Indicateur en cours d'atteinte
-  Indicateur non atteint
-  Indicateur différé

ACTION 4

Geste / Réaliser un état des lieux sur les modes de déplacement professionnel des employés au sein de la ville de Montréal et à l'extérieur de celle-ci

 **Indicateur / Réaliser un état des lieux avant le 31 décembre 2018**

Un état des lieux des déplacements professionnels par avion des employés a été complété en 2018.

La Caisse a réalisé un sondage relatif à la mobilité durable auprès de ses employés.

Geste / Élaborer un plan de communication portant sur les déplacements professionnels et personnels des employés

 **Indicateur / Réaliser un plan de communication portant sur les déplacements personnels avant le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

ACTION 5

Geste / Réviser la stratégie d'occupation de l'Édifice Jacques-Parizeau

 **Indicateur / Compléter le projet pilote de réaménagement avant le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Favoriser les pratiques écoresponsables lors du développement et redéveloppement des immeubles commerciaux

 **Indicateur / Atteindre un taux de renouvellement des certifications environnementales d'au moins 90 % par année**

En 2018, il n'y avait aucune certification en renouvellement pour les propriétés gérées par Ivanhoé Cambridge.

 **Indicateur / Atteindre un taux de certification environnementale pour les propriétés gérées d'au moins 70 % par année**

En 2018, 89 % des propriétés gérées par Ivanhoé Cambridge détenaient une certification environnementale.

Rapport sur le développement durable (suite)

ACTION 6

Geste / Intégrer des critères spécifiques pour les produits visés dans les appels d'offres en matière d'environnement et de développement durable

- ✓ **Indicateur / 100 % des appels d'offres exigeant une description des initiatives de développement durable**

Ce geste a déjà été mis en place en 2016 et les indicateurs sont à 100 % depuis qu'ils sont mesurés.

Geste / Favoriser le recours aux services infonuagiques pour fournir des services informatiques dans un environnement partagé

- ✓ **Indicateur / Augmenter le pourcentage des applications infonuagiques déployées de 2 % par rapport à ce qui a été déployé en 2016**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Optimiser les postes de travail des employés en favorisant de l'équipement informatique mobile et plus efficace – poursuivre le déploiement

- ✓ **Indicateur / Au moins 95 % des postes visés remplacés par des postes mobiles informatiques, d'ici le 31 décembre 2017**

En 2018, plus de 95 % des postes visés ont été remplacés par des postes informatiques mobiles.

Geste / Assurer la mise en place d'un processus écoresponsable de fin de vie des équipements informatiques

- ✓ **Indicateur / 100 % du matériel informatique désuet envoyé à des entreprises d'économie sociale chaque année**

Tous les équipements informatiques identifiés comme désuets en 2018 ont été donnés à des OBNL.

ACTION 7

Geste / Assurer la formation en matière de gestion responsable d'événements pour certains employés cibles

- ✓ **Indicateur / Formation suivie**

Ce geste a été complété en 2016.

Geste / Réaliser un état des lieux des pratiques de la Caisse et des possibilités d'amélioration

- ✓ **Indicateur / État des lieux réalisé**

Un état des lieux portant sur l'écoresponsabilité des pratiques d'organisation des événements d'envergure à la Caisse a été réalisé, ainsi qu'une analyse sur la consommation de bouteilles d'eau à usage unique.

Geste / Élaborer un plan d'action pour implanter de bonnes pratiques

- ✓ **Indicateur / Plan d'action élaboré**

Un aide-mémoire sur l'organisation d'événements et les pratiques responsables a été élaboré. Sa diffusion est prévue en 2019.

Objectif

Renforcer la prise en compte des principes de développement durable

ACTION 8

Geste / Préparer et diffuser des capsules informatives ainsi que des documents sur des enjeux spécifiques en matière d'investissement responsable

- ✓ **Indicateur / Diffuser au moins deux capsules ou documents portant sur des sujets relatifs à l'investissement responsable, pour 2017 et 2018**

La Caisse a élaboré et diffusé, à l'interne ou à l'externe, des documents sur plusieurs enjeux, tels que son énoncé en matière de fiscalité internationale et sa stratégie d'investissement face au défi climatique. Par ailleurs, elle a rejoint le Groupe d'experts sur la finance durable qui a produit un rapport sur le sujet.

Geste / Organiser des activités à l'interne sur différentes thématiques liées à l'investissement responsable

- ✓ **Indicateur / Organiser au moins deux activités d'ici le 31 décembre 2018**

Plusieurs présentations ont eu lieu à la Caisse chaque année sur les thématiques de l'investissement responsable.

ACTION 9

Geste / Poursuivre et bonifier le programme de stage en vue d'assurer la relève

✓ **Indicateur / Embaucher un minimum de sept stagiaires par session**

Embauche de 108 stagiaires en 2018, représentant ainsi une importante augmentation du nombre de stages offerts (77 stagiaires en 2017).

✓ **Indicateur / Mettre en place au moins deux mesures de bonification au programme de stage d'ici décembre 2018**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Poursuivre l'embauche d'étudiants chaque été en leur offrant des emplois de qualité au sein d'une grande organisation

✓ **Indicateur / Embaucher un minimum de 30 étudiants par été**

Embauche de 51 étudiants pour la période d'été 2018.

✓ **Indicateur / Atteindre, au minimum, 80 % de cotes « Satisfaisant » et « Très satisfaisant » au sondage de satisfaction**

100 % des étudiants et 98 % des responsables d'équipe se sont déclarés très satisfaits ou satisfaits de l'expérience.

ACTION 10

Geste / À partir du portrait de la diversité de genre réalisé pour chaque département, établir des mesures visant à accroître la représentativité féminine, le cas échéant

✓ **Indicateur / Initier au moins deux actions concrètes favorisant la diversité, pour chacune des équipes visées d'ici le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2016.

Geste / Proposer, soutenir et faire la promotion de candidates et d'employées de la Caisse afin d'augmenter leur visibilité, à l'échelle québécoise, canadienne et internationale

✓ **Indicateur / Mettre en place au moins deux initiatives par année visant à faire rayonner les femmes de la Caisse**

Plusieurs initiatives sont réalisées chaque année pour promouvoir le leadership des femmes. En 2018, la Caisse a poursuivi son programme de mentorat appuyé par les membres du comité de direction auprès de 15 femmes identifiées au sein de l'organisation. De plus, elle a constitué une cohorte de 14 femmes pour participer au programme Défi 100 jours de l'Effet A.

Objectif

Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable

ACTION 11

Geste / Préparer et diffuser des capsules informatives portant sur le développement durable

✓ **Indicateur / Au moins deux capsules informatives portant sur le développement durable par année**

Plusieurs capsules informatives ont été diffusées notamment sur la contribution des investisseurs à la lutte aux changements climatiques et sur leurs initiatives de développement mondial, issues des rencontres du G7.

Geste / Organiser des activités à l'interne sur différentes thématiques liées au développement durable

✓ **Indicateur / Au moins une activité à l'interne organisée sur différentes thématiques liées au développement durable pour 2017 et 2018**

Des midis-conférences sur la croissance durable ont été tenus.

Objectif

Renforcer l'accès et la participation à la vie culturelle en tant que levier de développement social, économique et territorial

ACTION 12

Geste / Organiser des visites guidées de la collection d'œuvres d'art pour les employés et la communauté externe

✓ **Indicateur / Au moins trois visites guidées offertes par année**

En 2018, 18 visites guidées ont été organisées pour des groupes externes et pour les employés de la Caisse.

Geste / Inviter des artistes dans le cadre de midis-conférences

✓ **Indicateur / Au moins un artiste invité par année**

Zita Cobb, fondatrice et présidente-directrice générale de Shorefast a donné une conférence sur son projet artistique structurant à l'île Fogo.

Geste / Assurer la protection et la restauration de la collection d'œuvres d'art de la Caisse

✓ **Indicateur / Établir un plan d'action pour faire suite au rapport de conservation des œuvres photographiques de la collection de la Caisse**

Ce geste a été complété en 2017.

ACTION 13

Geste / Participer à l'internationalisation de la collection d'œuvres d'art de la Caisse

✓ **Indicateur / Exposer des œuvres d'artistes québécois dans au moins 50 % des bureaux à l'international**

La presque totalité des bureaux de la Caisse à l'international expose désormais de l'art contemporain québécois.

ACTION 14

Geste / Développer l'esprit critique des employés face à l'art par des ateliers favorisant le dialogue et l'interaction

✓ **Indicateur / Au moins un atelier offert d'ici le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Favoriser l'implication des employés de la Caisse dans la promotion de l'art et de la culture du Québec

✓ **Indicateur / Au moins trois réunions du comité d'œuvres d'art par année**

Quatre réunions du comité d'œuvres d'art ont été tenues. Sept employés (excluant la conservatrice) et une conseillère externe participent au comité d'œuvres d'art.

ACTION 15

Geste / Intégrer la dimension culturelle aux décisions d'aménagement, de modernisation et de restauration des immeubles

✓ **Indicateur / Au moins trois initiatives promouvant la dimension culturelle auprès du grand public d'ici le 31 décembre 2018**

Plusieurs initiatives réalisées en 2018 : exposition Unis Vert l'Art au Fairmont le Reine Elizabeth (œuvres d'art conçues à partir d'artéfacts de l'hôtel); intégration d'une immense structure de verre dans la rénovation de l'Esplanade de Place Ville Marie et ouverture de l'Esplanade sur l'avenue McGill College.

Geste / Créer des partenariats avec différents organismes de manière à protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel

✓ **Indicateur / Au moins deux projets collaboratifs par année**

Des partenariats de trois ans ont été conclus avec le Musée McCord et le musée Pointe-à-Callière ainsi qu'avec Héritage Montréal et Unis Vert l'Art.

Objectif

Coopérer aux niveaux national et international en matière de développement durable, en particulier avec la francophonie

ACTION 16

Geste / Réaliser une vigie régulière sur les initiatives auxquelles pourrait se joindre la Caisse

- ✓ **Indicateur / Réaliser une vigie trimestrielle**
Des vérifications trimestrielles et ponctuelles ont notamment été réalisées sur le site des PRI de même que sur des sites d'autorités en valeurs mobilières et de divers regroupements internationaux (FSB, OCDE, SEC, etc.).

Geste / Déterminer les initiatives pertinentes pour la Caisse et y participer

- ✓ **Indicateur / Participer à au moins 10 initiatives d'ici le 31 décembre 2018**
La Caisse a participé, chaque année, à plusieurs activités de positionnement liées à des enjeux d'investissement responsable. En 2018, elle a notamment participé à :
 - › un groupe de travail pilote du **United Nations Environment Programme – Finance Initiative (UNEP FI)** portant sur les analyses de scénarios de changements climatiques;
 - › une activité d'engagement collaboratif global sur les changements climatiques avec de grands émetteurs de gaz à effet de serre – **Climate Action 100+**;
 - › la mise sur pied d'un projet collaboratif visant à faire progresser certains grands objectifs du G7 en matière de diversité, infrastructures et changements climatiques – **Réseau de leadership d'investisseurs**;
 - › la signature avec des pairs internationaux d'un engagement à poser des actions quant à la réduction des GES du portefeuille de la Caisse et à en faire la divulgation – **Investor Agenda**.

ACTION 17

Geste / Renouveler l'adhésion aux affiliations : Conseil du bâtiment durable du Canada, France Green Building

- ✗ **Indicateur / Renouveler 100% des adhésions**
Le partenariat avec le Conseil du bâtiment durable du Canada – chapitre Québec est renouvelé.

Geste / Participer aux comités de développement durable des associations professionnelles (BOMA, ICSC, REALPAC)

- ✓ **Indicateur / Participer à au moins 75% des comités de développement durable d'associations professionnelles dont est membre Ivanhoé Cambridge**
Participation aux comités de REALPAC, ICSC, CPEQ (collectif RSE), GRESB, BOMA.

Objectif

Appuyer le développement de pratiques et de modèles d'affaires verts et responsables

ACTION 18

Geste / Poursuivre la démarche d'investissement responsable au sein du secteur des placements privés

- ✓ **Indicateur / Présentation aux groupes Placements privés sur l'investissement responsable**
Ce geste a été complété en 2017.
- ✓ **Indicateur / Appuyer le développement d'un écosystème visant l'encadrement des entreprises d'économie sociale**
Une entente de trois ans a été signée avec SVX afin d'appuyer l'émergence et la croissance de projets entrepreneuriaux dans le secteur de l'innovation sociale et environnementale.

Rapport sur le développement durable (suite)

ACTION 19

Geste / Mettre en œuvre le programme Green Space Leader

Indicateur / Au moins cinq adhérents de plus en 2017

Au total, deux chaînes ont été identifiées comme Green Space Leaders. Étant donné que ce programme pose plusieurs défis à l'implantation, aucun autre déploiement n'est prévu. D'autres solutions pour engager les locataires et clients envers des gestes environnementaux sont analysées.

Geste / Développer et implanter un « bail vert »

Indicateur / Implantation du « bail vert » d'ici le 31 décembre 2018

Les « baux verts » sont disponibles pour les centres commerciaux et les immeubles de bureaux gérés par Ivanhoé Cambridge. Notre « bail vert » pour les centres commerciaux a été reconnu par l'Institute for Market Transformation en 2018.

- › Panel lors du Colloque sur l'investissement responsable PRI-Québec 2018 – novembre 2018;
- › Participation au *RI Americas* à New York – décembre 2018.

Geste / Poursuivre le développement des exigences en matière d'investissement responsable pour les gestionnaires externes

Indicateur / Revue des exigences d'intégration ESG faites auprès des gestionnaires externes d'ici le 31 décembre 2018

Tous les gestionnaires externes potentiels ou ceux en renouvellement de contrat ont répondu au questionnaire de la Caisse sur l'intégration des facteurs ESG. Un entretien téléphonique a par la suite été organisé avec certains d'entre eux pour discuter de leurs résultats au questionnaire.

Une évaluation des pratiques des gestionnaires externes en matière d'investissement responsable a été menée. De plus, lors de ces entretiens, la Caisse s'est également assurée que sa stratégie sur les changements climatiques leur soit communiquée.

Objectif

Favoriser l'investissement et le soutien financier pour appuyer la transition vers une économie verte et responsable

ACTION 20

Geste / Participer activement à des événements portant sur l'investissement responsable

Indicateur / Participer à au moins neuf événements portant sur l'investissement responsable d'ici le 31 décembre 2018

Chaque année, les employés de la Caisse participent à de nombreux événements. En 2018, ils ont entre autres participé à :

- › Panel au *PRI Climate Forum* à Toronto et à Montréal – mai et juin 2018;
- › Entrevue avec l'ancien Secrétaire général des Nations Unies menée par Michael Sabia dans le cadre de la Conférence de Montréal – juin 2018;
- › Participation au *Global Climate Action Summit* et *PRI in Person* à San Francisco – septembre 2018;

Objectif

Gérer les ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et maintenir la biodiversité

ACTION 21

Geste / Améliorer la gestion de l'eau des immeubles gérés par Ivanhoé Cambridge

Indicateur / Améliorer la qualité des compteurs d'eau, d'ici le 31 décembre 2017

En 2018, un inventaire des propriétés dont les compteurs d'eau ont besoin d'une mise à niveau a été réalisé. Des cibles seront ensuite établies à partir de comparables.

Indicateur / Partager les politiques en matière de gestion de l'eau, de l'énergie et de l'air avec les partenaires d'affaires, d'ici le 31 décembre 2018

Les partenaires qui gèrent les propriétés d'Ivanhoé Cambridge ont reçu une fiche d'évaluation de leurs immeubles qui identifie les indicateurs à améliorer et énonce les politiques en vigueur.

Objectif

Conserver et mettre en valeur la biodiversité, les écosystèmes et les services écologiques en améliorant les interventions et pratiques de la société

ACTION 22

Geste / Participer à des initiatives de verdissement et de biodiversité sur l'île de Montréal

✓ **Indicateur / Au moins quatre projets de verdissement d'ici le 31 décembre 2018**

Au total, six initiatives de verdissement ont été menées par la Caisse et Ivanhoé Cambridge dans le cadre de ce plan d'action. Deux actions ont été réalisées en 2018 en collaboration avec Moment donné.

Par ailleurs, dans le cadre du projet 375 000 arbres auquel participe la Caisse avec l'organisme Jour de la Terre, plus de 87 000 arbres ont été plantés pour compenser les émissions de GES durant les travaux de construction du REM.

Objectif

Appuyer la reconnaissance, le développement et le maintien des compétences, particulièrement celles des personnes les plus vulnérables

ACTION 23

Geste / Poursuivre les initiatives en matière de réinsertion sociale

✓ **Indicateur / Appuyer au moins cinq organisations dont la mission consiste à favoriser l'insertion sociale**

Appui à 30 organismes venant en aide aux sans-abris.

Objectif

Appuyer et mettre en valeur les activités des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale qui contribuent à l'inclusion et à la réduction des inégalités

ACTION 24

Geste / Reconnaître l'implication des employés par une visibilité dans le journal interne ou un don allant jusqu'à 1 000 \$ directement à l'organisme

✓ **Indicateur / Au moins 40 dons effectués par la Caisse liés à l'implication de ses employés**

En 2018, les organismes liés à l'implication de 46 employés ont reçu un don allant jusqu'à 1 000 \$ chacun dans le cadre du programme Collectivité.

✓ **Indicateur / Élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication en philanthropie d'ici le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

Geste / Encourager les employés à mettre leur expertise au profit d'organismes par le biais de la plateforme Bénévoles d'affaires

✓ **Indicateur / Au moins 15 nouveaux jumelages d'employés à des organisations sans but lucratif d'ici 2018**

En 2018, cinq jumelages réussis et huit nouveaux employés inscrits pour un total de 17 jumelages depuis 2016.

Un nouveau projet a été mis sur pied pour susciter l'implication communautaire des jeunes employés. La communauté Impact 20-35 a pour objectif de créer des maillages entre les jeunes de la Caisse et des OBNL. Bénévoles d'affaires est partie prenante du projet.

✓ **Indicateur / Au moins un article publié sur l'intranet par année, à partir de 2017**

Une campagne de communication a été élaborée pour le projet Impact 20-35 avec l'objectif de mobiliser les jeunes employés de la Caisse autour de ce projet.

Rapport sur le développement durable (suite)

Geste / Créer des occasions d'engagement collectif pour soutenir des causes, en appuyant les employés qui organisent des activités de bénévolat d'équipe

 **Indicateur / Mise sur pied d'un comité pour la campagne Centraide d'ici le 31 décembre 2017**

En 2018, un comité renouvelé, composé de 16 personnes représentant toutes les équipes de la Caisse, a été mis sur pied afin de stimuler l'engagement des employés dans la campagne Centraide. Leurs efforts ont eu de très bons résultats, car plus de 561 employés ont contribué à la campagne, comparativement à 530 l'année dernière.

 **Indicateur / Recommandations du comité d'ici le 31 décembre 2017**

Un bilan des actions et résultats de la campagne Centraide 2018 a été réalisé. Des recommandations ont été formulées pour la prochaine campagne.

ACTION 25

Geste / Mettre en place un programme de bénévolat en partenariat avec des OBNL

 **Indicateur / Proposer un programme de bénévolat à même les partenariats de dons et commandites d'ici le 31 décembre 2017**

Ce geste a été complété en 2017.

Objectif

Optimiser la production d'énergies renouvelables au bénéfice de l'ensemble de la société québécoise

ACTION 26

Geste / Évaluer la faisabilité d'un projet de panneaux solaires dans les propriétés commerciales.

 **Indicateur / Étude de faisabilité complétée**

Ce geste a été complété en 2016. Des travaux subséquents étaient en cours en 2018 pour proposer une stratégie en lien avec les énergies renouvelables.

Rapport financier

Évolution de l'actif

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants est passé de 200,1 G\$ au 31 décembre 2013 à 309,5 G\$ au 31 décembre 2018, soit une hausse de 109,4 G\$ sur cinq ans. Cette croissance provient essentiellement des résultats de placement nets de 98,7 G\$, auxquels s'ajoutent des contributions nettes des déposants de 10,7 G\$ (voir le tableau 49, p. 121).

Durant l'année 2018, l'actif net attribuable aux déposants a augmenté de 11,0 G\$, pour s'établir à 309,5 G\$, comparativement à 298,5 G\$ au 31 décembre 2017. Cette hausse s'explique par des résultats de placement nets de 11,8 G\$ contrebalancée par des retraits nets des déposants de 0,8 G\$.

ACTIF TOTAL

Au 31 décembre 2018, l'actif total s'élevait à 350,0 G\$, comparativement à 337,2 G\$ à la fin de 2017 (voir le tableau 46). Cette hausse de 12,8 G\$ s'explique par les réinvestissements de revenus de placement ainsi que par des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur. Le ratio du passif par rapport à l'actif total est stable, ayant augmenté à 12 % au 31 décembre 2018, comparativement à 11 % au 31 décembre 2017. Le passif de la Caisse est composé principalement de titres vendus en

vertu de conventions de rachat, de titres vendus à découvert et de programmes de financement émis par la filiale CDP Financière, qui servent à financer l'achat de placements.

BIENS SOUS GESTION ET BIENS ADMINISTRÉS

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de financements hypothécaires cédés.

Au 31 décembre 2018, les biens sous gestion et biens administrés par la Caisse se situaient à 90,4 G\$, en hausse de 4,4 G\$ par rapport à l'année dernière (voir le tableau 47).

Cette croissance provient principalement du portefeuille administré par la société MCAP, filiale d'Otéra Capital. Cette société administre plus de 68,2 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels, commerciaux et de construction au Canada.

TABLEAU 46

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SITUATION FINANCIÈRE

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2018	2017
ACTIF		
Placements	342 004	331 050
Autres actifs	7 999	6 100
Total de l'actif	350 003	337 150
PASSIF		
Passifs relatifs aux placements	38 207	35 845
Autres passifs	2 285	2 793
Total du passif	40 492	38 638
Actif net	309 511	298 512

TABLEAU 47

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – ACTIF TOTAL SOUS GESTION

(au 31 décembre – en millions de dollars)

	2018	2017
Actif total	350 003	337 150
Biens sous gestion	19 589	20 349
Biens administrés	70 814	65 636
Biens sous gestion et biens administrés	90 403	85 985
Actif total sous gestion	440 406	423 135

RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

Sur cinq ans, les résultats de placement nets se sont élevés à 98,7 G\$. La catégorie Actions est celle qui y a contribué le plus, avec des résultats de 59,1 G\$, dont 41,5 G\$ proviennent des marchés boursiers et 17,7 G\$ des placements privés. Par ailleurs, la catégorie Actifs réels a contribué pour 20,2 G\$ et la catégorie Revenu fixe a contribué pour 16,7 G\$.

En 2018, les résultats de placement nets de 11,8 G\$ (voir le tableau 48) proviennent principalement des catégories Actifs réels et Actions pour 4,8 G\$ chacun, et de la catégorie Revenu fixe pour 1,9 G\$.

RETRAITS NETS DES DÉPOSANTS

Au 31 décembre 2018, le total des retraits nets des déposants de 0,8 G\$ s'explique principalement par les retraits nets de 3,0 G\$ du Fonds des générations du gouvernement du Québec.

TABLEAU 48

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS

(pour les périodes terminées le 31 décembre – en millions de dollars)

	2018	2017
Revenu net de placement	9 336	8 926
Charges d'exploitation	(585)	(536)
Revenu net	8 751	8 390
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur	3 039	16 206
Résultats de placement nets	11 790	24 596

TABLEAU 49

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS – SOMMAIRE DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET

(pour la période de 2014 à 2018 – en milliards de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	5 ans
Actif net au début	298,5	270,7	248,0	225,9	200,1	200,1
Résultats de placement nets	11,8	24,6	18,4	20,1	23,8	98,7
Contributions nettes (retraits nets) des déposants	(0,8)	3,2	4,3	2,0	2,0	10,7
Actif net à la fin	309,5	298,5	270,7	248,0	225,9	309,5

Analyse des charges d'exploitation et des frais de gestion externe

Les charges d'exploitation représentent les frais engagés pour la gestion et l'administration des portefeuilles. Quant aux frais de gestion externe, il s'agit des sommes versées à des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers pour gérer des titres appartenant à la Caisse.

Pour la période 2018, les charges d'exploitation s'élèvent à 585 M\$, comparativement à 536 M\$ en 2017. Leur augmentation, moins importante qu'au cours des années précédentes, découle cette année encore de la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie d'investissement. Celle-ci met notamment l'accent sur la mondialisation, les actifs moins liquides et les activités de crédit, ce qui a nécessité l'acquisition de nouvelles expertises.

Depuis cinq ans, l'embauche de talents dans les marchés mondiaux et dans des secteurs ciblés a permis de contribuer de façon importante à la valeur ajoutée de 16,7 G\$ générée durant cette période, ainsi qu'à celle de 5,3 G\$ générée en 2018. En effet, les placements privés et les infrastructures ont particulièrement bien fait en absolu et par rapport à leur indice, et ce, tant sur un an que sur cinq ans, tout comme le portefeuille Crédit qui a connu une performance à souligner en 2018. Par ailleurs, plusieurs transactions clés réalisées par la Caisse en 2018 ont été possibles grâce à la collaboration de ses équipes des bureaux internationaux, notamment Techem et FNZ en Europe, Azure Power Global et CLP India en Inde, ainsi qu'une plateforme d'investissement en infrastructures en Colombie.

Pour leur part, les frais de gestion externe ont totalisé 95 M\$, soit 9 M\$ de plus qu'en 2017, une hausse découlant essentiellement d'une augmentation de la valeur des placements confiés aux gestionnaires externes dans certains marchés.

La somme des charges d'exploitation et des frais de gestion externe s'établit à 680 M\$ en 2018, contre 622 M\$ en 2017. Cette somme représente 22 cents par 100 \$ d'actif net moyen (voir le graphique 50).

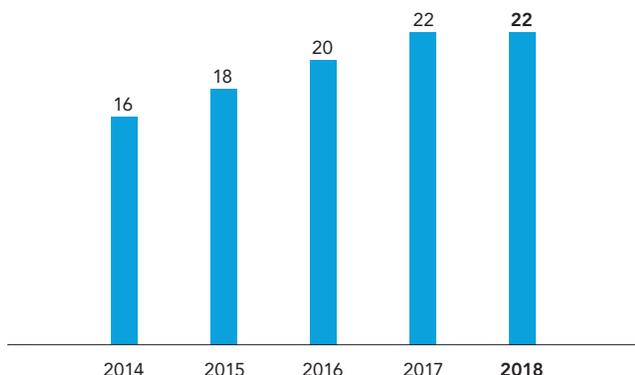
Après quatre années de croissance, les charges d'exploitation et les frais de gestion externe, à 22 cents par 100 \$ d'actif net moyen, sont à un niveau stable par rapport à celui de l'année précédente et se comparent favorablement au niveau de son industrie. Au cours des cinq dernières années, les charges d'exploitation et les frais de gestion externe ont connu une croissance annuelle moyenne de 1 cent par 100 \$ d'actif net moyen, en ligne avec la mise en œuvre des stratégies énoncées ci-dessus et de l'augmentation des titres gérés à l'externe.

EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

La Caisse révisé périodiquement ses façons de faire et maintient un contrôle serré de ses charges d'exploitation. Elle a pour objectif de maintenir ses charges d'exploitation à un niveau qui, toutes proportions gardées relativement à la composition des placements, se compare avantageusement à celui d'autres gestionnaires de fonds institutionnels de sa taille menant des activités similaires. La Caisse participe depuis plusieurs années à des travaux d'étalonnage des coûts par catégorie d'actif.

GRAPHIQUE 50

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS DE GESTION EXTERNE EXPRIMÉS PAR 100 \$ D'ACTIF NET MOYEN DES DÉPOSANTS
(pour les périodes terminées le 31 décembre – en cents)



CDP Financière

CDP Financière est une filiale en propriété exclusive de la Caisse. Ses opérations visent à optimiser les coûts de financement des activités de la Caisse et de ses filiales, à permettre une diversification des sources de financement et à assurer l'appariement des actifs financés en termes de devises et de taux d'intérêt. Pour réaliser ses objectifs, elle a recours à divers programmes de financement sur les marchés institutionnels locaux et internationaux lui permettant de procéder à des emprunts à court, moyen et long terme.

EMPRUNTS À COURT TERME

Au 31 décembre 2018, l'encours du financement à court terme s'élevait à 5,9 G\$, soit 1 G\$ en dollars canadiens et 3,6 G\$ US en dollars américains. En 2018, l'échéance moyenne des emprunts libellés en dollars canadiens a été de 62 jours, pour un montant total des transactions de 6,0 G\$. L'échéance moyenne a été de 58 jours pour les emprunts libellés en dollars américains, pour un montant total des transactions de 20,6 G\$ US.

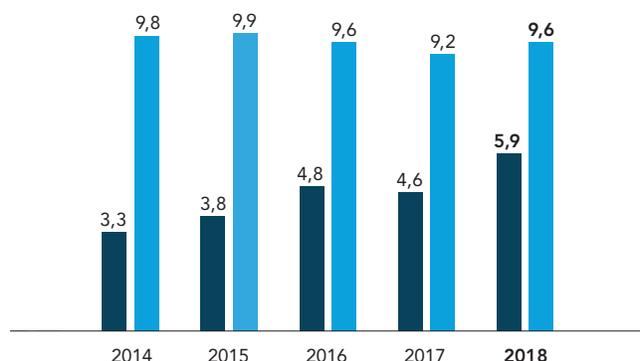
EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2018, la juste valeur des billets à terme en circulation de CDP Financière totalisait 9,6 G\$, comparativement à 9,2 G\$ à la fin de 2017 (voir le graphique 51). La hausse de 0,4 G\$ par rapport à 2017 est attribuable en grande partie à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

GRAPHIQUE 51

RÉPARTITION DU PASSIF – CDP FINANCIÈRE
(juste valeur marchande au 31 décembre – en milliards de dollars)

- Billets de trésorerie
- Billets à terme



FACILITÉ DE CRÉDIT

Au cours de la période terminée le 31 décembre 2018, CDP Financière a renouvelé une facilité de crédit ayant un montant autorisé maximal de 4 G\$ US auprès d'un syndicat bancaire formé de 10 institutions financières. Cette facilité de crédit est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la Caisse. Au cours de la période, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

RÉPARTITION PAR DEVISE

Au 31 décembre 2018, la répartition du financement s'établissait comme suit : 79 % des titres de créance étaient libellés en dollars américains, 13 % étaient libellés en dollars canadiens et 8 % étaient libellés en euros.

LES AGENCES DE NOTATION CONFIRMENT LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA CAISSE

Les agences de notation Dominion Bond Rating Services (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) et Standard & Poor's (S&P) ont maintenu leurs cotes de crédit de première qualité, avec une perspective stable en 2018. De plus, l'agence de notation Fitch Ratings Inc. (Fitch) a émis en début d'année 2019 une première notation de crédit à CDP Financière et à la Caisse. La plus haute notation, AAA, a été accordée avec une perspective stable (voir le tableau 52). Les cotes de crédit de CDP Financière et de la Caisse ont été publiées en juillet, août et septembre 2018 puis en février 2019.

TABLEAU 52

COTES DE CRÉDIT

	Court terme	Long terme
DBRS	R-1 (élevé)	AAA
Fitch	F1+	AAA
Moody's	Prime-1 (Aaa)	Aaa
S&P	A-1+	AAA
	A-1 (ÉLEVÉ)	

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. L'actif net attribuable aux déposants présenté aux états consolidés de la situation financière reflète le regroupement de la valeur nette des comptes de chacun des déposants de la Caisse. La note 2 des états financiers consolidés audités au 31 décembre 2018 décrit les principales méthodes comptables utilisées par la Caisse.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés de la Caisse sont préparés selon les normes comptables en vigueur, soit les Normes internationales d'information financière (IFRS), comme stipulé dans la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

AUDIT EXTERNE

Conformément à la Loi sur la Caisse, les co-auditeurs ont audité l'ensemble des livres comptables de la Caisse et ont émis un rapport des auditeurs non modifié pour chacun des 69 états financiers.

Principales normes comptables IFRS s'appliquant aux états financiers consolidés de la Caisse

Entités d'investissement

En vertu de l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*, les filiales qui constituent un placement pour une entité d'investissement doivent être présentées et évaluées à la juste valeur. Ainsi, la Caisse, qui se qualifie à titre d'entité d'investissement, ne consolide pas ses filiales, notamment les filiales immobilières, de dettes immobilières, de placements privés, d'infrastructures et de revenu fixe. L'évaluation de ces placements repose sur une technique d'évaluation d'entreprise selon les IFRS.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur* fournit une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert

d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les principales techniques d'évaluation des placements incluant l'évaluation des filiales non consolidées de la Caisse sont décrites à la note 7 des états financiers consolidés, à la page 149.

Mesures financières

Dans le cadre de la publication de certaines informations incluses dans le rapport annuel, la Caisse utilise et présente à la fois des mesures conformes aux IFRS et certaines mesures financières non conformes aux IFRS. La Caisse est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements utiles et supplémentaires à l'analyse de l'information financière (voir les notes générales 3 et 6, p. 185).

Adoption des nouvelles normes IFRS

À compter du 1^{er} janvier 2018, la Caisse a appliqué l'IFRS 9 – *Instruments financiers*, qui couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

L'incidence se limite à une nouvelle classification des instruments financiers, à la divulgation d'informations supplémentaires et à un changement dans la méthodologie de comptabilisation des revenus et des dépenses d'intérêt. Les instruments financiers conservent leur évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net.

Nouvelle norme IFRS au 1^{er} janvier 2019

L'IFRS 16 – *Contrats de location* établit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Sous ce modèle, le preneur comptabilise la plupart des contrats de location aux états consolidés de la situation financière.

En 2018, la Caisse a procédé à l'analyse de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16. L'adoption de cette norme aura comme incidence une augmentation des actifs et des passifs de l'ordre de 310 M\$ à la date d'entrée en vigueur. La Caisse ajustera la divulgation aux états financiers ainsi que les processus et contrôles s'y rapportant, le cas échéant.

Évaluation des placements à la juste valeur

POLITIQUE D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS

L'évaluation des placements est un processus par lequel une juste valeur est attribuée à chaque investissement de la Caisse en vue de la préparation des états financiers consolidés. L'évaluation des placements à la juste valeur est effectuée périodiquement, conformément à la Politique d'évaluation des investissements de la Caisse qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation et les protocoles qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement. La politique et la directive dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de comptes. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve la conformité avec la politique et la juste valeur des placements de la Caisse chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Cette politique est conforme aux normes et pratiques d'organismes canadiens et internationaux en matière d'évaluation et démontre un cadre de gouvernance rigoureux autour du processus d'évaluation des instruments financiers.

En vertu de la politique, lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation, appuyé par l'équipe d'évaluation, s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse procède à des tests de contrôle a posteriori, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

Les co-auditeurs ont accès à l'ensemble des dossiers d'évaluation dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de fin d'année.

CADRE CONCEPTUEL

Les normes IFRS définissent la juste valeur et fournissent des directives sur l'évaluation ainsi que les informations à fournir relativement à la juste valeur. Les entités sont tenues de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur doit être établie en faisant l'hypothèse que les placements sont disponibles à la vente, c'est-à-dire que la juste valeur des placements correspond à une valeur de sortie à la date des états financiers. L'objectif des normes comptables est de définir un cadre conceptuel unique susceptible d'être utilisé dans toutes les situations nécessitant l'évaluation de la juste valeur.

La Caisse considère que les normes IFRS en matière d'évaluation de la juste valeur constituent un cadre cohérent. Toutefois, ces normes restrictives ne tiennent pas compte du fait que, conformément à l'horizon d'investissement à très long terme adopté par ses principaux déposants, la Caisse a les moyens et l'intention de détenir certains placements jusqu'à ce que leur valeur optimale soit atteinte.

Ainsi, la juste valeur établie au 31 décembre 2018 pour les placements dans des marchés liquides et moins liquides reflète la volatilité générale des marchés financiers, ce qui peut présenter des écarts par rapport à la valeur économique des placements détenus à long terme.

La note 7 des états financiers consolidés, à la page 149, décrit les techniques d'évaluation des placements à la juste valeur.

États financiers consolidés

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Ces contrôles comprennent notamment une définition claire des responsabilités, une délégation de pouvoir et une répartition des tâches, des normes déontologiques, des critères à l'égard de l'embauche et de la formation des employés, ainsi que des politiques, des directives et des processus conçus en vue de s'assurer que les opérations sont dûment autorisées, que l'actif est bien évalué et bien protégé et que des registres adéquats sont tenus.

De plus, le groupe d'Audit interne de la Caisse procède régulièrement à des audits des contrôles internes. Ces contrôles et audits visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers consolidés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou disposition non autorisées, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé à l'audit des états financiers consolidés de la Caisse aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 et leur rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Montréal, le 19 février 2019



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A

Première vice-présidente et

Chef de la Direction financière et des Opérations

Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec et ses filiales (le « groupe »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017 et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations de l'actif net attribuable aux déposants et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations contenues dans le rapport annuel 2018 du groupe :

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Rapport des auditeurs indépendants (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient amener le groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou les activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers, expliqués à la note 2, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA
Canada, Montréal, le 19 février 2019

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.



¹ CPA auditeur, CA, permis n°A112431
Canada, Montréal, le 19 février 2019

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars canadiens)

31 décembre 2018

31 décembre 2017

ACTIF

Trésorerie	675	947
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	4 587	2 447
Avances à des déposants	903	1 056
Revenus de placement courus et à recevoir	1 352	1 395
Autres actifs	482	255
Placements (note 4)	342 004	331 050
Total de l'actif	350 003	337 150

PASSIF

Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 113	2 102
Autres passifs financiers	1 172	691
Passifs relatifs aux placements (note 4)	38 207	35 845
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	40 492	38 638

Actif net attribuable aux déposants	309 511	298 512
--	----------------	----------------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA



FRANÇOIS JOLY

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2018	2017
Revenus de placement (note 9)	10 222	9 576
Dépenses de placement (note 9)	(886)	(650)
Revenu net de placement (note 9)	9 336	8 926
Charges d'exploitation (note 11)	(585)	(536)
Revenu net	8 751	8 390
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur (note 10)	3 039	16 206
Résultat de placement avant distributions aux déposants (note 10)	11 790	24 596
Distributions aux déposants	(12 222)	(9 844)
Résultats net et global attribuables aux déposants	(432)	14 752

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations de l'actif net attribuable aux déposants

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2016	728	6	1 373	268 639	270 746
Attributions et distributions					
Résultats net et global attribuables aux déposants	–	–	–	14 752	14 752
Distributions aux déposants	9 242	–	602	–	9 844
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(19 484)	–	–	19 484	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	6 432	–	–	(6 432)	–
Dépôts nets					
Contributions nettes	3 170	–	–	–	3 170
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	88	6	1 975	296 443	298 512
Attributions et distributions					
Résultats net et global attribuables aux déposants	–	–	–	(432)	(432)
Distributions aux déposants	11 691	–	531	–	12 222
Dépôts à participation					
Émission d'unités de dépôts à participation	(14 566)	–	–	14 566	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	4 290	–	–	(4 290)	–
Dépôts nets					
Retraits nets	(791)	–	–	–	(791)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	712	6	2 506	306 287	309 511

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultats net et global attribuables aux déposants	(432)	14 752
Ajustements pour :		
(Gains) pertes nets non réalisés sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	591	(483)
Distributions aux déposants	12 222	9 844
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	(2 140)	1 451
Avances à des déposants	153	12
Revenus de placement courus et à recevoir	43	(222)
Autres actifs	(227)	(61)
Placements	(10 594)	(23 415)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	(989)	415
Autres passifs financiers	481	155
Passifs relatifs aux placements	671	(6 587)
	(221)	(4 139)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	2 386	270
Émission de billets de trésorerie à payer	5 443	7 663
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(6 649)	(8 084)
Variation nette des emprunts à payer	(80)	176
Contributions nettes (retraits nets)	(791)	3 170
	309	3 195
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	88	(944)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	947	1 891
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1 035	947
Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :		
Trésorerie	675	947
Titres achetés en vertu de conventions de revente	360	–
	1 035	947
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	10 115	9 787
Intérêts payés	(800)	(539)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

01

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La Caisse a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la Caisse est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la Caisse. Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les activités d'investissement des déposants dans les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse s'effectuent par l'intermédiaire d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la Caisse.

FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent principalement des placements diversifiés dans des portefeuilles spécialisés. Chacun des fonds particuliers est dédié à un seul déposant qui investit dans des dépôts à participation de fonds particuliers.

Les fonds particuliers des déposants sont les suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par Retraite Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par Retraite Québec;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par Retraite Québec;

Fonds 303 : Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (anciennement Régimes particuliers) administré par Retraite Québec;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par Retraite Québec;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Volet à prestations déterminées administré par le Comité de retraite;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 310 : Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval administré par le Comité de retraite (constitué le 1^{er} janvier 2017);

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 315 :** Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;
- Fonds 316 :** Fonds d’amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 317 :** Fonds d’amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 318 :** Fonds d’amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 326 :** Fonds d’assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;
- Fonds 328 :** Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 329 :** Fonds d’assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;
- Fonds 330 :** Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail;
- Fonds 331 :** Régime de retraite des employés du Réseau de Transport de la Capitale administré par le Comité de retraite (constitué le 1^{er} janvier 2017);
- Fonds 332 :** Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l’Office de la protection du consommateur;
- Fonds 333 :** Fonds d’indemnisation des clients des agents de voyages administré par l’Office de la protection du consommateur;
- Fonds 335 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d’urgence – Fonds 2020 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 336 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d’urgence – Fonds 2030 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 337 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d’urgence – Fonds 2040 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 338 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d’urgence – Fonds 2050 administré par le Comité de retraite;
- Fonds 339 :** Fonds d’indemnisation des services financiers administré par l’Autorité des marchés financiers;
- Fonds 340 :** Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne administrés par le Comité de retraite conjoint des Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne;
- Fonds 342 :** Régime de retraite de l’Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l’Université du Québec;
- Fonds 343 :** Fonds d’assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l’assurance parentale (inactif depuis le 1^{er} juin 2017);
- Fonds 344 :** Réserve administré par la Financière agricole du Québec;
- Fonds 347 :** Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par le Comité de placement;
- Fonds 351 :** Fonds des générations administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 353 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par Retraite Québec;
- Fonds 354 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse employeurs administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 361 :** Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 362 :** Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par le Secrétariat du Conseil du trésor;
- Fonds 363 :** Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité de retraite;
- Fonds 367 :** Fonds d’information sur le territoire administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 368 :** Fonds pour l’éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l’Autorité des marchés financiers;
- Fonds 369 :** Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 371 :** Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec;
- Fonds 372 :** Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite;
- Fonds 373 :** Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par Retraite Québec;
- Fonds 374 :** Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte;
- Fonds 376 :** Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke;
- Fonds 378 :** Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par Retraite Québec;
- Fonds 383 :** Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke administré par le Comité de retraite;
- Fonds 384 :** Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 385 :** Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 386 :** Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 387 :** Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 388 :** Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 389 :** Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec administré par le Bureau de la retraite;
- Fonds 393 :** Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique administré par le Comité de retraite;
- Fonds 395 :** Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités administré par Retraite Québec.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse sont :

- Valeurs à court terme (740);
- Taux (765);
- Crédit (766);
- Obligations à long terme (764);
- Obligations à rendement réel (762);
- Infrastructures (782);
- Immeubles (710);
- Marchés boursiers (737);
- Placements privés (780);
- Répartition de l'actif (771);
- Stratégies actives de superposition (773).

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'elles ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés, à l'exception des éléments se rapportant à l'adoption de l'IFRS 9.

ADOPTION DES NOUVELLES NORMES IFRS

L'IASB a publié en juillet 2014 la version finale de l'IFRS 9 – *Instruments financiers* qui remplace la norme IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. À compter du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, la Caisse a appliqué l'IFRS 9 de façon rétrospective sans retraitement de l'information comparative pour les instruments financiers comptabilisés, tel que permis par la norme.

Selon l'IAS 39, tous les instruments financiers de la Caisse étaient désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) et mesurés à la juste valeur, à l'exception des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert qui étaient obligatoirement classés comme détenus à des fins de transaction et mesurés à la juste valeur.

L'adoption de l'IFRS 9 donne lieu aux incidences suivantes :

- La gestion des actifs et des passifs financiers de la Caisse est effectuée et leur performance évaluée sur la base d'un modèle à la juste valeur. Conséquemment, à compter de la date d'adoption de l'IFRS 9, tous les actifs financiers de la Caisse sont obligatoirement classés à la JVBRN et mesurés à la juste valeur. Les passifs financiers de la Caisse conservent leur désignation à la JVBRN et sont mesurés à la juste valeur, alors que les instruments financiers dérivés et les titres vendus à découvert demeurent obligatoirement classés à la JVBRN et sont mesurés à la juste valeur. L'évaluation à la JVBRN des actifs et des passifs financiers de la Caisse reste donc inchangée à la suite de l'adoption de l'IFRS 9;
- Lorsque la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à la JVBRN est attribuable à la variation du risque de crédit propre de la Caisse, celle-ci est présentée distinctement aux états consolidés du résultat global à moins que cette présentation crée ou accroisse une non-concordance comptable, le cas échéant;
- Selon l'IAS 39, la comptabilisation des revenus et des dépenses d'intérêt était effectuée selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui incluait l'amortissement de la prime ou de l'escompte. À la suite de l'adoption de l'IFRS 9, les revenus et les dépenses d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode du taux coupon prescrit qui exclut l'amortissement de la prime ou de l'escompte. Ce changement de méthode n'a aucune incidence sur les soldes d'ouverture des états financiers consolidés.

Aucune autre incidence n'a eu lieu à la suite de l'adoption de l'IFRS 9.

PRÉSENTATION ET BASE D'ÉVALUATION

La Caisse évalue à la JVBRN l'ensemble de ses instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

Les états consolidés de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les présents états financiers consolidés de la Caisse ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration le 19 février 2019.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Caisse sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

CONVERSION DE DEVISES

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sur les placements et les passifs relatifs aux placements à la juste valeur et les autres actifs et passifs financiers monétaires sont présentés aux états consolidés du résultat global à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur ».

RECOURS AU JUGEMENT ET À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Caisse selon les IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des principales méthodes comptables décrites dans les sections suivantes et sur les montants présentés aux états consolidés de la situation financière et aux états consolidés du résultat global.

JUGEMENT

Qualification à titre d'entité d'investissement

Le recours au jugement s'effectue principalement au niveau de la qualification de la Caisse à titre d'entité d'investissement. La Caisse satisfait aux trois critères obligatoires de la définition d'IFRS 10, soit : 1) Obtenir des fonds d'un ou de plusieurs déposants; 2) Déclarer à ses déposants que sa mission est d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement et 3) Évaluer et mesurer la performance de ses investissements sur la base de la juste valeur.

De plus, selon l'IFRS 10, quatre caractéristiques typiques sont suggérées dans le cadre d'une analyse de la qualification d'une entité à titre d'entité d'investissement, soit : 1) Détenir plus d'un investissement; 2) Avoir plusieurs déposants; 3) Avoir des investisseurs qui ne sont pas des parties liées et 4) Détenir des droits de propriété sous forme de titres de capitaux propres ou d'intérêts similaires. La Caisse ne satisfait pas à la troisième caractéristique typique d'une entité d'investissement en raison du fait que la Caisse et les déposants sont liés. Cependant, la Caisse se qualifie tout de même à titre d'entité d'investissement. En effet, la direction est d'avis que le fait d'avoir des déposants liés à l'entité d'investissement ne compromet pas la mission de la Caisse de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement pour ses déposants.

Présentation de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

La direction doit porter un jugement quant à l'importance de chaque donnée d'entrée dans l'établissement de la classification du niveau hiérarchique, tel que décrit à la note 7.

Intérêts détenus dans des entités

La direction doit porter un jugement afin de déterminer si la Caisse exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur certaines entités, tel que décrit à la note 17, ainsi que sur la détention d'intérêts dans des entités structurées. Le jugement sur la relation entre la Caisse et toute entité dans laquelle la Caisse investit est effectué au moment de l'investissement initial et doit être réévalué lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs éléments ont changé.

La Caisse détient des intérêts dans une entité structurée, lorsque les droits de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité.

La Caisse contrôle une filiale, incluant une entité structurée, seulement si les critères d'IFRS 10 sont réunis, soit : 1) Elle détient le pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes de l'entité; 2) Elle est exposée ou a le droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité et 3) Elle a la capacité d'exercer le pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements. Lorsque la direction évalue le pouvoir décisionnel, plusieurs facteurs sont pris en compte, dont l'existence et l'effet de droits de vote actuels et potentiels détenus par la Caisse qui sont exerçables, la détention d'instruments convertibles en actions donnant des droits de vote, l'existence d'accords contractuels permettant de diriger les activités pertinentes de l'entité ainsi que d'autres circonstances ayant une incidence sur la prise de décision.

La Caisse exerce une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité. La Caisse est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient 20 % ou plus des droits de vote d'une entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur celle-ci. La Caisse exerce un contrôle conjoint sur une entreprise lorsqu'il y a une entente contractuelle ou implicite nécessitant le consentement unanime des parties partageant le contrôle des activités pertinentes et lorsque ces parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales estimations et hypothèses, présentées à la note 7, ont trait à l'évaluation de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements classés de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. Les valeurs réelles peuvent différer des valeurs estimées.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Caisse comprennent la trésorerie, les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les placements, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les autres passifs financiers, les passifs relatifs aux placements et l'actif net attribuable aux déposants.

CLASSIFICATION ET MESURE

Les instruments financiers sont catégorisés selon leur nature et leurs caractéristiques. Le classement est déterminé au moment de la comptabilisation initiale qui correspond à la date à laquelle la Caisse est assujettie aux dispositions contractuelles de l'instrument. La gestion des actifs et des passifs financiers de la Caisse est effectuée et leur performance évaluée sur la base d'un modèle à la juste valeur. Conséquemment, tous les actifs financiers de la Caisse sont obligatoirement classés à la JVBRN et les passifs financiers de la Caisse sont désignés à la JVBRN. Les instruments financiers dérivés et les titres vendus à découvert sont obligatoirement classés à la JVBRN.

Les engagements de créances d'entreprises sont classés à la JVBRN lorsqu'un des critères suivants est respecté, soit : 1) les engagements sont désignés comme étant des passifs financiers à la JVBRN ou la Caisse a pour pratique de vendre les prêts résultant de ses engagements ou 2) les engagements de créances d'entreprises peuvent faire l'objet d'un règlement net en trésorerie.

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à la juste valeur. Toutes les variations de la juste valeur des instruments financiers sont présentées à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global. Lorsque la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à la JVBRN est attribuable aux variations du risque de crédit propre de la Caisse, celle-ci est présentée distinctement aux états consolidés du résultat global à moins que cette présentation crée ou accroisse une non-concordance comptable, le cas échéant. Les revenus et les dépenses sont présentés à la rubrique « Revenu net de placement » aux états consolidés du résultat global.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est établie pour chaque instrument financier, qui peut représenter un élément autonome d'actif ou de passif, par exemple une action ou une obligation, ou un groupe d'actifs et de passifs, par exemple une participation dans une filiale ou une entreprise associée. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur d'un instrument financier est établie selon la hiérarchie de la juste valeur, décrite à la note 7.

La Caisse utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Les techniques d'évaluation sont appliquées de façon constante. Les informations relatives à la juste valeur sont présentées à la note 7.

Trésorerie

La trésorerie représente les liquidités déposées auprès d'institutions financières reconnues et porte intérêt aux taux du marché.

Placements

Les placements comprennent les équivalents de trésorerie, les titres à revenu fixe, les titres à revenu variable, les participations dans des filiales non consolidées ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les équivalents de trésorerie comprennent des titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces titres répondent à la définition d'équivalents de trésorerie puisqu'ils sont utilisés à des fins de gestion de la trésorerie, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de variations de la juste valeur et leur échéance initiale est de trois mois et moins. Ces instruments financiers portent intérêt aux taux du marché.

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les créances d'entreprises et les obligations. Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction à l'exception des achats et des ventes des créances d'entreprises, qui sont constatés à la date de règlement.

Les titres à revenu variable comprennent les actions et les valeurs convertibles de sociétés cotées, de sociétés fermées qui incluent des fonds de placement, des fonds de placement privés et d'infrastructures, ainsi que des fonds de couverture. Les achats et les ventes d'actions et de valeurs convertibles et de fonds de couverture sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de fonds de placement privés et d'infrastructures sont constatés à la date de règlement.

Les participations dans des filiales non consolidées représentent l'investissement de la Caisse dans des entités contrôlées qui ne sont pas consolidées conformément à l'IFRS 10. L'investissement de la Caisse dans ces entités peut être fait sous forme d'instruments de capitaux propres ou sous forme d'instruments d'emprunts.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Passifs relatifs aux placements

Les passifs relatifs aux placements comprennent les titres vendus en vertu de conventions de rachat, les titres vendus à découvert, les billets de trésorerie à payer, les emprunts à payer, les billets à terme à payer ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres vendus à découvert représentent les engagements de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. La Caisse peut vendre à découvert des actions ainsi que des obligations.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique « Passifs relatifs aux placements » aux états consolidés de la situation financière.

Opérations en voie de règlement

Les transactions effectuées avec des contreparties pour la vente ou l'achat de titres qui n'ont pas encore été réglées à la date de clôture sont comptabilisées respectivement aux rubriques « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » aux états consolidés de la situation financière.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Caisse décomptabilise des actifs financiers lorsque tous les droits contractuels de ces actifs arrivent à échéance ou lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont été transférés et lorsqu'elle a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif financier de sorte qu'elle ne conserve pas le contrôle de cet actif. Lorsque la Caisse considère qu'elle conserve la quasi-totalité des risques et avantages lors du transfert d'un actif financier, celui-ci n'est pas décomptabilisé des états consolidés de la situation financière et, s'il y a lieu, un passif financier correspondant est comptabilisé. Les actifs financiers transférés, mais non décomptabilisés sont présentés à la note 14. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation s'y rattachant est éteinte, annulée ou échue.

Titres achetés en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations d'achat et de vente de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à revendre ou à racheter auprès de la contrepartie à une date ultérieure.

Les titres achetés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants déboursés sous forme de trésorerie sont décomptabilisés et un actif correspondant est comptabilisé dans les placements sous la catégorie « Titres achetés en vertu de conventions de revente ».

Les titres vendus ne sont pas décomptabilisés des états consolidés de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants reçus sous forme de trésorerie sont comptabilisés et un passif correspondant est comptabilisé dans les passifs relatifs aux placements sous la catégorie « Titres vendus en vertu de conventions de rachat ».

Prêts et emprunts de titres

La Caisse conclut des opérations de prêts et d'emprunts de titres sur les placements en actions. Ces opérations sont généralement garanties par des titres reçus des contreparties ou donnés par la Caisse, respectivement. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés et les titres empruntés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la Caisse ou la contrepartie conserve respectivement les risques et avantages liés à ces titres. Les revenus et les dépenses résultant des opérations de prêts et d'emprunts de titres sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants se compose des dépôts à vue, des dépôts à terme, des distributions à verser aux déposants ainsi que des dépôts à participation.

Dépôts à vue et dépôts à terme

Les dépôts à vue portent intérêt à taux variable et sont remboursables à vue. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe ou à taux variable et sont remboursables à l'échéance. Les dépôts à vue et les dépôts à terme représentent des créances de la Caisse à l'égard des déposants conformément au *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse* (Règlement).

Distributions à verser aux déposants

Conformément au Règlement, les distributions à verser aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers qui sont comptabilisés à la clôture de chaque mois et qui sont versés au compte de dépôts à vue des déposants au début du mois suivant. Les distributions peuvent également s'effectuer par l'émission d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation pour chacun des fonds particuliers. Chaque unité de participation confère à son détenteur une participation dans l'actif net du fonds. La valeur de l'actif net par unité est établie en divisant l'actif net du fonds particulier par le nombre d'unités en circulation. Les déposants peuvent acheter ou annuler des unités de dépôts à participation à cette valeur au début de chaque mois. L'écart entre le produit d'annulation et la valeur comptable à l'émission est récupéré au compte de dépôts à vue du déposant. De plus, les unités de dépôts à participation confèrent à leur détenteur le droit de recevoir des distributions. Les unités de dépôts à participation sont des instruments financiers définis comme l'avoir des déposants conformément au Règlement et ces unités sont subordonnées à toutes les autres catégories de passifs financiers.

REVENU NET

REVENUS ET DÉPENSES DE DIVIDENDES ET D'INTÉRÊTS

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les distributions de fonds sont comptabilisées à titre de revenus à la date de règlement. Les dépenses de dividendes provenant des actions vendues à découvert sont comptabilisées lorsque les actionnaires obtiennent le droit au dividende. Les revenus et les dépenses de dividendes sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés selon la méthode du taux coupon prescrit. Les revenus d'intérêts incluent la différence entre le prix d'achat et le prix de revente dans le cas des titres achetés en vertu de conventions de revente. Les revenus et les dépenses d'intérêts sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer les titres appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion liés à la performance des gestionnaires externes sont comptabilisés respectivement aux rubriques « Dépenses de placement » et « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global.

IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu de la loi fédérale et des lois provinciales de l'impôt sur le revenu, la Caisse est exonérée d'impôt au Canada. Les revenus de sociétés étrangères sont sujets à des retenues d'impôt dans certains pays. Les retenues d'impôt sont incluses à la rubrique « Revenu net de placement » aux états consolidés du résultat global.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des placements de la Caisse et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

Les gains et les pertes réalisés sur les placements et les passifs relatifs aux placements représentent la différence entre la valeur du règlement et la valeur à la comptabilisation initiale et sont calculés selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les gains et les pertes réalisés sur les instruments financiers dérivés représentent les paiements et les encaissements. Les gains et les pertes non réalisés sur les instruments financiers incluent les variations nettes de la juste valeur de l'exercice ainsi que le renversement des gains et des pertes non réalisés des exercices précédents qui ont été réalisés au cours de l'exercice. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global.

Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition, à la vente ainsi qu'à l'émission d'un instrument financier sont présentés à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais boursiers ainsi que d'honoraires professionnels et juridiques liés aux activités d'investissement et de financement.

DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Conformément au Règlement, les distributions aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette de l'exercice provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers. Les distributions aux déposants sont comptabilisées à titre de charges financières et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

03

NOUVELLES NORMES IFRS

PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

IFRS 16 – Contrats de location : Date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019

L'IASB a publié en janvier 2016 une nouvelle norme, l'IFRS 16 – *Contrats de location*, qui remplacera la norme et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des contrats de location. L'IFRS 16 établit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Sous ce modèle, le preneur comptabilise la plupart des contrats de location aux états consolidés de la situation financière. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'adoption de cette norme aura comme incidence une augmentation des actifs et des passifs de l'ordre de 310 M\$ à la date d'entrée en vigueur.

Aucune autre nouvelle norme publiée ou amendée mais non encore entrée en vigueur au cours de l'exercice n'a d'incidence prévue sur les états financiers consolidés.

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

A) PLACEMENTS

Le tableau suivant présente la juste valeur des placements. La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	31 décembre 2018			31 décembre 2017		
	Canada	Étrangers	Juste valeur ²	Canada	Étrangers	Juste valeur ²
Placements						
Équivalents de trésorerie						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	360	–	360	–	–	–
Total des équivalents de trésorerie	360	–	360	–	–	–
Titres à revenu fixe						
Valeurs à court terme	116	106	222	118	158	276
Titres achetés en vertu de conventions de revente	4 540	3 735	8 275	4 583	5 705	10 288
Créances d'entreprises ¹	793	1 356	2 149	1 129	1 457	2 586
Obligations						
Gouvernements	33 840	9 299	43 139	49 490	6 058	55 548
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 940	393	6 333	5 996	440	6 436
Secteur corporatif ¹	9 944	9 042	18 986	11 786	5 384	17 170
Fonds d'obligations	–	1 552	1 552	–	1 551	1 551
Total des titres à revenu fixe	55 173	25 483	80 656	73 102	20 753	93 855
Titres à revenu variable						
Actions et valeurs convertibles						
Sociétés cotées	26 042	80 230	106 272	32 020	83 434	115 454
Sociétés fermées	3 600	13 498	17 098	3 332	11 863	15 195
Fonds de couverture	–	2 247	2 247	–	2 322	2 322
Total des titres à revenu variable	29 642	95 975	125 617	35 352	97 619	132 971
Participations dans des filiales non consolidées						
Placements de biens immobiliers	18 343	32 228	50 571	17 518	26 210	43 728
Placements de dettes immobilières	13 395	–	13 395	11 991	–	11 991
Placements privés	2 989	23 286	26 275	3 951	15 794	19 745
Placements d'infrastructures	2 991	16 586	19 577	1 138	10 301	11 439
Placements de titres à revenu fixe	4 019	11 924	15 943	3 405	6 696	10 101
Placements de fonds de couverture	108	5 501	5 609	109	3 889	3 998
Placements de marchés boursiers	1 041	1 753	2 794	937	1 582	2 519
Total des participations dans des filiales non consolidées	42 886	91 278	134 164	39 049	64 472	103 521
Instruments financiers dérivés (note 6)						
	28	1 179	1 207	3	700	703
Total des placements	128 089	213 915	342 004	147 506	183 544	331 050

1. Un montant de 1 410 M\$ au 31 décembre 2017 a été reclassé des obligations du secteur corporatif vers les créances d'entreprises.

2. Le coût d'acquisition total des placements s'élève à 289 453 M\$ au 31 décembre 2018 (275 870 M\$ au 31 décembre 2017).

ACTIONS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

La Caisse possède la qualification d'Investisseur Institutionnel Étranger Qualifié et a obtenu un quota d'investissement afin d'accéder aux marchés de capitaux chinois. Bien que la Caisse ait une stratégie d'investissement à long terme, des conditions doivent être satisfaites auprès des autorités réglementaires dans l'éventualité d'un rapatriement du capital investi. Au 31 décembre 2018, la juste valeur des titres investis en Chine s'élève à 1 629 M\$ (2 466 M\$ au 31 décembre 2017).

PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

B) PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

Le tableau suivant présente la juste valeur des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs financiers non dérivés est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument :

	31 décembre 2018			31 décembre 2017		
	Canada	Étrangers	Juste valeur ¹	Canada	Étrangers	Juste valeur ¹
Passifs relatifs aux placements						
Passifs financiers non dérivés						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	9 856	2 683	12 539	12 430	3 542	15 972
Titres vendus à découvert						
Actions	91	433	524	384	224	608
Obligations	3 976	3 302	7 278	291	4 197	4 488
Billets de trésorerie à payer	5 921	–	5 921	4 556	–	4 556
Emprunts à payer	128	162	290	129	235	364
Billets à terme à payer	9 598	–	9 598	9 198	–	9 198
Total des passifs financiers non dérivés	29 570	6 580	36 150	26 988	8 198	35 186
Instruments financiers dérivés (note 6)	35	2 022	2 057	36	623	659
Total des passifs relatifs aux placements	29 605	8 602	38 207	27 024	8 821	35 845

1. Le coût d'acquisition total des passifs relatifs aux placements s'élevé à 33 493 M\$ au 31 décembre 2018 (33 443 M\$ au 31 décembre 2017).

05

RÉPARTITION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés de la Caisse :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	867	1 892
Taux	32 985	40 065
Crédit	56 378	50 645
Obligations à long terme	2 863	2 935
Obligations à rendement réel	1 192	1 187
	94 285	96 724
Actifs réels		
Infrastructures	22 741	16 177
Immeubles	38 225	34 260
	60 966	50 437
Actions		
Marchés boursiers	108 301	112 179
Placements privés	42 927	37 332
	151 228	149 511
Autres		
Répartition de l'actif	1 611	1 356
Stratégies actives de superposition	586	563
	2 197	1 919
Activités personnalisées des fonds particuliers ¹ et activités de trésorerie	835	(79)
Actif net attribuable aux déposants	309 511	298 512

1. Les activités personnalisées constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

06

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier) ou une marchandise (métal précieux, denrée ou pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation. La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats à terme sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Les contrats à terme normalisés ont des modalités fixées par un marché réglementé.

Les options sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un sous-jacent, d'un indice ou d'une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date ultérieure déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Les trocs sont des dérivés négociés sur des marchés hors cote par lesquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, des dates de versement et une durée.

Les bons de souscription sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, permettant l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la Caisse :

	31 décembre 2018			31 décembre 2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés réglementés						
Dérivés de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	-	-	120 930	-	-	119 618
Dérivés sur actions						
Contrats à terme normalisés	-	-	24 394	-	-	22 909
Options	61	29	1 080	58	11	6 079
Bons de souscription	1	-	15	3	-	10
Dérivés de produits de base						
Contrats à terme normalisés	3	1	845	1	1	1 034
Options	-	-	-	1	-	27
Total des marchés réglementés	65	30	147 264	63	12	149 677
Marchés hors cote						
Dérivés de taux d'intérêt						
Trocs	65	3	1 860	95	-	1 606
Trocs réglés sur une chambre de compensation	-	-	115 320	-	-	49 951
Contrats à terme de gré à gré	28	4	4 376	-	6	1 497
Options	152	5	2 807	2	-	18 794
Dérivés de change						
Trocs	-	107	1 695	5	38	662
Contrats à terme de gré à gré	333	1 332	59 226	288	329	41 189
Options	164	72	18 361	21	43	5 928
Dérivés de défaillance de crédit						
Trocs réglés sur une chambre de compensation	-	-	18 805	-	-	11 642
Dérivés sur actions						
Trocs	311	389	14 149	197	213	15 420
Options	89	115	7 630	32	18	4 301
Bons de souscription	-	-	3	-	-	9
Total des marchés hors cote	1 142	2 027	244 232	640	647	150 999
Total des instruments financiers dérivés	1 207	2 057	391 496	703	659	300 676

A) POLITIQUES, DIRECTIVES, PROTOCOLES ET PROCÉDURES ENTOURANT L'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les procédures d'évaluation de la Caisse sont encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements de la Caisse* qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par la directive d'évaluation des investissements privés et les protocoles d'évaluation qui prévoient le processus et la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement à la Caisse. La politique et la directive dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de compte. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve la conformité avec la politique et les justes valeurs chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande les justes valeurs au comité de vérification. Pour les évaluations des investissements privés, constitués des placements privés et d'infrastructures ainsi que de financement spécialisé, la politique prévoit, sur une période de trois ans, une revue externe de la quasi-totalité de la juste valeur de ces investissements. Une revue externe inclut entre autres une évaluation par des évaluateurs indépendants, une observation de transactions comparables sur le marché ou une évaluation d'un partenaire.

La politique comprend également les directives à suivre en matière d'utilisation des prix de sources externes tels que les cotes de courtiers et les valeurs de l'actif net fournies par les commandités ou les administrateurs externes des fonds.

Lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation, supporté par l'équipe d'évaluation, s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse procède à des tests de contrôle *a posteriori*, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables incluant les valeurs de sociétés cotées comparables ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

B) TECHNIQUES D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les descriptions suivantes présentent les principales techniques d'évaluation des instruments financiers de la Caisse :

VALEURS À COURT TERME, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE, TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT, EMPRUNTS À PAYER ET BILLETS À PAYER

La juste valeur de ces actifs et passifs financiers est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux monétaires qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

CRÉANCES D'ENTREPRISES

La juste valeur des créances d'entreprises est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux monétaires qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation. La Caisse peut aussi avoir recours à des prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires.

OBLIGATIONS

La juste valeur des obligations, à l'exception des fonds d'obligations, est établie selon les prix publiés sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie soit à l'aide d'une technique d'actualisation des flux monétaires ou selon des cotes de courtiers. L'évaluation selon l'actualisation des flux monétaires s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

ACTIONS ET VALEURS CONVERTIBLES**Sociétés cotées**

La juste valeur des actions et des valeurs convertibles de sociétés cotées est établie en fonction des prix de fermeture observés sur les principales Bourses, lesquelles représentent le marché actif.

La juste valeur d'une participation dans une filiale ou une entreprise associée dont les titres sont cotés est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise qui repose sur des données d'entrée observables et non observables.

Sociétés fermées

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements privés, à l'exception des fonds de placement privés, est établie principalement selon la méthode de marché, qui comprend les techniques des multiples de sociétés comparables et les multiples de transactions comparables. La Caisse détermine les sociétés comparables selon l'industrie, la taille, la situation financière et les stratégies et sélectionne un multiple approprié pour chacune des sociétés comparables identifiées. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et d'autres multiples.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements d'infrastructures, à l'exception des fonds de placement d'infrastructures, est établie principalement selon une actualisation des flux monétaires et corroborée par la méthode de marché. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement ainsi que les flux monétaires futurs.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de placements privés et de placements d'infrastructures.

FONDS

La juste valeur des fonds d'obligations, des fonds de couverture, des fonds de placement, des fonds de placement privés et d'infrastructures est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur ou par le commandité, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur ou le commandité du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. De plus, la juste valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des acquisitions et des dispositions d'unités de fonds effectuées entre la date des états financiers du fonds et la date d'évaluation lorsqu'il y a présence de titres de sociétés cotées où le prix de fermeture est ajusté de la cote boursière des sous-jacents ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement.

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

La juste valeur des participations dans les différentes filiales non consolidées de la Caisse est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise.

Placements de biens immobiliers

La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés comparables qui s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur est établie annuellement par une firme externe indépendante. La valeur d'entreprise attribuée aux instruments de capitaux propres reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par ces filiales, qui incluent les immeubles de placement, les autres placements immobiliers qui comprennent principalement des fonds immobiliers et des participations dans des sociétés, les passifs associés aux immeubles de placement ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de ces filiales.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux monétaires, qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des immeubles de placement, évaluée selon leur utilisation optimale, est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur deux méthodologies reconnues, soit l'actualisation des flux monétaires et la capitalisation des revenus. Ces techniques s'appuient sur des données d'entrée observables et non observables telles que les conditions liées aux baux, les frais d'exploitation, la valeur résiduelle ainsi que les taux de rendement, les taux d'actualisation et les taux de capitalisation. Les valeurs observées lors de transactions comparables servent à déterminer l'intervalle de juste valeur représentatif et permettent de supporter la juste valeur établie.

La juste valeur des autres placements immobiliers est établie en fonction des caractéristiques propres à ces actifs dont la valeur est établie selon l'actif net, qui peut être fourni par un administrateur ou disponible dans un état financier publié. La valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des facteurs externes ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement.

La juste valeur des passifs financiers associés aux immeubles de placement est établie selon l'actualisation des flux monétaires. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

Placements de dettes immobilières

La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement des prêts hypothécaires commerciaux. La juste valeur des participations sous forme d'instruments de capitaux propres dans ces filiales correspond à l'actif net des états financiers audités.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans ces filiales est établie selon une actualisation des flux monétaires. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux monétaires qui sont divisés en catégories de risques, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues annuellement par une firme externe indépendante.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Placements privés, d'infrastructures, de titres à revenu fixe, de fonds de couverture et de marchés boursiers

La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui inclut des obligations, des créances d'entreprises, des actions de sociétés fermées et de sociétés cotées ainsi que des fonds dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment.

La juste valeur des participations dans des activités de financement spécialisé incluses dans les placements de titres à revenu fixe est établie selon une actualisation des flux monétaires. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de ces actifs financiers.

TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

La juste valeur des obligations et des actions vendues à découvert est établie à l'aide de la juste valeur du titre qui est vendu à découvert. Les techniques d'évaluation de ces titres ont été décrites précédemment.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote qui sont réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales Bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les autres instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux monétaires ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Dépôts à vue

La juste valeur des dépôts à vue est établie selon leur valeur nominale étant donné qu'ils sont remboursables en tout temps au gré de l'émetteur sans pénalité.

Dépôts à terme et distributions à verser aux déposants

La juste valeur des dépôts à terme et des distributions à verser aux déposants est établie à l'aide d'une actualisation des flux monétaires. Cette technique d'évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

Dépôts à participation

La juste valeur des dépôts à participation des déposants découle de l'évaluation de tous les actifs et les passifs financiers détenus par la Caisse.

C) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers à la JVBRN de la Caisse sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	31 décembre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	4 587	–	4 587
Avances à des déposants	–	903	–	903
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 352	–	1 352
Placements				
Équivalents de trésorerie	–	360	–	360
Valeurs à court terme	–	222	–	222
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	8 275	–	8 275
Créances d'entreprises	–	76	2 073	2 149
Obligations	–	69 288	722	70 010
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	105 631	641	–	106 272
Sociétés fermées	–	1 138	15 960	17 098
Fonds de couverture	–	1 947	300	2 247
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	12 254	38 317	50 571
Placements de dettes immobilières	–	10 613	2 782	13 395
Placements privés	–	–	26 275	26 275
Placements d'infrastructures	–	–	19 577	19 577
Placements de titres à revenu fixe	–	7 174	8 769	15 943
Placements de fonds de couverture	–	5 609	–	5 609
Placements de marchés boursiers	–	1 041	1 753	2 794
Instruments financiers dérivés	65	1 142	–	1 207
	105 696	126 622	116 528	348 846
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 113	–	1 113
Autres passifs financiers	–	1 172	–	1 172
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	12 539	–	12 539
Titres vendus à découvert	516	7 278	8	7 802
Billets de trésorerie à payer	–	5 921	–	5 921
Emprunts à payer	–	290	–	290
Billets à terme à payer	–	9 598	–	9 598
Instruments financiers dérivés	30	2 007	20	2 057
	546	39 918	28	40 492
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	712	–	712
Dépôts à terme	–	6	–	6
Distributions à verser aux déposants	–	2 506	–	2 506
Dépôts à participation	–	306 287	–	306 287
	–	309 511	–	309 511

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 237 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2, 62 M\$ depuis le niveau 1 vers le niveau 3, 306 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1, 645 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ainsi que 1 077 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2017

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 447	–	2 447
Avances à des déposants	–	1 056	–	1 056
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 395	–	1 395
Placements				
Valeurs à court terme	–	276	–	276
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	10 288	–	10 288
Créances d'entreprises	–	572	2 014	2 586
Obligations	–	80 562	143	80 705
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	114 643	811	–	115 454
Sociétés fermées	–	279	14 916	15 195
Fonds de couverture	–	1 920	402	2 322
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 327	34 401	43 728
Placements de dettes immobilières	–	9 649	2 342	11 991
Placements privés	–	169	19 576	19 745
Placements d'infrastructures	–	–	11 439	11 439
Placements de titres à revenu fixe	–	5 535	4 566	10 101
Placements de fonds de couverture	–	3 998	–	3 998
Placements de marchés boursiers	–	937	1 582	2 519
Instruments financiers dérivés	59	642	2	703
	114 702	129 863	91 383	335 948
Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 102	–	2 102
Autres passifs financiers	–	691	–	691
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	15 972	–	15 972
Titres vendus à découvert	602	4 488	6	5 096
Billets de trésorerie à payer	–	4 556	–	4 556
Emprunts à payer	–	364	–	364
Billets à terme à payer	–	9 198	–	9 198
Instruments financiers dérivés	12	617	30	659
	614	37 988	36	38 638
Actif net attribuable aux déposants				
Dépôts à vue	–	88	–	88
Dépôts à terme	–	6	–	6
Distributions à verser aux déposants	–	1 975	–	1 975
Dépôts à participation	–	296 443	–	296 443
	–	298 512	–	298 512

TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 217 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2, 12 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1, 2 130 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ainsi que 395 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

D) NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture au 31 décembre 2018 et 2017 se détaillent comme suit :

								2018
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ²
Créances d'entreprises	2 014	(53)	638	(209)	(317)	–	2 073	(54)
Obligations	143	45	–	–	(16)	550	722	38
Actions et valeurs convertibles	15 318	1 804	3 284	(3 359)	–	(787)	16 260	1 218
Participation dans des filiales non consolidées	73 906	7 554	20 399	(4 253)	–	(133)	97 473	7 436
Instruments financiers dérivés ¹	(28)	(2)	–	(1)	11	–	(20)	(1)
Titres vendus à découvert	(6)	(2)	–	–	–	–	(8)	(2)

								2017
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global ²	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice ²
Créances d'entreprises	1 256	(13)	581	(24)	(101)	315	2 014	(11)
Obligations	127	(3)	59	(38)	(10)	8	143	(3)
BTAA	3 970	9	–	–	(3 979)	–	–	–
Actions et valeurs convertibles	13 616	683	4 347	(2 933)	–	(395)	15 318	954
Participation dans des filiales non consolidées	59 995	3 748	15 011	(6 653)	–	1 805	73 906	3 884
Instruments financiers dérivés ¹	(72)	(2)	–	(2)	46	2	(28)	(1)
Titres vendus à découvert	(9)	1	2	–	–	–	(6)	2

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global.

E) NIVEAU 3 : ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR SELON DES HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données d'entrée non observables ou sur des données d'entrée observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de la juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Pour une date de mesure donnée, il est possible que d'autres intervenants du marché puissent évaluer un même instrument financier à une juste valeur différente. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces intervenants du marché pourraient tout de même satisfaire à la définition de la juste valeur. Le fait que différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement, les estimations et les hypothèses appliquées ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur de ces instruments financiers.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 7f ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

				31 décembre 2018
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Créances d'entreprises	1 861	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	1,2 % à 11,1 % (3,9 %)
			Taux d'actualisation	7,5 % à 9,3 % (7,8 %)
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	5 191	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,8 à 16,5 (11,4)
Placements d'infrastructures	3 642	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 10,3 % (9,7 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	38 317	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,06
		Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,8 % à 13,3 % (6,4 %)
			Écarts de crédit	0,0 % à 12,0 % (1,6 %)
		Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	4,1 % à 12,6 % (5,3 %)
		Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 % à 17,5 % (5,1 %)
Placements privés	4 263	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	8,5 à 13,0 (12,2)
Placements d'infrastructures	10 682	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,2 % à 13,0 % (9,0 %)
Placements de titres à revenu fixe	6 525	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,4 %
			Écarts de crédit	0,9 % à 9,4 % (4,6 %)
	70 481			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	46 019	Transactions récentes ²	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers ³	s.o.	s.o.
		Actif net ³	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	116 500			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
2. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
3. Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2017

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Créances d'entreprises	1 488	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit Taux d'actualisation	1,1 % à 2,5 % (2,0 %) 8,0 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	3 258	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,5 à 11,5 (9,6)
Placements d'infrastructures	3 318	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 11,9 % (10,5 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	34 401	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,06
		Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,8 % à 13,3 % (6,4 %)
			Écarts de crédit	0,0 % à 10,5 % (1,7 %)
		Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	4,1 % à 11,6 % (5,3 %)
		Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 %
Placements privés	7 353	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,5 à 13,0 (11,0)
Placements d'infrastructures	10 620	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,8 % à 12,5 % (8,8 %)
		Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	10,8
Placements de titres à revenu fixe	3 404	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	1,0 % à 9,2 % (4,5 %)
	63 842			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers ¹	27 505	Transactions récentes ²	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers ³	s.o.	s.o.
		Actif net ³	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	91 347			

s.o. : sans objet

- La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.
- Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.
- Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

F) ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 7e. La Caisse a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Ainsi, le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	4 691	(4 348)	4 153	(3 871)

Au 31 décembre 2018, l'analyse de sensibilité de la juste valeur présentée ci-haut comprend une augmentation de la juste valeur de 2 800 M\$ (2 445 M\$ au 31 décembre 2017) et une diminution de la juste valeur de 2 551 M\$ (2 236 M\$ au 31 décembre 2017) attribuables aux placements de biens immobiliers.

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation et des taux d'escompte entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA et des multiples du cours-valeur aux livres entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

08

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier doivent être compensés aux états consolidés de la situation financière lorsque la Caisse a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et qu'elle a l'intention de procéder à un règlement au net ou de réaliser l'actif financier et le passif financier simultanément avec la contrepartie. Le droit juridiquement exécutoire de compenser est effectif lorsque ce droit est exerçable dans le cours normal des affaires et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les montants à recevoir et à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés qui sont négociés sur les marchés hors cote conformément aux accords de l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA) font l'objet d'accords généraux de compensation qui ne satisfont pas aux critères de compensation aux états consolidés de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les titres achetés en vertu de conventions de revente et les titres vendus en vertu de conventions de rachat réglés sur une chambre de compensation satisfont aux critères de compensation. Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ainsi que ceux réglés sur des chambres de compensation par l'intermédiaire de courtiers satisfont également aux critères de compensation.

COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

Les tableaux suivants présentent l'information sur les actifs et les passifs financiers compensés et non compensés aux états consolidés de la situation financière faisant l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires :

31 décembre 2018

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ¹	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation	Montants de garanties reçues/données ²	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	4 587	–	4 587	(498)	–	4 089
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 859	(2 224)	8 635	(6 869)	(1 759)	7
Instruments financiers dérivés ³	1 257	(36)	1 221	(981)	(114)	126
	16 703	(2 260)	14 443	(8 348)	(1 873)	4 222
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 113	–	1 113	(933)	–	180
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	14 763	(2 224)	12 539	(6 434)	(6 102)	3
Instruments financiers dérivés ³	2 111	(36)	2 075	(981)	(1 016)	78
	17 987	(2 260)	15 727	(8 348)	(7 118)	261

31 décembre 2017

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ¹	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation	Montants de garanties reçues/données ²	Montants nets
Actifs financiers						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	2 447	–	2 447	(670)	–	1 777
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 288	–	10 288	(5 508)	(4 763)	17
Instruments financiers dérivés ³	753	(26)	727	(426)	(128)	173
	13 488	(26)	13 462	(6 604)	(4 891)	1 967
Passifs financiers						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	2 102	–	2 102	(1 458)	–	644
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	15 972	–	15 972	(4 720)	(11 246)	6
Instruments financiers dérivés ³	697	(26)	671	(426)	(212)	33
	18 771	(26)	18 745	(6 604)	(11 458)	683

1. Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.
2. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés aux notes 14 et 15.
3. Les montants à cette rubrique incluent des montants à recevoir et à payer relatifs à des instruments financiers dérivés présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

REVENU NET DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente les revenus et les dépenses de placement des instruments financiers à la JVBRN :

			2018		2017	
	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement
Activités de gestion de trésorerie	–	23	23	–	17	17
Activités provenant des placements						
Valeurs à court terme	–	4	4	–	15	15
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	144	144	–	43	43
Créances d'entreprises	–	152	152	–	183	183
Obligations	–	2 661	2 661	–	1 975	1 975
Actions et valeurs convertibles	3 655	–	3 655	4 226	7	4 233
Participations dans des filiales non consolidées	2 530	973	3 503	2 204	839	3 043
	6 185	3 957	10 142	6 430	3 079	9 509
Autres			80			67
Total des revenus de placement			10 222			9 576
Activités provenant des passifs relatifs aux placements						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(249)	(249)	–	(115)	(115)
Titres vendus à découvert	(14)	(87)	(101)	(17)	(48)	(65)
Activités de financement						
Billets de trésorerie à payer	–	(106)	(106)	–	(58)	(58)
Emprunts à payer	–	(3)	(3)	–	(2)	(2)
Billets à terme à payer	–	(369)	(369)	–	(356)	(356)
	(14)	(814)	(828)	(17)	(579)	(596)
Autres dépenses						
Frais de gestion externe			(58)			(54)
Total des dépenses de placement			(886)			(650)
Revenu net de placement			9 336			8 926

10

RÉSULTAT DE PLACEMENT AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets des instruments financiers à la JVB RN ainsi que les charges d'exploitation :

	2018		2017		Total
	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets ¹	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets ¹	
Activités de gestion de trésorerie	23	3	26	4	21
Activités provenant des placements					
Valeurs à court terme	4	14	18	(14)	1
Titres achetés en vertu de conventions de revente	144	214	358	(239)	(196)
Créances d'entreprises	152	13	165	(178)	5
Obligations	2 661	(172)	2 489	(390)	1 585
Actions et valeurs convertibles	3 655	(2 713)	942	12 982	17 215
Participations dans des filiales non consolidées	3 503	8 171	11 674	2 907	5 950
Instruments financiers dérivés nets	–	(462)	(462)	(5)	(5)
Autres	80	62	142	(55)	12
	10 222	5 130	15 352	9 576	24 588
Activités provenant des passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(249)	(283)	(532)	518	403
Titres vendus à découvert	(101)	(763)	(864)	200	135
Activités de financement					
Billets de trésorerie à payer	(106)	(416)	(522)	258	200
Emprunts à payer	(3)	(17)	(20)	11	9
Billets à terme à payer	(369)	(412)	(781)	378	22
Autres					
Frais de gestion externe	(58)	(37)	(95)	(32)	(86)
Coûts de transaction	–	(163)	(163)	(139)	(139)
	(886)	(2 091)	(2 977)	1 194	544
	9 336	3 039	12 375	8 926	25 132
Charges d'exploitation (note 11)			(585)		(536)
Résultat de placement avant distributions aux déposants			11 790		24 596

1. Les gains (pertes) nets comprennent 7 980 M\$ de gains nets réalisés et 4 941 M\$ de pertes nettes non réalisées pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (9 822 M\$ de gains nets réalisés et 6 384 M\$ de gains nets non réalisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).

11

CHARGES D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente les charges d'exploitation :

	2018	2017
Salaires et avantages sociaux	377	331
Services informatiques et professionnels	59	64
Entretien, matériel et amortissement	55	54
Services de données et abonnements	21	21
Loyers	18	18
Autres charges	37	32
	567	520
Frais de garde de valeurs	18	16
	585	536

12

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES DE LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La Caisse est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

La politique de gestion intégrée des risques est adoptée par le conseil d'administration de la Caisse. Cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favorisent la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. La politique de gestion intégrée des risques définit les risques de marché, de concentration, de crédit, de contrepartie liés aux instruments financiers dérivés et de liquidité de financement.

Plus particulièrement, cette politique vise à :

- Établir les principes directeurs guidant le cadre de gestion intégrée des risques de la Caisse et à promouvoir une saine culture de gestion des risques à tous les paliers de l'organisation;
- Énoncer le modèle de gestion des risques et la structure de gouvernance;
- Définir les rôles et responsabilités des intervenants;
- Établir l'encadrement des principaux risques auxquels la Caisse est exposée.

La gouvernance et la gestion des risques à la Caisse sont fondées sur les douze principes directeurs suivants :

- Un cadre de tolérance au risque;
- Les rôles du conseil d'administration et de la haute direction;
- Une approche client afin de répondre aux besoins de ses déposants;
- Une stratégie d'investissement à long terme;
- Une gestion des liquidités et du financement;
- Une connaissance approfondie des actifs et des marchés;
- Une indépendance des fonctions et la responsabilisation des différents intervenants;
- Une collaboration pour une gestion globale des risques;
- Une excellence opérationnelle;
- L'utilisation d'instruments financiers dérivés et la gestion du risque de contrepartie;
- Un encadrement pour les nouvelles activités d'investissement et les nouveaux instruments financiers;
- Un cadre d'investissement responsable.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Les paliers de contrôle ainsi que les responsables de la gouvernance de la gestion des risques sont les suivants :

1. Les groupes d'investissement sont les principaux responsables de la gestion des risques liés à leurs activités;
2. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés;
3. Le conseil d'administration et ses comités s'assurent de l'adoption d'un cadre de gestion et le groupe d'Audit interne s'assure de l'exécution et du respect du cadre de gestion de risques établi.

La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites de risque et des paliers d'autorisation qui s'appliquent à la Caisse globalement ainsi que des limites applicables aux activités transversales. De plus, la Caisse élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires des portefeuilles spécialisés. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration.

De plus, chaque groupe d'investissement doit adopter une stratégie d'investissement. La planification stratégique des investissements (PSI) vise à renforcer le processus décisionnel en visant une meilleure adéquation rendement-risque dans le choix des investissements. Elle établit les orientations futures, renforce les processus de collaboration et de partage de l'information requis pour faire des choix stratégiques en matière d'investissement et assure un meilleur arrimage entre les orientations et les stratégies. Le processus PSI est réalisé annuellement et comprend les étapes suivantes, soit : 1) Diagnostic et orientations stratégiques; 2) Plans stratégiques; 3) Révision et approbation et 4) Exécution et reddition de compte. Les plans d'investissement sont présentés au comité Investissement-Risques (CIR) pour approbation et sont communiqués au comité de direction ainsi qu'au conseil d'administration.

La Caisse est exposée à divers risques financiers et l'information détaillée à l'égard de ces risques est présentée dans les sections suivantes.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La Caisse utilise des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la Caisse sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans 5 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la Caisse.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille de la Caisse subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel de la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la Caisse;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la Caisse.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la Caisse sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la Caisse, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	31 décembre 2018			31 décembre 2017		
	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	13,7	13,8	0,99	13,4	13,6	0,99

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la Caisse utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la Caisse selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent le gain ou la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

La Caisse utilise une approche de gestion dynamique pour les principales devises de pays développés. La gestion dynamique vise à protéger certains portefeuilles spécialisés lorsque le dollar canadien semble fortement sous-évalué ou surévalué par rapport à sa valeur d'équilibre selon des modèles de valorisation. La couverture dynamique devrait donc être peu fréquente mais la durée de couverture, étant imprévisible, pourrait grandement varier et s'étendre de quelques semaines à plusieurs mois. Certains portefeuilles spécialisés peuvent donc être couverts en partie contre le risque de change.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, la Caisse utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux devises. De plus, la gestion du risque de change peut s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la Caisse. L'exposition nette de la Caisse aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	31 décembre 2018 %	31 décembre 2017 %
Dollar canadien	45	51
Dollar américain	27	23
Euro	7	7
Livre sterling	4	3
Yen	2	2
Dollar australien	1	2
Autres	14	12
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

RISQUE DE CONCENTRATION

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est établie à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements canadien et américain ou par leurs agences qui bénéficient d'une garantie explicite, par une province ou un territoire canadiens, leurs ministères ou organismes mandataires et par les émetteurs souverains dont la notation de crédit est AAA, lesquels ne font pas partie d'une limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du CIR ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	%	%
Canada	36	42
États-Unis	30	28
Europe	14	13
Marchés en croissance	14	11
Autres	6	6
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	%	%
Secteur d'activité		
Immobilier	19	18
Finance	9	10
Industrie	12	9
Consommation discrétionnaire	5	7
Technologies de l'information	6	6
Énergie	5	5
Biens de consommation de base	5	5
Services aux collectivités	6	4
Dettes immobilières	4	4
Santé	5	4
Matériaux	2	3
Télécommunications	4	2
Autres	3	3
Secteur gouvernemental		
Gouvernement du Canada	5	8
Gouvernement du Québec	4	5
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	2	2
Autres	4	5
	100	100

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Trésorerie	675	947
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	4 587	2 447
Avances à des déposants	903	1 056
Revenus de placement courus et à recevoir	1 352	1 395
Placements		
Équivalents de trésorerie	360	–
Titres à revenu fixe	80 656	93 855
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	27 922	22 159
Instruments financiers dérivés	1 207	703
	117 662	122 562
Autres éléments		
Cautionnements et garanties (note 19)	397	86
	118 059	122 648

La Caisse conclut des accords généraux de compensation (note 8), reçoit des garanties (note 15) et peut également utiliser des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit, afin de réduire l'exposition totale au risque de crédit.

De plus, dans le but de gérer le risque de crédit, la Caisse suit de près l'évolution du cycle de crédit des émetteurs et utilise une VaR de crédit qui a pour but de calculer la perte financière potentielle liée aux changements possibles de la qualité du crédit d'un émetteur de titres à revenu fixe.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la Caisse pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	31 décembre 2018 %	31 décembre 2017 %
Cote de crédit		
AAA – AA	26	37
A	32	34
BBB	18	11
BB ou inférieur	19	14
Pas de cote de crédit	5	4
	100	100

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la Caisse a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent un risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être échangés ou réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières selon des critères spécifiques fixés par la direction au niveau de la qualité de l'émetteur. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'ISDA permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les garanties échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement alors que l'exposition potentielle est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2018, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 61 M\$ (138 M\$ au 31 décembre 2017) liée à 33 contreparties (29 contreparties au 31 décembre 2017).

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la Caisse. L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la Caisse bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la Caisse peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme à payer ainsi qu'à une facilité de crédit commise d'un montant de 4 G\$ USD pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 31 décembre 2018, la Caisse dispose de près de 37 G\$ en liquidités sous forme d'obligations gouvernementales et de titres du marché monétaire (47 G\$ au 31 décembre 2017).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la Caisse procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la Caisse gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	31 décembre 2018				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(1 113)	–	–	(1 113)
Autres passifs financiers	–	(881)	–	–	(881)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(12 562)	–	–	(12 562)
Titres vendus à découvert	–	(659)	(3 802)	(5 540)	(10 001)
Billets de trésorerie à payer	–	(5 939)	–	–	(5 939)
Emprunts à payer	–	(290)	–	–	(290)
Billets à terme à payer	–	(2 746)	(3 019)	(5 680)	(11 445)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(712)	(6)	–	–	(718)
Distributions à verser aux déposants	–	(2 506)	–	–	(2 506)
	(712)	(26 702)	(6 821)	(11 220)	(45 455)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	(4 409)	157	50	(4 202)
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	72 651	1 245	1 016	74 912
Flux contractuels à payer	–	(73 629)	(1 274)	(1 105)	(76 008)
	–	(5 387)	128	(39)	(5 298)
Autres éléments					
Engagements (note 19)	(11)	(18 474)	(134)	(347)	(18 966)
Cautionnements et garanties (note 19)	–	(40)	(357)	–	(397)
	(11)	(18 514)	(491)	(347)	(19 363)
	(723)	(50 603)	(7 184)	(11 606)	(70 116)

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

	31 décembre 2017				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Passifs financiers non dérivés					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(2 102)	–	–	(2 102)
Autres passifs financiers	–	(576)	–	–	(576)
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(15 977)	–	–	(15 977)
Titres vendus à découvert	–	(654)	(3 043)	(1 842)	(5 539)
Billets de trésorerie à payer	–	(4 567)	–	–	(4 567)
Emprunts à payer	–	(364)	–	–	(364)
Billets à terme à payer	–	(348)	(5 298)	(5 499)	(11 145)
Actif net attribuable aux déposants					
Dépôts à vue et à terme	(88)	(6)	–	–	(94)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 975)	–	–	(1 975)
	(88)	(26 569)	(8 341)	(7 341)	(42 339)
Instruments financiers dérivés					
Instruments dérivés avec règlement net	–	(1 400)	(1)	75	(1 326)
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	44 289	213	594	45 096
Flux contractuels à payer	–	(44 330)	(228)	(605)	(45 163)
	–	(1 441)	(16)	64	(1 393)
Autres éléments					
Engagements (note 19)	(50)	(19 296)	(124)	(386)	(19 856)
Cautionnements et garanties (note 19)	–	(36)	(7)	(43)	(86)
	(50)	(19 332)	(131)	(429)	(19 942)
	(138)	(47 342)	(8 488)	(7 706)	(63 674)

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la Caisse de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la Caisse. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la Caisse conformément à la Loi de la Caisse ou selon la loi respective à laquelle ils sont assujettis.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la Caisse :

31 décembre 2018				
	Devise	Valeur nominale ¹	Échéance	Taux d'intérêt %
Emprunts à payer	USD	290	Moins d'un an	2,37
		290		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,90
	USD	4 945	Moins d'un an	2,60
		5 945		
Billets à terme à payer	USD	2 390	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 171	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 732	Juillet 2024	3,15
	USD	1 707	Novembre 2039	5,60
		9 000		

31 décembre 2017				
	Devise	Valeur nominale ¹	Échéance	Taux d'intérêt %
Emprunts à payer	USD	364	Moins d'un an	1,37
		364		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,12
	USD	3 571	Moins d'un an	1,53
		4 571		
Billets à terme à payer	USD	2 193	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 128	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 506	Juillet 2024	3,15
	USD	1 566	Novembre 2039	5,60
		8 393		

1. Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens et représentent les montants à rembourser à l'échéance.

Les billets de trésorerie à payer sont émis à des taux fixes pour des échéances ne dépassant pas 12 mois et garantis par les actifs de la Caisse. La valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 3 G\$ CAD et 5 G\$ USD en vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie.

Les billets à terme à payer sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la Caisse. Certains billets à terme qui portent intérêt à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

De plus, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Caisse a renouvelé sa facilité de crédit commise auprès d'un syndicat bancaire d'un montant total équivalent de 5 G\$ CAD, soit deux tranches de 2 G\$ USD qui sont respectivement renouvelables après deux et trois ans. La facilité de crédit porte intérêt à taux variable et est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la Caisse. Aux 31 décembre 2018 et 2017, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

13

GESTION DU CAPITAL

La Caisse définit son capital comme étant l'actif net attribuable aux déposants. Le capital de la Caisse peut varier en fonction de la demande des déposants pour l'annulation et l'émission d'unités de dépôts à participation et pour les dépôts et les retraits des dépôts à vue et à terme. L'objectif de la gestion du capital de la Caisse est d'investir les contributions et les dépôts dans le meilleur intérêt des déposants conformément à la Loi dans le but de réaliser un rendement optimal, tout en respectant les politiques d'investissement des déposants.

La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

De plus, la Caisse a pour objectif de conserver sa cote de crédit AAA afin de lui assurer l'accès au marché des capitaux au meilleur coût, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Financière Inc. Par conséquent, le montant de billets que la Caisse peut émettre sur le marché des capitaux a été limité par le conseil d'administration de la Caisse à 10 % de l'actif net attribuable aux déposants auquel est ajoutée la juste valeur des billets en circulation (actif net ajusté).

14

ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS

La Caisse conclut des transactions de prêts et d'emprunts de titres ainsi que des conventions de rachat de titres pour lesquelles elle transfère des actifs financiers à des contreparties. Les titres transférés ne répondent pas aux critères de décomptabilisation puisque la Caisse conserve la majorité des risques tels que le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change et de prix ainsi que la majorité des avantages relatifs tels que les flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs financiers transférés mais non décomptabilisés des états consolidés de la situation financière ainsi que la juste valeur des passifs associés :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs financiers transférés non décomptabilisés		
Obligations	15 001	16 143
Actions	12 420	9 935
	27 421	26 078
Passifs financiers associés		
Emprunts à payer ¹	237	239
Titres vendus en vertu de conventions de rachat ²	14 763	15 972
	15 000	16 211

1. Le montant présenté correspond à la trésorerie reçue en garantie sur les transactions de prêts de titres et d'instruments financiers dérivés.

2. Le montant net est présenté aux notes 4 et 8.

ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie lors de transactions d'emprunts de titres, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et d'instruments financiers dérivés. Les contreparties sont autorisées, par un contrat légal ou par les pratiques du marché, à vendre ou à redonner en garantie ces titres. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si les titres donnés en garantie perdent de la valeur.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties données par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts de titres	120	157
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	14 935	15 986
Instruments financiers dérivés réglementés	715	1 092
Instruments financiers dérivés hors cote	1 545	648
	17 315	17 883

ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie lors de transactions de prêts de titres, de titres achetés en vertu de conventions de revente et d'instruments financiers dérivés. Si la juste valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut dans certains cas, demander des garanties additionnelles. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. Toutefois, aucun titre reçu en garantie n'a été vendu ou redonné en garantie pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Prêts de titres	12 488	9 740
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 454	9 496
Instruments financiers dérivés hors cote	-	40
	22 942	19 276

16

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les principales parties liées de la Caisse comprennent les filiales non consolidées, les cœntreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la Caisse.

La Caisse réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur. Par la nature même des activités de la Caisse à titre d'entité d'investissement, la Caisse peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des cœntreprises et des entreprises associées.

AUTRES PARTIES LIÉES

La Caisse est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la Caisse se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes. Ces obligations sont incluses dans les catégories d'obligations « Gouvernements » et « Sociétés d'État et autres administrations publiques » à la note 4a. De plus, la Caisse divulgue de l'information pour la catégorie du secteur gouvernemental sous « Gouvernement du Québec » et sous « Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec » à la note 12. Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation d'un projet d'infrastructures publiques au Québec par l'intermédiaire de CDPO Infra Inc, une filiale de la Caisse, le gouvernement du Québec et ses entités liées ont conclu des ententes en lien avec ce projet. Ces ententes sont conclues dans le cours normal des activités de la filiale.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Caisse sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement. Ces personnes sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction ainsi que les membres clés du comité de direction.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants de la Caisse :

	2018	2017
Salaires et autres avantages à court terme	9	8
Avantages postérieurs à l'emploi	2	1
Autres avantages à long terme	7	6
	18	15

17

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

FILIALES

FILIALE CONSOLIDÉE

CDP Financière Inc est une filiale en propriété exclusive qui a pour but d'émettre des titres de dette afin de financer les investissements de la Caisse à un coût de financement optimal.

FILIALES NON CONSOLIDÉES

Les filiales présentées dans cette catégorie sont des entités contrôlées par la Caisse directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales selon les critères d'IFRS 10.

FILIALES INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre de certaines activités d'investissement, la Caisse peut avoir recours à des filiales intermédiaires qui ont pour but unique de détenir des investissements de la Caisse. Conséquemment, celles-ci ne sont pas incluses dans les informations présentées dans les tableaux suivants alors que les principaux investissements sous-jacents dans des filiales, des cœntreprises, des entreprises associées ainsi que des entités structurées non contrôlées sont présentés.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Les intérêts détenus dans les principales filiales consolidées et non consolidées importantes au 31 décembre 2018 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2017 sont présentés dans le tableau suivant :

	31 décembre 2018		31 décembre 2017
	Établissement principal	Détention %	Détention %
Filiale consolidée			
CDP Financière Inc	Canada	100,0	100,0
Filiales non consolidées			
Dettes immobilières			
Otéra Capital Inc ¹	Canada	97,5	97,5
Énergie			
Southern Star Acquisition Corporation ²	États-Unis	100,0	50,0
Tenedora de Energía Renovable Sol y Viento S.A.P.I. de C.V. ³	Mexique	67,1	–
Trencap SEC (Énergir) ⁴	Canada	64,7	64,7
Fonds de couverture			
AIM Quantitative Global SF II Ltd	États-Unis ⁹	100,0	100,0
CTA ALP Fund, LP	États-Unis	100,0	–
CTA FCW Fund, LP	États-Unis	100,0	–
CTA JNM Fund, LP (anciennement JMFFO Ltd)	États-Unis	100,0	100,0
CTA QN5 Fund, LP (anciennement AlphaQuest Original Ltd)	États-Unis	100,0	100,0
CTA WLH Fund, LP (anciennement CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited)	Royaume-Uni ¹⁰	100,0	100,0
DSAM Neutral LP	Royaume-Uni ⁹	100,0	–
EMN CNM Fund, LP	États-Unis	100,0	–
EMN ENP Fund, LP	États-Unis	100,0	–
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund	États-Unis ⁹	100,0	100,0
Kildonan Quebec Fund Ltd	États-Unis ⁹	100,0	100,0
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	États-Unis ⁹	–	100,0
Fonds de dette privée			
Global Credit Opportunities (Canada) LP	Canada	100,0	–
Fonds de placement privés			
Apollo Hercules Partners LP	États-Unis ⁹	97,6	97,6
EC Partners LP	Singapour	100,0	100,0
GSO Churchill Partners LP	États-Unis ⁹	98,0	98,0
GSO Churchill Partners II LP	États-Unis ⁹	98,0	98,0
KKR-CDP Partners LP	États-Unis ⁹	90,1	90,1
Immobilier – Groupe Ivanhoé Cambridge			
Careit Canada DCR SENC	Canada	94,2	93,5
Careit Canada SENC	Canada	94,2	93,5
IC Australia Trust	Australie	94,2	93,5
IC Investissements E.U. SENC	Canada	94,2	93,5
IC Investissements Mexique SENC	Canada	94,2	93,5
Ivanhoé Cambridge Inc	Canada	94,2	93,5
SITQ E.U. LP (anciennement SITQ E.U., SEC)	États-Unis	94,1	93,4
Industrie			
CDPQ Infra Inc	Canada	100,0	100,0
Einn Volant Aircraft Leasing Holdings Ltd	Irlande ¹¹	90,5	90,5
Patina Rail LLP ⁵	Royaume-Uni	75,0	75,0
Spinner US AcquireCo Inc (Student Transportation of America)	États-Unis	79,9	–
Trust No. 2431 ⁶	Mexique	43,0	43,0
Matériaux			
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc) ⁷	Canada	57,3	58,9
Services			
Datamars SA ⁸	Suisse	64,8	65,1

- Otéra Capital Inc détient 78,1 % de MCAP Commercial LP.
- Southern Star Acquisition Corporation est une filiale non consolidée au 31 décembre 2018 (présentée dans la catégorie « Coentreprises » au 31 décembre 2017).
- Les droits de vote représentent 60,0 %.
- Trencap SEC détient 61,1 % de Noverco Inc, qui détient 100,0 % de Énergir, qui détient 71,0 % de Énergir SEC.
- Patina Rail LLP détient 40,0 % d'Eurostar International Limited.

- La Caisse exerce son contrôle en raison de la majorité des membres sur le conseil d'administration. Trust No. 2431 détient 49,0 % de ICA Operadora de Vias Terrestres, S.A.P.I. de C.V.
- Beaudier Ciment Inc détient 67,8 % de Ciment McInnis Inc (65,5 % au 31 décembre 2017).
- Les droits de vote représentent 55,0 % au 31 décembre 2018 (55,5 % au 31 décembre 2017).
- Constituée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.
- Constituée aux États-Unis.
- Constituée aux Bermudes.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

COENTREPRISES

Les intérêts détenus dans les principales coentreprises importantes au 31 décembre 2018 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2017 sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Établissement principal	Détention %	Détention %
Consommation discrétionnaire			
MED ParentCo LP	États-Unis	47,7	47,7
Énergie			
HEF HoldCo II, Inc	États-Unis	33,3	33,3
Finance			
USI Advantage Corp ¹	États-Unis	26,0	26,0
Industrie			
Delachaux SA ²	France	43,0	–
DP World Canada Investment Inc	Canada	45,0	45,0
Technologies de l'information			
Kiwi Holdco Cayco, Ltd (FNZ) ³	Royaume-Uni ⁴	72,0	–

1. Les droits de vote représentent 50,0%.

2. Les droits de vote représentent 50,0%.

3. La Caisse exerce un contrôle conjoint en raison des ententes avec les autres actionnaires.

4. Constituée aux Îles Caïmans.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les intérêts détenus dans les principales entreprises associées importantes au 31 décembre 2018 ainsi que le pourcentage de détention comparatif au 31 décembre 2017 sont présentés dans le tableau suivant :

	31 décembre 2018		31 décembre 2017
	Établissement principal	Détention %	Détention %
Consommation discrétionnaire			
Cogeco Communications USA Inc	États-Unis	21,0	–
Québecor Média Inc ¹	Canada	–	18,5
SGU Holdings LP	États-Unis ¹⁰	46,7	46,7
Énergie			
Azure Power Global Ltd	Inde ¹¹	40,3	21,0
Corex Resources Ltd	Canada	49,5	49,5
Fluxys SA	Belgique	20,0	20,0
Interconnector UK Ltd	Royaume-Uni	–	33,5
Invenergy Renewables LLC ²	États-Unis	53,6	31,7
IPALCO Enterprises, Inc	États-Unis	30,0	30,0
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	Royaume-Uni	25,0	25,0
NSW Electricity Networks Assets Holding Trust, NSW Electricity Networks Operations Holding Trust (TransGrid)	Australie	22,5	22,5
Suez Water Technologies and solutions SA	France	30,0	30,0
Techem GmbH	Allemagne	24,5	–
Finance			
Avison Young (Canada) Inc	Canada	33,3	–
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	États-Unis ¹²	–	29,9
Greenstone Ltd	Australie	30,0	30,0
Hyperion Insurance Group Ltd	Royaume-Uni	29,6	–
Industrie			
Airport Holding Kft	Hongrie	21,2	21,2
Alix Partners LLP	États-Unis	21,0	21,0
Alvest International Equity SAS ³	France	39,9	–
CAMSO Inc ⁴	Canada	–	19,5
Fives Group ⁵	France	30,4	–
Groupe Keolis SAS	France	30,0	30,0
Groupe Solmax Inc	Canada	30,0	30,0
Knowlton Development Corporation Inc ⁶	Canada	35,8	–
Lightspeed POS Inc	Canada	44,6	44,6
Organización de Proyectos de Infraestructura, S.A.P.I. de C.V. (OPI), OPCEM, S.A.P.I. de C.V. (OPCEM)	Mexique	45,5	–
Plastiques IPL Inc (anciennement IPL Plastics Plc)	Canada	27,4	26,6
PlusGrade Parent LP ⁷	Canada	39,9	–
QPH Hold Trust, QPH Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	Australie	26,7	26,7
Sedgwick LP (anciennement Sedgwick Inc) ⁸	États-Unis	21,0	29,2
TVS Logistics services	Inde	38,2	38,2
Santé			
Image Networks Holdings Pty Ltd	Australie	–	30,0
Sphinx SAS (anciennement Sam Topco SAS) ⁹	France	–	49,1
Services aux collectivités			
CLP India Pvt Ltd	Inde	40,0	–
Services immobiliers			
Groupe Foncia	France	29,1	29,1
Transport ferroviaire			
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited	Allemagne ¹³	27,5	30,0

1. Les droits de vote représentent 20,0 % au 31 décembre 2017.

2. Les droits de vote représentent 45,0 %. La Caisse n'exerceait aucune influence notable au 31 décembre 2017.

3. Les droits de vote représentent 28,6 %.

4. Les droits de vote représentent 22,2 % au 31 décembre 2017.

5. Les droits de vote représentent 20,3 %.

6. Les droits de vote représentent 27,8 %.

7. Les droits de vote représentent 37,5 %.

8. La Caisse a cessé d'exercer une influence notable en 2018 à la suite d'une transaction.

9. Les droits de vote représentent 20,0 % au 31 décembre 2017.

10. Constituée au Canada.

11. Constituée à l'île Maurice.

12. Constituée aux Bermudes conformément à la structure du commanditaire.

13. Constituée au Royaume-Uni.

INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONTRÔLÉES

La Caisse détient des intérêts dans des entités structurées non contrôlées, dont la majorité représente des fonds de placement privés ou des sociétés en commandite. Les intérêts détenus par la Caisse ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités, le contrôle étant établi en vertu d'ententes contractuelles en faveur, généralement, d'un commandité ou d'un administrateur. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux divers intérêts détenus dans les principales entités structurées non contrôlées se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, soit 25 732 M\$ répartis en 207 sociétés au 31 décembre 2018 (23 517 M\$ répartis en 261 sociétés au 31 décembre 2017).

18

RAPPROCHEMENT DES PASSIFS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les variations des passifs liés aux activités de financement, incluant les changements sans contrepartie de trésorerie :

	1 ^{er} janvier 2018	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	Changements sans contrepartie de trésorerie		31 décembre 2018
			Variation de change	Variation de juste valeur	
Billets de trésorerie à payer	4 556	1 180	182	3	5 921
Emprunts à payer	364	(80)	–	6	290
Billets à terme à payer	9 198	–	607	(207)	9 598
	14 118	1 100	789	(198)	15 809

	1 ^{er} janvier 2017	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	Changements sans contrepartie de trésorerie		31 décembre 2017
			Variation de change	Variation de juste valeur	
Billets de trésorerie à payer	4 813	(151)	(106)	–	4 556
Emprunts à payer	189	176	(1)	–	364
Billets à terme à payer	9 574	–	(372)	(4)	9 198
	14 576	25	(479)	(4)	14 118

19

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des opérations sur instruments financiers dérivés, le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ainsi que certaines lettres de crédit pour ses filiales. Dans le cadre de certaines transactions de placement, la Caisse peut également fournir des garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Les échéances des engagements sont présentées à la note 12.

Les engagements et les garanties se détaillent comme suit :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Engagements d'achat de placements	18 450	19 314
Engagements en vertu de contrats de location simple	516	542
Cautionnements et garanties	397	86
	19 363	19 942

LITIGES

Dans le cours normal des affaires, la Caisse peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la Caisse ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 31 décembre 2018, la Caisse n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.

20

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les tableaux suivants présentent les informations financières des portefeuilles spécialisés :

	VALEURS À COURT TERME (740)		TAUX (765)		CRÉDIT (766)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
État de la situation financière								
Actif								
Placements	866	1 892	47 154	59 599	63 842	67 532	3 637	3 697
Autres actifs financiers	2	–	3 796	1 500	950	739	44	34
Total de l'actif	868	1 892	50 950	61 099	64 792	68 271	3 681	3 731
Passif								
Passifs relatifs aux placements	–	–	17 681	20 541	7 203	16 693	818	793
Autres passifs financiers	2	–	485	546	1 914	1 505	18	9
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	2	–	18 166	21 087	9 117	18 198	836	802
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	866	1 892	32 784	40 012	55 675	50 073	2 845	2 929

État du résultat global

	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Revenus de placement	16	22	1 225	904	2 732	2 057	83	83
Dépenses de placement	(1)	–	(275)	(185)	(415)	(292)	(1)	–
Revenu net de placement	15	22	950	719	2 317	1 765	82	83
Charges d'exploitation	–	–	(24)	(19)	(72)	(67)	–	(1)
Revenu net	15	22	926	700	2 245	1 698	82	82
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	–	–	(175)	(35)	(1 112)	563	(84)	141
Résultat de placement avant récupérations (distributions) aux détenteurs d'unités de participation	15	22	751	665	1 133	2 261	(2)	223
Récupérations (distributions)	(15)	(22)	(926)	(700)	(2 245)	(1 698)	(82)	(82)
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	–	–	(175)	(35)	(1 112)	563	(84)	141

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation

	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde au début de l'exercice	1 892	6 154	40 012	36 817	50 073	42 686	2 929	2 633
Unités de participation								
Unités émises	963	2 926	4 185	5 684	8 294	7 964	393	356
Unités annulées	(1 989)	(7 188)	(11 238)	(2 454)	(1 580)	(1 140)	(393)	(201)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	(1 026)	(4 262)	(7 053)	3 230	6 714	6 824	–	155
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	–	–	(175)	(35)	(1 112)	563	(84)	141
Solde à la fin de l'exercice	866	1 892	32 784	40 012	55 675	50 073	2 845	2 929

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710)		MARCHÉS BOURSIERS (737)	
État de la situation financière	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Actif								
Placements	1 294	1 199	24 383	16 236	38 317	34 401	104 327	111 125
Autres actifs financiers	17	2	64	15	9	4	5 493	4 214
Total de l'actif	1 311	1 201	24 447	16 251	38 326	34 405	109 820	115 339
Passif								
Passifs relatifs aux placements	116	10	1 699	50	19	30	1 341	2 841
Autres passifs financiers	–	6	198	227	81	111	464	537
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	116	16	1 897	277	100	141	1 805	3 378
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	1 195	1 185	22 550	15 974	38 226	34 264	108 015	111 961

État du résultat global	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Revenus de placement	27	23	974	762	17	190	2 849	2 669
Dépenses de placement	–	–	(106)	(4)	(1)	–	(101)	(81)
Revenu net de placement	27	23	868	758	16	190	2 748	2 588
Charges d'exploitation	(1)	–	(97)	(74)	(10)	(14)	(137)	(135)
Revenu net	26	23	771	684	6	176	2 611	2 453
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	(27)	(13)	1 265	756	2 729	2 363	(3 639)	11 104
Résultat de placement avant récupérations (distributions) aux détenteurs d'unités de participation	(1)	10	2 036	1 440	2 735	2 539	(1 028)	13 557
Récupérations (distributions)	(26)	(23)	(771)	(684)	(6)	(176)	(2 611)	(2 453)
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	(27)	(13)	1 265	756	2 729	2 363	(3 639)	11 104

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde au début de l'exercice	1 185	1 085	15 974	14 563	34 264	31 724	111 961	101 040
Unités de participation								
Unités émises	146	154	5 956	1 741	1 416	1 222	7 636	7 945
Unités annulées	(109)	(41)	(645)	(1 086)	(183)	(1 045)	(7 943)	(8 128)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	37	113	5 311	655	1 233	177	(307)	(183)
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	(27)	(13)	1 265	756	2 729	2 363	(3 639)	11 104
Solde à la fin de l'exercice	1 195	1 185	22 550	15 974	38 226	34 264	108 015	111 961

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (suite)

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPERPOSITION (773)	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
État de la situation financière						
Actif						
Placements	44 323	36 718	4 204	5 072	9 068	7 202
Autres actifs financiers	156	1 026	1 326	1 362	508	272
Total de l'actif	44 479	37 744	5 530	6 434	9 576	7 474
Passif						
Passifs relatifs aux placements	1 361	406	3 441	4 235	8 957	6 885
Autres passifs financiers	976	838	465	841	90	16
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	2 337	1 244	3 906	5 076	9 047	6 901
Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	42 142	36 500	1 624	1 358	529	573

État du résultat global

	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Revenus de placement	2 114	2 760	61	77	297	18
Dépenses de placement	(12)	(10)	(69)	(38)	(185)	(94)
Revenu net de placement	2 102	2 750	(8)	39	112	(76)
Charges d'exploitation	(199)	(178)	(15)	(11)	(28)	(33)
Revenu net	1 903	2 572	(23)	28	84	(109)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur	3 965	1 427	26	(859)	(247)	(16)
Résultat de placement avant récupérations (distributions) aux détenteurs d'unités de participation	5 868	3 999	3	(831)	(163)	(125)
Récupérations (distributions)	(1 903)	(2 572)	23	(28)	(84)	109
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	3 965	1 427	26	(859)	(247)	(16)

État des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation

	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde au début de l'exercice	36 500	29 960	1 358	1 356	573	629
Unités de participation						
Unités émises	4 908	7 141	735	940	550	232
Unités annulées	(3 231)	(2 028)	(495)	(79)	(347)	(272)
Variation nette des unités de participation de l'exercice	1 677	5 113	240	861	203	(40)
Résultats net et global attribuables aux détenteurs d'unités de participation	3 965	1 427	26	(859)	(247)	(16)
Solde à la fin de l'exercice	42 142	36 500	1 624	1 358	529	573

ATTESTATION FINANCIÈRE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je, Michael Sabia, président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet, en vertu de la législation, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

b) conçu, ou fait concevoir sous ma supervision, le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation;
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification, de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Le président et chef de la direction,



MICHAEL SABIA
Le 5 avril 2019

ATTESTATION FINANCIÈRE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE ET DES OPÉRATIONS

Je, Maarika Paul, première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations de la Caisse de dépôt et placement du Québec, atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse visant les résultats annuels et le rapport annuel (ci-après désignés comme les « Documents annuels ») de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les Documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les Documents annuels.
3. **Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers consolidés et les autres éléments d'information financière présentés dans les Documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Caisse aux dates de clôture des exercices présentés dans les Documents annuels ainsi que de son résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour ces exercices.
4. **Responsabilité :** J'ai la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) pour la Caisse.
5. **Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, à la clôture de l'exercice, j'ai fait ce qui suit :
 - a) conçu ou fait concevoir sous ma supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :
 - i) l'information importante relative à la Caisse m'est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les Documents annuels sont établis; et que
 - ii) l'information qui doit être présentée par la Caisse dans ses Documents annuels qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.
 - b) conçu, ou fait concevoir sous ma supervision, le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).
- 5.1. **Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle que j'ai utilisé pour concevoir le CIIF est celui proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).
- 5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception :** s.o.
- 5.3. **Limitation de l'étendue de la conception :** s.o.
6. **Évaluation :** J'ai fait ce qui suit :
 - a) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité des CPCI de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel mes conclusions en fonction de cette évaluation;
 - b) évalué ou fait évaluer sous ma supervision l'efficacité du CIIF de la Caisse à la clôture de l'exercice, et la Caisse a présenté dans son rapport annuel l'information suivante :
 - i) mes conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation; et
 - ii) les éléments sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice : s.o.
7. **Communication des modifications du CIIF :** La Caisse a présenté dans son rapport annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le 1^{er} janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.
8. **Communication aux co-auditeurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de la Caisse :** J'ai informé, en fonction de la dernière évaluation du CIIF, les co-auditeurs de la Caisse, ainsi que le conseil d'administration de la Caisse ou son comité de vérification, de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

La première vice-présidente et chef de la Direction financière et des Opérations,



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE, IAS.A
Le 5 avril 2019

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En 2018, la chef de la Direction financière et des Opérations a supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et d'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et le comité de direction a approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés. Cette évaluation du contrôle interne entourant les principaux processus financiers de la Caisse vise à assurer l'atteinte des objectifs de qualité en matière de reddition de comptes financière, à tous les égards importants.

L'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée à l'aide du modèle de contrôle habituellement adopté par les sociétés nord-américaines, soit celui du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013). Les travaux réalisés ont permis au comité de direction de conclure à la conception adéquate du contrôle interne à l'égard de l'information financière et à son efficacité, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée aux Documents annuels, comme définis dans la directive d'attestation financière de la Caisse, est fiable et que les états financiers consolidés de la Caisse ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément à la directive d'attestation financière de la Caisse, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information visant les Documents annuels, soit les états financiers consolidés, les tableaux des rendements, le communiqué de presse des résultats annuels et le rapport annuel, doivent être évaluées.

À l'instar des travaux entourant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la chef de la Direction financière et des Opérations a également supervisé les travaux de mise à jour de la documentation existante et ceux concernant l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, et le comité de direction a également approuvé la méthodologie d'évaluation des contrôles clés.

Au 31 décembre 2018, cette évaluation confirme la conception adéquate et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef de la Direction financière et des Opérations, pour que les décisions appropriées concernant la communication de l'information puissent être prises.

Le conseil d'administration a également approuvé les Documents annuels de 2018 avant leur divulgation publique.

Notes générales

1. Les activités de la Caisse sont menées selon les prescriptions de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec¹ et respectent les pratiques de l'industrie du placement. Les états financiers sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Annuellement, les co-auditeurs de la Caisse, soit le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., procèdent à l'audit des états financiers ainsi qu'à l'audit de la conformité des opérations à la loi, aux règlements, aux politiques et directives, dans la mesure qu'ils jugent appropriée.
2. Les Renseignements additionnels au rapport annuel 2018 font partie intégrante du rapport annuel 2018 et présentent, dans la première section, les tableaux des rendements au 31 décembre 2018 se rapportant aux composites des comptes des déposants de la Caisse. Ces tableaux et les calculs ont été audités au 31 décembre 2018 par le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. quant à la conformité aux normes internationales de présentation des rendements (GIPS^{MD}).
3. Dans le présent rapport annuel, l'actif net et les résultats de placement nets se définissent comme étant, dans les états financiers consolidés, l'actif net attribuable aux déposants et les résultats de placement avant distributions aux déposants.
4. Les rendements des portefeuilles spécialisés utilisent le taux de rendement pondéré par le temps.
5. Les indices de référence des catégories d'actif et du portefeuille global sont obtenus par la moyenne pondérée des indices de référence des portefeuilles spécialisés qui les composent.
6. Sauf indication contraire, les rendements en pourcentage sont présentés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Ils sont annualisés pour les périodes de plus d'un an. Ils incluent le rendement des liquidités et des quasi-espèces et tiennent compte, selon le cas, de la couverture contre les risques liés aux fluctuations des devises. Le ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen de chaque portefeuille spécialisé est présenté dans les notes des Renseignements additionnels au rapport annuel 2018.
7. Sauf indication contraire, les résultats de placement nets et l'actif net des déposants sont présentés après les charges d'exploitation et autres frais.
8. Certains rendements sont exprimés en points centésimaux (p.c.). Ainsi, 100 points centésimaux équivalent à 1,00 %, et un point centésimal équivaut à 0,01 %.
9. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.
10. Les écarts possibles dans les totaux (en chiffres ou en pourcentage) s'expliquent par les arrondissements.
11. Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans les tableaux et graphiques sont issues des études effectuées par la Caisse.
12. Les tableaux des 10 principaux placements présentent, en ordre alphabétique, les positions au comptant à partir de l'information présentée aux tableaux 7, 8, 9 et 10 des Renseignements additionnels au rapport annuel 2018.
13. La Caisse utilise le lieu du siège social de la société ou de l'émetteur de titres, ou encore, pour l'immobilier, l'emplacement géographique des biens, afin de décider si un actif est québécois.

Cette classification, généralement utilisée dans l'industrie de la gestion de fonds, comporte certains biais. En effet, certaines sociétés sont considérées comme québécoises même si leurs activités principales sont à l'extérieur du Québec. De la même façon, des sociétés dont les activités sont importantes au Québec ne sont pas prises en compte si leur siège social est situé à l'extérieur du Québec.

1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est accessible au www.cdpq.com.

BUREAUX INTERNATIONAUX

AUSTRALIE

CDPQ SYDNEY

Deutsche Bank Place, bureau 2201
126, Phillip Street
Sydney, NSW 2000
Australie

Téléphone : +61 2 8316 3800

BRÉSIL

CDPQ BRASIL

Av. Brigadeiro Faria Lima 3477
5^e étage, bureau 51, Tour Nord
Itaim Bibi, São Paulo, SP
Brésil 04538-133

Téléphone : +55 11 46 32 01 90

INDE

CDPQ INDIA

5^e étage, Worldmark 3
Bureau 507
Aerocity, New Delhi
Delhi 110037
Inde

Téléphone : +91 11 4957 7802

MEXIQUE

CDPQ MÉXICO

Torre Virreyes
Pedregal 24, 9^e étage, bureau 902
Colonia Molino del Rey,
Delegación Miguel Hidalgo
11040 Mexico, CDMX
Mexique

Téléphone : +52 55 4170 9625

NEW YORK

CDPQ US (NEW YORK)

1211, Avenue of the Americas
Bureau 3001
New York, NY 10036
États-Unis

Téléphone : +1 212 596-6300

Télécopieur : +1 212 730-2356

PARIS

CDPQ PARIS

28-32, avenue Victor Hugo
6^e étage
75116 Paris
France

Téléphone : +33 1 56 69 25 30

Télécopieur : +33 1 56 69 25 80

ROYAUME-UNI

CDPQ LONDON

11, Charles II Street
2^e étage
Londres, SW1Y 4QU
Royaume-Uni

Téléphone : +44 207 024 8186

Télécopieur : +44 207 024 8198

SHANGHAI

CDPQ SHANGHAI

One Corporate Avenue
Bureau 1504, 15^e étage
222, Hubin Road, Huang Pu District
Shanghai, 200021
Chine

Téléphone : +86 21 6390 0100

SINGAPOUR

CDPQ SINGAPORE

One Raffles Quay
Tour Nord, 21^e étage, bureau 01
Singapour 048583
Singapour

Téléphone : +65 6800 4870

Télécopieur : +65 6800 4889

WASHINGTON

CDPQ US (WASHINGTON)

1775, Pennsylvania Avenue NW
Bureau 200
Washington, DC 20006
États-Unis

Téléphone : +1 202 730-8010

Télécopieur : +1 202 730-8014

Le Rapport annuel 2018 et le document Renseignements additionnels au Rapport annuel 2018 sont accessibles au www.cdpq.com.

Renseignements : 514 842-3261, info@cdpq.com

The 2018 Annual Report and the 2018 Annual Report Additional Information are also available in English at www.cdpq.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

ISSN 1705-6446

ISSN en ligne 1705-6454



BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Sans frais : +1 866 330-3936
Télécopieur : +1 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com

2018

Renseignements additionnels au Rapport annuel



Caisse de dépôt et placement
du Québec

Renseignements additionnels au Rapport annuel 2018

I. TABLEAUX DES RENDEMENTS

1.	Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité aux normes GIPS ^{MD}	5
2.	Rapport de l'auditeur indépendant	6
3.	Notes générales	8
4.	Taux	11
5.	Crédit	12
6.	Obligations à long terme	14
7.	Obligations à rendement réel	16
8.	Valeurs à court terme	17
9.	Immeubles	18
10.	Infrastructures	21
11.	Marchés boursiers	23
12.	Placements privés	25
13.	Fonds équilibré	27

II. STATISTIQUES FINANCIÈRES ET RÉTROSPECTIVE

1.	Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	31
2.	Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	32
3.	Évolution de l'avoir des déposants	33
4.	Ventilation de l'avoir des déposants	41
5.	Sommaire des placements	42
6.	Ventilation des placements	43
7.	Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	45
8.	Relevé des biens immobiliers	51
9.	Investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics	57
10.	Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés	157

I. Tableaux des rendements

Caisse de dépôt et placement du Québec
pour la période terminée le 31 décembre 2018

Présentation conforme GIPS^{MD}

Rapport de l'auditeur indépendant sur la conformité de l'ensemble de la société aux normes « Global Investment Performance Standards »

Aux administrateurs de la
Caisse de dépôt et placement du Québec

Nous avons procédé à un audit visant à déterminer si l'ensemble de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Société ») se conformait aux exigences liées à l'élaboration des composites prévues par les normes Global Investment Performance Standards (les « normes GIPS ») pour l'année terminée le 31 décembre 2018 et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2018. La responsabilité de la conformité aux normes GIPS incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la Société a respecté les critères établis par les normes GIPS. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui de la conformité, l'appréciation de la conformité générale aux critères en cause et l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, la Société s'est conformée aux normes GIPS pour l'année terminée au 31 décembre 2018, notamment aux exigences liées à l'élaboration des composites dans l'ensemble de la Société, et à la conception de ses procédés et procédures pour calculer et présenter les résultats conformément aux normes GIPS au 31 décembre 2018.

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur les composites individuels de la Société datées du 20 février 2019 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport sur la conformité.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*¹

20 février 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116129

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de
Caisse de dépôt et placement du Québec

Opinion

Nous avons effectué l'audit du calcul du rendement présenté dans le Sommaire des rendements (« le Sommaire ») ci-joint de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'année se terminant le 31 décembre 2018. Le Sommaire a été préparé par la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec selon les normes Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

À notre avis, le Sommaire donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle des rendements des composites et de l'indice de référence de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 conformément à la méthode de calcul requise par les Global Investment Performance Standards (GIPS) du CFA Institute, tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire.

Référentiel de calcul des rendements et restrictions quant à la diffusion et à l'utilisation

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Sommaire » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Caisse de dépôt et placement du Québec conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Sans modifier notre opinion, nous attirons votre attention aux notes relatives au Sommaire, qui décrivent les bases de calcul des rendements. Le Sommaire a été préparé de manière à répondre aux exigences des Global Investment Performance Standards (GIPS). En conséquence, il est possible que le Sommaire ne puisse se prêter à un usage autre.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du Sommaire

La direction a la responsabilité de la préparation de l'information conformément aux Global Investment Performance Standards (GIPS), tel qu'il est décrit dans les notes du Sommaire, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation du Sommaire exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction est également responsable de déterminer si le Global Investment Performance Standards (GIPS) est acceptable dans les circonstances.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de Sommaire

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le Sommaire pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le Sommaire. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le Sommaire comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du Sommaire afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du Sommaire.

Autres questions

Nous avons publié un rapport d'audit distinct sur la conformité de l'ensemble de la Société aux Global Investment Performance Standards (GIPS) daté du 20 février 2019 et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion ni aucune autre forme d'assurance au sujet des résultats dans le présent rapport.

*Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.*¹

20 février 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116129

Notes générales

1. Présentation de la firme

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) est un investisseur institutionnel de long terme qui gère des fonds provenant principalement de régimes de retraite et d'assurances publics et parapublics. Un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada, la Caisse investit dans les grands marchés financiers, ainsi qu'en placements privés, en infrastructures, en immobilier et en crédit privé à l'échelle mondiale. L'actif net attribuable aux déposants, excluant les dépôts à vue et dépôts à terme, s'établissait à 308,8 G\$ au 31 décembre 2018. Ce document présente les rendements relatifs aux fonds confiés à la Caisse par les déposants (voir la note 7).

2. Énoncé de conformité

La Caisse est en conformité avec les Normes internationales de présentation des performances GIPS^{MD} (Normes GIPS^{MD}) et a préparé et présenté ce rapport conformément aux Normes GIPS^{MD}. La Caisse a été vérifiée de façon indépendante pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2018.

La vérification détermine si (1) la Caisse a été en conformité avec toutes les exigences de construction des composites des Normes GIPS^{MD} au niveau de l'ensemble de la firme comme défini ci-dessus et que (2) les processus et procédures de la Caisse sont conçus de manière à calculer et à présenter les performances conformément aux Normes GIPS^{MD}. Les composites ont fait l'objet d'un examen de performance pour les exercices allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2018.

3. Calculs de rendement

Les calculs de rendement sont basés sur des évaluations mensuelles. La formule Dietz modifiée est utilisée pour calculer le rendement. Tous les dépôts et retraits des déposants sont faits le premier jour de chaque mois. Ainsi, les flux monétaires n'ont pas d'incidence sur les rendements.

Chaque portefeuille discrétionnaire pour lequel la Caisse impute des charges d'exploitation est représenté dans au moins un composite. L'évaluation de ces composites est basée sur les dates de transaction et les rendements sont calculés mensuellement. Ces rendements sont ensuite liés géométriquement pour produire les rendements trimestriels et annuels.

Les rendements totaux, incluant les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements, les gains et les pertes non réalisés, ainsi que les revenus et dépenses de placement sont utilisés pour calculer les rendements. Ces rendements incluent le rendement généré par la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les revenus d'intérêts sont courus et sont inclus dans les justes valeurs utilisées pour calculer les rendements. Les revenus de dividendes sont comptabilisés généralement à la date ex-dividende.

Conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), la Caisse a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) depuis le 1^{er} janvier 2014. La Caisse se qualifie à titre d'entité d'investissement selon les IFRS. De cette façon, l'ensemble des instruments financiers sont évalués à la juste valeur conformément à l'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*.

Les IFRS exigent qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement ne consolide pas ses filiales, mais les évalue à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur des filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise qui reflète, entre autres, la juste valeur des instruments financiers détenus directement par ces filiales. Auparavant, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, les composites incluaient la consolidation des actifs et des passifs des filiales.

Tous les composites ont adopté les IFRS au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014. L'adoption des nouvelles normes au 1^{er} janvier 2014 n'avait eu aucune incidence sur les rendements présentés. Toutefois, le composite Immeubles avait adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012.

Pour de plus amples détails sur les techniques d'évaluation ainsi que sur les politiques, directives et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen des prix de fermeture publiés par des courtiers, ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues, lorsque ces valeurs sont disponibles. Lorsqu'un prix n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telle que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux monétaires. La Caisse ne détient plus de BTAA (billets à terme adossés à des actifs) à la suite de la fermeture du portefeuille spécialisé le 1^{er} juin 2017. Pour de plus amples détails sur la méthodologie employée antérieurement pour évaluer les BTAA, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés antérieurs.



La juste valeur des créances d'entreprise est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux monétaires qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation.

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des prix de fermeture des principales Bourses.

La juste valeur d'une participation dans une filiale ou une entreprise associée dont les titres sont cotés est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise.

Les évaluations des actions non cotées sont réalisées selon des techniques d'évaluation couramment employées ou sur la base de transactions comparables conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et des valeurs convertibles non cotées sont revues par le comité d'évaluation de la Caisse. Certaines évaluations sont revues semi-annuellement par des firmes externes indépendantes. La juste valeur des fonds d'investissement est déterminée selon la juste valeur de l'actif net fournie par le commandité ou l'administrateur.

La proportion de détention des déposants dans les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles ne varie pas entre les périodes d'évaluation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est établie par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux monétaires ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'élaboration et l'utilisation d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des sous-jacents et la volatilité.

La Caisse peut, dans certains pays, bénéficier d'une exemption de taxes ou d'un taux réduit de taxation à l'égard des revenus et des intérêts, en vertu du droit interne ou du traité fiscal entre le Canada et le pays visé. Les rendements des composites sont présentés après les taxes de non-résident, si applicables. Ailleurs qu'au Canada, les rendements des indices de référence sont présentés après les taxes de non-résident.

Au 1^{er} janvier 2017, la Caisse s'est dotée d'une nouvelle politique de gestion des devises. La position par défaut de la Caisse est de ne pas couvrir l'exposition aux devises des actifs au profil plus risqué. Lors de périodes où le dollar canadien est fortement sous-évalué par rapport à sa valeur d'équilibre selon des modèles de valorisation, une gestion dynamique est mise en place laquelle vise à couvrir les principales expositions de la Caisse. Les ajustements dynamiques sont intégrés dans les indices de références des composites. Pour les autres devises, une couverture discrétionnaire peut être mise en place par le gestionnaire pour couvrir des investissements en portefeuille.

4. Mesure de risque

Pour le composite Fonds équilibré, la dispersion des rendements annuels est mesurée par l'écart-type des rendements annuels des comptes des déposants présents durant toute l'année dans le composite.

Pour les autres composites, cette mesure de dispersion n'est pas utilisée car le nombre de portefeuilles dans chacun de ces composites est inférieur à 5. La dispersion des rendements est mesurée par l'écart-type annualisé des rendements mensuels du composite et de son indice sur une période mobile de trois ans.

Pour les composites Placements privés, Infrastructures et Immeubles, dont l'évaluation complète des placements est effectuée semestriellement, cette information n'est pas présentée.

5. Charges d'exploitation et autres frais

En raison de la nature de la Caisse, les charges d'exploitation et autres frais qui sont imputés aux composites sont les frais réels encourus pour gérer ces fonds. La somme de ces frais est répartie selon des inducteurs appropriés aux activités de placement. Tous les rendements dans cette présentation sont calculés après les frais de transaction, les frais de gestion externe des fonds d'investissement, et les charges des filiales immobilières non consolidées, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Pour chaque composite, les frais réels encourus sont présentés en points centésimaux (p.c.).

6. Devise de présentation

Tous les rendements et les actifs sont présentés en dollars canadiens.



7. Actif net sous gestion

L'actif net sous gestion correspond à l'actif net attribuable aux déposants présenté aux états financiers consolidés, ajusté afin d'exclure les actifs qui ne font pas partie de la firme comme définie dans la note 1, soit les dépôts à vue et les dépôts à terme des déposants.

8. Information complémentaire

Le manuel de procédures internes concernant l'évaluation des placements, les calculs de rendements et la préparation de cette présentation de rendements est disponible sur demande pour les déposants existants ou potentiels en écrivant à servicesadministratifsdeposants@cdpq.com.

Taux

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	2,34	2,07	0,27	s.o.	s.o.	32 984 511 \$	308 799 301 \$
2017	1,77	1,37	0,40	s.o.	s.o.	40 064 741 \$	298 424 595 \$
Depuis début	2,06	1,72	0,34	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	2,34	2,06								
2018 Indice	2,07	1,72								
Écart	0,27	0,34								

Notes relatives au composite Taux :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, le composite Obligations a été fermé et une portion de ses actifs et de ses passifs a été acquise à la juste valeur pour créer le composite Taux en date du 1^{er} janvier 2017. L'autre portion des actifs et des passifs du composite Obligations se retrouve désormais dans le composite Crédit.

Le composite Taux représente la principale source de liquidité pour la Caisse. L'objectif est d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence en investissant principalement dans des titres obligataires souverains du Canada (incluant les provinces) et d'autres pays développés. Ce composite est divisé en trois mandats : Gestion des taux, Crédit gouvernemental, Groupe Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion non significative des actifs de ce composite peut être confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant de 10 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Les placements étrangers de ce composite sont pleinement couverts contre le risque de change.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés portant sur les devises est permise exclusivement pour des fins de couverture du risque des devises.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres, ainsi que de vente à découvert, sont autorisées dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2017.

3. Indice de référence

L'indice de référence « Taux » est composé à 70 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations fédérales non-agence et à 30 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations provinciales du Québec.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 6 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Depuis le début du composite (1^{er} janvier 2017) jusqu'au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 6 p.c.

Crédit

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	2,25	0,29	1,96	s.o.	s.o.	56 378 462 \$	308 799 301 \$
2017	5,14	4,01	1,13	s.o.	s.o.	50 644 553 \$	298 424 595 \$
Depuis début	3,69	2,13	1,55	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	2,25	3,69								
2018 Indice	0,29	2,13								
Écart	1,96	1,55								

Notes relatives au composite Crédit :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, les composites Obligations et Dettes immobilières ont été fermés. Une portion des actifs et des passifs du composite Obligations et les actifs et passifs du composite Dettes immobilières ont été acquis à la juste valeur pour créer le composite Crédit en date du 1^{er} janvier 2017. Le composite Crédit a pour objectif d'offrir une valeur ajoutée au-dessus de l'indice de référence. Pour atteindre cet objectif, le composite adopte une approche de gestion en absolu. La recherche de valeur ajoutée est effectuée en fonction de l'évolution des primes de risque et par la recherche d'occasions d'investissement offrant un profil rendement-risque adéquat, tout en limitant les pertes en capital potentielles. Ce composite est subdivisé en cinq grands mandats : Crédit aux entreprises, Crédit immobilier (filiale Otéra Capital), Crédit gouvernemental, Financement spécialisé, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant maximal de 5 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Ce composite est couvert contre le risque de change, à l'exception des investissements libellés en devises de marchés en croissance. Toutefois, une couverture peut être mise en place pour des actifs en devises de marchés en croissance.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés portant sur les devises est permise exclusivement pour des fins de couverture du risque des devises.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert, sont autorisées dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2017.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2018, l'indice de référence Crédit est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations provinciales du Québec, à 70 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations de sociétés et à 20 % de l'indice Merrill Lynch (*High Yield*) couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite. Le poids de la composante Merrill Lynch (*High Yield*) couvert sera ajusté en fonction du déploiement des actifs de type valeur ajoutée.

Du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2018, l'indice de référence Crédit est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations provinciales du Québec, à 75 % de l'indice FTSE TMX Canada Obligations de sociétés et à 15 % de l'indice Merrill Lynch (*High Yield*) couvert.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en



points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 13 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Depuis le début du composite (1^{er} janvier 2017) jusqu'au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 14 p.c.

6. Évaluation des placements

Pour de plus amples détails sur les méthodologies employées pour évaluer les placements de dettes immobilières détenus par la filiale Otéra Capital, ainsi que les activités de financement spécialisé, veuillez vous référer à la note 7 des états financiers consolidés.

Obligations à long terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	(0,04)	0,01	(0,05)	7,24	7,21	2 863 090 \$	308 799 301 \$
2017	7,96	7,56	0,40	8,86	8,85	2 935 494 \$	298 424 595 \$
2016	2,07	2,12	(0,06)	8,38	8,40	2 639 527 \$	270 018 068 \$
2015	4,68	4,75	(0,07)	8,30	8,33	2 390 024 \$	247 494 947 \$
2014	18,20	18,40	(0,20)	6,13	6,16	2 208 145 \$	225 433 142 \$
2013	(6,48)	(6,40)	(0,08)	6,53	6,54	1 895 965 \$	199 690 933 \$
2012	3,43	3,70	(0,26)	5,87	5,85	3 678 975 \$	175 192 938 \$
2011	18,55	18,63	(0,08)	6,54	6,51	3 758 146 \$	158 706 574 \$
2010	12,30	12,32	(0,02)	7,34	7,51	3 597 657 \$	151 387 764 \$
2009	2,11	1,25	0,86	7,12	7,29	3 102 148 \$	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	(0,04)	3,88	3,27	3,62	6,39	4,13	4,03	5,74	6,45	6,01
2018 Indice	0,01	3,71	3,18	3,57	6,38	4,13	4,07	5,79	6,50	5,96
Écart	(0,05)	0,17	0,09	0,05	0,01	(0,01)	(0,05)	(0,05)	(0,05)	0,05

Notes relatives au composite Obligations à long terme :

1. Description du composite

Ce composite regroupe essentiellement des instruments financiers du marché obligataire canadien à long terme. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

Le composite ne comporte pas de titres en devises autres que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} avril 2005.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'indice de référence se nomme FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et est composé à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 40 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long terme. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, l'indice de référence était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté et était composé à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada obligations fédérales à long terme, à 25 % de l'indice FTSE TMX Canada

obligations provinciales à long terme et à 50 % du FTSE TMX Canada obligations provinciales du Québec à long terme. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010, l'indice était le FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté, dont la portion Provinces était remplacée par les obligations du Québec. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la surpondération des obligations du Québec dans le composite.

Du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2010, l'indice de référence de ce composite était l'indice FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.



Caisse de dépôt et placement
du Québec

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 2 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes,

soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 5 p.c.

Obligations à rendement réel

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	(0,09)	(0,05)	(0,04)	5,30	5,26	1 192 377 \$	308 799 301 \$
2017	0,79	0,72	0,07	7,83	7,83	1 186 722 \$	298 424 595 \$
2016	2,83	2,86	(0,02)	7,88	7,88	1 087 059 \$	270 018 068 \$
2015	2,84	2,79	0,05	9,68	9,69	1 089 696 \$	247 494 947 \$
2014	13,20	13,18	0,01	8,02	8,02	980 477 \$	225 433 142 \$
2013	(13,08)	(13,07)	0,00	8,70	8,70	1 188 230 \$	199 690 933 \$
2012	2,72	2,85	(0,13)	6,43	6,42	1 227 452 \$	175 192 938 \$
2011	18,37	18,35	0,02	8,51	8,19	1 288 122 \$	158 706 574 \$
2010	11,12	11,09	0,03	11,75	11,39	939 609 \$	151 387 764 \$
2009	17,09	14,50	2,59	11,87	11,47	652 763 \$	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	(0,09)	0,35	1,17	1,59	3,81	0,78	1,06	3,07	3,94	5,18
2018 Indice	(0,05)	0,34	1,17	1,57	3,80	0,77	1,07	3,08	3,94	4,95
Écart	(0,04)	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	(0,01)	(0,01)	0,00	0,23

Notes relatives au composite Obligations à rendement réel :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les obligations canadiennes à rendement réel de la Caisse. Les obligations à rendement réel sont des obligations dont la valeur nominale est directement liée à l'indice des prix à la consommation. Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'objectif de ce composite est de répliquer le rendement de son indice de référence.

Le composite ne comporte pas de titres en devises autres que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2004.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est l'indice FTSE TMX Canada obligations à rendement réel.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 4 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 7 p.c.

Valeurs à court terme

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	1,51	1,38	0,14	0,16	0,14	867 381 \$	308 799 301 \$
2017	0,64	0,56	0,09	0,10	0,10	1 892 501 \$	298 424 595 \$
2016	0,52	0,51	0,01	0,10	0,09	6 157 183 \$	270 018 068 \$
2015	0,73	0,63	0,10	0,09	0,09	4 584 461 \$	247 494 947 \$
2014	1,01	0,91	0,10	0,04	0,05	6 830 301 \$	225 433 142 \$
2013	1,07	1,01	0,06	0,05	0,06	3 511 628 \$	199 690 933 \$
2012	1,08	1,01	0,07	0,12	0,10	8 916 169 \$	175 192 938 \$
2011	1,06	1,00	0,06	0,14	0,11	6 762 222 \$	158 706 574 \$
2010	0,65	0,54	0,12	0,48	0,45	3 376 296 \$	151 387 764 \$
2009	1,07	0,62	0,45	0,51	0,53	2 714 918 \$	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	1,51	1,08	0,89	0,85	0,88	0,91	0,94	0,95	0,92	0,94
2018 Indice	1,38	0,97	0,81	0,77	0,80	0,83	0,86	0,88	0,84	0,82
Écart	0,14	0,11	0,08	0,08	0,09	0,08	0,08	0,08	0,08	0,12

Notes relatives au composite Valeurs à court terme :

1. Description du composite

Ce composite a comme objectif de préserver le capital investi et de maintenir un degré de liquidité élevé tout en procurant un rendement courant comparable à celui des bons du Trésor canadiens 91 jours.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la gestion du risque de taux d'intérêt ou de la durée de la dette.

Le composite ne comporte pas de titres en devise autre que le dollar canadien.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est le FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 1 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 1 p.c.

Immeubles

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	7,76	12,00	(4,24)	s.o.	s.o.	38 224 850 \$	308 799 301 \$
2017	8,05	8,17	(0,12)	s.o.	s.o.	34 260 142 \$	298 424 595 \$
2016	10,35	7,25	3,10	s.o.	s.o.	31 721 120 \$	270 018 068 \$
2015	13,05	15,40	(2,35)	s.o.	s.o.	26 955 199 \$	247 494 947 \$
2014	9,93	11,09	(1,16)	s.o.	s.o.	22 878 122 \$	225 433 142 \$
2013	15,06	15,56	(0,49)	s.o.	s.o.	22 570 193 \$	199 690 933 \$
2012	12,43	13,18	(0,75)	s.o.	s.o.	17 973 935 \$	175 192 938 \$
2011	10,96	15,63	(4,66)	s.o.	s.o.	18 204 805 \$	158 706 574 \$
2010	13,42	11,58	1,84	s.o.	s.o.	16 770 823 \$	151 387 764 \$
2009	(12,65)	(15,31)	2,66	s.o.	s.o.	14 311 038 \$	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	7,76	7,90	8,71	9,78	9,81	10,67	10,92	10,93	11,20	8,55
2018 Indice	12,00	10,07	9,12	10,66	10,74	11,53	11,77	12,24	12,17	9,06
Écart	(4,24)	(2,16)	(0,41)	(0,88)	(0,93)	(0,86)	(0,85)	(1,32)	(0,97)	(0,51)

Autres rendements présentés au 31 décembre (en pourcentage) :

	Rendement courant	Appréciation (dépréciation) du capital	Rendement total
2018	1,91	5,75	7,76
2017	1,92	6,01	8,05
2016	2,21	7,98	10,35
2015	2,23	10,59	13,05
2014	2,33	7,42	9,93
2013	3,33	11,36	15,06
2012	3,50	8,63	12,43
2011	4,17	6,57	10,96
2010	4,61	8,42	13,42
2009	4,41	(16,34)	(12,65)

Notes relatives au composite Immeubles :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les participations détenues dans la filiale immobilière Ivanhoé Cambridge. Près de 80 % des actifs bruts du composite sont constitués de placements en détention directe. Les autres investissements détenus par la filiale sont sous forme de fonds d'investissement, de prêts hypothécaires, d'actions et de valeurs convertibles, principalement reliés à des actifs immobiliers.

Ce composite, par l'intermédiaire de la filiale immobilière, peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours

normal de sa gestion. Ils sont notamment utilisés pour la couverture du risque des devises, la gestion du risque de taux d'intérêt ainsi que la gestion de la durée de la dette.

Pour les placements en détention directe de la filiale immobilière, le levier maximal est de 55 %. Aucun levier n'est autorisé pour les placements qui ne sont pas détenus en mode de détention directe. Les activités de prêts et d'emprunts de titres ainsi que de ventes à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.



Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} septembre 1998.

3. Indice de référence

À compter du 1^{er} janvier 2017, l'indice de référence, mentionné ci-dessous, a été graduellement découvert selon le plan de transition défini dans la politique de gestion des devises. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'indice Immeubles est composé à 85 % de l'indice MSCI Global Property ajusté (couvert) et à 15 % de l'indice MSCI Global Property Fund (couvert), moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Le coût du levier était composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux hypothécaire américain Giliberto-Levy 4-6 ans couvert, et à 25 % du taux obligataire Canada 5 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien. Les changements étaient justifiés afin de mieux refléter les opportunités d'investissement et la diversification géographique globale du composite.

Du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2015, l'indice se nommait Aon Hewitt – Immobilier ajusté et était composé à 40 % de l'indice IPD Canada, à 30 % de l'indice NCREIF couvert, à 15 % de l'indice IPD UK couvert, à 15 % de l'indice IPD France couvert, moins un coût de levier, un coût de gestion et des charges fiscales. Depuis le 1^{er} juillet 2012, une composante FTSE TMX Canada bons du Trésor 30 jours a aussi été ajoutée au calcul de l'indice. Cette composante a un poids de 3 % dans l'indice de référence. Le coût du levier était composé à 50 % du coût réel du financement interne couvert, à 25 % du taux obligataire US 3 ans couvert, majoré d'un écart de crédit Giliberto-Levy 2-3 ans, et à 25 % du taux obligataire Canada 3 ans majoré par un écart de crédit hypothécaire canadien.

Jusqu'au 31 décembre 2009, l'indice se nommait Aon – Immobilier et était composé à 70 % de l'indice IPD Canada et à 30 % de l'indice NCREIF couvert, moins une proportion de l'indice FTSE TMX Canada obligataire à court terme de sociétés pour refléter le levier.

Les changements étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les charges de la filiale non consolidée, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 3 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 4 p.c.

6. Évaluation des placements

Tel que décrit aux notes générales, le composite Immeubles a adopté les IFRS par anticipation le 1^{er} janvier 2012. La Caisse évalue sa participation dans sa filiale immobilière non consolidée, Ivanhoé Cambridge, à la juste valeur à titre de placement. La juste valeur de la participation en actions dans la filiale immobilière est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise, la méthode de multiples de sociétés comparables, soit une méthode couramment utilisée. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables, telles que le multiple du cours-valeur aux livres. Cette valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par la filiale, qui incluent principalement les immeubles de placement, ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de la filiale. L'évaluation est établie annuellement par une firme externe indépendante.

La juste valeur des immeubles de placement détenus directement par la filiale est établie et certifiée par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Comme les facteurs fondamentaux affectant la juste valeur ne changent pas de façon significative sur une courte période, ces immeubles sont évalués semestriellement depuis juin 2007 et annuellement pour les périodes antérieures à cette date. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Pour établir la valeur au 30 juin, l'évaluateur effectue une mise à jour des taux d'actualisation et de capitalisation et certifie la nouvelle valeur. Une réévaluation complète est effectuée au 31 décembre de chaque année.

À chaque date d'évaluation, les investissements détenus dans des fonds externes d'investissement, les actions non cotées et les financements hypothécaires sont évalués à l'interne par la filiale immobilière et représentent environ 12 % des actifs du composite. Dans le cas des fonds d'investissement, représentant plus de 8 % des actifs du composite, l'évaluation est subséquemment comparée à la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur.

Sur une base trimestrielle, lors des dispositions des immeubles, les gains ou les pertes sur dispositions sont constatés. De plus, il peut arriver qu'une situation, telle



qu'une demande de financement ou un établissement de valeur fiscale, permette d'obtenir une nouvelle évaluation entre les deux semestres. Si cette évaluation affiche une variation significative par rapport à la juste valeur, celle-ci sera comptabilisée durant le trimestre.

7. Autres rendements présentés

Pour ce composite, en plus du rendement total, les rendements annuels de l'appréciation ou de la dépréciation du capital et le rendement courant d'exploitation de la filiale non consolidée sont présentés. Le rendement courant provenant des activités de la filiale immobilière est réinvesti

dans cette dernière. Le rendement courant inclut les revenus de location, le rendement de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduit des frais d'exploitation des immeubles et des frais de financement. Depuis le 1^{er} janvier 2011, ces rendements sont calculés séparément en liant géométriquement les rendements calculés selon la formule Dietz modifiée. Avant le 1^{er} janvier 2011, ces rendements étaient calculés de sorte que la somme géométrique des deux composantes était égale au rendement total du composite.

Infrastructures

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	11,16	6,51	4,65	s.o.	s.o.	22 741 393 \$	308 799 301 \$
2017	10,15	10,47	(0,32)	s.o.	s.o.	16 176 937 \$	298 424 595 \$
2016	11,08	10,79	0,29	s.o.	s.o.	14 639 781 \$	270 018 068 \$
2015	6,59	(5,09)	11,68	s.o.	s.o.	12 957 468 \$	247 494 947 \$
2014	13,23	21,49	(8,27)	s.o.	s.o.	10 132 887 \$	225 433 142 \$
2013	10,62	22,63	(12,01)	s.o.	s.o.	8 048 236 \$	199 690 933 \$
2012	8,74	15,00	(6,26)	s.o.	s.o.	6 306 972 \$	175 192 938 \$
2011	23,28	12,70	10,59	s.o.	s.o.	5 751 198 \$	158 706 574 \$
2010*	13,94	17,12	(3,18)	s.o.	s.o.	4 332 759 \$	151 387 764 \$

*Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	11,16	10,65	10,80	9,73	10,42	10,45	10,21	11,76	s.o.	
2018 Indice	6,51	8,47	9,24	5,47	8,49	10,73	11,33	11,50	s.o.	
Écart	4,65	2,18	1,56	4,26	1,93	(0,28)	(1,12)	0,26	s.o.	

Notes relatives au composite Infrastructures :

1. Description du composite

Ce composite regroupe principalement les activités de gestion dans des placements négociés couvrant différents secteurs en infrastructures. Il s'agit d'investissements sous forme de titres de participation dans des sociétés privées ou cotées en Bourse et exploitant des actifs de type services aux collectivités. Ces investissements peuvent être effectués dans des projets de développement ou stabilisés.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

Une portion de ce composite est investie sous forme de fonds d'investissement.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 1 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} juillet 2010.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'indice de référence, mentionné ci-dessous, a été graduellement découvert selon le plan de transition défini dans la politique de gestion des devises. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2016, l'indice de référence « Infrastructures » correspond à l'indice MSCI ACWI Infrastructures ajusté couvert, à l'exception des titres de pays émergents qui restent non couverts. Ce changement était justifié afin de mieux refléter l'univers des opportunités d'investissement dans les infrastructures publiques.

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 mars 2015, l'indice de référence « Infrastructures » était formé de la façon suivante : un panier de titres publics liés à l'infrastructure, couverts, à l'exception des titres de pays émergents qui étaient non couverts.

Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était un composite formé d'un panier de titres



publics liés à l'infrastructure, couverts, provenant de Standard & Poor's.

Sur de courtes périodes, il est possible d'observer des écarts significatifs entre le rendement du composite et celui de son indice. L'indice est composé de titres publics, alors que le composite est essentiellement composé de titres privés, d'où un écart lié aux fluctuations du marché.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les

charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 52 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 43 p.c.

Marchés boursiers

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	(0,90)	(2,55)	1,65	7,53	7,60	108 300 617 \$	308 799 301 \$
2017	13,73	14,20	(0,48)	s.o.	s.o.	112 178 698 \$	298 424 595 \$
2016	9,40	7,51	1,89	s.o.	s.o.	101 271 741 \$	270 018 068 \$
Depuis début	7,23	6,16	1,07	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	(0,90)	6,16	7,23							
2018 Indice	(2,55)	5,50	6,16							
Écart	1,65	0,67	1,07							

Notes relatives au composite Marchés boursiers :

1. Description du composite

Dans le cadre d'une révision globale des portefeuilles spécialisés offerts aux déposants, les composites Actions Qualité mondiale, Actions canadiennes, Actions des marchés en émergence, Actions américaines et Actions EAEO ont été fusionnés et leurs actifs et passifs ont été transférés afin de créer le composite Marchés boursiers en date du 1^{er} janvier 2016. Aucun gain ou perte n'a été réalisé à la suite du regroupement des composites.

Le composite Marchés boursiers vise à procurer un rendement ajusté pour le risque supérieur à celui obtenu dans des investissements traditionnels en actions. Pour atteindre cet objectif, le composite adopte une approche d'investissement en absolu qui n'est pas basée sur la composition des indices mais plutôt sur des critères de qualité spécifiques aux entreprises. Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite est subdivisé en sept grands mandats : Qualité mondiale, Canada, Pondérations alternatives, Marchés en croissance, Valeur mondiale, Relationnel, Stratégique. Pour chacun de ces mandats, un processus d'investissement rigoureux, régi par un comité d'investissement spécifique interne, encadre la sélection des titres et la construction du portefeuille.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Ce composite peut comporter un levier au comptant de 5 % dans le cours normal des activités d'investissement.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

Les instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt et de devises ne doivent être utilisés que pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, sauf approbation exceptionnelle.

Les activités de prêt et d'emprunt de titres ainsi que de vente à découvert sont permises dans le cadre de la gestion de ce composite selon les limites autorisées.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} janvier 2016.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} juillet 2018, l'indice de référence « Marchés boursiers » est composé à 90 % Marchés boursiers traditionnel et à 10 % de l'indice FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours, pour laquelle la composante Marchés boursiers traditionnel est composée à 60 % de l'indice MSCI World (ex Canada) non couvert, à 20 % de l'indice S&P TSX et à 20 % de l'indice MSCI EM non couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2018, la composante Marchés boursiers traditionnel était composée à 60 % de l'indice MSCI World (ex Canada) non couvert, à 25 % de l'indice S&P TSX et à 15 % de l'indice MSCI EM non couvert.



4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net

moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 21 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Depuis le début du composite (1^{er} janvier 2016) jusqu'au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 19 p.c.

Placements privés

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)		Actif net (k\$)	
	Composite	Indice	Écart	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite	Actif net sous gestion
2018	16,63	8,73	7,90	s.o.	s.o.	42 927 027 \$	308 799 301 \$
2017	13,01	10,47	2,53	s.o.	s.o.	37 332 225 \$	298 424 595 \$
2016	14,01	8,76	5,26	s.o.	s.o.	30 387 019 \$	270 018 068 \$
2015	8,39	4,07	4,32	s.o.	s.o.	26 099 185 \$	247 494 947 \$
2014	12,15	12,54	(0,40)	s.o.	s.o.	22 396 335 \$	225 433 142 \$
2013	19,69	22,72	(3,03)	s.o.	s.o.	20 181 956 \$	199 690 933 \$
2012	13,60	14,10	(0,50)	s.o.	s.o.	17 795 997 \$	175 192 938 \$
2011	7,05	7,36	(0,30)	s.o.	s.o.	15 745 769 \$	158 706 574 \$
2010	26,73	1,99	24,74	s.o.	s.o.	17 467 606 \$	151 387 764 \$
2009	10,79	23,98	(13,18)	s.o.	s.o.	11 255 624 \$	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	16,63	14,81	14,54	12,97	12,81	13,93	13,88	13,00	14,45	14,08
2018 Indice	8,73	9,60	9,32	7,98	8,88	11,07	11,50	10,97	9,94	11,27
Écart	7,90	5,21	5,22	4,99	3,93	2,85	2,38	2,03	4,51	2,81

Notes relatives au composite Placements privés :

1. Description du composite

Ce composite regroupe les activités de gestion des placements privés spécialisées dans les métiers d'investissement d'acquisitions par emprunt (*buyout*), de capital de développement, de capital de risque, de dette en détresse, de dette mezzanine et de restructuration.

Certains actifs en provenance du composite Participations et infrastructures ont été transférés dans le composite en date du 1^{er} juillet 2010 en raison de la réorganisation de l'offre du composite et de la fermeture du composite Participations et infrastructures.

Ce composite utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés pour la couverture du risque de taux d'intérêt et de devises, ou aux fins d'une couverture d'une position détenue en portefeuille.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

À chaque date d'évaluation, la juste valeur des fonds d'investissement est fournie par le commandité. Cette évaluation est subséquemment comparée aux états financiers audités fournis par le commandité. Cette portion représente 27 % des actifs de ce composite.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2003.

3. Indice de référence

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice GXPEI ajusté non couvert, à 20 % de l'indice MSCI ACWI non couvert et à 30 % de l'indice S&P/TSX plafonné. Une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ces changements étaient justifiés afin de mieux refléter la composition du composite ainsi que la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse.

Du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, l'indice de référence est composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté partiellement couvert et à 50 % de l'indice MSCI World partiellement couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de couverture du composite.

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015, l'indice de référence était composé à 50 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 50 % de l'indice MSCI World Index couvert. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la composition du composite.



Du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2012, l'indice de référence était composé à 70 % de l'indice State Street Private Equity ajusté couvert et à 30 % de l'indice MSCI World couvert. Ce changement était justifié par l'évolution du composite à la suite des transferts du 1^{er} juillet 2010.

Du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2010, l'indice de référence était composé à 60 % du S&P 500 couvert et à 40 % du MSCI EAFE couvert. Ce changement était justifié par l'évolution sur le plan géographique et sectoriel de la politique de placement du composite et par sa liquidité plus élevée.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction et les frais des fonds d'investissement, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 51 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 42 p.c.

Fonds équilibré

Rendement et actif net sous gestion pour les années terminées le 31 décembre :

	Rendement (%)			Risque (%)				Actif net (k\$)
	Composite	Indice	Écart	Nbre comptes	Écart-type comptes	Écart-type rendement	Écart-type indice	Composite
2018	4,19	2,37	1,81	57	2,56	3,83	4,32	308 799 301 \$
2017	9,27	9,23	0,03	57	2,01	4,62	5,05	298 424 595 \$
2016	7,57	5,76	1,81	56	2,18	4,19	4,76	270 018 068 \$
2015	9,10	6,70	2,40	49	2,21	3,71	4,32	247 494 947 \$
2014	12,02	11,41	0,61	47	2,73	2,97	3,01	225 433 142 \$
2013	13,06	12,56	0,50	41	3,70	3,56	3,44	199 690 933 \$
2012	9,55	9,30	0,25	39	3,25	4,34	4,49	175 192 938 \$
2011	3,97	4,23	(0,26)	36	2,48	5,03	6,58	158 706 574 \$
2010	13,62	9,48	4,15	36	4,06	9,98	10,10	151 387 764 \$
2009	10,04	14,10	(4,05)	34	4,84	9,44	9,57	131 103 348 \$

Rendement annualisé au 31 décembre (en pourcentage) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Composite	4,19	6,70	6,99	7,51	8,40	9,16	9,22	8,55	9,10	9,19
2018 Indice	2,37	5,75	5,75	5,99	7,05	7,95	8,14	7,64	7,85	8,46
Écart	1,81	0,95	1,23	1,52	1,35	1,21	1,07	0,90	1,25	0,74

Composition de l'indice de référence Fonds équilibré au 31 décembre 2018 :

Indice de référence ¹	Poids
Indice Taux	13 %
Indice Crédit	17 %
FTSE TMX Canada bons du Trésor 91 jours	1 %
FTSE TMX Canada obligations gouvernementales à long terme ajusté	1 %
Indice Immeubles	12 %
Indice Infrastructures	6 %
FTSE TMX Canada obligations à rendement réel	0 %
Indice Marchés boursiers	37 %
Indice Placements privés	13 %

1. La description des indices est présentée dans les notes de chacun des composites.

Notes relatives au composite Fonds équilibré :

1. Description du composite

Ce composite regroupe l'ensemble des comptes des déposants, incluant le Fonds général, et mesure l'impact global de la répartition de l'actif effectuée par la Caisse pour l'ensemble des catégories d'actifs offertes aux déposants. Des activités de trésorerie, de superposition et de calibrage des mandats de Marchés boursiers sont aussi incluses dans ce composite. Depuis 2007, une perte sur des placements

en BTAA est incluse dans ce composite. La Caisse ne détient plus de BTAA à la suite de la fermeture du portefeuille spécialisé le 1^{er} juin 2017.

Ce composite peut inclure des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion. Ils sont utilisés principalement pour couvrir des positions, réduire les risques de marché, profiter d'occasions d'arbitrage, répliquer l'indice de référence, accélérer un investissement



ou un désinvestissement, couvrir les risques de taux de change et de taux d'intérêt et appairer la durée du composite à celle de l'indice.

Des activités à levier peuvent être présentes dans le composite, incluant les ventes à découvert. Le niveau de levier dépend de la nature de l'investissement. Certaines stratégies ne contiennent pas de levier et d'autres sont 100 % à levier selon les limites autorisées.

Une portion des actifs de ce composite est confiée à des gestionnaires externes.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, ce composite peut inclure des activités de couverture de devises, conformément à la politique de gestion des devises dont s'est dotée la Caisse. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails.

En 2014, à la suite de l'adoption des IFRS, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation des composites. Veuillez vous référer à la note 3 des Notes générales pour de plus amples détails. L'adoption des IFRS pour ces composites n'a eu aucune incidence sur le rendement du composite Fonds équilibré.

En 2012, à la suite de l'adoption anticipée des IFRS pour le composite Immeubles, une modification a été apportée à la méthodologie d'évaluation de la composante Immeubles du Fonds équilibré. Se référer au composite Immeubles du présent document pour de plus amples détails.

2. Date de création du composite

Ce composite a été créé le 1^{er} octobre 2002.

3. Indice de référence

L'indice de référence de ce composite est un indice construit par la Caisse. Il est composé de la moyenne pondérée des indices de référence des déposants. Ces indices

correspondent à la moyenne pondérée des indices des catégories d'actif présentes dans la politique de référence de chaque déposant. La politique de référence des déposants est établie une fois par mois selon les besoins et les préférences des déposants ainsi que les prévisions de marché. L'indice de référence comprend un ajustement à la durée déterminée par la politique de référence des déposants qui en font la demande. De plus, l'indice comprend un niveau d'exposition aux devises. Depuis le 1^{er} janvier 2017, une couverture peut être mise en place pour les principales devises selon l'approche méthodologique et l'encadrement définis dans la politique de gestion des devises. Ce changement était justifié afin de mieux refléter la politique de gestion des devises adoptée par la Caisse. Le poids de chacun des indices qui composent l'indice de référence de ce composite, en date du 1^{er} décembre 2017, est indiqué dans le tableau de la page précédente.

4. Période de calcul

Le rendement de ce composite est calculé du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2018.

5. Charges d'exploitation et autres frais

Les rendements sont calculés après les frais de transaction, les frais des fonds d'investissement et les charges des filiales immobilières, mais avant les charges d'exploitation et autres frais. Les charges d'exploitation et autres frais en points centésimaux correspondent au ratio des frais réels encourus sur l'actif net moyen. Pour les quatre années précédentes, le ratio correspond à la moyenne des ratios annuels.

Les charges d'exploitation et autres frais pour ce composite représentent 22 p.c. pour les 12 derniers mois terminés le 31 décembre 2018. Pour les quatre années précédentes, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018, les frais représentaient en moyenne 19 p.c.

II. Statistiques financières et rétrospective

1. Évolution de l'actif net attribuable aux déposants	31
2. Variation de l'actif net attribuable aux déposants et de l'actif total sous gestion	32
3. Évolution de l'avoir des déposants	33
4. Ventilation de l'avoir des déposants	41
5. Sommaire des placements	42
6. Ventilation des placements	43
7. Secteur immobilier - Financements de 5 M\$ et plus	45
8. Relevé des biens immobiliers	51
9. Investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics.....	57
10. Investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés	157

1

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Actif										
Placements	342 004	331 050	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575
Avances à des déposants	903	1 056	1 068	776	1 090	996	797	761	789	371
Revenus de placement courus et à recevoir	1 352	1 395	1 173	1 226	1 149	898	751	854	933	1 042
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	4 587	2 447	3 898	1 288	1 346	1 697	153	774	177	70
Autres actifs	1 157	1 202	845	682	334	240	1 002	3 293	2 922	1 598
	350 003	337 150	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656
Passif										
Passif relatifs aux placements	38 207	35 845	42 890	41 039	44 924	37 161	34 129	28 554	27 807	34 830
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 113	2 102	1 687	1 224	1 300	2 380	155	110	563	1 478
Autres passifs financiers	1 172	691	536	529	648	549	1 300	1 162	1 310	1 200
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	2 006	2 497	1 775	1 560
	40 492	38 638	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068
Actif net attribuable aux déposants	309 511	298 512	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

2 VARIATION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS ET DE L'ACTIF TOTAL SOUS GESTION
des exercices clos le 31 décembre
(en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Résultat de placement avant distributions aux déposants	11 790	24 596	18 417	20 109	23 775	22 768	14 937	5 746	17 731	11 752
Contributions nettes (retraits nets) des déposants	(791)	3 170	4 304	2 065	1 927	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)
Augmentation de l'actif net attribuable aux déposants	10 999	27 766	22 721	22 174	25 702	23 939	17 245	7 223	20 154	11 500
Actif net attribuable aux déposants	309 511	298 512	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588
Passif excluant l'actif net attribuable aux déposants	40 492	38 638	45 113	42 792	46 872	40 090	37 590	32 323	31 455	39 068
Actif total	350 003	337 150	315 859	290 817	272 723	240 239	213 800	191 288	183 197	170 656
Biens sous gestion et administrés										
Biens sous gestion	19 589	20 349	18 569	20 505	12 699	13 080	7 423	8 731	11 417	14 933
Biens administrés	70 814	65 636	59 723	52 850	47 264	41 635	37 913	4 159	4 516	15 676
	90 403	85 985	78 292	73 355	59 963	54 715	45 336	12 890	15 933	30 609
Actif total sous gestion	440 406	423 135	394 151	364 172	332 686	294 954	259 136	204 178	199 130	201 265

Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
CAISSES DE RETRAITE										
Retraite Québec										
Revenu net attribué	2 883	2 509	2 627	3 348	2 973	2 569	2 191	1 478	905	385
Dépôts (retraits)	562	390	540	(108)	325	745	567	178	981	(20)
+/- valeur non matérialisée	(143)	4 140	1 999	1 972	2 696	3 487	1 435	(624)	3 249	2 118
Avoir net	72 584	69 282	62 243	57 077	51 865	45 871	39 070	34 877	33 845	28 710
Avances de fonds	(645)	(807)	(740)	(445)	(665)	(636)	(461)	(369)	(504)	(76)
Avoir net incluant avances de fonds	71 939	68 475	61 503	56 632	51 200	45 235	38 609	34 508	33 341	28 634
Excédent sur le coût	17 194	17 337	13 197	11 198	9 226	6 530	3 043	1 608	2 232	(1 017)
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué	948	771	947	1 082	843	1 034	832	538	277	143
Dépôts (retraits)	140	80	37	37	160	198	254	159	121	78
+/- valeur non matérialisée	(165)	844	243	348	1 054	235	231	415	1 098	466
Avoir net	23 312	22 389	20 694	19 467	18 000	15 943	14 476	13 159	12 047	10 551
Avances de fonds	(32)	(36)	(24)	(27)	(11)	-	(7)	(16)	(10)	(59)
Avoir net incluant avances de fonds	23 280	22 353	20 670	19 440	17 989	15 943	14 469	13 143	12 037	10 492
Excédent sur le coût	3 950	4 115	3 271	3 028	2 680	1 626	1 391	1 160	745	(353)
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué	3 206	2 383	3 036	3 173	3 426	2 946	2 253	1 464	281	364
Dépôts (retraits)	(776)	(732)	(660)	(743)	(664)	(759)	(767)	(689)	(673)	(334)
+/- valeur non matérialisée	(491)	3 212	1 350	1 704	2 540	3 114	1 673	(94)	4 538	3 331
Avoir net	70 406	68 467	63 604	59 878	55 744	50 442	45 141	41 982	41 301	37 155
Avances de fonds	-	-	-	-	(87)	(57)	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	70 406	68 467	63 604	59 878	55 657	50 385	45 141	41 982	41 301	37 155
Excédent sur le coût	16 097	16 588	13 376	12 026	10 322	7 782	4 668	2 995	3 089	(1 449)
Régime de retraite du personnel d'encadrement										
Revenu net attribué	293	1 387	496	648	585	479	386	312	144	49
Dépôts (retraits)	867	(4 906)	(119)	(63)	(119)	(25)	35	(39)	(388)	(165)
+/- valeur non matérialisée	4	(622)	208	275	412	437	255	6	655	519
Avoir net	8 035	6 871	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 843	6 432
Avances de fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	-
Avoir net incluant avances de fonds	8 035	6 871	11 012	10 427	9 567	8 689	7 798	7 122	6 837	6 432
Excédent sur le coût	1 466	1 462	2 084	1 876	1 601	1 189	752	497	491	(164)
Régimes de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	12	10	12	15	13	13	10	7	2	-
Dépôts (retraits)	(8)	(8)	(7)	(6)	(5)	(5)	(4)	(1)	(65)	(5)
+/- valeur non matérialisée	(2)	10	4	5	11	10	6	(1)	20	19
Avoir net	264	262	250	241	227	208	190	178	173	216
Excédent sur le coût	56	58	48	44	39	28	18	12	13	(7)

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué	11	10	13	13	11	12	8	6	1	-
Dépôts (retraits)	(4)	(4)	(2)	(5)	(3)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
+/- valeur non matérialisée	(1)	13	5	5	12	13	7	(1)	17	13
Avoir net	270	264	245	229	216	196	173	159	156	139
Avances de fonds	-	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	270	263	245	229	216	196	173	159	156	139
Excédent sur le coût	67	68	55	50	45	33	20	13	14	(3)
Régime de retraite des maires et conseillers des municipalités										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	(1)	2	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	1	1	1	2	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence										
Revenu net attribué	22	15	18	21	72	17	17	12	8	4
Dépôts (retraits)	5	6	8	11	17	11	12	15	12	9
+/- valeur non matérialisée	(4)	28	13	17	(27)	21	10	(3)	20	16
Avoir net	611	588	539	500	451	389	340	301	277	237
Excédent sur le coût	71	75	47	34	17	44	23	13	16	(4)
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué	2 984	2 436	2 862	2 656	2 673	2 367	1 781	1 124	264	284
Dépôts (retraits)	1 500	7 058	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500	-
+/- valeur non matérialisée	224	3 552	1 753	1 718	2 897	2 774	1 590	25	3 603	2 450
Avoir net	83 176	78 468	65 422	59 307	53 433	46 863	40 722	36 351	34 202	28 835
Excédent sur le coût	15 222	14 998	11 446	9 693	7 975	5 078	2 304	714	689	(2 914)
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse employeurs										
Revenu net attribué	26	27	26	19	19	17	7	7	5	-
Dépôts (retraits)	192	(12)	(8)	172	(1)	(2)	147	(3)	(3)	128
+/- valeur non matérialisée	1	26	17	11	20	20	5	(2)	12	-
Avoir net	873	654	613	578	376	338	303	144	142	128
Excédent sur le coût	110	109	83	66	55	35	15	10	12	-
Régime de retraite de l'Université du Québec										
Revenu net attribué	16	18	25	13	17	12	21	9	6	9
Dépôts (retraits)	29	74	6	28	(11)	4	-	(10)	34	(8)
+/- valeur non matérialisée	41	26	19	22	15	28	6	13	23	(17)
Avoir net	635	549	431	381	318	297	253	226	214	151
Excédent sur le coût	200	159	133	114	92	77	49	43	30	7

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Régime de retraite du personnel des CPE										
et des garderies privées conventionnées du Québec										
Revenu net attribué	15	16	18	12	12	8	7	2	1	(6)
Dépôts (retraits)	39	38	11	50	-	38	15	17	34	(15)
+/- valeur non matérialisée	30	17	15	7	9	12	5	5	7	5
Avoir net	471	387	316	272	203	182	124	97	73	31
Excédent sur le coût	98	68	51	36	29	20	8	3	(2)	(9)
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	(16)	(5)	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	2	5	(1)
Avoir net	-	-	-	-	-	-	-	-	16	18
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	1	(1)	(6)
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale										
Revenu net attribué	2	1	2	2	1	2	2	1	1	-
Dépôts (retraits)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(4)	(3)	(4)	(3)
+/- valeur non matérialisée	(1)	1	-	-	2	1	1	1	3	2
Avoir net	31	33	34	35	36	36	36	37	38	38
Excédent sur le coût	3	4	3	3	3	1	-	(1)	(2)	(5)
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal										
Revenu net attribué	10	6	11	10	10	11	10	7	3	1
Dépôts (retraits)	(18)	(19)	(19)	(20)	(21)	(22)	(22)	(23)	(23)	(24)
+/- valeur non matérialisée	(5)	8	2	2	11	8	9	6	21	13
Avoir net	184	197	202	208	216	216	219	222	232	231
Excédent sur le coût	30	35	27	25	23	12	4	(5)	(11)	(32)
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec - Caisse participants										
Revenu net attribué	19	15	15	16	15	12	6	4	3	-
Dépôts (retraits)	29	30	30	29	32	31	31	26	23	26
+/- valeur non matérialisée	2	25	14	10	14	13	6	(1)	7	7
Avoir net	524	474	404	345	290	229	173	130	101	68
Excédent sur le coût	88	86	61	47	37	23	10	4	5	(2)
Régime de retraite des employés de la Ville de Laval										
Revenu net attribué	14	15	17	11	10	7	7	2	1	-
Dépôts (retraits)	39	(21)	22	110	(1)	10	8	23	8	13
+/- valeur non matérialisée	27	15	13	6	7	12	4	5	9	1
Avoir net	427	347	338	286	159	143	114	95	65	47
Excédent sur le coût	89	62	47	34	28	21	9	5	-	(9)

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges										
Revenu net attribué	4	3	4	5	6	5	3	3	-	-
Dépôts (retraits)	(2)	(1)	(3)	(2)	(2)	(3)	(2)	(4)	61	-
+/- valeur non matérialisée	(1)	2	1	1	2	2	2	(1)	6	-
Avoir net	89	88	84	82	78	72	68	65	67	-
Excédent sur le coût	14	15	13	12	11	9	7	5	6	-
Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval										
Revenu net attribué	4	4	10	3	2	2	8	-	-	-
Dépôts (retraits)	32	-	21	50	(11)	3	106	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	19	16	11	17	10	15	-	-	-	-
Avoir net	322	267	247	205	135	134	114	-	-	-
Excédent sur le coût	88	69	53	42	25	15	-	-	-	-
Fiducie globale Ville de Magog										
Revenu net attribué	3	3	3	3	2	3	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(1)	(1)	-	-	1	1	40	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	(1)	3	2	2	3	3	1	-	-	-
Avoir net	70	69	64	59	54	48	41	-	-	-
Excédent sur le coût	13	14	11	9	7	4	1	-	-	-
Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke										
Revenu net attribué	2	2	2	3	2	2	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	6	-	-	-	3	12	13	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	2	2	1	(1)	2	(1)	-	-	-	-
Avoir net	52	42	38	35	33	26	13	-	-	-
Excédent sur le coût	5	3	1	-	1	(1)	-	-	-	-
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels										
Revenu net attribué	30	24	19	18	10	3	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(12)	(12)	109	121	135	133	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	28	19	14	13	9	-	-	-	-
Avoir net	661	643	603	456	303	145	-	-	-	-
Avances de fonds	-	-	-	-	(1)	(1)	-	-	-	-
Avoir net incluant avances de fonds	661	643	603	456	302	144	-	-	-	-
Excédent sur le coût	83	83	55	36	22	9	-	-	-	-
Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke										
Revenu net attribué	3	3	3	3	3	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(2)	(1)	-	-	-	56	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	(2)	4	2	2	6	-	-	-	-	-
Avoir net	80	81	75	70	65	56	-	-	-	-
Excédent sur le coût	12	14	10	8	6	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique										
Revenu net attribué	1	1	2	1	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	5	1	11	23	11	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	4	3	3	1	1	-	-	-	-	-
Avoir net	68	58	53	37	12	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	12	8	5	2	1	-	-	-	-	-
Régimes de retraite de la Ville de Terrebonne										
Revenu net attribué	3	3	2	1	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	6	49	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	2	2	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	69	64	59	50	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	5	3	1	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	12	7	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(14)	(3)	245	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(6)	16	(2)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	256	264	244	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	8	14	(2)	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés manuels de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	15	9	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(10)	(8)	296	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(8)	21	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	315	318	296	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	12	20	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	27	14	2	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(14)	(10)	517	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(14)	38	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	559	560	518	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	23	37	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite du personnel professionnel de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	10	5	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	1	3	191	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(4)	14	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	220	213	191	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	9	13	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	22	11	2	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(4)	(4)	420	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	(9)	27	(3)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	462	453	419	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	15	24	(3)	-	-	-	-	-	-	-

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec										
Revenu net attribué	8	4	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	1	1	150	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	(4)	10	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	170	165	150	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	5	9	(1)	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des employés du Réseau de transport de la Capitale										
Revenu net attribué	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	6	-	63	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	83	70	63	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	9	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval										
Revenu net attribué	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	1	113	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	127	122	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-
RÉGIMES D'ASSURANCE										
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Revenu net attribué	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Avoir net	11	11	10	10	9	8	8	7	7	6
Excédent sur le coût	2	2	2	2	2	1	1	1	1	-
La Financière agricole du Québec										
Revenu net attribué	28	17	16	23	12	10	11	7	-	3
Dépôts (retraits)	(46)	189	87	191	2	49	37	(8)	(36)	31
+/- valeur non matérialisée	(15)	27	11	(1)	14	15	5	2	20	3
Avoir net	900	933	700	586	373	345	271	218	217	233
Excédent sur le coût	64	79	52	41	42	28	13	8	6	(14)
Autorité des marchés financiers										
Revenu net attribué	23	12	14	14	26	15	15	14	11	14
Dépôts (retraits)	25	24	22	55	12	-	7	16	53	6
+/- valeur non matérialisée	(10)	16	7	4	6	(6)	8	14	15	3
Avoir net	881	843	791	748	675	631	622	592	548	469
Excédent sur le coût	49	59	43	36	32	26	32	24	10	(5)

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué	687	567	705	703	805	710	650	410	176	(54)
Dépôts (retraits)	(148)	(391)	(314)	(170)	80	(76)	(2)	(27)	39	(248)
+/- valeur non matérialisée	(113)	671	288	458	631	665	289	(1)	1 004	797
Avoir net	16 640	16 214	15 367	14 688	13 697	12 181	10 882	9 945	9 563	8 344
Avances de fonds	(63)	(10)	(90)	(22)	-	-	(40)	(136)	(7)	(50)
Avoir net incluant avances de fonds	16 577	16 204	15 277	14 666	13 697	12 181	10 842	9 809	9 556	8 294
Excédent sur le coût	3 601	3 714	3 043	2 755	2 297	1 666	1 001	712	713	(291)
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué	495	402	503	605	580	458	420	294	184	63
Dépôts (retraits)	(318)	(292)	(300)	13	65	(5)	67	(13)	37	(156)
+/- valeur non matérialisée	(29)	508	159	339	394	363	256	102	665	441
Avoir net	12 072	11 924	11 306	10 944	9 987	8 948	8 132	7 389	7 006	6 120
Avances de fonds	(163)	(202)	(214)	(282)	(326)	(302)	(289)	(240)	(262)	(186)
Avoir net incluant avances de fonds	11 909	11 722	11 092	10 662	9 661	8 646	7 843	7 149	6 744	5 934
Excédent sur le coût	2 508	2 537	2 029	1 870	1 531	1 137	774	518	416	(249)
Les Producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	1	(3)	1	3	-
+/- valeur non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	6	6	6	6	5	5	4	7	6	3
Excédent sur le coût	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué	24	18	24	25	24	26	23	16	5	6
Dépôts (retraits)	(29)	(10)	(24)	(21)	(20)	(21)	(29)	(22)	(24)	(15)
+/- valeur non matérialisée	(7)	20	7	10	20	21	11	(2)	40	25
Avoir net	448	460	432	425	411	387	361	356	364	343
Excédent sur le coût	104	111	91	84	74	54	33	22	24	(16)
Conseil de gestion de l'assurance parentale										
Revenu net attribué	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	140	(1)	-	-	(2)	-	-	-	-	-
+/- valeur non matérialisée	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-
Avoir net	141	-	1	1	1	3	3	2	2	2
Excédent sur le coût	-	-	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(2)	(2)	(2)
AUTRES DÉPOSANTS										
Office de la protection du consommateur										
Revenu net attribué	8	5	6	6	5	5	3	3	1	1
Dépôts (retraits)	(19)	3	3	-	3	8	6	10	11	9
+/- valeur non matérialisée	(2)	6	3	3	7	5	3	1	4	1
Avoir net	142	155	141	129	120	105	87	75	61	45
Excédent sur le coût	27	29	23	20	17	10	5	2	1	(3)

ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Société des alcools du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	(193)	106	(31)	(3)	(23)	144	(83)
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	193	87	118	121	144	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds des générations										
Revenu net attribué	964	408	387	335	321	311	217	130	92	33
Dépôts (retraits)	(3 012)	1 568	1 456	961	837	117	782	602	655	794
+/- value non matérialisée	(434)	593	332	278	396	310	147	5	236	180
Avoir net	11 298	13 780	11 211	9 036	7 462	5 908	5 170	4 024	3 287	2 304
Excédent sur le coût	1 760	2 194	1 601	1 269	991	595	285	138	133	(103)
Fonds des congés de maladie accumulés										
Revenu net attribué	49	50	52	50	53	49	47	35	44	18
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	(79)	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	46	25	26	46	44	13	(11)	40	41
Avoir net	1 240	1 191	1 095	1 018	942	843	750	769	745	661
Excédent sur le coût	270	270	224	199	173	127	83	70	81	41
Fonds d'information sur le territoire										
Revenu net attribué	5	5	4	5	5	28	9	1	-	-
Dépôts (retraits)	30	31	12	(3)	-	(292)	18	313	-	-
+/- value non matérialisée	(1)	5	2	2	4	(5)	10	1	-	-
Avoir net	189	155	114	96	92	83	352	315	-	-
Excédent sur le coût	18	19	14	12	10	6	11	1	-	-
Agence du revenu du Québec										
Revenu net attribué	5	5	5	5	5	4	2	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	79	-	-	-
+/- value non matérialisée	1	5	4	3	6	6	1	-	-	-
Avoir net	136	130	120	111	103	92	82	-	-	-
Excédent sur le coût	26	25	20	16	13	7	1	-	-	-
Fonds de la réserve budgétaire du gouvernement du Québec										
Revenu net attribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	(71)	(268)
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué	12 900	11 208	11 894	12 849	12 541	11 137	8 947	5 884	2 413	1 319
Dépôts (retraits)	(791)	3 170	4 303	2 065	1 926	1 171	2 308	1 477	2 423	(252)
+/- value non matérialisée	(1 110)	13 388	6 524	7 260	11 235	11 631	5 990	(138)	15 318	10 433
Avoir net	309 511	298 512	270 746	248 025	225 851	200 149	176 210	158 965	151 742	131 588
Avances de fonds	(903)	(1 056)	(1 068)	(776)	(1 090)	(996)	(797)	(761)	(789)	(371)
Avoir net incluant avances de fonds	308 608	297 456	269 678	247 249	224 761	199 153	175 413	158 204	150 953	131 217
Excédent sur le coût	63 486	64 596	51 208	44 684	37 424	26 189	14 558	8 568	8 706	(6 612)

4

VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS
au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	26,9	26,3	24,2	23,9	23,8	23,4	23,1	22,9	22,6	21,9
Retraite Québec	23,5	23,2	23,0	23,0	22,8	22,9	22,2	21,9	22,3	21,8
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	22,7	23,0	23,4	24,2	24,8	25,2	25,6	26,4	27,2	28,2
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	7,5	7,5	7,6	7,9	8,0	8,0	8,2	8,3	8,0	8,0
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	5,4	5,4	5,7	5,9	6,1	6,1	6,2	6,3	6,3	6,3
Société de l'assurance automobile du Québec	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	4,5	4,6	4,7	4,6	4,7
Fonds des générations	3,6	4,6	4,1	3,7	3,3	3,0	2,9	2,5	2,2	1,8
Régime de retraite du personnel d'encadrement	2,6	2,3	4,1	4,2	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5	4,9
Autres déposants	3,9	3,7	3,7	2,8	2,7	2,6	2,8	2,5	2,3	2,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

5

SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Juste valeur ¹									
	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Équivalents de trésorerie	0,1	-	0,4	0,8	1,4	2,5	-	-	-	-
Valeurs à court terme	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,9	0,8	1,2	2,7	4,8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2,4	3,1	3,1	2,2	6,0	4,1	5,4	4,3	5,5	4,8
Créances d'entreprises	0,6	0,8	0,8	1,1	0,7	0,6	-	-	-	-
Obligations	20,5	24,4	25,6	27,8	28,2	27,5	28,4	32,0	34,3	36,7
BTAA	-	-	1,3	1,6	3,4	4,1	4,8	4,8	5,0	4,3
Financements hypothécaires	-	-	-	-	-	-	4,3	4,1	4,3	5,3
Titres à revenu fixe	23,7	28,4	31,5	33,8	40,0	39,7	43,7	46,4	51,8	55,9
Actions canadiennes	8,7	10,7	10,8	10,4	9,5	9,1	10,9	9,5	9,8	8,8
Actions étrangères	28,1	29,4	29,4	29,4	27,4	27,4	32,9	32,2	26,3	23,3
Participations dans des filiales non consolidées	39,2	31,3	27,9	26,0	22,6	23,0	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	12,5	11,9	12,1	12,0
Titres à revenu variable	76,0	71,4	68,1	65,8	59,5	59,5	56,3	53,6	48,2	44,1
Instruments financiers dérivés	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	0,8	-	-	-	-
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de 2018. Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

VENTILATION DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	%		Juste valeur								
	2018		2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Obligations											
Titres canadiens											
Gouvernement du Québec	13 388	3,9	14 790	16 136	19 308	17 839	14 097	10 549	9 659	8 925	7 973
Gouvernement du Canada	19 704	5,8	31 177	25 927	24 339	26 720	16 492	17 255	17 249	22 445	22 205
Autres gouvernements	730	0,2	3 505	4 625	4 612	3 940	2 552	1 169	1 581	1 701	3 158
Garantis par le gouvernement du Québec	5 119	1,5	5 030	4 528	5 462	5 739	5 696	7 886	7 777	6 074	5 495
Garantis par les autres gouvernements	-	-	10	34	101	113	6 453	5 321	5 279	5 924	4 987
Municipalités, scolaires et autres	839	0,3	974	942	948	1 012	1 122	1 374	1 481	1 280	1 279
Secteur corporatif	9 944	2,9	11 786	11 410	11 970	12 400	11 067	10 236	12 320	9 850	10 941
	49 724	14,6	67 272	63 602	66 740	67 763	57 479	53 790	55 346	56 199	56 038
Titres étrangers											
Gouvernement des États-Unis	3 583	1,0	4 067	6 328	4 624	2 283	1 185	989	1 174	1 379	510
Secteur corporatif	9 042	2,6	5 384	7 904	7 777	4 948	3 440	5 142	2 370	3 668	4 571
Autres gouvernements	7 661	2,3	3 982	1 345	672	736	2 945	-	408	17	346
	20 286	5,9	13 433	15 577	13 073	7 967	7 570	6 131	3 952	5 064	5 427
	70 010	20,5	80 705	79 179	79 813	75 730	65 049	59 921	59 298	61 263	61 465
Créances d'entreprises											
Titres canadiens	793	0,2	1 129	1 280	1 277	1 188	835	-	-	-	-
Titres étrangers	1 356	0,4	1 457	1 212	1 727	789	479	-	-	-	-
	2 149	0,6	2 586	2 492	3 004	1 977	1 314	-	-	-	-
BTAA											
	-	-	-	3 970	4 612	9 236	9 752	10 153	8 932	8 942	7 249
Actions et valeurs convertibles											
Titres canadiens											
Énergie	3 835	1,1	6 458	6 601	4 394	4 599	4 196	4 273	3 195	3 411	3 346
Matériels	1 230	0,4	1 568	1 640	1 214	1 508	1 358	3 464	3 201	3 998	2 791
Industrie	6 030	1,8	5 824	4 663	4 306	4 093	3 280	1 895	1 617	1 325	1 166
Consommation discrétionnaire	1 270	0,4	2 401	1 887	2 260	2 347	2 477	3 682	3 487	3 577	2 670
Biens de consommation de base	2 384	0,7	2 998	2 771	2 772	2 220	1 159	747	549	283	257
Santé	90	-	104	79	62	748	563	272	104	123	106
Finance	7 884	2,3	10 048	10 150	9 359	5 339	4 108	4 165	2 682	2 007	2 042
Technologies de l'information	4 892	1,4	4 334	4 164	4 261	3 366	2 702	2 056	728	846	902
Télécommunications	406	0,1	18	438	390	388	472	636	250	49	232
Services aux collectivités	560	0,2	656	404	282	336	329	901	1 009	1 196	685
Fonds communs	1 061	0,3	943	670	592	482	714	882	652	599	491
Participations indicielles et autres	-	-	-	-	-	-	101	100	92	32	33
	29 642	8,7	35 352	33 467	29 892	25 426	21 459	23 073	17 566	17 446	14 721
Titres étrangers											
Fonds externes	16 334	4,8	16 021	16 931	14 505	10 824	9 470	16 848	16 783	15 952	19 634
Gestion interne	79 641	23,3	81 598	73 911	69 823	62 790	55 350	52 583	43 037	30 892	19 418
	95 975	28,1	97 619	90 842	84 328	73 614	64 820	69 431	59 820	46 844	39 052
	125 617	36,8	132 971	124 309	114 220	99 040	86 279	92 504	77 386	64 290	53 773

VENTILATION DES PLACEMENTS (suite)
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS ¹	%		Juste valeur								
	2018		2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Participations dans des filiales non consolidées											
Placements de biens immobiliers	50 571	14,8	43 728	41 347	38 699	32 632	31 795	-	-	-	-
Placements de dettes immobilières	13 395	3,9	11 991	11 559	10 982	10 249	8 797	-	-	-	-
Placements privés	26 275	7,7	19 745	13 506	9 890	8 248	7 295	-	-	-	-
Placements d'infrastructures	19 577	5,7	11 439	11 500	11 103	7 369	5 437	-	-	-	-
Placements de titres à revenu fixe	15 943	4,7	10 101	4 041	1 372	800	125	-	-	-	-
Placements de fonds de couverture	5 609	1,6	3 998	4 338	2 394	1 537	855	-	-	-	-
Placements de marchés boursiers	2 794	0,8	2 519	-	-	-	-	-	-	-	-
	134 164	39,2	103 521	86 291	74 440	60 835	54 304	-	-	-	-
Financements hypothécaires											
Titres canadiens	-	-	-	-	-	-	-	7 411	6 754	5 886	5 944
Titres étrangers	-	-	-	-	-	-	-	1 682	780	1 833	2 872
	-	-	-	-	-	-	-	9 093	7 534	7 719	8 816
Biens immobiliers											
Canadiens	-	-	-	-	-	-	-	16 494	13 501	12 880	10 931
Étrangers	-	-	-	-	-	-	-	9 966	8 670	8 732	9 142
	-	-	-	-	-	-	-	26 460	22 171	21 612	20 073
Total des placements à long terme	331 940	97,1	319 783	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376
Équivalents de trésorerie											
Titres canadiens	360	0,1	-	998	2 245	3 829	5 842	-	-	-	-
Titres étrangers	-	-	-	242	-	-	60	-	-	-	-
	360	0,1	-	1 240	2 245	3 829	5 902	-	-	-	-
Valeurs à court terme											
Titres canadiens	116	-	118	649	744	634	1 494	391	521	2 357	4 625
Titres étrangers	106	-	158	157	140	167	627	1 192	1 789	2 425	3 458
	222	-	276	806	884	801	2 121	1 583	2 310	4 782	8 083
Titres achetés en vertu de conventions de revente											
Titres canadiens	4 540	1,3	4 583	5 895	2 742	10 998	5 132	8 629	6 056	8 761	6 171
Titres étrangers	3 735	1,1	5 705	3 597	3 700	5 064	4 582	2 754	1 919	1 007	1 945
	8 275	2,4	10 288	9 492	6 442	16 062	9 714	11 383	7 975	9 768	8 116
Instruments financiers dérivés											
Titres canadiens	28	-	3	4	150	353	1 329	-	-	-	-
Titres étrangers	1 179	0,4	700	1 092	1 035	941	644	-	-	-	-
	1 207	0,4	703	1 096	1 185	1 294	1 973	-	-	-	-
Total des placements à court terme	10 064	2,9	11 267	12 634	10 756	21 986	19 710	12 966	10 285	14 550	16 199
Total	342 004	100,0	331 050	308 875	286 845	268 804	236 408	211 097	185 606	178 376	167 575
Répartition des placements à long terme											
Secteur public	51 024	15,4	61 984	59 865	60 066	58 382	50 542	44 558	44 608	47 745	45 953
Secteur privé	280 916	84,6	257 799	236 376	216 023	188 436	166 156	153 573	130 713	116 081	105 423
Total	331 940	100,0	319 783	296 241	276 089	246 818	216 698	198 131	175 321	163 826	151 376

¹Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de 2018. Depuis 2013, les chiffres sont présentés conformément aux normes IFRS.

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
OTÉRA CAPITAL		
0697788 B.C. Ltd., Onni Triangle Development Limited Partnership	2125, Hawkins Street	Port Coquitlam
0790792 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 100, Airport Way	Pitt Meadows
0810968 B.C. Ltd., RPMG Holdings Ltd.	19 055, Airport Way	Pitt Meadows
0968776 B.C. Ltd., 0968778 B.C. Ltd., Alouette Estates Ltd.	19 100, Airport Way	Pitt Meadows
10 Dundas Street Ltd.	10, Dundas Street East	Toronto
100 Parkway Forest Drive Limited Partnership	100, Parkway Forest Drive	Toronto
10033626 Canada Inc., 10033669 Canada Inc., 10033685 Canada Inc.	83-97 & 107 River Street; 2-4 Labatt Street	Toronto
101 West Hastings Holding Ltd.	111, West Hastings Street; 351, Abbott Street	Vancouver
1039906 B.C. Ltd., Millennium Goring Limited Partnership	5345, Goring Street	Burnaby
110 Parkway Forest Drive Limited Partnership	110, Parkway Forest Drive	Toronto
1100 Burloak Nominee Inc.	1100, Burloak Drive	Burlington
1204225 Alberta Ltd.	18503, 107th Avenue North West; 10640, 184th Street North West	Edmonton
121733 Canada Inc., 125748 Canada Inc., 125749 Canada Inc., 9064-2687 Québec Inc.	416, Maisonneuve Ouest	Montréal
130 Bloor CREIF Inc.	130, Bloor Street West	Toronto
145 Presland Road Inc.	145, Presland Road	Ottawa
148451 Canada inc., 547264 Ontario Limited, 8013187 Canada Inc., Aaron Ain Enterprises inc., Entreprises Scotcher Inc., Les Immeubles Plaza Z-Corp. inc.	300, rue Barkoff	Cap-de-la-Madeleine
1535992 Alberta Ltd.	2200, 41st Avenue North East	Calgary
1562903 Ontario Ltd.	2305, 2311, McPhillips Street	Winnipeg
160 Elgin Portfolio Inc.	160, Elgin Street	Ottawa
1601 & 1635 Tricont Avenue Nominee Inc.	1601, Tricont Avenue	Whitby
171518 Canada Inc., 8724725 Canada Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc., Georges S. Gantcheff, Rosdev Hotel Management Services Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
171518 Canada Inc., Édifice 500 Grande Allée Est Inc., Samuel Drazin, Shulamit S. Drazin, Tamara Drazin, Georges S. Gantcheff, Jennifer Gilgan, Simon Margel, Michael Rosenberg	500, Grande-Allée Est; 425-475, Saint-Amable	Québec
180 University Holdings Inc.	188, University Avenue	Toronto
2155110 Ontario Inc.	150, Dufferin Avenue	London
2155110 Ontario Inc., Old Oak Properties Inc., Summit Properties Inc.	465, Richmond Street; 140,142,148, Fullarton Street	London
225 Pinebush Road Nominee Inc.	225, Pinebush Road	Cambridge
2250584 Ontario Inc., Morguard Holdings PI Ltd.	2311, 2341, 2355, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
2426-5233 Québec inc., 9136-3549 Québec inc., Les Investissements Immobiliers Mirelis Inc., Société d'investissement Kesmat Inc.	1134-1140, rue Sainte-Catherine Ouest	Montréal
2491364 Ontario Inc.	1440, 1442, Lawrence Avenue	Toronto
299 Burrard Management Ltd.	1011, West Cordova Street; 1038 Canada Place Way	Vancouver
2 Bloor Inc.	2, Bloor Street West	Toronto
30 Adelaide Street East Limited Partnership, 30 Adelaide Street East Inc.	30, Adelaide Street East	Toronto
322-326 11th Avenue SW Inc.	322-326, 11th Avenue South West	Calgary
333 and 339 King Street North (ARI) Ltd., CHC Student Housing Luxe Inc.	333, 339, King Street North	Waterloo
3500 St. Laurent Boulevard Inc., 480 Boulevard St-Laurent Inc., 740 Saint-Maurice Street Inc., 8 Du Commerce Square Inc., Allied Properties Real Estate Investment Trust	480, 3500, boul. Saint-Laurent; 8, Place du Commerce; 740, rue Saint-Maurice	Montréal
365 Bay Street Inc., Montez Office Fund 1 Holdco Inc.	365, Bay Street	Toronto
4397690 Canada Inc., A Thomas Marmaros Entreprises Inc., Édifice Les Façades Inc., J.A. Belmont Mercantile Investment Corporation, MABNA Property Limited Partnership, David Marmaros, Jonathan Marmaros, Massa Group Façades de la Gare Inc., Pyramide de la Gare LP, Pyramide Façades de Québec LP	400, boulevard Jean Lesage	Québec
475920 Ontario Ltd.	7, Walmer Road	Toronto
500 Georgia Property Inc., Georgia and Seymour Properties Limited Partnership	510, West Georgia	Vancouver
511049 BC Ltd.	1567-1577, Lonsdale Avenue	Vancouver
540 Fulton Owner LLC	540, Fulton Street	New York
5420 NSR Nominee Inc.	5420, North Service Road	Burlington

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS¹
au 31 décembre 2018

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
547264 Ontario Limited, Aaron Ain Enterprises inc., Centre Commercial Plaza Roland-Therrien (1969) inc, Entreprises Scotcher Inc., Les Immeubles Plaza Z-Corp. inc.	1999-2125, boul. Roland-Therrien	Longueuil
555 René GP Inc., 7761007 Canada Inc., 7929579 Canada Inc., Complexe 555 RLO S.E.C., agissant par son commandité 7929579 Canada Inc.	555, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
5505 Boulevard Saint-Laurent Inc.	5505, boul. Saint-Laurent	Montréal
5515 NSR Nominee Inc.	5515, North Service Road	Burlington
5575 NSR Nominee Inc.	5575, North Service Road	Burlington
630 René-Lévesque West Property Co., 630 René-Lévesque West Real Estate Investment Trust, Crestpoint Real Estate Investment Limited Partnership	630, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
6331017 Manitoba Ltd.	380, Sophia Street	Selkirk
6730574 Canada Inc., Dream Industrial LP	8000, Avenue Blaise-Pascal	Montréal
6979530 Canada Inc.	2344, boul. Alfred-Nobel	Saint-Laurent
6979611 Canada Inc.	22, Eddy Street	Gatineau
6979637 Canada Inc.	455, boul. de la Carrière	Gatineau
7162936 Canada Inc., Tour Viger Holdings Inc.	525, avenue Viger Ouest	Montréal
7167 Progress Way Delta Holdings Inc., Concert Real Estate Corporation	7167, Progress Way	Delta
760 Grand Bernier Inc., Fiera Properties Core Fund LP	760, ch. du Grand Bernier Nord	Saint-Jean-sur-Richelieu
7838816 Canada Inc., Intergulf-Cidex Development (XII) Corp.	1112, 9th Street South West	Calgary
8104441 Canada Inc., 8104450 Canada Inc., 8104468 Canada Inc., 8174709 Canada Inc., Consilium Investments L.P.	100-400, Consilium Place	Toronto
812924 Ontario Limited, Savoy Residences Ltd.	130, Old Forest Hill Road; 777, Eglinton Avenue West	Toronto
8264635 Canada Inc., Carrefour Langelier S.E.N.C., Carrefour Langelier Inc., Columbia-Wertek Inc., Mazel Inc.	7225, 7265, 7275, 7325, 7335, 7373, 7445, boul. Langelier	Anjou
8609454 Canada inc.	121, Parkdale Avenue	Ottawa
90 Sheppard Nominee Inc.	90, Sheppard Avenue East	Toronto
9103-1013 Québec inc., Dundee Canada 700 Montréal Limited Partnership	700, rue de La Gauchetière Ouest	Montréal
9130-1093 Québec Inc., Fonds de placement immobilier Cominar	805, boul. Frontenac Est	Thetford Mines
9145-0577 Québec Inc., 9145-0627 Québec inc., 9145-0692 Québec Inc., 9145-0718 Québec inc., 9145-0726 Québec inc., 9145-0742 Québec inc., 9145-0767 Québec Inc., Canada Lac-St-Jean Trust, Kimwood Lac Saint-Jean Holdings ULC	39, Montée Sandy Beach; 555, 655, 705, avenue du Pont Nord; 1221, boul. Marcotte; 1212, boul. Talbot; 3460, boul. Saint-François; 500, 550, rue Daigneault; 1324, boul. Talbot	Gaspé, Alma, Roberval, Chicoutimi, Jonquière, Chandler
9150-6394 Quebec Inc.	1313, Autoroute Chomedey	Laval
9170-4767 Québec Inc.	375, de la Concorde	Montréal
9170-4767 Québec Inc., 9287-0245 Québec Inc.	380, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
9177-2541 Québec Inc.	380, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
9182071 Canada Inc, Canadian Property Holdings (Nova Scotia) Inc.	99, Wyse Road	Dartmouth
9224-2239 Québec Inc., Investissements immobiliers CRDIX30 S.E.C., Omers Realty Corporation/Corporation Immobilière OMERS, Société en commandite BB	9090-9200, 9170, boul. Leduc	Brossard
9243763 Canada Inc., Les Commerçants Sar Ltée., Sar Trading Ltd., Les Entreprises Dufree Ltée., Dufree Entreprises Ltd., Fredmar-Darick Canada Inc.	352-392, rue Sainte-Catherine Ouest	Montréal
9301-3902 Québec Inc.	1380, 1390, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
9307-3146 Québec Inc.	250,280, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
9309-3201 Québec Inc., Chartwell Master Care LP, Le Teasdale Résidence pour retraités Inc.	950, boul. Lucille Teasdale	Terrebonne
9309-3201 Québec Inc., Le Teasdale Résidence pour retraités Inc.	950, boul. Lucille Teasdale	Terrebonne
9318470 Canada Inc.	903, 8th Avenue South West	Calgary

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS¹
au 31 décembre 2018

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
9338-2307 Québec Inc., Le Montcalm Condos Services S.E.C., Le Montcalm Résidence pour retraités S.E.C.	boul. Montcalm Nord	Candiac
9338-5888 Québec Inc., Investissements immobiliers CRDIX30 S.E.C., OREC Development Holdings Inc., Société en commandite BB	Square Dix30 - Immeuble S11	Brossard
9346-1416 Québec Inc., Le St-Gabriel Résidence pour Retraités S.E.C.	5885, chemin de Chambly	Longueuil
9357-1933 Québec inc.	20, boul. Bouthillier Ouest	Rosemère
9650458 Canada Inc., Centurian Markham ULC, Redbourne Investments Limited Partnership	625, Cochrane; 60, Columbia	Markham
AIMCO Realty Investors LP, BOPC_COE_LP, CPP Investment Board Real Estate Holdings Inc.	112, Kent Street	Ottawa
Allied Properties Real Estate Investment Trust, CDM de Montréal inc.	50-80, Queen Street; 700, Wellington Street; 87, Prince Street; 111, Duke	Montréal
Aménagement Westcliff Ltée.	40, rue Évangéline	Granby
Amexon Properties Inc.	480-488, University Avenue	Toronto
Amexon Real Estate Investment Syndicate Inc.	1000, Finch Avenue West	Toronto
Amexon Realty Inc.	701, 703, Evans Avenue	Toronto
Artis Concorde Ltd.	1-3, Concorde Gate; 12 Concorde Place	Toronto
Artis Four Valley Drive Ltd.	199, Four Valley Drive	Vaughan
Artis Meadowvale Gateway Ltd.	400-450, Matheson Blvd. East; 5100, Timberlea Blvd.; 6616, 6700, 6760, Campobello Road	Mississauga
Aspen Landing Shopping Centre LP	1450-85th, Street South West	Calgary
Aurora-Leslie Developments Limited	15625, Leslie Street	Aurora
Balmain Hotel Group LP	26-36, Mercer Street	Toronto
Baxter Lancaster Nominee Inc.	2615, 2620-2650 Lancaster Road; 1050-1051, Baxter Road	Ottawa
Bond Head Properties Inc.	East and west side of Highway 400 and north south of Highway 88; North-west of Highway 27 and Country Road 88	Bradford
Cal-Ed Jasper Holdings Limited	10 405, Jasper Avenue North West	Edmonton
Cameron Corporation, Canadian Property Holdings (Alberta) Inc.	10 141, 13th Avenue North West	Edmonton
Camvest Holdings Inc.	939, Eglinton Avenue East	Toronto
Canadian Property Holding Inc.	1185, West Georgia Street; 6080, Young Street	Vancouver, Halifax
Canadian Property Holdings (Ontario) Inc.	3050, Vega Boulevard	Mississauga
Carrera Management Corporation, Clydco Holdings Ltd., Mews Holdings Ltd., North Bellevue Holdings Ltd.	1503-1507, Bellevue Avenue; 1431, 1437, Clyde Avenue	Vancouver
Cataraqui Holdings Inc.	945, Gardiners Road	Kingston
CBS Property Holdings Inc., Gestion Plaza Z-Corp. Limitée, Les Développements Plaza DM (2006) Inc., Sydney River Investments Ltd., TC Land Holdings Corp.	2500, boul. des Promenades; 5490- 5580, boul. Jean XXIII; 1170, Kings Road; 250, Airport Blvd.; 641, King Street	Deux-Montagnes, Trois-Rivières, Sydney River,
CDM Properties Ltd.	242, Powder Drive	Fort McMurray
Centre Commercial Cavendish Cie Ltée.	5800, boul. Cavendish	Côte-Saint-Luc
Centre Commercial Plaza LPC (2002) Inc.	100, rue du Terminus	Rouyn-Noranda
Centre Village et Elgar Inc., Gestion Centre Village et Elgar Inc., Gestion Centre Village Inc., Partners Real Estate Investment Trust	40-44, rue place du commerce	Île-des-Soeurs
Century Group (151 West Hastings) Holdings Ltd.	151, West Hastings Street	Vancouver
Charter Realty (Quebec) Corp.	3610-3838, Boulevard de la Côte-Vertu	Saint-Laurent
Cominar NB Real Estate Holdings Inc., Cominar NS Real Estate Holdings Inc.	250-400 Montée des Pionniers	Terrebonne
Cominar ON Real Estate Holdings Inc., GTA Office DMM Inc.	95-105, Moatfield Drive; 225, Duncan	Toronto
Complexe Jules Dallaire Inc., Société en commandite CJD	2820-2828, boul. Laurier	Québec
Complexe St-Charles S.E.N.C.	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil
Continuum REIT GP Inc., Continuum REIT LP	2450-2460, Weston Road	Toronto
Continuum REIT LP	2450-2460, Weston Road	Toronto
Corporation Immobilière CAGIM	1170, boul. Lebourgneuf	Québec
Crestpoint Real Estate (Kirkland Campus) Inc., Développement Trans-Edmond Inc.	16750-16766, route Transcanadienne	Kirkland
Crombie Developments Limited	10907, 82nd (Whyte) Avenue North West	Edmonton
Crombie Limited Partnership	1894, 1990, 2000, Barrington Street; 2021, Brunswick Street; 5201, 5202, 5251, Duke Street; 1508, Upper James Street	Halifax, Hamilton
Crombie Limited Partnership, Snowcat Property Holdings Limited	2915, 13th Avenue	Regina
Crombie Property Holdings II Limited	215, Park Avenue West	Chatham

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS¹
au 31 décembre 2018

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Crombie Property Holdings Limited	1100,1110,1120,1140,1150,1160 Carp Road; 6305-6315 Hazeldean Road; 19, Riedel Street	Stittsville, Ottawa, Fort McMurray Toronto
Crown Realty II Limited Partnership	901, King Street West	Toronto
Développement Olymbec Inc., Olymbec Group Limited Partnership	10000, blvd Cavendish; 2250, rue Saint-Olivier; 265, rue de la Couronne; 273-275, du Parvis; 503, rue du Prince Édouard; 5555, avenue	Montréal, Trois-Rivières, Québec
Développements Immobiliers Commerces Séville Inc., Société en commandite Les Commerces Le Séville	2153, 2163, 2173, 2183, rue Sainte-Catherine Ouest	Montréal
DF Lake Shore Limited Partnership	1926, Lakeshore blvd. West	Toronto
DMW Developments (ML) Inc., Harbour St-Laurent Limited Partnership, Urban Capital-Harbour (ML) Inc.	200-250, boul. Marcel Laurin	Montréal
Dream Industrial (GP) Inc., Dundee 2340 St-Laurent Inc.	2340, boul. Saint-Laurent	Ottawa
Édifce 500 René-Lévesque Ouest Inc.	500, boul. René-Lévesque Ouest	Montréal
Édifce Sandvar Ltée.	502-510, rue Sainte-Catherine Est	Montréal
Faubourg des Francs Inc., Faubourg des Francs S.E.C.	Rue des Francs Bourgeois	Boisbriand
Fiducie Immeubles Centre Lachenaie, Immeubles Centre Lachenaie Inc.	1115-1181, Montée des Pionniers	Terrebonne
First Capital ProMed (Meadowlark) Inc.	8713, 156th Street North West	Edmonton
First Gulf King Street Inc., Sun Life Assurance Company of Canada (Toronto)	333, King Street East	Toronto
Fonds de placement immobilier Cominar	4225, boul. des Forges; 2600, 2590, 2640, boul. Laurier	Trois-Rivières, Québec
Fonds de placement immobilier Cominar, Cominar ON Real Estate Holdings Inc.	1000, Innovation Drive; 1145, Hunt Club Road	Kanata, Ottawa
Front and Sherbourne Limited Partnership	15-21, Lower Sherbourne Street	Toronto
Germain Residences Ltd., Grenville-Germain Calgary Limited Partnership	899, Centre Street South West; 112, 9th Avenue South West	Calgary
Gestion 500 Place d'Armes Inc.	500, Place d'Armes	Montréal
Gestion Golden Square Mile Inc., Golden Trust, R.C.M. Hôtel Inc., Sherbrooke Canada Trust, The HIG Settlement, Torriani Property Trust	1228, 1279, 1290, rue Sherbrooke Ouest	Montréal
GG Union LP, by way of its general partner, GG Union Inc.	1300, 4th Street North East	Washington
Gillin Engineering and Construction Limited	141, Laurier Avenue West	Ottawa
Glenwood Brant Holdings Inc.	1220, 1250, Brant Street	Burlington
GM Développement inc., Le Hub Techno-culture Inc.	510-560, boul. Charest Est	Québec
Groupe Germain Inc.	2050, rue Mansfield	Montréal
GTA Commerce West Inc.	401-405, The West Mall	Toronto
HAC Square S.E.C.	boul. Leduc	Brossard
Heritage York Holdings Inc.	1210-1220, Sheppard Avenue East	Toronto
HFZ KIK 30th Street Owner LLC	3 West 29th Street; 11 West 29th Street; 20-22 West 30th Street; 9 West 29th Street	New York
Hillcrest Holdings Inc., Montez Hillcrest Inc.	9350, Yonge Street	Richmond Hill
HMT Capital Inc.	155, chemin de Rive-Boisée	Montréal
Immeubles Marché St-Joseph-du-Lac inc.	3741-3773, chemin d'Oka	St-Joseph-du-Lac
Immeubles Marché St-Léonard Inc.	5915-5993, rue Bélanger	Saint-Léonard
Investissements Le Prescott Inc., Le Prescott Résidence pour Retraités S.E.C.	rue Phil-Goyette	Vaudreuil-Dorion
Jackes (ARH) Developments Ltd.	1331, Yonge Street	Toronto
JEMB Albee Square, LLC	420, Albee Square West	New York
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	201, 1st Avenue South	Saskatoon
KS Northwest Tower Inc., KS Precambrian Building Inc., KS Scotia Centre Inc.	5102, 5201, 50th Avenue; 4920, 52nd Street	Yellowknife
Larco Investments Ltd.	4295, Blackcomb Way	Whistler
Les Immeubles 950 Paul Kane Inc.	950, Paul-Kane	Laval
Les Immeubles BPK Lévis Inc.	63-65, rue Président-Kennedy	Lévis
Meadowvale Holdings Limited	6880, Financial Drive	Mississauga
Metcalf Realty Company Limited	700, Industrial Avenue	Ottawa
Midnapore Property Investments Inc.	10 404, Jasper Avenue North West	Edmonton
Millennium Hotel Holdings Corp.	788, Richards Street	Vancouver
Nelson Burrard Property Inc.	1019, 1021, 1025, 1045, Nelson Street	Vancouver

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS¹
au 31 décembre 2018

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Newcorp Properties Ltd.	81, Golden Drive	Coquitlam
Newwest Realty Corporation	105, rue de l'Hotel-de-Ville	Gatineau
Ocean Walk Properties Ltd.	1860, 1868, 1892, Marine Drive	West Vancouver
Old Oak Properties Inc.	885, 905, Southdale Road West; 365-385, Sugarcreek Trail	London
Olymbec Development Inc., Olymbec Group Limited Partnership	1450-1470, boul. Louvain Ouest; 1505-1525, rue Mazurette; 4580-4610, rue Hickmore; 5600-5620, rue Notre-Dame; 5623-5651, rue Ferrier; 6355-6395, rue Sherbrooke Est; 1955, 5580-5584, 5790-5810, 5820-5838, 6400, 6635-6667, ch. Côte-de-Liesse; 9450-9490, boul. de l'Acadie; 555, boul. Sainte-Adèle; 100-190, 200-290, rue Voyageur; 2365-2385, ch. Saint-Francois; 3540-3600, rue Griffith; 585-599, rue Iberville; 131-141, Labrosse; 1350, rue Royale; 15-55, des Forges; 1555-1605, rue Louvain Ouest; 210-222, boul. Brunswick; 230, King Street West; 2315, rue de la Province; 3000, rue Cartier; 3140, rue du Chanoine-Chamberland; 35, rue du Robineault; 39-47, Hymus; 495-505, rue Montpellier; 649-655, rue Hodge; 6767-6783, boul. Léger; 7175, rue Marion; 720-740, rue Galt Ouest; 889, Montée-de-Liesse; 2100 52e Avenue; 340-380, 341-371, 392-416, 418-438, rue Isabey; 6150-6250, 6300, 6362-6434, 6500, route Transcanadienne; 10 500, Colbert; 5700, rue Paré; 1100-1150, croissant Claire; 2225-2231, boul. Hymus; 6749-6789, Place Pascal Gagnon; 8148-8190, rue Devonshire; 8489-8491, rue Ernest Cormier; 12345, boulevard Albert-Hudon; 2700, rue Alphonse-Gariépy; 200, rue Stinson; 15-135, 155-225, boul. Montpellier; 700, boul. Lebeau; 185, Avenue du Voyageur	Montréal, Saint-Laurent, Mont-Royal, Sainte-Adèle, Pointe-Claire, Dorval, Repentigny, Sherbrooke, Longueuil, Saint-Hyacinthe, Salaberry-de-Valleyfield, Montréal-Nord, Lachine
Omers Realty Corporation/Corporation Immobilière OMERS	109, Street & Kingsway Avenue	Edmonton
Onni Development (Main Street) Corp., RPMG Holdings Ltd.	1611, Main Street	Vancouver
Onni Gilmore Holdings Corp.	4180, 4190, Lougheed Highway; 4181-4185 Dawson Street	Burnaby
Onni Holdings Ltd.	91, Golden Drive	Coquitlam
Palicor inc.	11 025-11 075, boul. L.H. Lafontaine; 7655-7675, rue Larrey	Anjou
Parkside Townhomes Inc.	402, Manek Road	Saskatoon
Pensionfund Realty Limited	2929, Barnet Highway	Coquitlam
Place d'Orleans Holdings Inc.	110, Place d'Orleans Drive	Ottawa
Place du Royaume Inc., Place du Royaume Limited Partnership	140, boul. Talbot	Saguenay
Plaza 1000 Ltd.	1000, 7th Avenue South West	Calgary
Pro Reit Acquisition (1) LP	8150, Transcanadienne	Saint-Laurent
Progeres Inc.	250, Clarke avenue	Westmount
Quartier Royalmount Limited Partnership	8300, Décarie	Montréal
Queen Spadina Residences Corp.	170 Spadina Avenue; 1, 3, 5, Cameron Street	Toronto
Redbourne 4150 Limited Partnership	4150, Sainte-Catherine Ouest	Westmount
Redbourne Erindale Properties III Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties II Inc., Redbourne Erindale Properties II Limited Partnership, Redbourne Erindale Properties III Inc.	1270, 1290, 1300, Central Parkway West	Mississauga
Redbourne Hymus Limited Partnership	49-57, 165-167, Hymus	Pointe-Claire
Redbourne South Shore Properties Inc., Redbourne South Shore Properties Limited Partnership	1000, rue de Séigny	Longueuil
Reserve REIT Inc.	881 S., Winchester Blvd.	San Jose
Restier Limited Partnership	66, 80, Mooregate Crescent	Kitchener

SECTEUR IMMOBILIER
FINANCEMENTS DE 5 M\$ ET PLUS¹
au 31 décembre 2018

EMPRUNTEURS	ADRESSES	LIEU
Richcraft Properties Ltd.	1350-1372, Leeds Avenue; 1480, Michael Street; 200, Terence Matthews Crescent; 2239-2261, 2265-2287, Gladwin Crescent; 2495, Lancaster Road; 30, Stafford Road; 6, 14, 20, Bexley Place 7621, Weston Road	Ottawa
RioTrin Properties (Vaughan 3) Inc.		Vaughan
Rize Alliance (Gold House) Limited Partnership, Rize Alliance (Gold House) Properties Ltd.	6331, 6363, 6377 McKay Avenue; 6288 Cassie Avenue	Burnaby
Royop (Southlands) Development Ltd.	1921, 1941, 1951, 1991, 2011, 2031, Strachan Road South East	Medicine Hat
Simcoe Wellington Residences Inc.	181, Wellington Street West	Toronto
Skyline Real Estate Holdings Inc.	2, 4, 6, 8, 10, rue Radisson	Gatineau
Société en Commandite Axial, Les Tours Axial Inc.	3400, boul. Saint-Elzéar Ouest	Laval
Société en Commandite Jules-Verne	6541-6545 boul. Wilfrid-Hamel	Québec
Société en commandite Kau et Associés	7979, Weston Road; 1501-1657, boul. des Promenades	Vaughan, Saint-Hubert
Société en Commandite Le Quartier Saint-Jean	Boul. Saint-Luc	Saint-Jean-sur-Richelieu
Station Lands Ltd.	10 423, 101st Street North West	Edmonton
Summit Holdings (2580 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (2695 Dollard Avenue) Ltd., Summit Holdings (300 Labrosse Avenue) Ltd., Summit Holdings (7290 Frederick-Banting) Ltd., Summit Industrial Income Operating Limited Partnership	2580, 2695, Dollard Avenue; 300, Labrosse Avenue; 7290, Frederick-Banting Street.	Lasalle, Pointe-Claire, Montréal
SWA Toronto Hotel Inc.	1, Harbour square	Toronto
TC Core LP	1133, Yonge Street Floors 2-4	Toronto
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc.	600, Kingston Road	Toronto
TC Core LP, TCR 2008 Equities Inc., Timbercreek Opportunity Fund LP #2	1867, Bloor Street; 25, Rambler Drive	Mississauga, Brampton
The Great-West Life Assurance Company, London Life Insurance Company	530, 8th Avenue South West	Calgary
TN Trossacks Ltd.	1549, 1550, 1554, 1558, 1562, 1566, Trossacks	London
Tour de la Bourse SPE inc.	800, Place Victoria	Montréal
Valiant Rental Inc.	705, Kingston Road	Pickering
Vaughan West II Ltd.	500, Zenway Boulevard	Vaughan
VC, Société en commandite	1545, boul. Le Corbusier	Laval
W9/PBI Realty Company, West/PBI Incorporated, Bonaventure LP, 3102445 Nova Scotia Ltd.	800, de la Gauchetière Ouest	Montréal
Whiterock 1125 50th Avenue Montreal Inc., Whiterock 1125 50th Avenue LP	1125, 50e Avenue	Lachine
Widmer Residences Corp.	8, Widmer Street	Toronto
Windermere Commercial Lands Ltd.	5110, Windermere Blvd North West	Edmonton
York Bremner Developments Ltd.	15, York Street; 75, Bremner Blvd.	Toronto
Yorkville Avenue Retail Corporation	155, Yorkville Avenue	Toronto

IVANHOÉ CAMBRIDGE

À l'étranger - États-Unis

GSG Residential Portfolio, L.P.	1209 Orange Street	Wilmington
VIC Strategic Multifamily Partners, L.P.	600 California Street, 20th Floor	San Francisco
VIC Strategic Multifamily Partners A, L.P.	600 California Street, 20th Floor	San Francisco
VIC Strategic Multifamily Partners E, L.P.	600 California Street, 20th Floor	San Francisco
VIC Strategic Multifamily Partners F, L.P.	600 California Street, 20th Floor	San Francisco

À l'étranger - Autres

Logos China Investments Limited	171 Main Street, Road Town	Tortola
Anca Ivanhoe Barra S.A.	Avenidas das Americas, 7.777, Lower ground floor	Rio de Janeiro
Wilmersdorfer Arcaden GMBH & CO. KG	Klaus-Bunder-StraBe 1	Düsseldorf

¹ La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
IVANHOÉ CAMBRIDGE					
Canada					
Abbotsford	31785 Marshall Road	Dartmouth	21 Micmac Boulevard	Mississauga	5200 Maingate Drive
Acheson	10971, 274 Street	Delta	1188 Derwent Way	Mississauga	5424 Dixie Road
Acheson	11355, 261 Street	Delta	679 Aldford Avenue	Mississauga	6625-6705, 7115 Tomken Road
Acheson	25535, 111 Avenue	Delta	7510-7550 Hopcott	Moncton	123 Price Street
Acheson	53020 Range Road 263A	Delta	7660, 7830 Vantage Way	Montréal	1 à 5 Place Ville Marie
Ajax	650 Finley Avenue	Delta	836 Cliveden Avenue	Montréal	1000 Place Jean-Paul Riopelle
Ajax	Kingston Road East & Highway 401	Delta	1 Outlet Collection Way	Montréal	1000 rue De La Gauchetière Ouest
Balzac	261106 Wagon Wheel Crescent SW	Edmonton	11307, 11329, 166A Street NW	Montréal	1500 avenue McGill Collège
Barrie	515 Welham Road	Edmonton	11415, 168 th Street NW	Montréal	1560 Brandon Crescent
Brampton	100 Sandalwood Parkway	Edmonton	12155, 154 th Street NW	Montréal	1601 rue Dickson
Brampton	107, 120 Walker Drive	Edmonton	12311, 17 th Street NE	Montréal	2000 chemin St-François
Brampton	1925, 2110-2160 Williams Parkway	Edmonton	12536, 62nd Street	Montréal	2200 rue de l'Aviation
Brampton	2 Bramkay Street	Edmonton	12810, 170 th Street NW	Montréal	2355, 32 ^e Avenue
Brampton	25, 35, 40 Bramtree Court	Edmonton	12900, 148 th Street NW	Montréal	249, 415, 455 rue St-Antoine Ouest
Brampton	350 Parkhurst Square	Edmonton	14627, 128 th Avenue	Montréal	3333 rue Joseph-Dubreuil
Brampton	400 Chrysler Drive	Edmonton	15 Turbo Drive SW	Montréal	4355 rue Jean-Talon Est
Brampton	7600 Danbro Crescent	Edmonton	15709, 114 th Avenue NW	Montréal	4400 rue Hickmore
Burlington	1219 Corporate Drive	Edmonton	16295, 132 nd Avenue NW	Montréal	4858, chemin de la Côte-des-Neiges
Burlington	3450, 4240 Harvester Road	Edmonton	18073, 107th Avenue NW	Montréal	5151 boulevard Thimens
Burlington	5330 South Service Road	Edmonton	27048, 96 Avenue	Montréal	677, 705 Sainte-Catherine Ouest
Burlington	845 Laurentian Drive	Edmonton	304, 503, 69 Avenue NW	Montréal	747, 901 Square Victoria
Burlington	900 Maple Avenue	Edmonton	3408, 76 Avenue NW	Montréal	7999 boulevard Les Galeries D'Anjou
Burnaby	4700 Kingsway	Edmonton	4600, 99th Street NW	Montréal	8481 Place Marien
Burnaby	7867-7890 Express Street	Edmonton	5015, 111 Street NW	Montréal	900 boulevard de Maisonneuve Ouest
Burnaby	8651 Eastlake Drive	Edmonton	5645, 70 th Street NW	Montréal	900 boulevard René-Lévesque Ouest
Caledon	12557 Coleraine Drive	Edmonton	7720, 17 th Street NW	Montréal	Terrain – 4300, 4700, rue de la Savane
Caledon	86 Pillsworth Road	Edmonton	9203, 35 th Avenue NW	Montréal	Terrain – 4305-4485, rue Jean-Talon Est
Calgary	10501 Barlow Trail SE	Guelph	1 Rutherford Court	Montréal	Terrain – 4815, rue Buchan
Calgary	10905, 48 Street SE	Guelph	147 Massey Road	Montréal	Terrain – 4901, 7330, rue Jean-Talon Ouest
Calgary	19, 21 Aero Drive NE	Grand Prairie	15602, 94 th Street NE	Montréal	Terrain – 5010, rue Paré
Calgary	234040 Wrangler Road SE	Kelowna	Terrain – 2340 Harrey Avenue (Highway 97 N)	Montréal	Terrain – 7500 rue Victoria
Calgary	2705-2737, 57 th Avenue SE	Kitchener	120 Trillium Drive	Montréal	Terrain – Anjou
Calgary	277-8180, 11th Street SE	Kitchener	125 Maple Grove Road	Montréal	Terrain – rue Jean-Talon et Provencher
Calgary	285031 Wrangle Way SE	Lethbridge	2718, 2nd Avenue N	Montréal	Terrain – rue Jean-Talon Ouest
Calgary	324, 525, 8th Avenue SW	Lethbridge	585, 41th Street	Nanaimo	6631 Island Highway N
Calgary	3625 Shaganappi Trail NW	London	2440 Scanlan Street	Newmarket	130 Harry Walker Parkway
Calgary	3905, 29 Street NE	London	2800 Roxburgh Road	Niagara-on-the-Lake	300 Taylor Road
Calgary	40 Technology Way SE	London	3820, 3915 Commerce Road	Nisku	1002, 15 th Avenue NW
Calgary	4039 Brandon Street SE	London	4350 Castleton Road	Oshawa	1000 Thornton Road South
Calgary	4907-4909, 32 nd Street SE	Markham	120 Valleywood Drive	Oshawa	419 King Street W
Calgary	5502, 56 th Avenue SE	Markham	4255, 14 th Avenue	Ottawa	100 Bayshore Drive
Calgary	5600, 76th Street	Markham	95 Clegg Road	Pickering	1865, 1875 Clements Road
Calgary	5805-5885, 51 st Street SE	Mercier	Terrain – boulevard St-Jean-Baptiste	Pickering	925, 931 Brock Road
Calgary	5820-5870, 48 th Street SE	Milton	11000 Steeles Avenue	Pointe-Claire	400 Boulevard Brunswick
Calgary	715, 3rd Street SW	Mississauga	1020 Lorimar Drive	Pointe-Claire	6801 route Transcanadienne
Calgary	7303, 7403, 30 th Street SE	Mississauga	1070, 1100 Mid-Way Boulevard	Pointe-Claire	Terrain – Autoroute 40 et Boul. Brunswick
Calgary	751, 7th Avenue SW	Mississauga	1665 Shawson Drive	Québec	1 rue des Carrières
Calgary	Terrain – 20, 33 Heritage Meadows Way SE	Mississauga	170 Claireville Drive	Québec	2452, 2700 boulevard Laurier
		Mississauga	199 Traders Boulevard East	Québec	65 rue Ste-Anne
		Mississauga	2385 Matheson Boulevard East	Regina	144, 195 Henderson Drive
		Mississauga	2400, 2425 Skymark Avenue	Richmond	13511 Vulcan Way
		Mississauga	375-425 Britannia Road	Richmond	16108, 16111, 16131, 16133, 18111
		Mississauga	5055 Satellite Drive		Blundell Road

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
Richmond	3231 Road No 6	Berlin	Genter. 73	Hangzhou	Avenue No. 20, Xiasha Economic et Development Area
Richmond	7031 York Road	Berlin	Gotenstr. 73	Hangzhou	Intersection de route Wei'er et avenue Xinshiji
Rocky View	261055 CrossIron Boulevard	Berlin	Greifswalder Str. 162	Jiaxing	Intersection de Avenue Dongfang et route Yashan W
Rocky View	Terrain – Plan 0716149 - Block 2 - Lot 3	Berlin	Innstr. 27	Nantong	Intersection de route Jing Shiba, de la rivière Sushisi, de la rivière Tongyi et de route Haina
Sainte-Agathe	Terrain – Chemin Palomino	Berlin	KaiserstraBe 138-139	Suzhou	Intersection de route Datong et route Lianqiu
Sainte-Foy	2551-2561 Chemin des Quatre Bourgeois	Berlin	Kameruner Str. 12	Taicang	Intersection de route Dongting et de route Beijing
Sainte-Foy	2555 Chemin Ste-Foy	Berlin	Kaulsdorfer Strasse 129-135	Taicang	Intersection de route Renmin et de route Guangzhou
Saskatoon	859, 57 th Street E.	Berlin	Malplaquestr. 38	Wuhan	Intersection de route Hesha, G42 Expressway et Autoroute G107 Highway
Sherbrooke	3050, boulevard de Portland	Berlin	Perleberger Str. 25	Wuhan	Wangji Industrial Park alongside S111
Stoney Creek	1175 Barton Street	Berlin	Reinickendorfer Str. 74		
Stoney Creek	20-30 Milburn Road	Berlin	Wilmsdorfer Strasse 46		
Stoney Creek	210 Constellation Road				
Strathcona County	10498, 17 th Street SE	Australie			
Surrey	10355, 152 Street	Brisbane	47 Logistic Place		
Surrey	13055, 80 th Avenue	Melbourne	11-43 Toll Drive		
Toronto	100 Front Street West	Melbourne	34-38, 39-58 Marshall Court		
Toronto	365, 385 Passmore Avenue	Melbourne	84-108 Doherty Road		
Toronto	40 Mills Road	Sydney	11-14 John Morphett Pl		
Toronto	81, 141 Bay Street	Sydney	161 Castlereagh St.		
Tsawwassen	5000 Canoe Pass Way	Sydney	69 Sargents Road		
Vaughan	1 Bass Tro Mills Drive			États-Unis	
Vaughan	1, 41, 71 Whitmore Road			Addison	15750 Spectrum Drive
Vaughan	140, 150, 170, 71 Marycroft Avenue	Brésil		Alexandria	300 Yoakum Parkway
Vaughan	2777 Langstaff Road	Brasilia	Conjunto A Asa Norte, T.119	Alexandria	3602, 14th Street S
Vaughan	33 Alex Avenue	Campinas	Avenida John Boyd Dunlop, 3900	Antioch	1243 Gregory Drive
Vaughan	39, 75 Haist Avenue	Cuiabá	Avenida Historiador Rubens de Mendonça, 3300	Antioch	Terrain – Gregory Drive
Vaughan	400, 525, 625, 750-770, 891 Rowntree Dairy Road			Arlington	5500 Columbia Pike
Vaughan	45 Di Poce Way	Fortaleza	Avenida Lineu de Paula Machado, 419	Arlington	8210 Crestwood Heights Drive
Vaughan	51 Caldari Road	Fortaleza	Avenida Washington Soares, 4335	Atlanta	1056 Personal Place
Vaughan	55 Doney Crescent	Fortaleza	Avenida Bezerra de Menezes, 2450	Atlanta	1106-1108 Citizens Pkwy
Vaughan	75 Venture Drive	Nova Iguaçu	Avenida Abílio Augusto Távora, 1061	Atlanta	2100 Nancy Hanks Drive
Vaughan	83 Strada Drive	Maracanaú	Avenida Senador Carlos Jereissati, 100	Atlanta	2755, 2765, 2775, 2861 Bankers Industrial Drive
Victoria	3147 Douglas Street	Natal	Avenida Senador Salgado Filho, 2234	Atlanta	2760 Pacific Drive
Waterloo	550 King Street N	Porto Alegre	Avenida João Wallig, 1800	Atlanta	2905, 2930, 2933, 2935, 7025, 7055 Amwiler Road
White City	2 Ramm Avenue E.	Porto Velho	Rio Madeira, 3288	Atlanta	3230, 3250 Peachtree Corners
Winnipeg	1345 Redwood Avenue	Recife	Avenida Recife	Atlanta	3380 Peachtree Road NE
Winnipeg	1725 Inkster Boulevard	Rio de Janeiro	Avenida das Américas, 500	Atlanta	3645 Oakcliff Road
Winnipeg	200 Dawson Road N	Rio de Janeiro	Avenida Pastor Martin Luther King Jr., 126	Atlanta	3755 Atlanta Industrial Parkway
Winnipeg	2030 Notre Dame Avenue	Rio de Janeiro	Praia De Botafogo, 400	Atlanta	4400, 4401, 4410, 4411, 4420 Bankers Circle
Winnipeg	310 De Baets Street	San Jose Dos Campos	Rua Barão de São Francisco, 236	Atlanta	4565, 4587 Winters Chapel Road
Winnipeg	555 Camiel Sys Street	Sao Bernardo do Campo	Avenida Deputado Benedito Matarazzo, 9403	Atlanta	48-50 Best Friend Road
Winnipeg	555 Sterling Lyon Parkway	Sao Bernardo do Campo	Avenida Kennedy, 700	Atlanta	4998, 5044, 5088 South Royal Atlanta Drive
Winnipeg	90-120 Paramount Road	São Paulo	Avenida Interlagos, 2255	Atlanta	5215, 5245, 5260 Westgate Drive SW
Woodstock	1000 Ridgeway Road			Atlanta	5275, 5290 Westgate Drive SW
		Chine		Atlanta	5300, 5320 Fulton Industrial Blvd SW
		Changsha	188 route Huangxing ZhongChangshu	Atlanta	6150 Lagrange Boulevard SW
		Fengxian	Terrain – Est de Route Tongzhi	Atlanta	6650, 6655, 6665, 6670, 6675 Corners Industrial
		Fengxian	Intersection de No. 8100 Autoroute Da Ye et Autoroute S2 Hu LU	Atlanta	7405 Graham Road
		Guangdong	Intersection de route Haihua et route Mingxi	Austell	280 Riverside Parkway SW
				Austell	300 Interstate West Parkway
Placements à l'étranger					
Allemagne					
Berlin	Alt-Moabit 76				
Berlin	Altenbraker Str. 18				
Berlin	Biessenthalerstr. 3				
Berlin	Buttmannstr. 3				

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
Austin	15904 Impact Way	Culver City	Terrain – 8770 Washington Boulevard W	Glen Burnie	521 McCormick Drive
Austin	615 W 7th Street	Dallas	120 Intermodal Parkway	Grapevine	4250 Patriot Drive
Barrington	5 Commerce Drive	Dallas	12880 Valley Branch Ln	Greensboro	6104, 6105 Corporate Park Drive
Baton Rouge	10800 South Reitz Avenue	Dallas	1350 N Glenville Drive	Hanover Park	1555 Hunter Road
Baytown	4762, 4830 Borusan Road	Dallas	1440 LeMay Drive	Hebron	1765-1795 Worldwide Boulevard
Bellevue	12920, 38th Street SE	Dallas	2161 Hutton Drive	Houston	11710 North Freeway
Bellevue	3605, 3625, 132nd Avenue SE	Dallas	2305 E Beltline Road	Houston	13202 Briar Forest Drive
Bellevue	3617, 3650, 3655, 131st Avenue SE	Dallas	2425 Victory Avenue	Houston	16601, 16607, 16501, 16507 Central Green Boulevard
Boca Raton	33 SE 8th Street	Dallas	2707 N Fitzhugh Avenue	Houston	1725 Cres Plaza Drive
Boca Raton	9 Plaza Real S	Dallas	3333 Harry Hines Boulevard	Houston	3912-3938 Dunvale Road
Bolingbrook	1150, 115 th Street	Dallas	3400-3408 E Randol Mill Road	Houston	51, 71, 101, 121 Esplanade Boulevard
Bolingbrook	700 South Weber Road	Dallas	400-404 International Parkway	Houston	801 Texas Avenue
Boston	201 Washington Street	Dallas	4110 Fairmount Street	Houston	8626-8636, 8701-8708 Westpark Drive
Boston	650 Ocean Avenue	Dallas	4401-4425 Cambridge Road	Houston	Terrain – Central Green Boulevard
Buena Park	6600 Valley View Street	Dallas	4721 Mountain Creek Parkway	Houston	Terrain – Greenspoint Drive
Buford	2475 Mill Center Parkway	Dallas	514-516 N Great SW Parkway	Houston	Terrain – W Little York Road
Buford	4345 Hamilton Mill Road	Dallas	714-720, 107th Street	Huntington Beach	7290 Edinger Avenue
Buford	4620 Tompson Mill Road	Dallas	809, 110th Street	Indianapolis	5510 Exploration Drive
Cambridge	22 Water Street	Dallas	841 N Great Southwest Parkway	Indianapolis	6161 Decatur Boulevard
Carson	20444, 20455, 20488 S. Reeves Avenue	Dallas	841 N Great Southwest Parkway	Indianapolis	9040 Orly Road
Carson	2130-2140, 2202 Del Amo	Davie	3300, 3350 SW 64th Avenue	Irvine	2801 Alton Parkway
Cerritos	16610 Marquardt Avenue	Davie	3410 Davie Road	Jacksonville	13291 Vantage Way
Channahon	23700 West Bluff Road	Delray Beach	Terrain – Davie Road	Jacksonville	13340 International Parkway
Channahon	Terrain – E Frontage Road	Delray Beach	190 SE 5th Avenue	Jacksonville	1350, 1371 Tredeport Drive
Charlotte	1920, 2020 Starita Road	Denver	320 Franklin Club Drive	Jacksonville	13910, 13920 Alvarez Road
Charlotte	3201, 3300, 3301, 3400, 3500, 3600, 3700, 3731, 3800, 3801 Woodpark Blvd	Denver	10660 E 51st Avenue	Jacksonville	1420, 1460 South Vantage Way
Charlotte	3700 Display Drive	Denver	12601 E 33rd Avenue	Jacksonville	600 Wells Road
Charlotte	4205 Westinghouse Commons Drive	Denver	12650 E 33rd Avenue	Jacksonville	350, 545 Logistics Center Parkway
City of Industry	200 Old Ranch Road	Denver	12775 E 38th Avenue	Jessup	8309 Sherwick Court
Cherry Hill	1 Burroughs Mill Circle	Denver	12850 E 40th Avenue	Joliet	1515, 4000 Rock Creek Boulevard
Chicago	10, 120 Riverside S	Denver	2131 Lawrence Street	Joliet	4101 Olympic Boulevard
Chicago	125 South Wacker Drive	Denver	3500 Blake Street	Joliet	Terrain – Rock Creek Boulevard
Chicago	1455 Estes Avenue	Denver	410, 1200, 17th Street	Jurupa Valley	2350 Fleetwood Drive
Chicago	180 N LaSalle	Denver	4550 Cherry Creek S Drive	Kenosha	11589 88 th Avenue
Chicago	1852-1854 Elmdale Avenue	Dover	1 Commerce Avenue	Kirkland	11110 Forbes Creek Drive
Chicago	2301 Lunt Avenue	El Paso	12270 Rojas Drive	La Mirada	14585 Industry Circle
Chicago	3350-3600 Woodhead Lake Drive	El Paso	12273 Gateway West	Laguna Woods	24299 Paseo de Valencia
Chicago	3400-3450 West Lake Ave	El Paso	1790 Commerce Park Drive	Lakewood	7166 W Custer Avenue
Chicago	444 Lake Street W	El Paso	360 A, 360 B, 543 A, 543 B S. Americas Avenue	Lancaster	Terrain – Springfield Street
Chicago	515 N State Street	El Paso	420 A, 420 B, 425 A, 425 B, 465 Pan American Drive	Lewisville	2555 S. Valley Parkway
Chicago	750 Expressway Drive	El Paso	7730, 7777 Market Center Avenue	Lithia Springs	1050 Preston Boulevard
Chicago	801 S Frontenac Road	El Paso	7730 Trade Center Drive	Lithia Springs	2124 Skyway Drive
Chicago	854 Golf Lane	El Paso	9560, 9580, 9600, 9620, 9640, 9660 Joe Rodriguez	Lithia Springs	475 Riverside Parkway
Chicago	900-950 Hollywood Avenue	Elizabeth	699 Kapkowski Road	Lithia Springs	Terrain – Riverside Parkway
Clark County	5035 E Russell Road	Fairfield	7390-7410 Union Centre Boulevard	Lithia Springs	Terrain – Thornton Road
Compton	1330, 1360, 1500-1595, 1515 W. Walnut Parkway	Fontana	10660 Mulberry Avenue	Los Angeles	523 West 6th Street
Compton	1700-1800 South Central Avenue	Fontana	11192 Live Oak Avenue	Los Angeles	5416 Fair Avenue
Compton	19306-19426 S. Normandie	Fort Lauderdale	1020 NE 12th Avenue	Los Angeles	5520 Wilshire Boulevard
Conyers	1975 Sarasota Business Parkway NE	Fort Pierce	Terrain – Crossroads Parkway	Macon	Terrain – Rumble Road
Conyers	2107 Eastview Parkway NE	Fort Worth	16101, 16200 Three Wide Drive	Mansfield	792 West Street
Conyers	2175 East Park Drive NE	Fort Worth	4800 North Sylvania Avenue	Marina Del Ray	4055 Redwood Avenue
Coppell	650 Royal Lane	Garland	3300 Wood Drive	Marlborough	65 Silver Leaf Way
Costa Mesa	421 Bernard Street	Garland	3800 Leon Road	McDonough	150 Distribution Drive
				McDonough	201 Greenwood Court

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
McLean	8210 Crestwood Heights Drive	Pembroke	1100 Pembroke Woods Drive	San Francisco	2023, 2385 Folsom Street
Melrose	2 Washington Street	Perris	4555, 4565 Redlands Avenue	San Francisco	210-218 Church Street
Memphis	3392 E Holmes Road	Perris	Terrain – Redlands Ave & Markham St.	San Francisco	2339 Market Street
Mesquite	2200, 2250 Skyline Drive	Perris	Terrain – E Rider Street	San Francisco	2619 Mission Street
Miami	145 SW 13th Street	Perris	Terrain – Ramona Expressway	San Francisco	2730 Sacramento Street
Miami	3622 Coral Way	Pflugerville	1033, 1105 Meister Lane	San Francisco	295 Castro Street
Miami	901 Miami Avenue S	Pflugerville	828, 900 New Meister Lane	San Francisco	300 Buchanan Street
Midway	Terrain – Sunbury Road	Pflugerville	Terrain – New Meister Lane	San Francisco	310, 6th Avenue
Minneapolis	5100 West 35th Street	Phoenix	4626 N. 16th Street	San Francisco	312, 430, 3035 Baker Street
Mira Loma	10660 Mulberry Avenue	Phoenix	6615 W Boston Street	San Francisco	3201, 23rd Street
Miramar	11600, 11650, 11740 Miramar Parkway	Plano	Terrain – E Plano Parkway	San Francisco	322-332 Stanyan Street
Miramar	15701 SW 29th Street	Pompano Beach	2700 NW 19th Street	San Francisco	337, 10th Avenue
Miramar	2501 SW 160th Avenue	Pompano Beach	3300 NW 32nd Street	San Francisco	3440, 3605, 20th Street
Monroe	100, 251 Exploration Drive	Pompano Beach	Terrain – Blount Road	San Francisco	345, 990 Fulton Street
Monroe	1201 Logistics Way	Portland	26200, 26100, 26300 SW 95th Ave	San Francisco	35-41 Lafayette Street
Monroe	600, 700 Gateway Boulevard	Portland	430 SW 13th Avenue	San Francisco	350 Judah Street
Monroe	Terrain – Gateway Boulevard	Rialto	Terrain – S Willow Avenue	San Francisco	3560 Divisadero Street
Mt. Juliet	648 Couchville Pike	Richwood	41 Logistics Boulevard	San Francisco	3744, 16th Street
Mt. Juliet	Terrain – Logistics Drive	Rock Island	7800 Turkey Hollow Road	San Francisco	3875, 18th Street
Nashville	201-236, 301-314, 401-404, 501-533, 601-629, 701-725, 800, 1001 Space Park Drive	Romeoville	Terrain – Joliet Road	San Francisco	390, 29th Avenue
New York	10 Downing Street	Salt Lake City	2350 Bridger Road	San Francisco	4030, 19th Street
New York	101, 108, 15th Street W	Salt Lake City	2700 South 900 W	San Francisco	455 Hyde Street
New York	1095, 1211 Avenue of the Americas	San Antonio	1143 AT&T Center Parkway	San Francisco	516, 635, 650, 747 Ellis Street
New York	1143, 2nd Avenue	San Antonio	5008-5030, 5032-5042, 5100 Service Center Drive	San Francisco	520 Scott Street
New York	120 – 160, 97th Street W	San Antonio	6129-6131, 6155 Woodlake Ctr	San Francisco	55 Genoa Place
New York	135, 96th Street W	San Antonio	8559, 8563, 8569, 8627 NE Loop 410	San Francisco	57, 735 Taylor Street
New York	141, 33rd Street E	San Antonio	9929, 9943 Doerr Lane	San Francisco	600-610, 920 Leavenworth Street
New York	1411 Broadway	San Bruno	1001 National Ave	San Francisco	605, 828 Jones Street
New York	167, 82nd Street E	San Diego	688, 13th Street	San Francisco	610-660 Clipper Street
New York	20, 41 Park Avenue	San Diego	6850 Mission Gorge Road	San Francisco	634,655 Powell Street
New York	210, 70th Street W	San Francisco	1, 20 Polk Street	San Francisco	642 Alvarado Street
New York	210, 89th Street W	San Francisco	1 San Antonio Place	San Francisco	65 Buena Vista Terrace
New York	235-237, 48th Street W	San Francisco	1025, 686 Post Street	San Francisco	721, 784-786, 816, 990 Geary Street
New York	252, 360, 1st Avenue	San Francisco	1025 Steiner Street	San Francisco	735 O'Farrell Street
New York	360, 65th Street E	San Francisco	1025,1035 Sutter Street	San Francisco	800 Lyon Street
New York	364, 18th Street W	San Francisco	1030 Larkin Street	San Francisco	916 Pacific Avenue
New York	8 Gramercy Park S	San Francisco	1030, 1424-1428 Polk Street	San Francisco	925 Pierce Street
New York	85 Broad Street	San Francisco	1060 Pine Street	San Francisco	969, 1240 Bush Street
Newton	1936 Amity Street	San Francisco	11, 1064 Dolores Street	San Francisco	99 Lupine Avenue
Olive Branch	12386 Crossroads Drive	San Francisco	1125 Broadway	San José	1500 Cottle Road
Olive Branch	12577, 12914 Stateline Road	San Francisco	1320-1380 Lombard Street	San José	355 Kiely boulevard
Olive Branch	8740 South Crossroad Drive	San Francisco	1395 Union Street	San José	5325, 5345 Hellyer Avenue
Olive Branch	8745 Forest Hill Irene Road	San Francisco	140 Duboce Avenue	San José	897 Winchester Boulevard
Olive Branch	8836, 9124 Polk Lane	San Francisco	1401 Mission Street	Santa Fe Springs	13615 Excelsior Drive
Olive Branch	Terrain – Crossroads Drive	San Francisco	1405 Franklin Street	Santa Rosa	4656 Quigg Drive
Ontario	1000 Etiwanda Avenue	San Francisco	1424 Valencia Street	Santa Teresa	2800 Airport Road
Ontario	1290 Elm Street	San Francisco	1501-1509 Haight Street	Santa Teresa	401 Avenida Ascension
Orlando	Terrain – Republic Drive	San Francisco	1599 Green Street	Santa Teresa	7100 Bi-National Avenue
Palm Beach Gardens	11900 Valencia Gardens Avenue	San Francisco	16, 50, 2620 Laguna Street	Seattle	1220 Second Avenue N
Palmer Township	1540 Van Buren Road	San Francisco	1600, 15th Street	Seattle	1420, 5th Avenue
Pasadena	680 E Walnut Street	San Francisco	1725 Turk Street	Seattle	19216, 19224, 19240, 19320 Des Moines Memorial Drive
Pasadena	25 Walnut Street W	San Francisco	1750, 1760, 1819 Golden Gate Avenue	Seattle	301 Queen Anne Avenue N.
		San Francisco	20 Romolo Place	Seattle	411 University Street

RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS DÉTENUS À DES FINS DE REVENTE

au 31 décembre 2018

Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles	Lieu	Terrains et immeubles
-------------	------------------------------	-------------	------------------------------	-------------	------------------------------

Aucun

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2018
(juste valeur - en millions de dollars)

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics ainsi que les investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
1&1 Drillisch AG		17 573	1,2				1,2
1011778 BC ULC / New Red Finance Inc					138,6		138,6
360 Security Technology Inc		4 300	-				-
3i Group PLC		138 923	1,9				1,9
3M Co		2 558 119	665,7				665,7
3SBio Inc		2 219 500	3,9				3,9
51job Inc		43 100	3,7				3,7
58.com Inc		163 166	12,1				12,1
5N Plus Inc		15 857 050	49,2				49,2
a2 Milk Co Ltd		12 468	0,1				0,1
AAC Technologies Holdings Inc		787 245	6,2				6,2
ABB Ltd		1 148 584	29,7				29,7
Abbott Laboratories		372 087	36,8				36,8
AbbVie Inc		281 250	35,4				35,4
ABC-Mart Inc		1 900	0,1				0,1
ABIOMED Inc		600	0,3				0,3
ABN AMRO Group NV		201 748	6,5				6,5
Aboitiz Equity Ventures Inc		1 368 017	2,0				2,0
Aboitiz Power Corp		3 980 155	3,6				3,6
Absa Group Ltd		2 256 554	34,7				34,7
Abu Dhabi Commercial Bank PJSC		5 966 778	18,1				18,1
ACC Ltd		332 221	9,8				9,8
Accenture PLC		472 323	91,0				91,0
Accor SA		59 667	3,5				3,5
Acer Inc		1 461 654	1,3				1,3

Acom Co Ltd	146 900	0,7	0,7
ACS Actividades de Construccion y Servicios SA	175 342	9,3	9,3
Activision Blizzard Inc	59 737	3,8	3,8
Acuity Brands Inc	2 200	0,3	0,3
Acushnet Holdings Corp	545 811	15,7	15,7
Adani Enterprises Ltd	159 931	0,5	0,5
Adani Ports & Special Economic Zone Ltd	495 495	3,8	3,8
Adaro Energy Tbk PT	19 983 692	2,3	2,3
Adecco Group AG	107 141	6,8	6,8
adidas AG	18 737	5,3	5,3
Admiral Group PLC	4 172 603	148,6	148,6
Adobe Inc	25 048	7,7	7,7
Adris Grupa dd	38 700	3,4	3,4
Advance Auto Parts Inc	882 162	189,7	189,7
Advanced Info Service PCL	3 223 577	23,3	23,3
Advanced Micro Devices Inc	9 800	0,2	0,2
Advantech Co Ltd	1 005 218	9,4	9,4
Aegis Logistics Ltd	3 000 000	12,0	12,0
Aegon NV	1 117 902	7,1	7,1
Aena SME SA	33 127	7,0	7,0
Aeon Co Ltd	28 747	0,8	0,8
AEON Financial Service Co Ltd	7 077	0,2	0,2
Aeon Mall Co Ltd	43 210	0,9	0,9
AerCap Holdings NV	97 599	5,3	5,3
Aeroflot PJSC	26 710	0,1	0,1
Aéroports de Paris	17 978	4,6	4,6
AES Corporation	85 163	1,7	1,7
AES Gener SA	617 456	0,2	0,2
AES Tiete Energia SA	133 500	0,5	0,5
Affiliated Managers Group Inc	5 889	0,8	0,8
Aflac Inc	281 674	17,5	17,5
African Rainbow Minerals Ltd	585 756	7,9	7,9
AGC Inc	3 941	0,2	0,2
Ageas	1 566 185	96,1	96,1
Agile Group Holdings Ltd	4 082 000	6,6	6,6
Agilent Technologies Inc	61 100	5,6	5,6
AGL Energy Ltd	22 896	0,5	0,5
AGNC Investment Corp	28 500	0,7	0,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Agricultural Bank of China Ltd		240 000	0,2			0,2	
	classe A	36 012 600	25,8			25,8	
	classe H	60 875 942	36,4			36,4	62,4
Aguas Andinas SA		6 586 489	4,9				4,9
AIA Engineering Ltd		350 000	11,5				11,5
AIA Group Ltd		4 488 799	50,9				50,9
AIB Group PLC		483 512	2,8				2,8
Aida Engineering Ltd		625 800	5,6				5,6
Aier Eye Hospital Group Co Ltd		1 767 228	9,2				9,2
Air China Ltd		14 900	-			-	
	classe H	3 186 224	3,8			3,8	3,8
Air Liquide SA		129 710	22,0				22,0
Air Products & Chemicals Inc		20 789	4,5				4,5
Air Water Inc		330 345	6,8				6,8
AirAsia Group Bhd		3 823 800	3,8				3,8
Airbus SE		185 329	24,3				24,3
Airports of Thailand PCL		11 104 740	29,9				29,9
Airtac International Group		899 000	12,0				12,0
Aisin Seiki Co Ltd		265 741	12,6				12,6
Aisino Corp		6 000	-			-	-
Aixtron SE		118 085	1,6				1,6
Ajinomoto Co Inc		278 056	6,8				6,8
Akamai Technologies Inc		153 513	12,8				12,8
Akbank T.A.S.		2 186 799	3,9				3,9
Aker BP ASA		27 050	0,9				0,9
Akzo Nobel NV		64 340	7,1				7,1
Alamos Gold Inc		808 610	4,0				4,0
Albemarle Corp		3 490	0,4				0,4
Aldar Properties PJSC		11 054 969	6,6				6,6
Alexandria Minerals Corp		800 000	-			-	-
Alexandria Real Estate Equities, Inc.		3 400	0,5				0,5
Alexion Pharmaceuticals Inc		7 124	0,9				0,9
Alfa Laval AB		16 662	0,5				0,5
Alfa SAB de CV		2 859 516	4,6				4,6

Alfresa Holdings Corp		237 120	8,3		8,3
Aliansce Shopping Centers SA		1 851 651	12,5		12,5
Alibaba Group Holding Ltd		2 263 879	423,8		423,8
Alibaba Health Information Technology Ltd		6 113 052	6,8		6,8
Alibaba Pictures Group Ltd		24 475 748	5,6		5,6
Align Technology Inc		2 900	0,8		0,8
Alimentation Couche-Tard Inc	classe A	11 369 599	772,6	373,4	1 146,0
	classe B	23 100 000	1 568,7		1 568,7 2 714,7
Alior Bank SA		192 701	3,7		3,7
Alkermes PLC		3 000	0,1		0,1
Alleghany Corp		4 703	4,0		4,0
Allegion PLC		9 300	1,0		1,0
Allergan plc		221 605	40,5		40,5
Allete Inc		93 500	9,7		9,7
Alliance Bank Malaysia Bhd		2 558 550	3,4		3,4
Alliance Data Systems Corp		646 482	132,5		132,5
Alliance Global Group Inc		73 458 699	22,7		22,7
Alliant Energy Corp		59 078	3,4		3,4
Allianz SE		198 139	54,2	8,1	62,3
Allison Transmission Holdings Inc		126 881	7,6		7,6
Allstate Corp, The		113 060	12,8		12,8
Ally Financial Inc		110 900	3,4	81,7	85,1
Alnylam Pharmaceuticals Inc		190 000	18,9		18,9
Alpargatas SA		5 307 357	31,8		31,8
Alpek SAB de CV		2 157 200	3,6		3,6
Alpha Bank AE		2 483 991	4,3		4,3
Alphabet Inc	classe A	77 717	110,9		110,9
	classe C	652 312	922,7		922,7 1 033,6
Alps Alpine Co Ltd		105 600	2,8		2,8
Alrosa PJSC		9 067 790	17,5		17,5
Alsea SAB de CV		4 024 653	14,3		14,3
Alstom SA		164 147	9,0		9,0
alstria office REIT-AG		92 000	1,8		1,8
AltaGas Ltd				291,9	291,9
Altria Group Inc		451 098	30,4		30,4
Alumina Ltd		552 449	1,2		1,2
Aluminum Corp of China Ltd		8 772 938	3,9		3,9
AM Resources Corp		45 166	-		-
Amada Holdings Co Ltd		158 298	1,9		1,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Amadeus IT Group SA		211 746	20,1				20,1
Amazon.com Inc		18 104	37,1				37,1
Ambarella Inc		280 751	13,4				13,4
AmBev SA		8 138 492	44,1			44,1	
	privilégiées	7 400	-			-	44,1
Ambuja Cements Ltd		7 896 497	34,8				34,8
Amcor Ltd		112 386	1,4				1,4
Amerco		2 019	0,9				0,9
Ameren Corp		21 005	1,9				1,9
America Movil SAB de CV		70 507 306	68,3				68,3
American Airlines Group Inc		114 187	5,0				5,0
American Campus Communities Inc		324 100	18,3				18,3
American Electric Power Co Inc		18 287	1,9				1,9
American Express Co		1 923 808	250,5				250,5
American Financial Group Inc		14 200	1,8				1,8
American International Group Inc		370 215	19,9				19,9
American Renal Associates Holdings Inc		464 159	7,3				7,3
American Tower Corp		21 887	4,7				4,7
American Water Works Co Inc		49 357	6,1				6,1
Ameriprise Financial Inc		6 123	0,9				0,9
Ameris Bancorp		149 300	6,5				6,5
AmerisourceBergen Corp		311 819	31,7				31,7
Ametek Inc		262 506	24,3				24,3
Amgen Inc		164 583	43,8				43,8
AMMB Holdings Bhd		4 434 996	6,4				6,4
Amorepacific Corp		85 441	21,9			21,9	
	privilégiées	22 666	2,8			2,8	24,7
Amorepacific Group		77 726	6,9				6,9
AMP Ltd		300 534	0,7				0,7
Amphenol Corp		60 816	6,7				6,7
Amundi SA		29 219	2,1				2,1
ANA Holdings Inc		5 039	0,2				0,2
Anadarko Petroleum Corp		106 427	6,4				6,4
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii AS		101 745	0,5				0,5

Analog Devices Inc		66 103	7,7		7,7
Andhra Bank		40 607	-		-
Andritz AG		143 538	9,0		9,0
Angang Steel Co Ltd		13 100	-	-	
	classe H	1 900 000	1,8	1,8	1,8
Angel Yeast Co Ltd		3 411 795	17,1		17,1
Anglo American Platinum Ltd		141 557	7,2		7,2
Anglo American PLC		907 103	27,6		27,6
AngloGold Ashanti Ltd		1 042 170	18,0		18,0
Anheuser-Busch InBev SA/NV		818 071	73,7		73,7
Anhui Conch Cement Co Ltd		12 800	0,1	0,1	
	classe A	3 150 000	18,3	18,3	
	classe H	2 356 676	15,6	15,6	34,0
Anhui Zhongding Sealing Parts Co Ltd		8 500 457	17,1		17,1
Anima Holding SA		703 166	4,2		4,2
Annaly Capital Management Inc		434 000	5,8		5,8
ANSYS Inc		9 900	1,9		1,9
ANTA Sports Products Ltd		1 958 614	12,8		12,8
Antero Resources Corp		165 707	2,1		2,1
Anthem Inc		284 228	102,0		102,0
Antofagasta PLC		1 523 013	20,7		20,7
Anxin Trust Co Ltd		17 600	-		-
AO Smith Corp		21 600	1,3		1,3
Aon PLC		33 960	6,7		6,7
Aoyama Trading Co Ltd		235 000	7,7		7,7
Aozora Bank Ltd		6 527	0,3		0,3
AP Moeller - Maersk AS	classe A	263	0,4	0,4	
	classe B	670	1,1	1,1	1,5
APA Group		461 635	3,8		3,8
Apache Corp		44 200	1,6		1,6
Apartment Investment & Management Co		285 600	17,1		17,1
Apple Inc		1 478 484	318,5		318,5
Applied Materials Inc		40 600	1,8		1,8
AptarGroup Inc		1 200 200	154,2		154,2
Aptiv PLC		13 486	1,1		1,1
Aramark		66 638	2,6		2,6
Aramark Services Inc				192,7	192,7
Arca Continental SAB de CV		319 211	2,4		2,4
Arcelik AS		615 716	2,5		2,5

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
ArcelorMittal		30 034	0,9				0,9
Arch Capital Group Ltd		214 200	7,8				7,8
Archer Daniels Midland Company		485 889	27,2				27,2
Arconic Inc		30 020	0,7				0,7
ARD Finance SA					75,4		75,4
Ardagh Packaging Finance PLC / Ardagh Holdings USA Inc					151,1		151,1
Arena Hospitality Group dd		38 528	2,8				2,8
Ares Capital Corp		523 000	11,1				11,1
Arezzo Industria e Comercio SA		311 036	6,0				6,0
Arista Networks Inc		1 700	0,5				0,5
Aristocrat Leisure Ltd		1 027 684	21,6				21,6
Arkema SA		25 875	3,0				3,0
Aroundtown SA		182 600	2,1				2,1
Arrow Electronics Inc		107 500	10,1				10,1
Arthur J Gallagher & Co		20 500	2,1				2,1
Asahi Group Holdings Ltd		23 386	1,2				1,2
Asahi India Glass Ltd		242 291	1,2				1,2
Asahi Kasei Corp		495 147	7,0				7,0
Ascendas Real Estate Investment Trust		597 744	1,5				1,5
Ascendis Health Ltd		4 068 819	1,6				1,6
ASE Technology Holding Co Ltd		10 447 770	27,1				27,1
Aselsan Elektronik Sanayi Ve Ticaret AS		173 359	1,1				1,1
Ashok Leyland Ltd		1 123 806	2,3				2,3
Ashtead Group PLC		93 925	2,7				2,7
Asia Cement Corp		1 979 329	3,0				3,0
Asian Paints Ltd		297 839	8,0				8,0
Asics Corp		25 847	0,5				0,5
ASM Pacific Technology Ltd		165 141	2,2				2,2
ASML Holding NV		82 485	17,6				17,6
Aspen Pharmacare Holdings Ltd		1 013 448	13,0				13,0
ASR Nederland NV		34 181	1,8				1,8
Assa Abloy AB		77 570	1,9				1,9
Asseco Poland SA		18 652	0,3				0,3

Assicurazioni Generali SpA		687 631	15,7		15,7
Associated British Foods PLC		303 448	10,8		10,8
Assore Ltd		52 712	1,5		1,5
Assurant Inc		4 035	0,5		0,5
Astellas Pharma Inc		705 950	12,3		12,3
Aster DM Healthcare Ltd		1 813 490	5,5		5,5
Astra International Tbk PT		56 802 425	44,4		44,4
AstraZeneca PLC		482 591	49,3		49,3
Astro Malaysia Holdings Bhd		5 302 057	2,3		2,3
Asustek Computer Inc		2 040 910	18,3		18,3
ASX Ltd		24 077	1,4		1,4
AT&T Inc		5 435 227	211,9	371,8	583,7
Atacadao Distribuicao Comercio e Industria Ltda		347 336	2,2		2,2
Atco Ltd				27,0	27,0
Athene Holding Ltd		40 200	2,2		2,2
Atlantia SpA		319 603	9,0		9,0
Atlantic Grupa dd		5 285	1,3		1,3
Atlas Copco AB	classe A	3 024 543	98,1	98,1	
	classe B	20 172	0,6	0,6	98,7
Atmos Energy Corp		24 000	3,0		3,0
Atos SE		39 155	4,4		4,4
Atrium European Real Estate Ltd		2 709 400	13,7		13,7
AU Optronics Corp		1 254 863	0,7		0,7
Auckland International Airport Ltd		296 726	2,0		2,0
Aurizon Holdings Ltd		11 997 451	49,4		49,4
Aurobindo Pharma Ltd		268 847	3,9		3,9
AusNet Services		2 250 820	3,4		3,4
Australia & New Zealand Banking Group Ltd		239 584	5,6		5,6
Auto Trader Group PLC		69 656	0,6		0,6
Autodesk Inc		8 090	1,4		1,4
Autohome Inc		102 500	11,0		11,0
Autoliv Inc		27 100	2,6		2,6
Automatic Data Processing Inc		174 401	31,2		31,2
AutoNation Inc		2 467 100	120,3		120,3
Autopistas del Sol SA		458 904	2,0		2,0
AutoZone Inc		654 816	749,8		749,8
AvalonBay Communities Inc		237 486	56,5		56,5
Avenue Supermarts Ltd		119 453	3,8		3,8
Avery Dennison Corp		16 665	2,0		2,0

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
AVIC Aircraft Co Ltd		8 900	-				-
AVIC Aviation Engine Corp PLC		7 200	-				-
Avic Capital Co Ltd		28 900	-				-
AVIC International Holdings Ltd		42 000	-				-
AVIC Jonhon Optronics Technology Co Ltd		3 108 931	6,2			6,2	
	classe A	1 372 330	9,2			9,2	15,4
AVIC Shenyang Aircraft Co Ltd		3 000	-				-
AviChina Industry & Technology Co Ltd		3 741 863	3,2				3,2
Avista Corp		239 900	13,9				13,9
Aviva PLC		1 387 826	9,1		116,5		125,6
Avnet Inc		127 000	6,3				6,3
AXA SA		908 001	26,7		15,4		42,1
Axalta Coating Systems Ltd		42 000	1,3				1,3
Axel Springer SE		184 554	14,2				14,2
Axiata Group Bhd		8 187 195	10,6				10,6
Axis Bank Ltd		2 618 509	31,8				31,8
Ayala Corp		9 512 481	222,4				222,4
Ayala Land Inc		6 317 354	6,7				6,7
Aygaz AS		19 248	0,1				0,1
Azrieli Group Ltd		17 016	1,1				1,1
Azul SA		172 980	2,2				2,2
Azure Power Global Ltd		16 443 567	203,3				203,3
AZZ Inc		238 060	13,1				13,1
B&M European Value Retail SA					57,9		57,9
B2Gold Corp		207 059	0,8				0,8
B2W Cia Digital		45 300	0,7				0,7
Babcock International Group PLC		1 072 563	9,1				9,1
Badger Daylighting Ltd		3 585 400	115,6				115,6
BAE Systems PLC		2 494 281	19,9				19,9
BAIC Motor Corp Ltd		3 079 500	2,2				2,2
Baidu Inc		1 000 367	216,7				216,7
Bajaj Auto Ltd		933 247	49,7				49,7
Bajaj Electricals Ltd		1 750 000	17,3				17,3
Bajaj Finance Ltd		165 929	8,6				8,6

Bajaj Finserv Ltd		36 548	4,6		4,6
Baker Hughes a GE Co		172 434	5,1		5,1
Balkrishna Industries Ltd		800 000	14,5		14,5
Ball Corp		50 394	3,2	191,6	194,8
Balmoral Resources Ltd		2 440 303	0,3		0,3
Baloise Holding AG		12 560	2,4		2,4
Banca Transilvania SA		6 070 000	4,1		4,1
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA		1 591 180	11,5		11,5
Banco Bradesco SA		1 214 639	14,5	14,5	
	privilégiées	5 533 125	75,4	75,4	89,9
Banco BTG Pactual SA		48 200	0,4		0,4
Banco Comercial Portugues SA		25 000 000	9,0		9,0
Banco de Chile		67 674 042	13,2		13,2
Banco de Credito e Inversiones SA		114 368	10,1		10,1
Banco de Sabadell SA		1 521 409	2,4		2,4
Banco do Brasil SA		3 839 715	62,9		62,9
Banco do Estado do Rio Grande do Sul SA		20 300	0,2		0,2
Banco Espirito Santo SA		1 667 275	-		-
Banco Hipotecario SA		6 744 649	2,9		2,9
Banco Inter SA		727 912	9,9		9,9
Banco Santander Brasil SA		25 758	0,4		0,4
Banco Santander Chile		163 080 809	16,6		16,6
Banco Santander Mexico SA Institucion de Banca Multiple Grupo Financiero Santand		1 122 779	1,9		1,9
Banco Santander SA		8 068 217	50,0		50,0
Bancolombia SA		1 071 015	13,7	13,7	
	privilégiées	1 042 836	13,8	13,8	27,5
Bandai Namco Holdings Inc		3 464 588	212,4		212,4
Bangchak Corp PCL		620 700	0,8		0,8
Bangkok Bank PCL		2 019 966	17,4		17,4
Bangkok Dusit Medical Services PCL		14 640 139	15,0		15,0
Bangkok Expressway & Metro PCL		19 049 566	7,8		7,8
Bank Central Asia Tbk PT		30 487 244	75,3		75,3
Bank Danamon Indonesia Tbk PT		7 312 755	5,3		5,3
Bank Handlowy w Warszawie SA		94 368	2,4		2,4
Bank Hapoalim BM		266 897	2,3		2,3
Bank Leumi Le-Israel BM		313 835	2,6		2,6
Bank Mandiri Persero Tbk PT		50 374 196	35,3		35,3
Bank Millennium SA		78 166	0,3		0,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2018
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Bank Negara Indonesia Persero Tbk PT		19 673 090	16,4				16,4
Bank of America Corp		3 777 174	127,1		230,1		357,2
Bank of Beijing Co Ltd		68 100	0,1				0,1
Bank of China Ltd		158 400	0,1			0,1	
	classe H	172 432 609	101,7			101,7	101,8
Bank of Communications Co Ltd		126 500	0,1			0,1	
	classe H	18 533 665	19,8			19,8	19,9
Bank of East Asia Ltd, The		504 979	2,2				2,2
Bank of Guiyang Co Ltd		7 400	-				-
Bank of Hangzhou Co Ltd		16 520	-				-
Bank of India		21 541	-				-
Bank of Ireland Group PLC		253 885	1,9				1,9
Bank of Jiangsu Co Ltd		37 200	-				-
Bank of Kyoto Ltd, The		2 762	0,2				0,2
Bank of Nanjing Co Ltd		27 300	-			-	
	classe A	8 288 918	10,7			10,7	10,7
Bank of New York Mellon Corp, The		750 488	48,2				48,2
Bank of Ningbo Co Ltd		16 300	0,1				0,1
Bank of Queensland Ltd		12 960	0,1				0,1
Bank of Shanghai Co Ltd		35 202	0,1				0,1
Bank of the Philippine Islands		2 480 068	6,1				6,1
Bank Polska Kasa Opieki SA		678 805	26,9				26,9
Bank Rakyat Indonesia Persero Tbk PT		148 842 496	51,7				51,7
Bank Tabungan Negara Persero Tbk PT		10 772 960	2,6				2,6
Bankia SA		143 857	0,6				0,6
Bankinter SA		114 637	1,3				1,3
Banpu PCL		6 497 737	4,0				4,0
Banque Canadienne Impériale de Commerce					84,1		84,1
Banque de Montréal					129,4		129,4
Banque de Nouvelle-Écosse, La		21 310 000	1 450,1				1 450,1
Banque Laurentienne du Canada		3 196 360	121,7		468,1		589,8
Banque Nationale du Canada		3 200 000	179,4		67,4		246,8
Banque Royale du Canada		12 688 000	1 185,6				1 185,6
Banque Toronto-Dominion, La		20 180 000	1 369,4		132,9		1 502,3

Baoji Titanium Industry Co Ltd		4 773 045	14,3		14,3
Baoshan Iron & Steel Co Ltd		59 800	0,1		0,1
Baozun Inc		64 125	2,6		2,6
Barclays PLC		5 123 978	13,4	412,9	426,3
Barloworld Ltd		293 339	3,2		3,2
Barratt Developments PLC		391 460	3,2		3,2
Barry Callebaut AG		1 348	2,9		2,9
Barwa Real Estate Co		547 113	8,2		8,2
BASF India Ltd		86 836	2,6		2,6
BASF SE		444 685	41,9		41,9
Bashneft PJSC		5 462	0,2		0,2
Baxter International Inc		3 704 269	333,0		333,0
Bayer AG		431 589	40,8		40,8
Bayerische Motoren Werke AG		227 439	25,1	25,1	
	privilégiées	10 594	1,0	1,0	26,1
BB Seguridade Participacoes SA		452 123	4,4		4,4
BB&T Corp		258 488	15,3		15,3
BBA Aviation PLC		1 108 663	4,2		4,2
BBMG Corp		26 900	-	-	
	classe H	4 095 000	1,8	1,8	1,8
BDO Unibank Inc		2 567 280	8,7		8,7
Becton Dickinson and Co		103 949	32,0		32,0
Beiersdorf AG		8 570	1,2		1,2
Beijing Capital Co Ltd		18 400	-		-
Beijing Capital International Airport Co Ltd		2 952 478	4,3		4,3
Beijing Dabeinong Technology Group Co Ltd		13 600	-		-
Beijing Enterprises Holdings Ltd		1 020 833	7,4		7,4
Beijing Enterprises Water Group Ltd		5 757 655	4,0		4,0
Beijing GeoEnviron Engineering & Technology Inc		12 493 586	10,0		10,0
Beijing Jetsen Technology Co Ltd		6 682 100	5,7		5,7
Beijing Jingneng Clean Energy Co Ltd		106 300	-		-
Beijing Orient National Communication Science & Technology Co Ltd		1 154 514	2,4		2,4
Beijing Oriental Yuhong Waterproof Technology Co Ltd		3 325 862	8,6		8,6
Beijing Originwater Technology Co Ltd		3 639 312	5,6	5,6	
	classe A	8 293 483	12,9	12,9	18,5
Beijing Shiji Information Technology Co Ltd		2 900	-		-
Beijing Tongrentang Co Ltd		4 400	-		-
Bell Canada				350,7	350,7
Bellway PLC		209 770	9,2		9,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Bendigo and Adelaide Bank Ltd		20 128	0,2				0,2
Benesse Holdings Inc		5 739	0,2				0,2
Berjaya Corp Bhd		981 890	0,1				0,1
Berkeley Group Holdings PLC		107 977	6,5				6,5
Berkshire Hathaway Inc	classe A	9	3,8			3,8	
	classe B	2 697 338	752,2			752,2	756,0
Berli Jucker PCL		3 099 101	6,6				6,6
Best Buy Co Inc		81 100	5,9				5,9
Best Pacific International Holdings Ltd		1 772 000	0,6				0,6
Bezeq The Israeli Telecommunication Corp Ltd		3 243 606	4,3				4,3
BGF Co Ltd		19 646	4,9				4,9
BGP Holdings PLC		2 416 150	-				-
BH Co Ltd		201 605	4,1				4,1
Bharat Electronics Ltd		18 314	-				-
Bharat Forge Ltd		200 446	2,0				2,0
Bharat Petroleum Corp Ltd		1 301 930	9,2				9,2
Bharti Airtel Ltd		4 216 591	25,8				25,8
Bharti Infratel Ltd		452 047	2,3				2,3
BHP Group Ltd		123 063	4,1				4,1
BHP Group PLC		1 581 306	56,4				56,4
Bid Corp Ltd		506 718	12,7				12,7
Bidvest Group Ltd, The		411 949	8,1				8,1
BIM Birlesik Magazalar AS		322 111	7,2				7,2
Biogen Inc		91 071	37,4				37,4
BioMarin Pharmaceutical Inc		12 300	1,4				1,4
BioMérieux		18 690	1,7				1,7
Bio-Rad Laboratories Inc		7 000	2,2				2,2
BK Brasil Operacao e Assessoria a Restaurantes SA		336 500	2,5				2,5
Blackline Inc		62 350	3,5				3,5
BlackRock Inc	classe A	26 349	14,1				14,1
Bloomberry Resorts Corp		27 716 600	6,8				6,8
Blue Note Mining Inc		6 668 813	-				-
Blue Star Ltd		1 052 762	12,8				12,8
BlueScope Steel Ltd		64 554	0,7				0,7

BM&F Bovespa SA - Bolsa de Valores Mercadorias e Futuros		9 543 425	90,2		90,2
BNK Financial Group Inc		845 556	7,6		7,6
BNP Paribas SA		835 918	51,5		51,5
BOC Aviation Ltd		371 000	3,8		3,8
BOC Hong Kong Holdings Ltd		1 677 000	8,5		8,5
BOE Technology Group Co Ltd		109 000	0,1		0,1
Boeing Company, The		81 750	36,0		36,0
Boliden AB		77 517	2,3		2,3
Bollore SA		2 310 773	12,6		12,6
Bolsas y Mercados Argentinos SA		660 560	9,1		9,1
Bombardier Inc	classe A	5 774 400	12,0	53,1	65,1
	classe B	47 630 000	96,7		96,7
Booking Holdings Inc		14 037	33,0		33,0
Boral Ltd		53 674	0,3		0,3
Boralex Inc		17 715 999	298,3	243,2	541,5
BorgWarner Inc		58 789	2,8		2,8
Bosch Ltd		42 255	16,2		16,2
Boston Beer Company Inc, The		7 000	2,3		2,3
Boston Properties Inc		141 546	21,8		21,8
Boston Scientific Corp		118 326	5,7		5,7
Bouygues SA		298 413	14,6		14,6
BP PLC		12 258 338	105,8		105,8
BR Malls Participacoes SA		3 604 086	16,6		16,6
Bradespar SA		655 000	7,3		7,3
Brambles Ltd		451 547	4,4		4,4
Braskem SA		258 777	4,3		4,3
BRD - Groupe Société Générale SA		3 821 840	14,6		14,6
Brenntag AG		148 113	8,7		8,7
BRF SA		120 865	0,9		0,9
Brickworks Ltd		162 800	2,6		2,6
Bridgestone Corp		77 960	4,1		4,1
Brighthouse Financial Inc		80 863	3,4		3,4
Brilliance China Automotive Holdings Ltd		14 283 992	14,5		14,5
Bristol-Myers Squibb Co		657 574	46,7		46,7
Britannia Industries Ltd		55 192	3,4		3,4
British American Tobacco Malaysia Bhd		862 842	10,3		10,3
British American Tobacco PLC		2 005 936	87,2		87,2
British Land Co PLC, The		311 599	2,9		2,9
Brixmor Property Group Inc		887 900	17,8		17,8

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Broadcom Inc		27 548	9,6				9,6
Broadridge Financial Solutions Inc		1 800	0,2				0,2
Brookfield Asset Management Inc		7 997 100	418,4		285,5		703,9
Brookfield Finance Inc					10,1		10,1
Brookfield Finance LLC					24,4		24,4
Brookfield Property REIT Inc		73 939	1,6				1,6
Brookfield Renewable Partners ULC					116,4		116,4
Brookline Bancorp Inc		147 838	2,8				2,8
Brother Industries Ltd		151 100	3,1				3,1
Brown & Brown Inc		71 338	2,7				2,7
Brown-Forman Corp		59 532	3,9				3,9
BT Group PLC		49 156 505	203,6				203,6
BTS Group Holdings PCL		14 763 841	5,9				5,9
Bukit Asam Tbk PT		5 743 065	2,3				2,3
Bumi Serpong Damai Tbk PT		19 577 850	2,3				2,3
Bumrungrad Hospital PCL		908 276	7,1				7,1
Bunge Ltd		56 500	4,1				4,1
Bunzl PLC		267 927	11,0				11,0
Burberry Group PLC		88 263	2,7				2,7
Bureau Veritas SA		237 207	6,6				6,6
BYD Co Ltd		5 800	0,1			0,1	
	classe A	1 117 949	9,7			9,7	9,8
BYD Electronic International Co Ltd		1 179 500	2,0				2,0
Cabia Goldhills Inc		775 000	0,1				0,1
Cabot Oil & Gas Corp		55 213	1,7				1,7
Cadence Design Systems Inc		244 800	14,5				14,5
Cadila Healthcare Ltd		1 745 903	11,9				11,9
CAE Inc		4 379 111	109,9				109,9
Cafe24 Corp		43 237	5,8				5,8
Caisse Centrale Desjardins du Québec					49,6		49,6
CaixaBank SA		1 012 911	5,0				5,0
Calbee Inc		8 800	0,4				0,4
Caltex Australia Ltd		150 599	3,7				3,7
Camden Property Trust		348 800	41,9				41,9

Camel Group Co Ltd		2 910 494	5,1	5,1
	classe A	3 476 961	6,1	11,2
Camil Alimentos SA		672 976	1,7	1,7
Campbell Soup Co		37 000	1,7	1,7
Camuzzi Gas Pampeana SA		298 608	0,3	0,3
Canadian Natural Resources Limited		14 564 904	479,8	479,8
Canara Bank		12 472	0,1	0,1
Canon Inc		105 255	3,9	3,9
CAP SA		24 264	0,3	0,3
Capgemini SE		57 353	7,8	7,8
Capital & Counties Properties PLC		4 234 400	17,0	17,0
Capital One Financial Corporation		542 325	56,0	56,0
CapitalLand Commercial Trust		722 759	1,3	1,3
CapitalLand Ltd		7 407 989	23,1	23,1
CapitalLand Mall Trust		807 407	1,8	1,8
Capitec Bank Holdings Ltd		265 330	28,2	28,2
Capri Holdings Ltd		31 465	1,6	1,6
CAR Inc		1 322 000	1,3	1,3
Cardinal Health Inc		681 900	41,5	41,5
Cardtronics PLC		432 924	15,4	15,4
Carl Zeiss Meditec AG		25 000	2,7	2,7
Carlsberg AS		53 836	7,8	7,8
Carlsberg Brewery Malaysia Bhd		432 510	2,8	2,8
CarMax Inc		12 197	1,0	1,0
Carnival Corp		129 341	8,7	8,7
Carnival PLC		57 066	3,7	3,7
Carrefour SA		1 195 778	27,8	27,8
Carter's Inc		61 100	6,8	6,8
Cascades Inc		4 823 868	49,3	49,3
Casino Guichard Perrachon SA		318 065	18,0	18,0
Casio Computer Co Ltd		7 856	0,1	0,1
Catcher Technology Co Ltd		2 042 529	20,4	20,4
Caterpillar Inc		184 900	32,1	32,1
Cathay Financial Holding Co Ltd		24 569 261	51,3	51,3
Cboe Global Markets Inc		117 401	15,7	15,7
CBRE Group Inc		13 944	0,8	0,8
CBS Corp		30 724	1,8	1,8
CCC SA		4 535	0,3	0,3
CCO Holdings LLC / CCO Holdings Capital Corp				135,6

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CCR SA		377 749	1,5				1,5
CD Projekt SA		33 956	1,8				1,8
CDK Global Inc		56 000	3,7				3,7
CDW Corp		24 800	2,7				2,7
Ceconomy AG		179 205	0,9				0,9
Celanese Corp		25 800	3,2				3,2
Celgene Corp		146 422	12,8				12,8
Celltrion Healthcare Co Ltd		48 676	4,5				4,5
Celltrion Inc		63 709	17,4				17,4
Celltrion Pharm Inc		38 696	3,0				3,0
Cementos Argos SA		1 062 679	3,1				3,1
Cemex SAB de CV		30 020 127	19,8				19,8
Cencosud SA		4 133 816	10,2				10,2
Cenovus Energy Inc		22 625 770	217,2				217,2
Centene Corp		86 400	13,6				13,6
Centene Escrow I Corp					121,2		121,2
CenterPoint Energy Inc		448 913	17,3				17,3
Centrais Eletricas Brasileiras SA		727 744	6,2			6,2	
	classe B	480 244	4,8			4,8	11,0
Central Japan Railway Co		27 830	8,0				8,0
Central Pattana PCL		5 499 461	17,2				17,2
Centrica PLC		8 045 329	18,9				18,9
CenturyLink Inc		1 809 659	37,4				37,4
Cerner Corp		65 716	4,7				4,7
CEZ as		356 936	11,6				11,6
CF Industries Holdings Inc		59 172	3,5				3,5
CFE Capital S de RL de CV		5 891 922	6,9				6,9
CGN Power Co Ltd		19 936 368	6,5				6,5
CH Robinson Worldwide Inc		53 988	6,2				6,2
Chailease Holding Co Ltd		3 238 428	13,9				13,9
Challenger Ltd		76 512	0,7				0,7
Champion Iron Ltd		5 555 556	5,9				5,9
Chang Hwa Commercial Bank Ltd		15 782 046	12,1				12,1
Changjiang Securities Co Ltd		17 800	-				-

Chaozhou Three-Circle Group Co Ltd		7 610 351	25,6		25,6
Charles River Laboratories International Inc		98 520	15,2		15,2
Charles Schwab Corp, The		62 168	3,5		3,5
Charoen Pokphand Foods PCL		11 037 151	11,4		11,4
Charoen Pokphand Indonesia Tbk PT		17 253 472	11,8		11,8
Charter Communications Inc		124 596	48,5		48,5
Charter Communications Operating LLC				89,7	89,7
Check Point Software Technologies Ltd		27 469	3,9		3,9
Cheil Worldwide Inc		174 345	4,8		4,8
Chemed Corp		51 752	20,0		20,0
Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée		65 150	15,8		15,8
Chemours Co, The		17 400	0,7		0,7
Cheng Shin Rubber Industry Co Ltd		560 818	1,0		1,0
Cheniere Energy Inc		3 016	0,2		0,2
Chevron Corp		707 100	105,1		105,1
Chiba Bank Ltd, The		15 209	0,1		0,1
Chicony Electronics Co Ltd		2 310 750	6,4		6,4
Chicony Power Technology Co Ltd		1 069 589	2,1		2,1
China Aerospace Times Electronics Co Ltd		9 645 100	10,4		10,4
China Agri-Industries Holdings Ltd		4 183 000	2,0		2,0
China Airlines Ltd		7 560 241	3,7		3,7
China Avionics Systems Co Ltd		4 650	-		-
China BlueChemical Ltd		725 300	0,3		0,3
China CAMC Engineering Co Ltd		1 648 978	3,6	3,6	
	classe A	2 425 369	5,3	5,3	8,9
China Cinda Asset Management Co Ltd		19 325 508	6,4		6,4
China CITIC Bank Corporation Limited		18 200	-	-	
	classe H	18 680 380	15,5	15,5	15,5
China Coal Energy Co Ltd		3 583 000	1,9		1,9
China Communications Construction Co Ltd		8 800	-	-	
	classe H	9 314 224	12,0	12,0	12,0
China Communications Services Corp Ltd		5 088 330	5,8		5,8
China Conch Venture Holdings Ltd		5 335 281	21,7		21,7
China Construction Bank Corp		30 900	-	-	
	classe A	35 000 000	44,4	44,4	
	classe H	205 269 031	231,3	231,3	275,7
China Development Financial Holding Corp		40 864 000	17,6		17,6
China Ding Yi Feng Holdings Ltd		1 428 000	5,2		5,2
China Distance Education Holdings Ltd		184 997	1,7		1,7

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China Eastern Airlines Corp Ltd		26 300	-			-	
	classe H	2 438 000	1,9			1,9	1,9
China Everbright Bank Co Ltd		128 200	0,1			0,1	
	classe H	4 427 203	2,6			2,6	2,7
China Everbright Greentech Ltd		6 503 123	6,3				6,3
China Everbright International Ltd		25 034 670	30,7				30,7
China Everbright Ltd		1 744 593	4,2				4,2
China Evergrande Group		5 022 863	20,5				20,5
China Fiber Optic Network System Group Ltd		8 023 200	-				-
China Film Co Ltd		6 000	-				-
China First Capital Group Ltd		5 612 000	4,4				4,4
China Fortune Land Development Co Ltd		9 500	-				-
China Galaxy Securities Co Ltd		6 376 223	3,9				3,9
China Gas Holdings Ltd		4 264 900	20,8				20,8
China Gezhouba Group Co Ltd		14 800	-				-
China Grand Automotive Services Co Ltd		17 592	-				-
China Hongqiao Group Ltd		3 785 500	2,9				2,9
China Huarong Asset Management Co Ltd		22 716 700	5,7				5,7
China Huishan Dairy Holdings Co Ltd		8 557 206	-				-
China International Capital Corp Ltd		2 765 200	7,1				7,1
China International Marine Containers Group Co Ltd		4 100	-				-
China International Travel Service Corp Ltd		133 528	1,6			1,6	
	classe A	704 200	8,4			8,4	10,0
China Jinmao Holdings Group Ltd		10 253 809	6,3				6,3
China Jushi Co Ltd		10 353 984	19,9				19,9
China Life Insurance Co Ltd		7 288 861	9,0			9,0	
	classe H	14 183 851	41,2			41,2	50,2
China Literature Ltd		316 400	2,0				2,0
China Longyuan Power Group Corp Ltd		6 451 850	6,0				6,0
China Medical System Holdings Ltd		2 388 991	3,0				3,0
China Mengniu Dairy Co Ltd		4 799 203	20,4				20,4
China Merchants Bank Co Ltd	classe A	18 589 492	93,2			93,2	
	classe H	7 552 485	37,8			37,8	131,0
China Merchants Energy Shipping Co Ltd		2 040 900	1,5				1,5

China Merchants Port Holdings Co Ltd		1 883 552	4,6		4,6
China Merchants Securities Co Ltd		18 429	-		-
China Merchants Shekou Industrial Zone Holdings Co Ltd		21 200	0,1		0,1
China Minsheng Banking Corp Ltd		114 280	0,1	0,1	
	classe H	13 348 281	12,6	12,6	12,7
China Mobile Ltd		79 776 046	1 048,6		1 048,6
China Molybdenum Co Ltd		56 900	-	-	
	classe A	7 129 068	5,3	5,3	
	classe H	6 525 000	3,3	3,3	8,6
China Motor Corp		107 000	0,1		0,1
China National Building Material Co Ltd		11 431 023	10,7		10,7
China National Chemical Engineering Co Ltd		15 800	-		-
China National Nuclear Power Co Ltd		33 300	-		-
China Northern Rare Earth Group High-Tech Co Ltd		11 700	-		-
China Oilfield Services Ltd		3 160 975	3,7		3,7
China Oriental Group Co Ltd		2 368 000	1,9		1,9
China Overseas Land & Investment Ltd		8 374 344	39,3		39,3
China Overseas Property Holdings Ltd		9 205 000	3,7		3,7
China Pacific Insurance Group Co Ltd		20 200	0,1	0,1	
	classe H	10 089 347	44,6	44,6	44,7
China Petroleum & Chemical Corp		82 100	0,1	0,1	
	classe H	67 367 605	65,7	65,7	65,8
China Power International Development Ltd		12 380 000	3,8		3,8
China Railway Construction Corp Ltd		37 000	0,1	0,1	
	classe H	4 334 906	8,2	8,2	8,3
China Railway Group Ltd		7 943 150	9,9		9,9
China Railway Signal & Communication Corp Ltd		2 577 000	2,5		2,5
China Reinsurance Group Corp		10 728 000	3,0		3,0
China Resource and Environment Co Ltd		5 278 957	4,3		4,3
China Resources Beer Holdings Co Ltd		3 767 175	18,0		18,0
China Resources Cement Holdings Ltd		4 268 000	5,2		5,2
China Resources Gas Group Ltd		1 699 453	9,2		9,2
China Resources Land Ltd		5 878 257	30,9		30,9
China Resources Medical Holdings Co Ltd		7 186 000	6,4		6,4
China Resources Pharmaceutical Group Ltd		3 346 500	6,0		6,0
China Resources Power Holdings Co Ltd		5 327 275	14,0		14,0
China Resources Sanjiu Medical & Pharmaceutical Co Ltd		3 100	-		-
China Shenhua Energy Co Ltd		14 100	0,1	0,1	
	classe H	7 074 696	21,2	21,2	21,3

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
China Shipbuilding Industry Co Ltd		73 700	0,1				0,1
China Shipbuilding Industry Group Power Co Ltd		5 600	-				-
China South Publishing & Media Group Co Ltd		5 700	-				-
China Southern Airlines Co Ltd		27 700	-			-	
	classe H	3 516 485	3,0			3,0	3,0
China Spacesat Co Ltd		3 800	-				-
China State Construction Engineering Corp Ltd		135 256	0,2				0,2
China State Construction International Holdings Ltd		3 719 467	4,0				4,0
China Steel Corp		39 067 108	42,1				42,1
China Taiping Insurance Holdings Co Ltd		7 128 592	26,7				26,7
China Telecom Corp Ltd		34 794 459	24,3				24,3
China Tower Corp Ltd		69 236 000	17,9				17,9
China Traditional Chinese Medicine Holdings Co Ltd		7 488 000	6,0				6,0
China Travel International Investment Hong Kong Ltd		3 822 000	1,4				1,4
China Unicom Hong Kong Ltd		13 196 979	19,2				19,2
China United Network Communications Ltd		99 900	0,1				0,1
China Vanke Co Ltd		31 300	0,1			0,1	
	classe H	2 380 018	11,0			11,0	11,1
China Yangtze Power Co Ltd		47 200	0,1				0,1
China Zhongwang Holdings Ltd		2 853 200	1,7				1,7
Chinasoft International Ltd		682 000	0,5				0,5
Chinese Universe Publishing and Media Group Co Ltd		4 400	-				-
Chipotle Mexican Grill Inc		3 725	2,2				2,2
Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG		228	3,8				3,8
Chongqing Changan Automobile Co Ltd		12 500	-				-
Chongqing Rural Commercial Bank Co Ltd		5 500 698	4,0				4,0
Chr Hansen Holding A/S		110 031	13,3				13,3
Christian Dior SE		30 949	16,1				16,1
Chubb Ltd		208 727	36,8				36,8
Chubu Electric Power Co Inc		18 102	0,4				0,4
Chugai Pharmaceutical Co Ltd		15 411	1,2				1,2
Chugoku Electric Power Co Inc, The		15 296	0,3				0,3
Chunghwa Telecom Co Ltd		11 678 139	58,6				58,6
Church & Dwight Co Inc		37 454	3,4				3,4

Cia Brasileira de Distribuicao		1 634 362	46,6		46,6
Cia Cervecerias Unidas SA		346 458	6,2		6,2
Cia de Gas de Sao Paulo - COMGAS		4 470	0,1		0,1
Cia de Minas Buenaventura SAA		100 164	2,2		2,2
Cia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo		448 025	5,0		5,0
Cia de Transmissao de Energia Eletrica Paulista		11 900	0,3		0,3
Cia de Transporte de Energia Electrica en Alta Tension Transener SA		3 868 323	6,3		6,3
Cia Energetica de Minas Gerais		205 348	1,1	1,1	
	privilégiées	3 248 215	15,9	15,9	17,0
Cia Energetica de Sao Paulo		1 500 296	11,5		11,5
Cia Energetica do Ceara		350 000	5,9		5,9
Cia Hering		1 838 915	18,9		18,9
Cia Paranaense de Energia		20 310	0,2	0,2	
	classe B	12 500	0,1	0,1	0,3
Cia Siderurgica Nacional SA		33 752	0,1		0,1
Cielo SA		2 780 302	8,7		8,7
CIFI Holdings Group Co Ltd		6 102 000	4,4		4,4
Cigna Corp		151 031	39,2		39,2
Cimarex Energy Co		8 305	0,7		0,7
CIMB Group Holdings Bhd		13 944 946	26,3		26,3
CIMIC Group Ltd		242 619	10,1		10,1
Cincinnati Financial Corp		95 557	10,1		10,1
Cineworld Group PLC		2 419 000	11,1		11,1
Cintas Corp		17 921	4,1		4,1
Cipla Ltd		1 727 592	17,6		17,6
Cisco Systems Inc		2 787 643	165,0		165,0
CIT Group Inc		31 300	1,6	122,6	124,2
CITIC Guoan Information Industry Co Ltd		12 600	-		-
CITIC Ltd		11 074 100	23,7		23,7
CITIC Securities Co Ltd		1 785 511	5,7	5,7	
	classe A	15 695 066	50,0	50,0	
	classe H	4 344 337	10,2	10,2	65,9
Citigroup Inc		2 091 395	148,7	348,3	497,0
Citizens Financial Group Inc		76 530	3,1		3,1
Citrix Systems Inc		24 041	3,4		3,4
City Developments Ltd		151 792	1,2		1,2
CJ CheilJedang Corp		24 988	10,1	10,1	
	privilégiées	541	0,1	0,1	10,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
CJ Corp		52 633	7,8			7,8	
	privilégiées	7 842	0,1			0,1	7,9
CJ ENM Co Ltd		41 364	10,2				10,2
CJ Logistics Corp		21 493	4,4				4,4
CK Asset Holdings Ltd		3 507 024	35,1				35,1
CK Hutchison Holdings Ltd		2 183 829	28,6				28,6
CK Infrastructure Holdings Ltd		1 137 000	11,8				11,8
Clariant AG		64 692	1,6				1,6
Cleanaway Co Ltd		241 000	1,8				1,8
Cleveland-Cliffs Inc		191 298	2,0				2,0
Clicks Group Ltd		264 366	4,8				4,8
Clorox Company, The		5 305	1,1				1,1
Clover LP					67,3		67,3
CLP Holdings Ltd		802 919	12,4				12,4
CME Group Inc		183 691	47,2				47,2
CMS Edu Co Ltd		289 356	2,4				2,4
CMS Energy Corp		32 394	2,2				2,2
CMST Development Co Ltd		10 821 345	10,8			10,8	
	classe A	2 372 700	2,4			2,4	13,2
CNA Financial Corp		115 000	6,9				6,9
CNH Industrial NV		2 937 007	36,0				36,0
CNOOC Ltd		151 971 890	320,8				320,8
CNP Assurances		287 165	8,3				8,3
Coal India Ltd		1 376 835	6,5				6,5
Cobalt International Energy Inc		422 035	-				-
Coca-Cola Amatil Ltd		59 618	0,5				0,5
Coca-Cola Bottlers Japan Holdings Inc		11 100	0,5				0,5
Coca-Cola Co, The		945 944	61,2				61,2
Coca-Cola European Partners PLC		152 300	9,5				9,5
Coca-Cola Femsa SAB de CV		4 279 322	35,4				35,4
Coca-Cola HBC AG		122 281	5,2				5,2
Coca-Cola Icecek AS		858 257	6,8				6,8
Cochlear Ltd		7 817	1,3				1,3
Cogeco Communications Inc					221,4		221,4

Cognex Corp	13 600	0,7	0,7
Cognizant Technology Solutions Corp	1 021 233	88,5	88,5
Colbun SA	19 151 619	5,3	5,3
Coles Group Ltd	471 006	5,3	5,3
Colgate-Palmolive Co	4 154 325	337,7	337,7
Colgate-Palmolive India Ltd	523 986	13,8	13,8
Colony Capital Inc	26 846 113	171,6	171,6
Coloplast AS	2 213	0,3	0,3
Colruyt SA	57 494	5,6	5,6
Columbia Property Trust Inc	595 200	15,7	15,7
Comber Wind Financial Corp			71,9
Comcast Corp	2 745 044	127,7	127,7
Comerica Inc	16 301	1,5	1,5
ComfortDelGro Corp Ltd	1 114 100	2,4	2,4
Commercial Bank of Qatar QSC, The	109 055	1,6	1,6
Commercial International Bank Egypt SAE	3 013 406	17,0	17,0
Commerzbank AG	1 720 885	15,5	15,5
Commonwealth Bank of Australia	43 208	3,0	3,0
CommScope Holding Co Inc	53 700	1,2	1,2
CommScope Technologies LLC			89,5
Communication Services Select Sector SPDR Fund	1 060 441	59,8	59,8
Compagnie de Saint-Gobain	451 786	20,6	20,6
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	12 715 700	1 285,7	1 285,7
Compagnie Financière Richemont SA	729 918	24,6	24,6
Compagnie Générale des Établissements Michelin	152 512	20,6	20,6
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	92 538	3,2	3,2
Compagnies Loblaw limitée, Les	7 923 500	484,2	112,8
Compal Electronics Inc	13 727 390	10,6	10,6
Companhia de Saneamento de Minas Gerais Copasa MG	322 253	7,0	7,0
Compass Group PLC	1 205 120	34,6	34,6
Computer Modelling Group Ltd	5 680 400	34,6	34,6
Computershare Ltd	699 676	11,6	11,6
Conagra Brands Inc	48 700	1,4	1,4
Concentradora Fibra Danhos SA de CV	8 093 503	13,0	13,0
Concho Resources Inc	8 300	1,2	1,2
Concordia Financial Group Ltd	299 935	1,6	1,6
ConocoPhillips	630 356	53,7	53,7
Consolidated Edison Inc	39 307	4,1	4,1
Constellation Brands Inc	5 885	1,3	1,3

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Constellation Software Inc		255 000	222,8				222,8
Consumer Staples Select Sector SPDR Fund		899 790	62,4				62,4
Container Corp Of India Ltd		174 606	2,3				2,3
Contemporary Amperex Technology Co Ltd		491 000	7,2				7,2
Continental AG		69 543	13,1				13,1
Continental Resources Inc		37 586	2,1				2,1
ConvaTec Group PLC		463 002	1,1				1,1
Convenience Retail Asia Ltd		1 874 000	1,1				1,1
Cooper Cos Inc , The		7 000	2,4				2,4
Copart Inc		11 300	0,7				0,7
Core Laboratories NV		66 415	5,4				5,4
Corning Inc		412 500	17,0				17,0
Coronation Fund Managers Ltd		1 269 513	5,0				5,0
Corpbanca SA		390 207 611	5,0				5,0
Corporation Fiera Capital		1 483 000	16,7				16,7
Corporation Financière Power		1 928 966	49,8		58,3		108,1
Corporation Métaux Précieux du Québec		3 263 029	0,9				0,9
Corporation Ressources Pershimex		4 243 513	0,1				0,1
Corporation Stornoway Diamond		101 867 518	19,9				19,9
Corporation TomaGold		2 948 612	0,2				0,2
Corporativo Fragua SAB de CV		635 163	11,9				11,9
Corpovael SA de CV		12 328 998	12,8				12,8
Cosan SA		152 587	1,8				1,8
COSCO SHIPPING Development Co Ltd		25 400	-				-
COSCO SHIPPING Energy Transportation Co Ltd		2 488 000	1,7				1,7
COSCO SHIPPING Holdings Co Ltd		24 600	-				-
	classe H	4 504 000	2,3			2,3	2,3
COSCO SHIPPING Ports Ltd		3 396 317	4,6				4,6
CoStar Group Inc		2 300	1,1				1,1
Costco Wholesale Corp		395 053	109,9				109,9
Coty Inc		305 470	2,7				2,7
Country Garden Holdings Co Ltd		14 032 976	23,3				23,3
Country Garden Services Holdings Co Ltd		1 853 034	4,0				4,0
Cousins Properties Inc		198 500	2,1				2,1

Covestro AG	78 063	5,3		5,3
Covivio	15 110	2,0		2,0
Coway Co Ltd	222 616	20,2		20,2
CP ALL PCL	17 311 770	49,9		49,9
Credicorp Ltd	141 769	42,9		42,9
Crédit Agricole SA	702 828	10,3		10,3
Credit Saison Co Ltd	48 580	0,8		0,8
Credit Suisse Group AG	1 668 131	25,0		25,0
Cresud SACIF y A	1 757 840	26,1		26,1
CRH PLC	279 960	10,1		10,1
Croda International PLC	18 773	1,5		1,5
Crombie Real Estate Investment Trust			20,0	20,0
Crosslinx Transit Solutions GP			48,6	48,6
Crown Americas LLC / Crown Americas Capital Corp VI			24,4	24,4
Crown Castle International Corp	7 342	1,1		1,1
Crown European Holdings SA			87,6	87,6
Crown Holdings Inc	17 200	1,0		1,0
Crown Resorts Ltd	236 690	2,7		2,7
CRRC Corp Ltd	65 300	0,1	0,1	
	classe H		9,7	9,8
CSL Ltd	453 838	80,8		80,8
CSPC Pharmaceutical Group Ltd	10 953 773	21,6		21,6
CSR Ltd	1 184 600	3,2		3,2
CSX Corp	167 606	14,2		14,2
CTBC Financial Holding Co Ltd	55 662 127	50,0		50,0
Ctrip.com International Ltd	996 827	36,8		36,8
CU Inc			163,7	163,7
CubeSmart	71 400	2,8		2,8
Cuda Pétrole et Gaz Inc (anciennement Junex Inc.)	493 810	0,6		0,6
Cummins Inc	143 262	26,1		26,1
CVC Brasil Operadora e Agencia de Viagens SA	2 645 000	57,0		57,0
CVS Health Corp	5 953 032	532,7		532,7
CyberAgent Inc	7 900	0,4		0,4
Cyfrowy Polsat SA	307 806	2,5		2,5
Cyrela Brazil Realty SA Empreendimentos e Participacoes	824 167	4,5		4,5
Dabur India Ltd	507 077	4,3		4,3
Daelim Industrial Co Ltd	163 071	20,5		20,5
Daewoo Engineering & Construction Co Ltd	419 946	2,8		2,8
Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering Co Ltd	94 778	4,0		4,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Dah Chong Hong Holdings Ltd		7 473 462	3,5				3,5
Dah Sing Banking Group Ltd		214 000	0,5				0,5
Dah Sing Financial Holdings Ltd		115 200	0,8				0,8
Dai Nippon Printing Co Ltd		246 218	7,0				7,0
Daicel Corp		20 105	0,3				0,3
Daido Steel Co Ltd		78 000	4,2				4,2
Daifuku Co Ltd		2 800	0,2				0,2
Dai-ichi Life Insurance Co Limited, The		290 796	6,2				6,2
Daiichi Sankyo Co Ltd		29 247	1,3				1,3
Daikin Industries Ltd		4 054	0,6				0,6
Daily Mail & General Trust PLC		665 990	6,7				6,7
Daimler AG		527 355	37,8				37,8
Dairy Farm International Holdings Ltd		355 900	4,4				4,4
Daito Trust Construction Co Ltd		12 198	2,3				2,3
Daiwa House Industry Co Ltd		126 329	5,5				5,5
Daiwa House REIT Investment Corp		218	0,7				0,7
Daiwa Securities Group Inc		469 051	3,3				3,3
Dali Foods Group Co Ltd		3 901 000	3,9				3,9
DAMAC Properties Dubai Co PJSC		5 207 294	2,9				2,9
Dana Financing Luxembourg Sarl					35,7		35,7
Dana Inc		317 884	5,9		50,8		56,7
Danaher Corp		1 855 613	261,3				261,3
Danone SA		439 078	42,2				42,2
Danske Bank AS		186 268	5,0				5,0
Daqin Railway Co Ltd		47 900	0,1			0,1	
	classe A	10 000 000	16,4			16,4	16,5
Darden Restaurants Inc		28 200	3,8				3,8
Dassault Aviation SA		1 434	2,7				2,7
Dassault Systèmes SA		24 792	4,0				4,0
Datang International Power Generation Co Ltd		6 214 000	2,0				2,0
DataTec Ltd		68 218	0,2				0,2
Davide Campari-Milano SpA		196 639	2,3				2,3
DaVita Inc		74 600	5,2				5,2
DB Insurance Co Ltd		149 829	12,9				12,9

DBS Group Holdings Ltd		1 096 710	26,0		26,0
DCC PLC		37 366	3,9		3,9
Deere & Co		82 647	16,8		16,8
Delivery Hero SE		11 200	0,6		0,6
Dell Technologies Inc		37 458	2,5		2,5
Delta Air Lines Inc		21 906	1,5		1,5
Delta Brac Housing Finance Corp Ltd		1 361 774	2,9		2,9
Delta Electronics Inc		2 207 354	12,7		12,7
Delta Electronics Thailand PCL		1 465 777	4,3		4,3
DeNA Co Ltd		12 300	0,3		0,3
Denso Corp		280 097	17,1		17,1
Dentsply Sirona Inc		53 955	2,7		2,7
Dentsu Inc		87 500	5,3		5,3
Deutsche Bank AG		226 920	2,5		2,5
Deutsche Boerse AG		2 797	0,5		0,5
Deutsche Lufthansa AG		243 400	7,5		7,5
Deutsche Post AG		151 736	5,7		5,7
Deutsche Telekom AG		2 878 332	66,6		66,6
Deutsche Wohnen SE		44 865	2,8		2,8
Devon Energy Corp		364 442	11,2		11,2
Dexus		220 033	2,2		2,2
DGB Financial Group Inc		476 460	4,8		4,8
DHC Software Co Ltd		10 000	-		-
Diageo PLC		10 124 261	492,2		492,2
Dialog Group Berhad		9 323 781	9,6		9,6
Diamondback Energy Inc		11 600	1,5		1,5
Digi Communications NV		278 000	2,4		2,4
DiGi.Com Bhd		5 997 179	8,9		8,9
Digital Realty Trust Inc		57 500	8,4		8,4
Dime Community Bancshares Inc		100 200	2,3		2,3
Dino Polska SA		6 163	0,2		0,2
Direct Line Insurance Group PLC		319 511	1,8		1,8
Disco Corp		1 900	0,3		0,3
Discover Financial Services		273 889	22,1		22,1
Discovery Inc	classe A	93 642	3,2	3,2	
	classe C	169 043	5,3	5,3	8,5
Discovery Ltd		518 382	7,9		7,9
DISH Network Corp		169 700	5,8		5,8
Distell Group Holdings Ltd		599 581	6,1		6,1

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Distribuidora de Gas Cuyana SA		1 869 323	2,6				2,6
Divi's Laboratories Ltd		676 198	19,6				19,6
DMCI Holdings Inc		10 166 493	3,4				3,4
DNB ASA		666 186	14,5				14,5
Dollar General Corp		5 590 273	825,2				825,2
Dollar Tree Inc		12 484	1,5		148,1		149,6
Dollarama Inc		16 773 285	544,6				544,6
Dominion Resources Inc		139 125	13,6				13,6
Domino's Pizza Enterprises Ltd		8 038	0,3				0,3
Domino's Pizza Inc		2 900	1,0				1,0
Don Quijote Holdings Co Ltd		27 200	2,3				2,3
Dongfang Electric Corp Ltd		8 800	-				-
Dongfeng Motor Group Co Ltd		5 667 574	7,0				7,0
Dongkuk Steel Mill Co Ltd		42 763	0,4				0,4
Dongxing Securities Co Ltd		7 400	-				-
Dongxu Optoelectronic Technology Co Ltd		17 700	-				-
Doosan Bobcat Inc		113 948	4,4				4,4
Doosan Corp		47 265	6,5				6,5
Doosan Heavy Industries & Construction Co Ltd		121 019	1,4				1,4
Doosan Infracore Co Ltd		94 416	0,9				0,9
DoubleUGames Co Ltd		48 380	3,5				3,5
Douglas Emmett Inc		231 600	10,8				10,8
Dover Corp		46 300	4,5				4,5
DowDuPont Inc		184 742	13,5				13,5
DP World Ltd		612 977	14,3				14,3
DR Horton Inc		80 284	3,8				3,8
Dr Reddy's Laboratories Ltd		135 757	6,9				6,9
DSV AS		3 889	0,3				0,3
DTE Energy Co		47 417	7,1				7,1
Dubai Islamic Bank PJSC		4 727 418	8,8				8,8
Dufry AG		15 976	2,1				2,1
Duke Energy Corp		334 776	39,5				39,5
Duke Realty Corp		507 200	17,9				17,9

DuluxGroup Ltd	1 378 600	8,7		8,7
Duni AB	180 600	2,7		2,7
Duratex SA	3 230 200	13,5		13,5
DXC Technology Co	18 697	1,4		1,4
DXP Enterprises Inc	189 327	7,2		7,2
E*TRADE Financial Corp	20 476	1,2		1,2
E.ON SE	301 310	4,1		4,1
E.Sun Financial Holding Co Ltd	29 633 582	26,5		26,5
E1 Corp	844	0,1		0,1
East Japan Railway Co	27 046	3,3		3,3
East West Bancorp Inc	78 950	4,7		4,7
Eastern Tobacco	2 582 951	3,2		3,2
Eastmain Resources Inc	4 187 229	0,7		0,7
Eastman Chemical Co	40 895	4,1		4,1
easyJet PLC	134 612	2,6		2,6
Eaton Corp PLC	515 398	48,3		48,3
Eaton Vance Corp	10 200	0,5		0,5
Ebara Corp	264 030	8,1		8,1
eBay Inc	170 060	6,5		6,5
Eclat Textile Co Ltd	48 817	0,8		0,8
Ecolab Inc	2 671 782	537,7		537,7
Ecopetrol SA	11 380 161	12,7		12,7
Edan Instruments Inc	5 862 253	6,8		6,8
Edelweiss Financial Services Ltd	14 000 000	49,9		49,9
Edenred	43 374	2,2		2,2
Edison International	111 368	8,6		8,6
EDP - Energias de Portugal SA	13 413 749	63,9		63,9
EDP Renovaveis SA	600 000	7,3		7,3
Edwards Lifesciences Corp	5 702	1,2		1,2
Egyptian International Pharmaceuticals EIPICO	235 688	1,9		1,9
Eicher Motors Ltd	12 787	5,8		5,8
Eiffage SA	46 802	5,3		5,3
Eisai Co Ltd	78 296	8,3		8,3
El Puerto de Liverpool SAB de CV	381 886	3,3		3,3
Elbit Systems Ltd	10 362	1,6		1,6
Elders Ltd	301 600	2,0		2,0
Eldorado Gold Corp	233 539	0,9		0,9
Electric Power Development Co Ltd	25 315	0,8		0,8
Électricité de France SA	3 547 931	76,4	233,5	309,9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Electricity Generating PCL		374 316	3,9				3,9
Electrolux AB		99 311	2,9				2,9
Electronic Arts Inc		33 240	3,6				3,6
Eli Lilly & Co		390 200	61,7				61,7
Elior Group SA		11 580 582	236,1				236,1
Elisa OYJ		7 937	0,4				0,4
Ellie Mae Inc		130 540	11,2				11,2
EISewedy Electric Co		2 193 787	3,0				3,0
Emaar Development PJSC		2 295 551	3,8				3,8
Emaar Malls PJSC		5 602 241	3,7				3,7
Emaar Properties PJSC		10 067 454	15,5				15,5
E-MART Inc		82 765	18,5				18,5
Embotelladora Andina SA		745 805	3,8				3,8
Embraer SA		842 204	7,3				7,3
EMCOR Group Inc		13 849	1,1				1,1
Emerson Electric Co		332 900	27,2				27,2
Emirates Telecommunications Group Co PJSC		4 991 268	31,5				31,5
Empresa Distribuidora Y Comercializadora Norte		711 573	25,4				25,4
Empresa Nacional de Telecomunicaciones SA		380 940	4,0				4,0
Empresas CMPC SA		3 274 861	14,2				14,2
Empresas COPEC SA		1 024 204	16,8				16,8
EMS-Chemie Holding AG		2 829	1,8				1,8
Enagas SA		21 379	0,8				0,8
Enbridge Inc		16 947 818	718,8		238,9		957,7
Enbridge Income Fund Holdings Inc					211,3		211,3
Ence Energia y Celulosa SA		1 059 000	9,1				9,1
Encompass Health Corp		57 000	4,8				4,8
Endesa SA		659 558	20,7				20,7
Endo International PLC		596 900	6,0				6,0
Enea SA		102 849	0,4				0,4
Enel Americas SA		75 085 086	18,1				18,1
Enel Chile SA		68 846 546	9,1				9,1
Enel SpA		5 313 172	41,8				41,8

Energia SA		665 750	2,2		2,2
Energisa SA		2 900 615	37,9		37,9
Energy Absolute PCL		3 320 864	5,9		5,9
Energy Select Sector SPDR Fund		33 400	2,6		2,6
Enerjisa Enerji AS		660 000	0,9		0,9
Eneva SA		109 725	0,6		0,6
Engie Brasil Energia SA		64 177	0,7		0,7
Engie Energia Chile SA		94 772	0,2		0,2
Engie SA		1 608 954	31,5		31,5
Eni SpA		2 597 849	55,8		55,8
Enka Insaat ve Sanayi AS		106 220	0,1		0,1
ENN Energy Holdings Ltd		1 612 047	19,5		19,5
Entergy Corp		26 000	3,1		3,1
Entreprises minières Globex Inc		1 729 000	0,6		0,6
Envestnet Inc		228 463	15,3		15,3
EOG Resources Inc		70 709	8,4		8,4
EOH Holdings Ltd		506 062	1,5		1,5
Epiroc AB	classe A	2 305 634	29,8	29,8	
	classe B	43 408	0,5	0,5	30,3
Equatorial Energia SA		1 632 389	42,9		42,9
Equifax Inc		4 171	0,5		0,5
Equinix Inc		5 016	2,4	184,1	186,5
Equinor ASA		174 268	5,1		5,1
Equity Commonwealth		150 000	6,1		6,1
Equity Group Holdings Ltd		12 061 900	5,6		5,6
Equity LifeStyle Properties Inc		12 100	1,6		1,6
Equity Residential		12 791	1,2		1,2
Eregli Demir ve Celik Fabrikalari TAS		1 101 514	2,0		2,0
Erste Group Bank AG		164 192	7,4		7,4
Essex Property Trust Inc		6 517	2,2		2,2
EssilorLuxottica SA		193 855	33,4		33,4
Essity AB		90 127	3,0		3,0
Esso Thailand PCL		305 600	0,1		0,1
Estacio Participacoes SA		2 165 000	18,1		18,1
Estee Lauder Cos Inc, The		5 979	1,1		1,1
Esterline Technologies Corp		37 000	6,1		6,1
Eurazeo SE		16 689	1,6		1,6
Eurobank Ergasias SA		1 393 066	1,2		1,2
Eurocash SA		564 400	3,6		3,6

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Eurofins Scientific SE		1 043 608	531,2				531,2
Euronet Worldwide Inc		145 464	20,3				20,3
Europcar Mobility Group		3 000 000	36,8				36,8
Eutelsat Communications SA		122 013	3,3				3,3
Eva Airways Corp		6 324 032	4,4				4,4
Even Construtora e Incorporadora SA		576 868	1,2				1,2
Everbright Jiabao Co Ltd		10 615 210	12,0				12,0
Everbright Securities Co Ltd		12 500	-				-
Everest Re Group Ltd		2 300	0,7				0,7
Evergreen Marine Corp Taiwan Ltd		767 831	0,4				0,4
Evergy Inc		51 100	4,0				4,0
Eversource Energy		64 639	5,7				5,7
Evonik Industries AG		38 428	1,3				1,3
Exelon Corp		904 624	55,7				55,7
Exide Industries Ltd		2 409 234	12,6				12,6
Exor NV		33 677	2,5				2,5
Expedia Group Inc		9 611	1,5				1,5
Expeditors International of Washington Inc		6 133	0,6				0,6
Experian PLC		992 063	32,9				32,9
Exploration Azimut Inc		4 281 649	1,2				1,2
Exploration Dios Inc		4 978 436	0,2				0,2
Exploration Harfang Inc		2 050 000	0,4				0,4
Exploration Kintavar Inc		10 446 429	2,6				2,6
Exploration Midland Inc		8 290 106	8,2				8,2
Exploration Puma Inc		12 634 177	0,5				0,5
Extended Stay America Inc		240 500	5,1				5,1
Extra Space Storage Inc		10 636	1,3				1,3
Exxaro Resources Ltd		391 128	5,1				5,1
Exxon Mobil Corp		10 180 476	948,1				948,1
Ezdan Holding Group QSC		2 283 390	11,1				11,1
F5 Networks Inc		3 467	0,8				0,8
Facebook Inc		1 017 527	182,2				182,2
Fairfax Financial Holdings Ltd					257,2		257,2

Fairfax US Inc			23,5	23,5
Falco Resources Ltd	1 632 366	0,5		0,5
FamilyMart UNY Holdings Co Ltd	12 668	2,2		2,2
Fangda Carbon New Material Co Ltd	5 700	-		-
FANUC Corp	1 366 739	283,6		283,6
Far East Horizon Ltd	4 010 978	5,5		5,5
Far Eastern New Century Corp	11 508 147	14,3		14,3
Far EasTone Telecommunications Co Ltd	5 186 271	17,6		17,6
Fast Retailing Co Ltd	14 668	10,3		10,3
Fastenal Co	53 682	3,8		3,8
Faurecia SA	58 495	3,0		3,0
Federal Bank Ltd	2 273 653	4,1		4,1
Federal Grid Co Unified Energy System PJSC	123 240 000	0,4		0,4
Federal Realty Investment Trust	95 821	15,4		15,4
Fédération des Caisses Desjardins du Québec			499,5	499,5
FedEx Corp	67 900	15,0		15,0
Feng Tay Enterprise Co Ltd	523 986	4,1		4,1
Ferguson PLC	78 011	6,8		6,8
Ferrari NV	11 818	1,6		1,6
Ferrovial SA	292 787	8,1		8,1
FF Group	15 728	-		-
FGV Holdings Bhd	563 415	0,1		0,1
Fiat Chrysler Automobiles NV	1 671 088	33,1		33,1
Fibra Uno Administracion SA de CV	3 272 101	5,0		5,0
Fibria Celulose SA	21 561	0,5		0,5
Fidelity National Financial Inc	47 100	2,0		2,0
Fidelity National Information Services Inc	73 833	10,3		10,3
Fiducie de capital Banque Scotia			44,2	44,2
Fifth Third Bancorp	113 490	3,6		3,6
FIH Mobile Ltd	915 350	0,1		0,1
Fila Korea Ltd	123 488	8,1		8,1
Financial Street Holdings Co Ltd	9 600	-		-
First Abu Dhabi Bank PJSC	7 817 897	41,0		41,0
First Asset Morningstar National Bank Québec Index ETF	1 506 061	27,6		27,6
First Capital Realty Inc	173 700	3,3	69,5	72,8
First Capital Securities Co Ltd	11 200	-		-
First Data Corp	47 400	1,1	145,9	147,0
First Financial Holding Co Ltd	30 296 938	26,9		26,9
First Republic Bank	12 200	1,4		1,4

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
FirstEnergy Corp		47 130	2,4				2,4
FirstRand Ltd		4 508 614	28,1				28,1
Fiserv Inc		58 242	5,8				5,8
Fisher & Paykel Healthcare Corp Ltd		76 657	0,9				0,9
FleetCor Technologies Inc		6 400	1,6				1,6
Fletcher Building Ltd		457 751	2,0				2,0
Fleury SA		1 648 500	11,5				11,5
Flex Ltd		599 000	6,2				6,2
Flight Centre Travel Group Ltd		116 932	4,8				4,8
FLIR Systems Inc		81 300	4,8				4,8
Flowserve Corp		1 574 683	81,8				81,8
Fluor Corp		4 024 353	177,0				177,0
FMC Corp		4 617	0,5				0,5
Focus Media Information Technology Co Ltd		39 340	-				-
Fomento Economico Mexicano SAB de CV		1 531 029	17,9				17,9
Fonds de placement immobilier Cominar		8 458 000	94,7				94,7
Fondul Proprietatea SA/Fund		4 713 640	1,4				1,4
Forage Orbit Garant Inc		3 200 000	5,3				5,3
Ford Credit Canada Co					597,3		597,3
Ford Motor Company		1 086 016	11,3				11,3
Ford Motor Credit Co LLC					163,2		163,2
Ford Otomotiv Sanayi AS		51 629	0,7				0,7
Formosa Chemicals & Fibre Corp		11 291 080	52,7				52,7
Formosa International Hotels Corp		257 000	1,5				1,5
Formosa Petrochemical Corp		2 532 122	12,3				12,3
Formosa Plastics Corp		14 041 655	63,0				63,0
Formosa Taffeta Co Ltd		2 564 122	3,9				3,9
Fortescue Metals Group Ltd		389 272	1,6				1,6
Fortinet Inc		1 900	0,2				0,2
Fortive Corp		36 300	3,4				3,4
Fortress REIT Ltd	classe A	1 109 509	1,9			1,9	
	unités de fonds	9 914 656	13,6			13,6	15,5
Fortum OYJ		491 708	14,7				14,7
Fortune Brands Home & Security Inc		33 300	1,7				1,7

Foschini Group Limited, The		1 508 686	23,8		23,8
Foshan Haitian Flavouring & Food Co Ltd		7 236	0,1	0,1	
	classe A	517 448	7,1	7,1	7,2
Fosun International Ltd		4 965 204	9,9		9,9
Founder Securities Co Ltd		26 500	-		-
Fox Factory Holding Corp		185 465	14,9		14,9
Foxconn Technology Co Ltd		2 891 353	7,8		7,8
Franco-Nevada Corp		16 868	1,6		1,6
Franklin Resources Inc		244 100	9,9		9,9
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide		4 662	0,5		0,5
Fraser & Neave Holdings Bhd		36 422	0,4		0,4
Frasers Logistics & Industrial Trust		1 638 250	1,7		1,7
Freeport-McMoRan Inc		472 700	6,7		6,7
Fresenius Medical Care AG & Co KGaA		14 024	1,2		1,2
Fresenius SE & Co KGaA		228 648	15,1		15,1
Fresnillo PLC		266 925	4,0		4,0
Fubon Financial Holding Co Ltd		20 742 824	43,4		43,4
Fuchs Petrolub SE		23 870	1,3		1,3
Fugro NV		105 000	1,2		1,2
Fuji Electric Co Ltd		63 861	2,6		2,6
FUJIFILM Holdings Corporation		319 861	17,0		17,0
Fujitsu Ltd		329 863	28,1		28,1
Fukuoka Financial Group Inc		5 922	0,2		0,2
Fullshare Holdings Ltd		12 054 500	3,8		3,8
Furukawa Electric Co Ltd		168 630	5,8		5,8
Future Land Development Holdings Ltd		3 098 000	2,9		2,9
Future Retail Ltd		778 900	7,6		7,6
Fuyao Glass Industry Group Co Ltd		6 400	-	-	
	classe A	2 506 570	11,4	11,4	
	classe H	882 440	3,9	3,9	15,3
G4S PLC		2 363 339	8,1		8,1
GAIL India Ltd		3 457 513	24,4		24,4
Galapagos NV		12 500	1,6		1,6
Galaxy Entertainment Group Ltd		557 119	4,8		4,8
Galp Energia SGPS SA		293 339	6,3		6,3
Galway Metals Inc		3 938 621	0,7		0,7
Gamuda Bhd		5 020 830	3,9		3,9
Gap Inc, The		58 807	2,1		2,1
Garmin Ltd		45 400	3,9		3,9

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Gartner Inc		8 600	1,5				1,5
Gazprom PJSC		30 571 455	92,1				92,1
GCL-Poly Energy Holdings Ltd		7 263 000	0,6				0,6
GD Power Development Co Ltd		63 200	-				-
GDI Services aux immeubles inc		82 300	1,5				1,5
GDS Holdings Ltd		102 500	3,2				3,2
GEA Group AG		15 564	0,5				0,5
Geberit AG		17 851	9,5				9,5
Gecina SA		11 575 543	2 042,3				2 042,3
Geely Automobile Holdings Ltd		8 922 144	21,5				21,5
Gemdale Corp		14 500	-				-
General Dynamics Corp		3 147 697	675,9				675,9
General Electric Co		7 174 499	74,2				74,2
General Mills Inc		58 175	3,1				3,1
General Motors Co		7 087 300	323,8				323,8
General Motors Financial Co Inc					313,9		313,9
General Motors Financial of Canada Ltd					126,9		126,9
Genius Metals Inc		32 033	-				-
Genmab A/S		2 333	0,5				0,5
Genscript Biotech Corp		1 602 000	3,0				3,0
Genera SAB de CV		96 700	0,1				0,1
Gentex Corp		24 689	0,7				0,7
Gentherm Inc		348 963	19,1				19,1
Genting Bhd		3 138 609	6,3				6,3
Genting Malaysia Bhd		8 929 302	8,9				8,9
Genting Plantations Bhd		614 102	2,0				2,0
Genting Singapore Ltd		2 768 800	2,7				2,7
Genuine Parts Co		3 923 614	514,6				514,6
George Weston Limitée					38,7		38,7
Gerdau SA		3 657 147	19,1				19,1
Gespeg Copper Resources Inc		2 003 000	0,1				0,1
Getinge AB		10 517 077	129,5				129,5
Getlink SE		106 406	1,9				1,9

GF Securities Co Ltd		19 000	-	-	
	classe H	2 615 710	4,8	4,8	4,8
Giant Manufacturing Co Ltd		109 456	0,7		0,7
Giant Network Group Co Ltd		4 400	-		-
Gibson Energy Inc				62,3	62,3
Gilead Sciences Inc		619 201	52,9		52,9
Givaudan SA		549	1,7		1,7
Gjensidige Forsikring ASA		18 375 016	391,8		391,8
Gladstone Commercial Corp		60 000	1,5		1,5
GlaxoSmithKline PLC		46 910 695	1 216,8		1 216,8
Glencore PLC		12 748 796	64,6		64,6
Glenmark Pharmaceuticals Ltd		132 317	1,8		1,8
Global Payments Inc		10 700	1,5		1,5
Globaltrans Investment PLC		15 339	0,2		0,2
Globalwafers Co Ltd		110 000	1,4		1,4
Globe Telecom Inc		66 937	3,3		3,3
Globus Medical Inc		212 509	12,6		12,6
Glodon Co Ltd		3 430 545	14,2		14,2
Glow Energy PCL		1 439 684	5,4		5,4
GMexico Transportes SAB de CV		6 585 241	11,7		11,7
GoDaddy Inc		6 800	0,6		0,6
Godrej Consumer Products Ltd		1 349 945	21,4		21,4
Godrej Industries Ltd		814 245	8,7		8,7
GoerTek Inc		10 400	-	-	
	classe A	19 711 605	27,0	27,0	27,0
Gold Fields Ltd		1 691 405	8,0		8,0
Goldcorp Inc		130 775	1,7		1,7
Golden Agri-Resources Ltd		3 672 894	0,9		0,9
Goldman Sachs Group, Inc, The		203 844	46,5	451,8	498,3
GOME Retail Holdings Ltd		27 860 003	3,2		3,2
Goodman Group		568 817	5,8		5,8
Goodyear Tire & Rubber Company, The		218 000	6,1		6,1
GPT Group, The		428 402	2,2		2,2
Grana y Montero SAA		500 000	2,1		2,1
Grand Canyon Education Inc		200 997	26,4		26,4
Grandblue Environment Co Ltd		14 035 461	39,2		39,2
Graphisoft Park SE		14 474	0,2		0,2
Grasim Industries Ltd		359 912	5,8		5,8
Great Wall Motor Co Ltd		6 926 163	5,4		5,4

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Gree Electric Appliances Inc of Zhuhai		9 600	0,1			0,1	
	classe A	3 396 232	24,1			24,1	24,2
Greencore Group PLC		2 939 288	9,1				9,1
Greenland Holdings Corp Ltd		26 100	-				-
Greentown China Holdings Ltd		1 740 500	1,8				1,8
Greentown Service Group Co Ltd		1 704 000	1,8				1,8
Grendene SA		77 200	0,2				0,2
Grifols SA		245 056	8,8				8,8
Grivalia Properties REIC AE		111 400	1,5				1,5
Groupe Bruxelles Lambert SA		85 913	10,2				10,2
Groupe CGI Inc		42 572 566	3 554,8				3 554,8
Groupe Colabor Inc		8 499 121	3,6				3,6
Groupe Intertape Polymer Inc		2 358 700	39,9				39,9
Groupe minier impérial Itée		443 173	-				-
Groupe SNC-Lavalin Inc		34 935 200	1 604,2		30,8		1 635,0
Groupe Stingray Digital Inc		7 669 200	51,8				51,8
Groupe TMX Limitée		2 845 267	201,2				201,2
Groupe WSP Global Inc		19 581 605	1 148,9				1 148,9
Growthpoint Properties Ltd		9 712 345	21,5				21,5
Gruma SAB de CV		796 828	12,3				12,3
Grupa Azoty SA		2 703	-				-
Grupa Lotos SA		79 825	2,6				2,6
Grupo Aeroportuario del Pacifico SAB de CV		219 816	2,4				2,4
Grupo Aeroportuario del Sureste SAB de CV		445 709	9,2				9,2
Grupo Argos SA		669 873	4,8				4,8
Grupo Aval Acciones y Valores SA		9 019 458	3,8				3,8
Grupo Bimbo SAB de CV		1 011 480	2,7				2,7
Grupo Carso SAB de CV		315 248	1,5				1,5
Grupo Cementos de Chihuahua SAB de CV		891 039	6,2				6,2
Grupo de Inversiones Suramericana SA		540 932	7,3			7,3	
	privilégiées	260 514	3,4			3,4	10,7
Grupo Elektra SAB DE CV		6 435	0,4				0,4
Grupo Financiero Banorte SAB de CV		4 098 106	27,2				27,2
Grupo Financiero Inbursa SAB de CV		1 428 652	2,8				2,8

Grupo Lala SAB de CV		158 600	0,2		0,2
Grupo Lamosa SAB de CV		4 259 975	10,6		10,6
Grupo Mexico SAB de CV		12 855 467	36,1		36,1
Grupo Rotoplas SAB de CV		5 843 813	9,0		9,0
Grupo Televisa SAB		686 100	11,8	11,8	
	unités de fonds	1 905 820	6,5	6,5	18,3
GS Engineering & Construction Corp		153 139	8,2		8,2
GS Holdings Corp		174 105	11,0		11,0
GS Retail Co Ltd		23 723	1,2		1,2
GT Capital Holdings Inc		206 058	5,2		5,2
Guangdong Haid Group Co Ltd		2 532 551	11,7	11,7	
	classe A	12 041 561	55,5	55,5	67,2
Guangdong Investment Ltd		5 747 906	15,2		15,2
Guangdong Kanghua Healthcare Co Ltd		489 800	0,5		0,5
Guangshen Railway Co Ltd		18 100	-		-
Guangzhou Automobile Group Co Ltd		6 820	-	-	
	classe H	24 965 859	34,0	34,0	34,0
Guangzhou Baiyun International Airport Co Ltd		5 798 371	11,6		11,6
Guangzhou Baiyunshan Pharmaceutical Holdings Co Ltd		4 500	-		-
Guangzhou Haige Communications Group Inc Co		7 400	-		-
Guangzhou R&F Properties Co Ltd		2 320 829	4,8		4,8
Guaranty Trust Bank PLC		59 236 616	7,7		7,7
Gudang Garam Tbk PT		2 131 211	16,9		16,9
Gujarat Gas Ltd		675 013	8,8		8,8
Gulf Energy Development PCL		1 085 154	3,2		3,2
Gunma Bank Ltd, The		766 100	4,4		4,4
Guoco Group Ltd		39 000	0,7		0,7
Guosen Securities Co Ltd		13 100	-		-
Guotai Junan Securities Co Ltd		1 092 000	3,0		3,0
Guoyuan Securities Co Ltd		10 800	-		-
GVC Holdings PLC		28 987	0,3		0,3
H & R Real Estate Investment Trust				24,3	24,3
H Lundbeck AS		26 903	1,6		1,6
H&R Block Inc		102 344	3,5		3,5
H2O Innovation Inc		6 175 184	5,8		5,8
Habib Bank Ltd		1 652 300	2,0		2,0
Hachijuni Bank Ltd, The		484 700	2,7		2,7
Haci Omer Sabanci Holding AS		3 220 316	6,2		6,2
Haier Electronics Group Co Ltd		7 705 243	25,9		25,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Haitian International Holdings Ltd		1 113 939	2,9				2,9
Haitong Securities Co Ltd		26 100	-			-	
	classe H	6 395 852	8,4			8,4	8,4
Hakuhodo DY Holdings Inc		135 450	2,7				2,7
Halliburton Co		1 368 883	49,7				49,7
Hamamatsu Photonics KK		29 900	1,4				1,4
Hammerson PLC		239 692	1,4				1,4
Hana Financial Group Inc		849 396	37,7				37,7
Handsome Co Ltd		88 546	3,9				3,9
Hanergy Thin Film Power Group Ltd		15 984 343	-				-
Hanesbrands Finance Luxembourg SCA					54,3		54,3
Hanesbrands Inc		90 633	1,6		84,7		86,3
Hang Lung Group Ltd		1 398 000	4,9				4,9
Hang Lung Properties Ltd		2 453 825	6,4				6,4
Hang Seng Bank Ltd		247 660	7,6				7,6
Hangzhou Hikvision Digital Technology Co Ltd		411 297	2,1			2,1	
	classe A	11 325 149	58,0			58,0	60,1
Hangzhou Robam Appliances Co Ltd		3 000	-				-
Hangzhou Tigermed Consulting Co Ltd		1 069 125	9,1				9,1
Hanjaya Mandala Sampoerna Tbk PT		37 988 100	13,4				13,4
Hankook Tire Co Ltd		233 971	11,5				11,5
Hankyu Hanshin Holdings Inc		99 869	4,5				4,5
Hanmi Pharm Co Ltd		3 255	1,8				1,8
Hanmi Science Co Ltd		2 066	0,2				0,2
Hannover Rueck SE		73 827	13,6				13,6
Hanon Systems		511 348	6,8				6,8
Han's Laser Technology Industry Group Co Ltd		3 400	-				-
Hanwha Aerospace Co Ltd		8 864	0,4				0,4
Hanwha Chemical Corp		295 583	7,3				7,3
Hanwha Life Insurance Co Ltd		1 063 956	5,5				5,5
HAP Seng Consolidated Bhd		1 582 521	5,2				5,2
Hapvida Participacoes e Investimentos SA		1 072 600	11,8				11,8
Harbin Electric Co Ltd		110 000	0,1				0,1
Hargreaves Lansdown PLC		20 403	0,7				0,7

Harim Holdings Co Ltd	125 000	1,8	1,8
Harley-Davidson Inc	41 580	1,9	1,9
Harmony Gold Mining Co Ltd	1 680 972	4,0	4,0
Harris Corp	38 575	7,1	7,1
Hartalega Holdings Bhd	1 954 056	4,0	4,0
Hartford Financial Services Group Inc, The	292 239	17,7	17,7
Harvey Norman Holdings Ltd	516 422	1,6	1,6
Hasbro Inc	22 964	2,5	2,5
Hatton National Bank PLC	2 543 516	4,1	4,1
Havells India Ltd	1 239 410	16,8	16,8
Haw Par Corp Ltd	51 100	0,6	0,6
HCA Healthcare Inc	461 418	78,4	78,4
HCA Inc			323,0
HCL Technologies Ltd	694 192	13,1	13,1
HCP Inc	264 240	10,1	10,1
HD Supply Holdings Inc	57 831	3,0	3,0
HDC Holdings Co Ltd	187 880	4,0	4,0
HDC Hyundai Development Co-Engineering & Construction	66 583	3,9	3,9
HDFC Bank Ltd	872 610	55,5	55,5
HealthCare Global Enterprises Ltd	1 614 400	6,2	6,2
Healthcare Services Group Inc	213 874	11,7	11,7
Healthcare Trust of America Inc	123 037	4,3	4,3
Hebei Iron & Steel Co Ltd	34 100	-	-
Hecla Mining Co	2 028 674	6,5	6,5
HeidelbergCement AG	76 343	6,4	6,4
HeidelbergCement India Ltd	3 359 782	9,9	9,9
Heineken Holding NV	679 336	78,2	78,2
Heineken Malaysia Bhd	432 600	2,9	2,9
Heineken NV	3 575 816	431,0	431,0
Hellenic Petroleum SA	8 366	0,1	0,1
Hellenic Telecommunications Organization SA	124 208	1,8	1,8
Helmerich & Payne Inc	28 296	1,9	1,9
Hemas Holdings PLC	1 192 476	0,8	0,8
Henan Shuanghui Investment & Development Co Ltd	8 800	-	-
Henderson Land Development Co Ltd	1 088 757	7,4	7,4
Hengan International Group Co Ltd	13 704 057	136,3	136,3
Hengli Petrochemical Co Ltd	7 000	-	-
HengTen Networks Group Ltd	39 212 000	1,6	1,6
Hengtong Optic-electric Co Ltd	6 120	-	-

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Henkel AG & Co KGaA		137 511	18,4			18,4	
	privilégiées	38 924	5,8			5,8	24,2
Hennes & Mauritz AB		307 294	6,0				6,0
Henry Schein Inc		59 814	6,4				6,4
Herman Miller Inc		315 320	13,0				13,0
Hermes International		7 033	5,3				5,3
Hero MotoCorp Ltd		547 233	33,2				33,2
Héroux-Devtek Inc		4 807 395	62,2				62,2
Hershey Co, The		34 603	5,1				5,1
Hess Corp		20 900	1,2				1,2
Hewlett Packard Enterprise Co		1 516 400	27,4				27,4
Hexagon AB		177 617	11,2				11,2
Highwealth Construction Corp		600 276	1,2				1,2
Highwoods Properties Inc		110 900	5,9				5,9
Hikari Tsushin Inc		2 300	0,5				0,5
Hilton Worldwide Holdings Inc		931 032	91,3				91,3
Hindalco Industries Ltd		1 384 073	6,1				6,1
Hindustan Petroleum Corp Ltd		1 253 080	6,2				6,2
Hindustan Unilever Ltd		710 657	25,3				25,3
Hindustan Zinc Ltd		20 253	0,1				0,1
Hino Motors Ltd		415 000	5,4				5,4
Hirose Electric Co Ltd		27 876	3,7				3,7
Hisamitsu Pharmaceutical Co Inc		3 800	0,3				0,3
Hitachi Chemical Co Ltd		34 498	0,7				0,7
Hitachi Construction Machinery Co Ltd		5 527	0,2				0,2
Hitachi High-Technologies Corp		68 228	2,9				2,9
Hitachi Ltd		981 071	35,9				35,9
Hitachi Metals Ltd		29 400	0,4				0,4
Hiwin Technologies Corp		164 447	1,6				1,6
HK Electric Investments & HK Electric Investments Ltd		4 580 450	6,3				6,3
HKT Trust & HKT Ltd		4 025 720	7,9				7,9
HLA Corp Ltd		7 200	-				-
HLB Inc		82 271	8,0				8,0
HMS Holdings Corp		389 566	15,0				15,0

Hochtief AG		2 375	0,4		0,4
Hokkaido Electric Power Co Inc		592 370	5,6		5,6
Holcim Argentina SA		2 527 058	5,4		5,4
HollyFrontier Corp		71 700	5,0		5,0
Hologic Inc		16 900	0,9		0,9
Home Depot Inc, The		161 724	38,0		38,0
Home Product Center PCL		10 035 723	6,4		6,4
Hon Hai Precision Industry Co Ltd		7 244 526	22,8		22,8
Honda Motor Co Ltd		245 862	8,9		8,9
Honeywell International Inc		169 363	30,6		30,6
Hong Kong & China Gas Co Ltd		3 525 860	10,0		10,0
Hong Kong Exchanges & Clearing Ltd		73 800	2,9		2,9
Hong Leong Bank Bhd		1 664 089	11,2		11,2
Hong Leong Financial Group Bhd		609 642	3,7		3,7
Hongkong Land Holdings Ltd		3 095 200	26,6		26,6
Hormel Foods Corp		45 100	2,6		2,6
Hoshizaki Corp		2 300	0,2		0,2
Host Hotels & Resorts Inc		684 133	15,6		15,6
Hotai Motor Co Ltd		291 914	3,3		3,3
Hotel Shilla Co Ltd		4 305	0,4		0,4
Hoteles City Express SAB de CV		12 931 449	21,6		21,6
Housing Development Finance Corp Ltd		6 386 081	245,9		245,9
Howden Joinery Group PLC		22 136 097	167,7		167,7
Hoya Corporation		713 589	58,8		58,8
HP Inc		687 000	19,2		19,2
Hrvatski Telekom dd		135 161	4,3		4,3
HSBC Holdings PLC		4 221 864	47,5	187,6	235,1
HTC Corp		414 118	0,7		0,7
Hua Hong Semiconductor Ltd		784 000	2,0		2,0
Hua Nan Financial Holdings Co Ltd		22 096 186	17,2		17,2
Huaan Securities Co Ltd		11 600	-		-
Huadian Fuxin Energy Corp Ltd		490 000	0,2		0,2
Huadian Power International Corp Ltd		26 200	-		-
	classe H	3 676 000	2,3		2,3
Huadong Medicine Co Ltd		4 650	-		-
	classe A	2 750 000	14,5		14,5
Huaneng Power International Inc		15 700	-		-
	classe H	11 068 858	9,6		9,6
Huaneng Renewables Corp Ltd		8 342 734	3,1		3,1

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Huatai Securities Co Ltd		21 000	0,1			0,1	
	classe H	2 907 507	6,3			6,3	6,4
Huaxia Bank Co Ltd		41 300	0,1				0,1
Huayu Automotive Systems Co Ltd		10 100	-			-	
	classe A	4 930 500	18,0			18,0	18,0
Huazhu Group Ltd		88 900	3,5				3,5
Hubei Biocause Pharmaceutical Co Ltd		13 200	-				-
Hubei Energy Group Co Ltd		13 900	-				-
Hubei Xinyangfeng Fertilizer Co Ltd		167 600	0,3				0,3
Hudaco Industries Ltd		297 408	4,0				4,0
Hudson Pacific Properties Inc		529 600	21,0				21,0
Hufvudstaden AB		948 700	20,0				20,0
Hugel Inc		13 174	6,2				6,2
Hugo Boss AG		23 171	2,0				2,0
Hulic Co Ltd		16 100	0,2				0,2
Humana Inc		199 239	78,0				78,0
Hunan Aihua Group Co Ltd		1 788 220	7,2				7,2
Hundsun Technologies Inc		1 900	-				-
Huntington Bancshares Inc		132 291	2,2				2,2
Huntington Ingalls Industries Inc		9 300	2,4				2,4
Huron Consulting Group Inc		256 318	18,0				18,0
Husqvarna AB		22 563	0,2				0,2
Hutchison China MediTech Ltd		92 900	2,9				2,9
Hybio Pharmaceutical Co Ltd		1 872 783	3,5				3,5
Hydro One Inc					438,0		438,0
Hyosung Advanced Materials Corp		1 023	0,1				0,1
Hyosung Chemical Corp		728	0,1				0,1
Hyosung Corp		17 269	1,1				1,1
Hyosung Heavy Industries Corp		2 129	0,1				0,1
Hyosung TNC Co Ltd		988	0,2				0,2
Hypera SA		341 857	3,6				3,6
Hyprop Investments Ltd		324 387	2,5				2,5
Hysan Development Co Ltd		468 000	3,0				3,0
Hyundai Department Store Co Ltd		38 972	4,3				4,3

Hyundai Engineering & Construction Co Ltd	278 293	18,6		18,6
Hyundai Glovis Co Ltd	59 788	9,4		9,4
Hyundai Heavy Industries Co Ltd	93 353	14,7		14,7
Hyundai Heavy Industries Holdings Co Ltd	24 683	10,5		10,5
Hyundai Livart Furniture Co Ltd	147 246	3,6		3,6
Hyundai Marine & Fire Insurance Co Ltd	194 085	9,8		9,8
Hyundai Mipo Dockyard Co Ltd	23 296	1,7		1,7
Hyundai Mobis Co Ltd	298 920	69,5		69,5
Hyundai Motor Co	574 143	83,3	83,3	
	privilégiées	196 387	18,0	18,0
Hyundai Steel Co	281 103	15,6		15,6
Hyundai Wia Corp	21 687	1,0		1,0
iA Corporation Financière Inc	9 803 081	427,1		427,1
IAC/InterActiveCorp	45 100	11,3		11,3
Iberdrola SA	3 109 202	34,1		34,1
ICA Gruppen AB	150 645	7,4		7,4
Icade	48 091	5,0		5,0
Ichigo Inc	4 767 000	18,9		18,9
ICICI Bank Ltd	7 803 161	55,0		55,0
ICON PLC	66 830	11,8		11,8
IDACORP Inc	13 100	1,7		1,7
Idemitsu Kosan Co Ltd	7 600	0,3		0,3
IDEX Corporation	3 100	0,5		0,5
IDEXX Laboratories Inc	10 700	2,7		2,7
IDFC Bank Ltd	2 951 000	2,5		2,5
iFAST Corp Ltd	2 006 500	2,2		2,2
Iflytek Co Ltd	6 700	-		-
IGM Financial Inc			297,7	297,7
Iguatemi Empresa de Shopping Centers SA	2 314 824	33,9		33,9
IHH Healthcare Bhd	804 916	1,4		1,4
IHI Corp	81 660	3,1		3,1
IHS Markit Ltd	41 026	2,7		2,7
Iida Group Holdings Co Ltd	27 716	0,7		0,7
IJM Corp Bhd	7 956 021	4,3		4,3
Iliad SA	25 992	5,0		5,0
Illinois Tool Works Inc	57 305	9,9		9,9
Illumina Inc	8 095	3,3		3,3
Iluka Resources Ltd	424 800	3,1		3,1
Imerys SA	129 208	8,5		8,5

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Immofinanz AG		397 067	13,0				13,0
Impala Platinum Holdings Ltd		2 520 916	8,8				8,8
Imperial Brands PLC		579 728	24,0				24,0
Imperial Logistics Ltd		191 894	1,2				1,2
Inchcape PLC		647 723	6,2				6,2
Incitec Pivot Ltd		31 599	0,1				0,1
Incross Co Ltd		86 892	1,7				1,7
Incyte Corp		8 600	0,7				0,7
Indah Kiat Pulp & Paper Corp Tbk PT		1 326 327	1,5				1,5
Indiabulls Housing Finance Ltd		306 752	5,1				5,1
Indian Hotels Co Ltd, The		6 750 866	19,5				19,5
Indian Oil Corp Ltd		2 608 524	7,0				7,0
Indo Tambangraya Megah Tbk PT		27 340	0,1				0,1
Indocement Tunggul Prakarsa Tbk PT		1 896 193	3,3				3,3
Indofood CBP Sukses Makmur Tbk PT		1 001 781	1,0				1,0
Indofood Sukses Makmur Tbk PT		29 007 784	20,5				20,5
Indorama Ventures PCL		4 284 086	9,7				9,7
Indus Motor Co Ltd		292 960	3,5				3,5
IndusInd Bank Ltd		800 000	25,0				25,0
Industria de Diseno Textil SA		209 326	7,3				7,3
Industrial & Commercial Bank of China Ltd		173 700	0,2			0,2	
	classe A	18 208 565	19,2			19,2	
	classe H	144 241 411	140,7			140,7	160,1
Industrial Bank Co Ltd		66 900	0,2				0,2
Industrial Bank of Korea		840 709	14,5				14,5
Industrial Securities Co Ltd		21 600	-				-
Industrial Select Sector SPDR Fund		657 988	57,9				57,9
Industrias Bachoco SAB de CV		2 129 016	9,5				9,5
Industrias Penoles SAB de CV		1 268 390	21,1				21,1
Industries Qatar QSC		520 822	26,1				26,1
Industrivarden AB		28 618	0,8				0,8
Infineon Technologies AG		69 817	1,9				1,9
Informa PLC		439 651	4,8				4,8
Infosys Ltd		8 545 059	110,3				110,3

Infraestructura Energetica Nova SAB de CV	4 227 855	21,5		21,5
ING Groep NV	2 658 791	39,1		39,1
Ingenico	62 592	4,8		4,8
Ingersoll-Rand PLC	61 703	7,7		7,7
Ingredion Inc	18 700	2,3		2,3
Inner Mongolia BaoTou Steel Union Co Ltd	122 300	-		-
Inner Mongolia Yili Industrial Group Co Ltd	2 579 028	11,7	11,7	
	classe A	7 147 626	32,5	32,5 44,2
Inner Mongolia Yitai Coal Co Ltd	1 853 200	3,0		3,0
Innergex Energie Renouvelable Inc	12 985 595	162,8		162,8
Innogy SE	117 656	7,1		7,1
Innolux Corp	6 794 699	2,9		2,9
Innox Advanced Materials Co Ltd	47 562	2,2		2,2
Inpex Corp	2 570 164	31,4		31,4
Instone Real Estate Group AG	400 000	10,4		10,4
Insurance Australia Group Ltd	466 273	3,1		3,1
Intact Financial Corp	12 769 772	1 266,6		1 266,6
Integrated Device Technology Inc	200 000	13,2		13,2
Intel Corp	2 120 600	135,9		135,9
Inter Pipeline Ltd			269,4	269,4
Inter RAO UES PJSC	101 027 350	7,7		7,7
Interconexion Electrica SA ESP	1 021 865	6,0		6,0
Intercontinental Exchange Inc	96 750	10,0		10,0
InterContinental Hotels Group PLC	31 438	2,3		2,3
InterGlobe Aviation Ltd	89 654	2,0		2,0
International Bancshares Corp	177 400	8,3		8,3
International Business Machines Corp	5 134 040	797,1		797,1
International Consolidated Airlines Group SA	769 696	8,3		8,3
International Container Terminal Services Inc	1 142 270	3,0		3,0
International Flavors & Fragrances Inc	12 848	2,4		2,4
International Paper Co	94 680	5,2		5,2
Interpublic Group of Cos Inc, The	109 468	3,1		3,1
Intertek Group PLC	2 161 535	180,5		180,5
Intesa Sanpaolo SpA	4 168 007	12,6		12,6
INTL FCStone Inc	286 769	14,3		14,3
Intuit Inc	222 504	59,8		59,8
Intuitive Surgical Inc	4 041	2,6		2,6
Inventec Corp	9 209 385	9,0		9,0
Invesco Ltd	91 421	2,1		2,1

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Investec Ltd		1 628 490	12,2				12,2
Investec PLC		1 098 844	8,4				8,4
Investment Technology Group Inc		45 000	1,9				1,9
Investor AB		130 288	7,5				7,5
Invitation Homes Inc		200 800	5,5				5,5
IOI Corp Bhd		4 997 992	7,4				7,4
IOI Properties Group Bhd		4 386 008	2,2				2,2
IPG Photonics Corp		17 196	2,7				2,7
Ipsen SA		10 057	1,8				1,8
Ipsos		143 376	4,6				4,6
IQVIA Holdings Inc		16 362	2,6				2,6
IRB Brasil Resseguros SA		2 600	0,1				0,1
Iridium Communications Inc		781 162	19,7				19,7
Irish Bank Resolution Corp Ltd		302 266	-				-
Iron Mountain Canada Operations ULC					27,4		27,4
Iron Mountain Inc		43 044	1,9		93,2		95,1
Iron Mountain UK PLC					45,3		45,3
IRPC PCL		28 849 908	7,0				7,0
Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd		6 040	0,1				0,1
iShares MSCI EAFE ETF		316 901	25,4				25,4
iShares MSCI Emerging Markets ETF		3 232 012	172,4				172,4
Ishihara Sangyo Kaisha Ltd		481 720	6,4				6,4
Israel Chemicals Ltd		761 486	5,9				5,9
ISS A/S		45 368	1,7				1,7
Isuzu Motors Ltd		812 800	15,7				15,7
Itau Unibanco Holding SA		8 159 537	102,0				102,0
Itausa - Investimentos Itau SA		17 990 804	76,6				76,6
ITC Ltd		6 712 744	37,0				37,0
ITOCHU Corp		352 297	8,2				8,2
ITV PLC		1 037 066	2,3				2,3
Izumi Co Ltd		52 900	3,4				3,4
J Front Retailing Co Ltd		145 280	2,3				2,3
J Sainsbury PLC		3 144 211	14,5				14,5

Jack Henry & Associates Inc		4 200	0,7		0,7
Jacobs Engineering Group Inc		46 300	3,7		3,7
Jaiprakash Associates Ltd		1 372 595	0,2		0,2
James Hardie Industries Plc		77 577	1,1		1,1
Japan Airlines Co Ltd		721 400	34,9		34,9
Japan Airport Terminal Co Ltd		16 600	0,8		0,8
Japan Exchange Group Inc		134 400	3,0		3,0
Japan Post Bank Co Ltd		161 500	2,4		2,4
Japan Post Holdings Co Ltd		2 630 566	41,4		41,4
Japan Prime Realty Investment Corp		25	0,1		0,1
Japan Real Estate Investment Corp		182	1,4		1,4
Japan Retail Fund Investment Corp		372	1,0		1,0
Japan Tobacco Inc		207 000	6,7		6,7
Jardine Cycle & Carriage Ltd		233 055	8,3		8,3
Jardine Matheson Holdings Ltd		128 420	12,2		12,2
Jardine Strategic Holdings Ltd		242 680	12,2		12,2
Jasa Marga Persero Tbk PT		4 248 282	1,7		1,7
Jastrzebska Spolka Weglowa SA		26 057	0,6		0,6
Jazz Pharmaceuticals PLC		11 400	1,9		1,9
JB Financial Group Co Ltd		1 050 110	7,3		7,3
JB Hunt Transport Services Inc		11 298	1,4		1,4
JBG SMITH Properties		25 000	1,2		1,2
JBS SA		2 794 907	11,4		11,4
JCDecaux SA		50 176	1,9		1,9
JD.com Inc		1 928 395	55,1		55,1
Jefferies Financial Group Inc		16 731	0,4		0,4
Jeronimo Martins SGPS SA		838 253	13,5		13,5
JFE Holdings Inc		5 761	0,1		0,1
JG Summit Holdings Inc		7 287 420	10,5		10,5
JGC Corp		11 043	0,2		0,2
Jiangsu Expressway Co Ltd		2 495 365	4,8		4,8
Jiangsu Hengrui Medicine Co Ltd		11 835	0,1	0,1	
	classe A	2 771 040	29,1	29,1	29,2
Jiangsu Yanghe Brewery Joint-Stock Co Ltd		4 800	0,1		0,1
Jiangxi Copper Co Ltd		6 600	-	-	
	classe H	3 388 046	5,4	5,4	5,4
Jiangxi Ganfeng Lithium Co Ltd		3 600	-		-
Jiayuan International Group Ltd		1 730 000	4,4		4,4
Jindal Steel & Power Ltd		223 014	0,7		0,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Jinduicheng Molybdenum Co Ltd		8 600	-				-
Jinke Properties Group Co Ltd		17 200	-				-
Jinyu Bio-Technology Co Ltd		2 316 076	7,6			7,6	
	classe A	15 383 237	50,8			50,8	58,4
JM Smucker Company, The		74 128	9,5				9,5
John Keells Holdings PLC		2 504 277	3,0				3,0
John Wood Group PLC		228 675	2,0				2,0
Johnson & Johnson		5 739 242	1 011,6				1 011,6
Johnson Controls International plc		189 423	7,7				7,7
Johnson Matthey PLC		85 711	4,2				4,2
Jointown Pharmaceutical Group Co Ltd		6 000	-			-	
	classe A	5 148 851	15,0			15,0	15,0
Jollibee Foods Corp		1 105 861	8,4				8,4
Jones Lang LaSalle Inc		1 400	0,2				0,2
JPMorgan Chase & Co		1 589 081	211,9				211,9
JSR Corp		89 850	1,9				1,9
JSW Steel Ltd		968 405	5,8				5,8
JTEKT Corp		258 800	3,9				3,9
Julius Baer Group Ltd		381 575	18,5				18,5
Jumbo SA		535 010	10,6				10,6
Juniper Networks Inc		201 545	7,4				7,4
JW Life Science Corp		120 786	3,2				3,2
JXTG Holdings Inc		2 862 009	20,5				20,5
Jyothy Laboratories Ltd		3 186 539	13,3				13,3
K Wah International Holdings Ltd		5 032 188	3,3				3,3
Kaisa Group Holdings Ltd		4 696 000	2,0				2,0
Kajima Corp		262 176	4,8				4,8
Kakaku.com Inc		330 400	8,0				8,0
Kakao Corp		126 354	15,9				15,9
Kalbe Farma Tbk PT		55 719 712	8,0				8,0
Kamigumi Co Ltd		57 211	1,6				1,6
Kaneka Corp		32 761	1,6				1,6
Kangmei Pharmaceutical Co Ltd		16 000	-				-
Kangwon Land Inc		327 117	12,8				12,8

Kansai Electric Power Co Inc, The	477 045	9,8	9,8
Kansai Paint Co Ltd	20 100	0,5	0,5
Kansas City Southern	37 591	4,9	4,9
Kao Corporation	81 520	8,3	8,3
KAP Industrial Holdings Ltd	4 191 404	3,2	3,2
Kasikornbank PCL	25 190 736	195,0	195,0
Kawasaki Heavy Industries Ltd	20 753	0,6	0,6
KB Financial Group Inc	1 357 887	77,3	77,3
KBC Group NV	78 038	6,9	6,9
KCC Corp	16 175	6,1	6,1
KDDI Corp	25 613 000	836,7	836,7
Keihan Holdings Co Ltd	35 200	2,0	2,0
Keikyu Corp	12 546	0,3	0,3
Keio Corp	2 025	0,2	0,2
Keisei Electric Railway Co Ltd	2 655	0,1	0,1
Kellogg Co	58 300	4,5	4,5
Kenedix Office Investment Corp	325	2,8	2,8
Keppel Corp Ltd	1 144 932	6,8	6,8
Kering SA	40 011	25,7	25,7
Kernel Holding SA	11 460	0,2	0,2
Kerry Group PLC	33 577	4,5	4,5
Kerry Logistics Network Ltd	1 268 500	2,6	2,6
Kerry Properties Ltd	487 229	2,3	2,3
KeyCorp	447 462	9,0	9,0
Keyence Corp	54 326	37,7	37,7
Keysight Technologies Inc	25 100	2,1	2,1
KFC Holding Co/Pizza Hut Holdings LLC/Taco Bell of America LLC			147,9
KGHM Polska Miedz SA	61 026	2,0	2,0
Kginicis Co Ltd	74 356	1,4	1,4
Kia Motors Corp	1 327 282	54,8	54,8
Kikkoman Corp	4 835	0,4	0,4
Kimberly-Clark Corp	73 729	11,5	11,5
Kimberly-Clark de Mexico SAB de CV	1 259 730	2,7	2,7
Kimco Realty Corp	111 269	2,2	2,2
Kinder Morgan Inc	331 851	7,0	7,0
Kingboard Holdings Ltd	1 476 500	5,4	5,4
Kingboard Laminates Holdings Ltd	1 882 000	2,1	2,1
Kingdee International Software Group Co Ltd	4 336 000	5,2	5,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Kingenta Ecological Engineering Group Co Ltd		1 253 282	1,6			1,6	
	classe A	22 678 132	28,5			28,5	30,1
Kingfisher PLC		1 409 991	5,1				5,1
Kingsoft Corp Ltd		1 438 719	2,8				2,8
Kinnevik AB		63 418	2,1				2,1
Kintetsu Group Holdings Co Ltd		10 725	0,6				0,6
Kion Group AG		30 712	2,1				2,1
Kirin Holdings Co Ltd		56 585	1,6				1,6
KKR & Co Inc		220 000	5,9				5,9
Klabin SA		2 910 093	16,3				16,3
KLA-Tencor Corp		10 537	1,3				1,3
Klépierre		73 442	3,1				3,1
Knight-Swift Transportation Holdings Inc		33 000	1,1				1,1
Knorr-Bremse AG		54 605	6,7				6,7
Kobayashi Pharmaceutical Co Ltd		1 200	0,1				0,1
Kobe Steel Ltd		8 099	0,1				0,1
KOC Holding AS		2 050 460	7,5				7,5
Kohl's Corp		83 500	7,6				7,6
Koito Manufacturing Co Ltd		4 700	0,3				0,3
Kolmar Korea Holdings Co Ltd		131 186	4,7				4,7
Kolon Industries Inc		7 860	0,6				0,6
Komatsu Ltd		431 687	12,7				12,7
Komercni banka as		474 550	24,4				24,4
Konami Holdings Corp		6 568	0,4				0,4
Kone OYJ		122 590	8,0				8,0
Konica Minolta Inc		459 715	5,7				5,7
Koninklijke Ahold Delhaize NV		687 632	23,7				23,7
Koninklijke DSM NV		48 753	5,4				5,4
Koninklijke KPN NV		2 564 809	10,3				10,3
Koninklijke Philips NV		329 433	15,9				15,9
Koninklijke Vopak NV		8 144	0,5				0,5
Korea Aerospace Industries Ltd		189 532	7,4				7,4
Korea Asset In Trust Co Ltd		1 404 190	7,6				7,6
Korea District Heating Corp		685	-				-

Korea Electric Power Corp	1 022 278	41,4		41,4
Korea Gas Corp	115 847	6,8		6,8
Korea Investment Holdings Co Ltd	216 298	15,8		15,8
Korea Zinc Co Ltd	24 968	13,2		13,2
Korean Air Lines Co Ltd	184 871	7,5		7,5
Kose Corp	28 300	6,1		6,1
Kotak Mahindra Bank Ltd	22 108 676	543,5		543,5
KP Tissue Inc	1 529 792	12,3		12,3
Kraft Heinz Co, The	376 387	22,1		22,1
Kraft Heinz Foods Co			216,3	216,3
Krka dd Novo mesto	156 800	14,2		14,2
Kroger Company, The	530 100	19,9		19,9
Kroton Educacional SA	1 563 082	4,9		4,9
Krung Thai Bank PCL	11 295 482	9,1		9,1
KT Corp	198 438	7,2		7,2
KT&G Corp	446 420	55,5		55,5
Kuala Lumpur Kepong Bhd	1 141 540	9,3		9,3
Kubota Corp	91 982	1,8		1,8
Kuehne + Nagel International AG	62 097	10,9		10,9
Kukbo Design Co Ltd	99 705	1,6		1,6
Kulicke & Sofa Industries Inc	62 839	1,7		1,7
Kumba Iron Ore Ltd	65 576	1,8		1,8
Kumho Petrochemical Co Ltd	46 169	4,9		4,9
Kumho Tire Co Inc	100 729	0,7		0,7
Kunlun Energy Co Ltd	7 364 117	10,7		10,7
Kuraray Co Ltd	47 032	0,9		0,9
Kurita Water Industries Ltd	41 566	1,4		1,4
Kweichow Moutai Co Ltd	221 390	26,0	26,0	
	classe A	278 378	32,7	32,7
KWG Group Holdings Ltd	2 343 776	2,8		2,8
Kyocera Corp	94 482	6,5		6,5
Kyowa Exeo Corp	400 000	12,8		12,8
Kyowa Hakko Kirin Co Ltd	29 285	0,8		0,8
Kyushu Electric Power Co Inc	41 820	0,7		0,7
Kyushu Railway Co	58 500	2,7		2,7
L Brands Inc	308 522	10,8		10,8
L E Lundbergforetagen AB	41 713	1,7		1,7
L3 Technologies Inc	37 400	8,9		8,9
Label Vie	40 141	11,2		11,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Laboratory Corp of America Holdings		32 190	5,6				5,6
LafargeHolcim Ltd		259 424	14,6				14,6
Lam Research Corp		45 707	8,5				8,5
Land & Houses PCL		8 995 645	3,7				3,7
Land Securities Group PLC		1 698 308	23,8				23,8
Lanxess AG		87 876	5,5				5,5
Largan Precision Co Ltd		361 022	51,6				51,6
Larsen & Toubro Ltd		865 019	24,3				24,3
Las Vegas Sands Corp		107 257	7,6				7,6
LaSalle Logiport REIT		1 292	1,7				1,7
Latam Airlines Group SA		786 383	10,7				10,7
Laureate Education Inc		716 635	14,9				14,9
Lawson Inc		181 451	15,7				15,7
Lazard Ltd		450 300	22,7				22,7
Lear Corp		23 700	4,0				4,0
Lee & Man Paper Manufacturing Ltd		2 700 000	3,1				3,1
Leeno Industrial Inc		62 365	3,6				3,6
Lee's Pharmaceutical Holdings Ltd		1 955 900	1,9				1,9
Legal & General Group PLC		2 201 840	8,8				8,8
Legend Holdings Corp		965 600	3,5				3,5
Leggett & Platt Inc		37 067	1,8				1,8
Legrand SA		79 490	6,1				6,1
Leidos Holdings Inc		49 500	3,6				3,6
Lend Lease Group		118 987	1,3				1,3
Lenenergo PJSC		14 000	-				-
Lennar Corp		377 843	20,2				20,2
Lennox International Inc		2 900	0,9				0,9
Lenovo Group Ltd		19 526 568	18,0				18,0
Leonardo SpA		476 775	5,7				5,7
Lepu Medical Technology Beijing Co Ltd		7 731 522	32,0				32,0
LG Chem Ltd		108 067	45,9			45,9	
	privilégiées	20 789	5,0			5,0	50,9
LG Corp		382 656	32,7				32,7
LG Display Co Ltd		976 267	21,6				21,6

LG Electronics Inc		292 853	22,3	22,3	
	privilégiiées	8 072	0,3	0,3	22,6
LG Household & Health Care Ltd		17 274	23,3	23,3	
	privilégiiées	5 304	4,3	4,3	27,6
LG Innotek Co Ltd		35 873	3,8		3,8
LG International Corp		50 297	0,9		0,9
LG Uplus Corp		360 269	7,8		7,8
Liaoning Cheng Da Co Ltd		4 900	-		-
Liberty Broadband Corp		12 300	1,2		1,2
Liberty Global PLC	série A	407 700	11,9	11,9	
	série C	569 588	16,1	16,1	28,0
Liberty Holdings Ltd		142 100	1,5		1,5
Liberty Media Corp-Liberty Formula One		35 700	1,5		1,5
Liberty Media Corp-Liberty SiriusXM		21 100	1,1		1,1
Liberty Property Trust		24 900	1,4		1,4
LIC Housing Finance Ltd		1 979 685	18,9		18,9
Life Healthcare Group Holdings Ltd		1 547 833	3,9		3,9
Light SA		58 100	0,3		0,3
Lincoln National Corp		7 601	0,5		0,5
Linde India Ltd		50 063	0,7		0,7
Linde PLC		2 654 294	565,8		565,8
Line Corp		11 500	0,5		0,5
Lineage Grow Company Ltd		144 743	-		-
Link REIT, The		693 240	9,6		9,6
Linx SA		1 757 099	20,2		20,2
Lion Corp		14 400	0,4		0,4
Lite-On Technology Corp		7 576 269	13,7		13,7
Live Nation Entertainment Inc		25 800	1,7		1,7
Lixil Group Corp		429 973	7,3		7,3
LKQ Corp		66 800	2,2		2,2
Lloyds Banking Group PLC		21 701 773	19,6	245,4	265,0
Localiza Rent a Car SA		5 327 896	55,9		55,9
Lockheed Martin Corp		290 992	104,1		104,1
Loews Corp		159 251	9,9		9,9
LOG Commercial Properties e Participacoes SA		433 952	2,8		2,8
Logan Property Holdings Co Ltd		2 396 000	4,1		4,1
Logistec Corporation	classe A	1 016 400	41,5	41,5	
	classe B	486 200	21,0	21,0	62,5
Logo Yazilim Sanayi Ve Ticaret AS		126 780	0,9		0,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Lojas Americanas SA		960 182	6,7				6,7
Lojas Renner SA		3 827 362	57,2				57,2
London Stock Exchange Group PLC		20 069	1,4				1,4
Longfor Group Holdings Ltd		2 843 166	11,6				11,6
LONGi Green Energy Technology Co Ltd		8 940	-				-
Lonza Group AG		32 474	11,5				11,5
Loomis AB		108 100	4,8				4,8
L'Oréal SA		130 227	40,9				40,9
Lotte Chemical Corp		56 660	19,2				19,2
Lotte Corp		4 605	0,3				0,3
Lotte Himart Co Ltd		6 364	0,4				0,4
Lotte Shopping Co Ltd		43 536	11,2				11,2
Lowe's Cos Inc		324 130	40,9				40,9
LPP SA		455	1,3				1,3
LS Corp		18 819	1,1				1,1
LT Group Inc		15 485 900	6,7				6,7
Luk Fook Holdings International Ltd		486 000	1,9				1,9
Lukoil PJSC		1 820 157	177,6				177,6
Lululemon Athletica Inc		9 300	1,5				1,5
Lumax Auto Technologies Ltd		240 171	0,9				0,9
Lundin Petroleum AB		24 957	0,9				0,9
Lupin Ltd		1 014 409	16,8				16,8
Luxshare Precision Industry Co Ltd		13 200	-				-
Luye Pharma Group Ltd		2 000 500	1,9				1,9
Luzhou Laojiao Co Ltd		4 700	-				-
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE		126 271	50,9				50,9
LXRandCo Inc		815 000	0,2				0,2
LyondellBasell Industries NV		135 400	15,4				15,4
M Dias Branco SA		1 867 923	28,2				28,2
M&T Bank Corp		30 287	5,9				5,9
M3 Inc		1 400	-				-
Maanshan Iron & Steel Co Ltd		19 100	-				-
	classe H	3 026 000	1,8			1,8	1,8
Macerich Company, The		167 269	9,9				9,9

Macquarie Group Ltd	53 196	5,6	5,6
Macy's Inc	393 190	16,0	16,0
Magazine Luiza SA	488 900	31,2	31,2
Magna International Inc	149 233	9,2	9,2
Magnit PJSC	1 262 235	28,1	28,1
Magnitogorsk Iron & Steel Works PJSC	7 258 200	6,2	6,2
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd	289 623	2,7	2,7
Mahindra & Mahindra Ltd	789 187	12,4	12,4
Mahindra CIE Automotive Ltd	1 514 373	7,6	7,6
Mahindra Lifespace Developers Ltd	1 160 857	8,9	8,9
Major Drilling Group International Inc	7 760 500	35,7	35,7
MakeMyTrip Ltd	165 800	5,5	5,5
Makita Corp	10 440	0,5	0,5
Malaga Inc	3 784 926	-	-
Malayan Banking Bhd	7 931 489	24,9	24,9
Malaysia Airports Holdings Bhd	2 320 116	6,4	6,4
Manappuram Finance Ltd	5 000 000	9,1	9,1
Mando Corp	8 326	0,3	0,3
Manila Electric Co	600 080	5,9	5,9
Manitok Energy Inc		-	-
ManpowerGroup Inc	33 100	2,9	2,9
Manulife Finance Delaware LP			88,3
Mapfre SA	1 269 732	4,6	4,6
Marathon Oil Corp	367 700	7,2	7,2
Marathon Petroleum Corp	452 388	36,5	36,5
Marico Ltd	432 292	3,2	3,2
Markel Corp	1 650	2,3	2,3
MarketAxess Holdings Inc	74 759	21,6	21,6
Marks & Spencer Group PLC	1 293 461	5,6	5,6
Marriott International Inc	18 481	2,7	2,7
Marriott Vacations Worldwide Corp	154 792	14,9	14,9
Marsh & McLennan Cos Inc	4 330 202	471,7	471,7
Martin Marietta Materials Inc	4 291	1,0	1,0
Marubeni Corp	4 089 467	39,3	39,3
Marui Group Co Ltd	58 416	1,6	1,6
Maruichi Steel Tube Ltd	28 500	1,2	1,2
Maruti Suzuki India Ltd	207 627	30,3	30,3
Marvell Technology Group Ltd	28 100	0,6	0,6
MAS Real Estate Inc	676 791	1,4	1,4

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Masan Group Corp		1 567 980	7,2				7,2
Masco Corp		657 508	26,3				26,3
Masimo Corp		110 000	16,1				16,1
Mason Graphite Inc		2 094 717	1,2				1,2
Masraf Al Rayan QSC		1 054 580	16,5				16,5
Massmart Holdings Ltd		202 894	2,0				2,0
Mastercard Inc		3 305 383	851,7				851,7
Mattel Inc		52 800	0,7				0,7
Mavi Giyim Sanayi Ve Ticaret AS		75 000	0,6				0,6
Maxell Holdings Ltd		162 300	2,9				2,9
Maxim Integrated Products Inc		182 300	12,7				12,7
Maximus Inc		229 518	20,4				20,4
Maxis Bhd		917 593	1,6				1,6
Mazda Motor Corp		61 700	0,9				0,9
mBank SA		7 475	1,2				1,2
MCB Bank Ltd		1 156 300	2,2				2,2
McCormick & Co Inc		26 765	5,1				5,1
McDonald's Corp		2 406 058	583,5				583,5
McDonald's Holdings Co Japan Ltd		3 200	0,2				0,2
McKesson Corp		1 680 000	253,5				253,5
Mebuki Financial Group Inc		372 000	1,4				1,4
MediaTek Inc		4 730 360	48,2				48,2
Medibank Pvt Ltd		483 022	1,2				1,2
Mediclinic International PLC		282 433	1,6				1,6
Mediobanca Banca di Credito Finanziario SpA		196 621	2,3				2,3
Medipal Holdings Corp		760 899	22,3				22,3
Medtronic PLC		4 200 221	521,8				521,8
Medy-Tox Inc		11 037	7,8				7,8
MEG Energy Corp		17 648 403	136,1				136,1
Mega Financial Holding Co Ltd		33 887 989	39,1				39,1
Megacable Holdings SAB de CV		184 200	1,1				1,1
Megaworld Corp		51 437 864	6,3				6,3
Meggitt PLC		330 949	2,7				2,7

Meiji Holdings Co Ltd	57 870	6,5		6,5
Meinian Onehealth Healthcare Holdings Co Ltd	9 960	-		-
Meitu Inc	1 940 500	0,7		0,7
Melco Resorts & Entertainment Ltd	140 233	3,4		3,4
Melrose Industries PLC	327 719	0,9		0,9
MercadoLibre Inc	57 000	22,8		22,8
Mercialys SA	857 200	16,0		16,0
Merck & Co Inc	1 641 136	171,3		171,3
Merck KGaA	25 725	3,6		3,6
Merida Industry Co Ltd	255 000	1,6		1,6
Meridian Energy Ltd	1 362 800	4,2		4,2
Meritz Fire & Marine Insurance Co Ltd	9 439	0,3		0,3
Merlin Entertainments PLC	258 789	1,4		1,4
Merrill Lynch & Co Inc			96,6	96,6
Merry Electronics Co Ltd	354 000	1,9		1,9
Metair Investments Ltd	1 015 115	1,9		1,9
Metallurgical Corp of China Ltd	57 500	-	-	
	classe H	5 029 000	1,6	1,6
Metalurgica Gerdau SA	1 802 800	4,4		4,4
Métaux Canadiens Inc, Les	7 471 833	0,4		0,4
Métaux Niobay Inc	1 879 854	0,5		0,5
Métaux Osisko Inc	2 914 616	1,5		1,5
Methanex Corp	150 400	9,9		9,9
MetLife, Inc	337 985	19,0		19,0
Metro AG	128 991	2,7		2,7
Metro Inc			122,0	122,0
Metro Pacific Investments Corp	36 621 471	4,4		4,4
Metropolitan Bank & Trust Co	4 286 962	9,0		9,0
Metso OYJ	68 436	2,4		2,4
Mettler-Toledo International Inc	17 755	13,7		13,7
Mexichem SAB de CV	6 968 274	24,1		24,1
MGM China Holdings Ltd	746 800	1,7		1,7
MGM Growth Properties LLC	98 000	3,5		3,5
MGM Resorts International	129 000	4,3		4,3
Micro Focus International PLC	159 930	3,8		3,8
Microchip Technology Inc	45 400	4,5		4,5
Micron Technology Inc	985 400	42,7		42,7
Microsoft Corp	5 790 143	803,2		803,2
Micro-Star International Co Ltd	347 200	1,2		1,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Mid-America Apartment Communities Inc		5 100	0,7				0,7
Middleby Corp, The		9 000	1,3				1,3
Midea Group Co Ltd		607 613	4,5			4,5	
	classe A	5 220 508	38,3			38,3	42,8
Migros Ticaret AS		137 736	0,5				0,5
Millicom International Cellular SA		76 963	6,7				6,7
Mills Estruturas e Servicos de Engenharia SA		2 561 700	3,9				3,9
Minebea Mitsumi Inc		21 500	0,4				0,4
Mines Agnico-Eagle Limitée		42 428	2,3				2,3
Mines de la Vallée de l'Or Ltée		698 000	0,2				0,2
Mines d'Or Maple		15 370 487	1,5				1,5
Minor International PCL		5 756 353	8,2				8,2
Minth Group Ltd		212 000	0,9				0,9
Mirae Asset Daewoo Co Ltd		997 673	8,0				8,0
Mirvac Group		2 146 867	4,6				4,6
MISC Bhd		3 022 539	6,7				6,7
MISUMI Group Inc		6 200	0,2				0,2
Mitsubishi Chemical Holdings Corp		20 532	0,2				0,2
Mitsubishi Corp		1 260 614	47,4				47,4
Mitsubishi Electric Corp		1 137 152	17,2				17,2
Mitsubishi Estate Co Ltd		1 249 181	26,9				26,9
Mitsubishi Gas Chemical Co Inc		82 857	1,7				1,7
Mitsubishi Heavy Industries Ltd		41 019	2,0				2,0
Mitsubishi Materials Corp		4 825	0,2				0,2
Mitsubishi Motors Corp		87 270	0,7				0,7
Mitsubishi Tanabe Pharma Corp		709 813	14,0				14,0
Mitsubishi UFJ Financial Group Inc		17 345 403	116,1				116,1
Mitsubishi UFJ Lease & Finance Co Ltd		152 000	1,0				1,0
Mitsui & Co Ltd		1 224 374	25,8				25,8
Mitsui Chemicals Inc		74 476	2,3				2,3
Mitsui Fudosan Co Ltd		784 917	23,9				23,9
Mitsui Mining & Smelting Co Ltd		242 410	6,9				6,9
Mitsui OSK Lines Ltd		14 378	0,4				0,4
Mizrahi Tefahot Bank Ltd		40 678	0,9				0,9

Mizuho Financial Group Inc	19 330 634	41,0		41,0
MKS Instruments Inc	142 100	12,5		12,5
MMC Norilsk Nickel PJSC	366 099	56,4		56,4
MMG Ltd	4 216 000	2,5		2,5
MMI Holdings Ltd	955 660	1,6		1,6
Mobile TeleSystems PJSC	2 730 145	21,2		21,2
Mohawk Industries Inc	19 549	3,1		3,1
MOL Hungarian Oil & Gas PLC	576 612	8,6		8,6
Molson Coors Brewing Co	107 325	8,2		8,2
Momo Inc	252 750	8,2		8,2
Moncler SpA	11 032	0,5		0,5
Mondelez International Inc	17 528 382	958,3		958,3
Mondi Ltd	418 558	12,3		12,3
Mondi PLC	219 349	6,2		6,2
Moneta Money Bank AS	245 033	1,1		1,1
Monster Beverage Corp	25 743	1,7		1,7
Moody's Corp	58 622	11,2		11,2
Morgan Stanley	1 454 100	78,7	272,5	351,2
Mosaic Company, The	114 127	4,6		4,6
Moscow Exchange MICEX-RTS PJSC	6 761 580	10,7		10,7
Mosenergo PJSC	1 841 000	0,1		0,1
Motherson Sumi Systems Ltd	906 692	3,0		3,0
Motor Oil Hellas Corinth Refineries SA	75 988	2,5		2,5
Motorola Solutions Inc	49 858	7,8		7,8
Motus Holdings Ltd	155 760	1,3		1,3
Mowi ASA	44 344	1,3		1,3
Mphasis Ltd	275 672	5,5		5,5
Mr Price Group Ltd	588 401	13,8		13,8
MRC Global Inc	377 830	6,3		6,3
MRV Engenharia e Participacoes SA	3 910 600	17,0		17,0
MS&AD Insurance Group Holdings Inc	276 295	10,8		10,8
MSA Safety Inc	33 900	4,4		4,4
MSCI Inc	2 600	0,5	117,0	117,5
MTN Group Ltd	5 750 468	48,6		48,6
MTR Corp Ltd	1 989 166	14,3		14,3
MTU Aero Engines AG	7 646	1,9		1,9
Muangthai Capital PCL	1 617 423	3,3		3,3
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG	35 828	10,7		10,7
Multiplan Empreendimentos Imobiliarios SA	1 629 236	14,0		14,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Murata Manufacturing Co Ltd		7 358	1,4				1,4
Muyuan Foodstuff Co Ltd		5 560	-				-
Mylan NV		171 720	6,4				6,4
Nabtesco Corp		11 054	0,3				0,3
Nagoya Railroad Co Ltd		13 404	0,5				0,5
Nan Ya Plastics Corp		15 912 617	53,4				53,4
Nanjing Redsun Co Ltd		2 817 600	7,9				7,9
Nanya Technology Corp		2 988 000	7,3				7,3
NARI Technology Co Ltd		3 061 111	11,3			11,3	
	classe A	3 991 123	14,7			14,7	26,0
Nasdaq Inc		2 627	0,3				0,3
Nasmedia Co Ltd		42 926	1,5				1,5
Naspers Ltd		1 334 510	366,5				366,5
National Aluminium Co Ltd		192 841	0,2				0,2
National Australia Bank Ltd		514 405	11,9				11,9
National Bank of Greece SA		951 456	1,6				1,6
National Grid PLC		64 801 573	861,4				861,4
National Oilwell Varco Inc		348 152	12,2				12,2
National Retail Properties Inc		4 200	0,3				0,3
Natixis SA		685 058	4,4				4,4
Natura Cosméticos SA		5 937 628	94,2				94,2
Naturgy Energy Group SA		124 553	4,3				4,3
Naver Corp		405 015	60,5				60,5
NCSOFT Corp		44 331	25,3				25,3
NEC Corp		324 506	13,2				13,2
Nedbank Group Ltd		620 711	16,2				16,2
Nektar Therapeutics		1 000	-				-
Nemak SAB de CV		132 600	0,1				0,1
NEPI Rockcastle PLC		748 189	8,0				8,0
Neste Oyj		11 109	1,2				1,2
Nestlé India Ltd		104 384	22,6				22,6
Nestlé Malaysia Bhd		24 006	1,2				1,2
Nestlé SA		6 216 334	687,3				687,3
NetApp Inc		54 008	4,4				4,4

Netcare Ltd	1 699 186	4,3		4,3
NetEase Inc	92 171	29,6		29,6
Netflix Inc	17 568	6,4		6,4
Netmarble Corp	64 570	8,8		8,8
Neusoft Corp	7 009 018	16,1		16,1
New China Life Insurance Co Ltd	6 700	0,1	0,1	
	classe H	1 591 259	8,6	8,6
New Hope Liuhe Co Ltd	13 600	-		-
New Oriental Education & Technology Group Inc	254 089	19,0		19,0
New World Development Co Ltd	2 781 552	5,0		5,0
Newcrest Mining Ltd	2 666 839	55,9		55,9
Newell Brands Inc	1 980 725	50,3	253,4	303,7
Newland Digital Technology Co Ltd	3 269 952	9,5		9,5
Newmont Mining Corp	85 195	4,0		4,0
News Corp	420 410	6,5		6,5
Nexon Co Ltd	603 300	10,6		10,6
Nexstar Escrow Corp			55,5	55,5
Next PLC	159 869	11,1		11,1
Nexteer Automotive Group Ltd	1 551 000	3,0		3,0
NextEra Energy Inc	2 179 665	517,5		517,5
NGK Insulators Ltd	31 493	0,6		0,6
NGK Spark Plug Co Ltd	3 086	0,1		0,1
NH Foods Ltd	41 925	2,2		2,2
NH Investment & Securities Co Ltd	355 372	5,7		5,7
NHK Spring Co Ltd	460 600	5,5		5,5
NHPC Ltd	184 651	0,1		0,1
Nice Ltd	10 834	1,6		1,6
NICE Total Cash Management Co Ltd	168 399	1,9		1,9
Nidec Corp	46 423	7,2		7,2
Nielsen Co Luxembourg SARL, The			85,2	85,2
Nielsen Finance LLC / Nielsen Finance Co			194,1	194,1
Nielsen Holdings PLC	142 468	4,5		4,5
Nien Made Enterprise Co Ltd	214 000	2,2		2,2
Nike Inc	81 587	8,3		8,3
Nikon Corp	667 934	13,6		13,6
Nine Dragons Paper Holdings Ltd	2 855 621	3,6		3,6
Nine Entertainment Co Holdings Ltd	15 000 000	19,9		19,9
Ninestar Corp	2 300	-		-
Nintendo Co Ltd	3 884	1,4		1,4

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Nippon Building Fund Inc		87	0,7				0,7
Nippon Electric Glass Co Ltd		24 392	0,8				0,8
Nippon Express Co Ltd		64 784	4,9				4,9
Nippon Kanzai Co Ltd		109 600	2,6				2,6
Nippon Paint Holdings Co Ltd		16 400	0,8				0,8
Nippon Prologis REIT Inc		251	0,7				0,7
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corp		4 766	0,1				0,1
Nippon Telegraph & Telephone Corp		968 000	54,0				54,0
Nippon Yusen KK		3 197	0,1				0,1
NiSource Inc		160 800	5,6				5,6
Nissan Chemical Corp		78 300	5,6				5,6
Nissan Motor Co Ltd		492 730	5,4				5,4
Nisshin Seifun Group Inc		115 968	3,3				3,3
Nissin Foods Holdings Co Ltd		19 550	1,7				1,7
Nitori Holdings Co Ltd		17 542	3,0				3,0
Nitto Denko Corp		26 793	1,8				1,8
NMC Health PLC		10 715	0,5				0,5
NMDC Ltd		118 160	0,2				0,2
NN Group NV		17 696	1,0				1,0
Noah Holdings Ltd		64 949	3,8				3,8
Noble Energy Inc		75 189	1,9				1,9
Nokia OYJ		1 101 789	8,7				8,7
Nokian Renkaat OYJ		40 685	1,7				1,7
Nomura Holdings Inc		2 071 289	10,9				10,9
Nomura Real Estate Holdings Inc		56 400	1,4				1,4
Nomura Real Estate Master Fund Inc		411	0,7				0,7
Nomura Research Institute Ltd		71 005	3,6				3,6
NongShim Co Ltd		348	0,1				0,1
Nordea Bank Abp		345 670	4,0				4,0
Nordstrom Inc		40 601	2,6				2,6
Norfolk Southern Corp		68 624	14,0				14,0
Norsk Hydro ASA		17 277	0,1				0,1
North Battleford Power LP					65,5		65,5

North West Redwater Partnership / NWR Financing Co Ltd			30,6	30,6
Northam Platinum Ltd	1 134 379	4,7		4,7
Northern Star Resources Ltd	813 000	7,2		7,2
Northern Trust Corp	196 592	22,4		22,4
Northland Power Solar Finance One LP			31,2	31,2
Northrop Grumman Corp	29 969	10,0		10,0
NorthWestern Corp	75 119	6,1		6,1
Norwegian Cruise Line Holdings Ltd	47 470	2,7		2,7
NOS SGPS SA	1 000 000	8,3		8,3
Nouveau Monde Graphite Inc	7 440 069	2,0		2,0
Nova Ljubljanska Banka dd	44 108	4,3		4,3
Novartis AG	9 966 969	1 160,5		1 160,5
Novatek Microelectronics Corp	2 099 647	13,2		13,2
Novatek OAO	235 261	54,9		54,9
Novo Nordisk AS	3 865 216	240,9		240,9
Novolipetsk Steel PJSC	3 805 650	11,8		11,8
Novozymes AS	6 328	0,4		0,4
NOW Inc	50 474	0,8		0,8
NSK Ltd	283 001	3,3		3,3
NTT Data Corp	81 100	1,2		1,2
NTT Docomo Inc	14 059 700	432,7		432,7
Nucor Corp	23 400	1,7		1,7
Nutanix Inc	250 000	14,2		14,2
Nutrien Ltd	9 592 324	615,1		615,1
Nutrisystem Inc	200 000	12,0		12,0
NuVista Energy Ltd	14 732 819	60,1		60,1
Nvidia Corp	21 278	3,9		3,9
NVR Inc	570	1,9		1,9
NWS Holdings Ltd	1 980 927	5,5		5,5
NXP Semiconductors NV	218 776	21,9		21,9
NxStage Medical Inc	149 900	5,9		5,9
Obayashi Corp	854 719	10,6		10,6
Oberoi Realty Ltd	793 185	6,8		6,8
Obic Co Ltd	12 800	1,4		1,4
Occidental Petroleum Corp	182 005	15,3		15,3
OCI Co Ltd	46 991	6,2		6,2
Odakyu Electric Railway Co Ltd	10 861	0,3		0,3
Odisha Cement Ltd	800 000	18,6		18,6
Offshore Oil Engineering Co Ltd	14 300	-		-

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
O-film Tech Co Ltd		8 700	-				-
OGE Energy Corp		2 433	0,1				0,1
OGK-2 PJSC		7 746 250	-				-
Oil & Gas Development Co Ltd		1 798 600	2,3				2,3
Oil & Natural Gas Corp Ltd		7 404 752	21,7				21,7
Oil India Ltd		49 296	0,2				0,2
Oil Search Ltd		70 771	0,5				0,5
Oji Holdings Corp		500 426	3,5				3,5
Old Dominion Freight Line Inc		4 300	0,7				0,7
Old Mutual Ltd		10 032 693	21,3				21,3
Olympus Corp		6 617	0,3				0,3
Omega Geracao SA		867 085	5,3				5,3
Omnicom Group Inc		126 325	12,6				12,6
Omron Corp		82 183	4,1				4,1
OMV AG		74 299	4,4				4,4
OMV Petrom SA		86 556 456	8,7				8,7
ON Semiconductor Corp		94 400	2,1				2,1
ONE Gas Inc		26 900	2,9				2,9
ONEOK Inc		64 155	4,7				4,7
Onex Corp		3 057 900	227,4				227,4
Ono Pharmaceutical Co Ltd		16 150	0,5				0,5
Ooredoo QPSC		229 798	6,5				6,5
OPAP SA		153 533	1,8				1,8
Open Text Corp		15 956 800	710,1		146,2		856,3
Oppein Home Group Inc		652 090	10,3				10,3
Opsens Inc		7 029 500	5,6				5,6
OR PJSC		1 600 000	1,6				1,6
Oracle Corp		11 987 402	739,2				739,2
Oracle Corp Japan		19 435	1,7				1,7
Oracle Financial Services Software Ltd		4 168	0,3				0,3
Orange Belgium SA		300 000	8,1				8,1
Orange Life Insurance Ltd		82 857	2,8				2,8
Orange Polska SA		1 356 944	2,4				2,4

Orange SA	49 174 931	1 086,8	1 086,8
O'Reilly Automotive Inc	9 557	4,5	4,5
Orford Mining Corp	3 643 956	0,5	0,5
Organizacion Soriana SAB de CV	4 473 575	8,6	8,6
Orica Ltd	8 236 585	136,6	136,6
Orient Securities Co Ltd	19 200	-	-
Oriental Bank of Commerce	30 295	0,1	0,1
Oriental Land Co Ltd	2 196	0,3	0,3
Origin Energy Ltd	50 412	0,3	0,3
ORION Holdings Corp	54 919	8,1	8,1
Orion Oyj	20 167	1,0	1,0
Orix Corp	727 630	14,5	14,5
Orix Jreit Inc	1 338	3,0	3,0
Orkla ASA	562 853	6,0	6,0
Orsted A/S	6 745	0,6	0,6
Osaka Gas Co Ltd	35 613	0,9	0,9
Osisko Mining Inc	13 859 709	42,5	42,5
Osotspa PCL	4 049 000	4,2	4,2
Osram Licht AG	17 060	1,0	1,0
OTP Bank PLC	178 828	9,8	9,8
Otsuka Corp	10 048	0,4	0,4
Otsuka Holdings Co Ltd	97 500	5,5	5,5
Ottogi Corp	542	0,5	0,5
Oversea-Chinese Banking Corp Ltd	720 341	8,1	8,1
Owens Corning	6 400	0,4	0,4
OZ Minerals Ltd	269 400	2,3	2,3
Pabrik Kertas Tjiwi Kimia Tbk PT	2 191 857	2,3	2,3
Paccar Inc	49 800	3,9	3,9
Pacific Radiance Ltd	3 229 500	0,3	0,3
Packaging Corp of America	4 000	0,5	0,5
Paddy Power Betfair PLC	17 062	1,9	1,9
Page Industries Ltd	5 230	2,6	2,6
Pak Suzuki Motor Co Ltd	705 200	1,2	1,2
Pakuwon Jati Tbk PT	20 750 884	1,2	1,2
Palo Alto Networks Inc	2 700	0,7	0,7
Pan Ocean Co Ltd	634 222	3,5	3,5
Panasonic Corp	1 146 485	14,1	14,1
Pandora A/S	20 555	1,1	1,1
Paramount Group Inc	1 203 700	20,6	20,6

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Parex Resources Inc		4 774 000	78,1				78,1
Pargesa Holding SA		22 430	2,2				2,2
Park24 Co Ltd		35 900	1,1				1,1
Parker-Hannifin Corp		3 700	0,8				0,8
Parkland Fuel Corp					155,9		155,9
Parsley Energy Inc		41 900	0,9				0,9
Partners Group Holding AG		1 236	1,0				1,0
Pason Systems Inc		4 363 755	79,8				79,8
Paychex Inc		76 799	6,8				6,8
PayPal Holdings Inc		83 512	9,6				9,6
PCCW Ltd		1 704 000	1,3				1,3
PChome Online Inc		169 000	0,9				0,9
Pearl Abyss Corp		14 637	3,7				3,7
Pearson PLC		425 944	7,0				7,0
Pegatron Corp		6 817 998	15,6				15,6
Pembina Pipeline Corp		8 353 120	338,4		277,0		615,4
Pennsylvania Real Estate Investment Trust		1 525 800	12,4				12,4
Pentair PLC		68 149	3,5				3,5
People's Insurance Co Group of China Ltd, The		16 335 427	9,0				9,0
People's United Financial Inc		61 916	1,2				1,2
PepsiCo Inc		470 284	71,0				71,0
Perfect World Co Ltd		2 800	-				-
Pernod Ricard SA		140 989	31,5				31,5
Perrigo Company plc		42 021	2,2				2,2
Persimmon PLC		95 691	3,2				3,2
Persol Holdings Co Ltd		8 600	0,2				0,2
Perusahaan Gas Negara Persero Tbk		19 428 368	3,9				3,9
Petkim Petrokimya Holding AS		405 289	0,5				0,5
Petrobras Distribuidora SA		565 600	5,1				5,1
PetroChina Co Ltd		52 100	0,1			0,1	
	classe H	43 594 056	37,1			37,1	37,2
Petrofac Ltd		13 293 954	110,3				110,3

Petroleo Brasileiro SA		4 957 736	44,4	44,4	
	classe A	129 400	2,0	2,0	
	privilégiées	9 239 684	73,8	73,8	120,2
Petronas Chemicals Group Bhd		6 942 234	21,3		21,3
Petronas Dagangan Bhd		593 363	5,2		5,2
Petronas Gas Bhd		1 579 008	10,0		10,0
Petronet LNG Ltd		711 410	3,1		3,1
Peugeot SA		537 698	15,7		15,7
Pfizer Inc		3 173 570	189,2		189,2
PG&E Corp		735 966	23,9		23,9
PGE Polska Grupa Energetyczna SA		729 766	2,7		2,7
Philip Morris International Inc		1 115 278	101,7		101,7
Phillips 66		250 450	29,5		29,5
Phison Electronics Corp		412 367	4,2		4,2
PhosAgro PJSC		372 273	6,5		6,5
PICC Property & Casualty Co Ltd		14 121 453	19,7		19,7
Pick n Pay Stores Ltd		433 701	2,8		2,8
Pidilite Industries Ltd		116 609	2,5		2,5
Ping An Bank Co Ltd		55 300	0,1		0,1
Ping An Insurance Group Co of China Ltd		34 900	0,4	0,4	
	classe A	8 006 738	89,4	89,4	
	classe H	3 333 275	40,2	40,2	130,0
Pinnacle West Capital Corp		47 772	5,6		5,6
Pioneer Foods Group Ltd		53 627	0,4		0,4
Pioneer Natural Resources Co		11 244	2,0		2,0
Piper Jaffray Cos		22 100	2,0		2,0
Piraeus Bank SA		288 672	0,4		0,4
Piramal Enterprises Ltd		11 421 817 771	211,3		211,3
Pirelli & C SpA		196 961	1,7		1,7
Plastiques IPL Inc		14 683 023	146,8		146,8
Play Communications SA		344 884	2,6		2,6
PLDT Inc		181 729	5,3		5,3
PNC Financial Services Group Inc, The		151 396	24,2		24,2
Pola Orbis Holdings Inc		8 900	0,3		0,3
Polaris Industries Inc		3 100	0,3		0,3
Polski Koncern Naftowy Orlen SA		158 609	6,2		6,2
Polskie Gornictwo Naftowe i Gazownictwo SA		1 344 630	3,4		3,4
Poly Developments and Holdings Group Co Ltd		38 200	0,1	0,1	
	classe A	9 000 000	21,1	21,1	21,2

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Poly Property Group Co Ltd		764 000	0,3				0,3
Polymetal International PLC		550 032	7,9				7,9
Polyus PJSC		84 308	8,9				8,9
Popular Inc		138 600	8,9				8,9
Porsche Automobil Holding SE		87 181	7,0				7,0
Porto Seguro SA		3	-				-
POSCO		281 401	83,7				83,7
POSCO Chemtech Co Ltd		59 678	4,7				4,7
Posco Daewoo Corp		200 622	4,5				4,5
Postal Savings Bank of China Co Ltd		6 422 000	4,6				4,6
Poste Italiane SpA		559 952	6,1				6,1
Pou Chen Corp		6 728 314	9,7				9,7
Power Assets Holdings Ltd		1 273 697	12,1				12,1
Power Construction Corp of China Ltd		32 800	-				-
Power Corporation du Canada		12 102 838	296,9		41,5		338,4
Power Finance Corp Ltd		67 327	0,1				0,1
Power Grid Corp of India Ltd		5 546 892	21,6				21,6
Powerlong Real Estate Holdings Ltd		268 000	0,1				0,1
Powertech Technology Inc		2 326 251	6,8				6,8
Powszechna Kasa Oszczednosci Bank Polski SA		1 072 027	15,4				15,4
Powszechny Zaklad Ubezpieczen SA		813 923	13,0				13,0
PPB Group Bhd		1 520 598	8,8				8,8
PPG Industries Inc		31 654	4,4				4,4
PPL Corp		20 737 518	802,4				802,4
President Chain Store Corp		1 793 089	24,8				24,8
Press Metal Aluminium Holdings Bhd		3 496 639	5,6				5,6
Prime Car Management SA		87 000	0,4				0,4
Prime Security Services Borrower LLC / Prime Finance Inc					57,1		57,1
Primoris Services Corp		456 343	11,9				11,9
Principal Financial Group Inc		56 056	3,4				3,4
Probe Metals Inc		6 127 882	8,1				8,1
Procter & Gamble Company, The		648 788	81,5				81,5
Progressive Corp, The		10 448	0,9				0,9

Prologis Inc	375 401	30,1		30,1
Promotora y Operadora de Infraestructura SAB de CV	13 481 443	165,7		165,7
ProQR Therapeutics NV	250 000	5,4		5,4
ProSiebenSat.1 Media SE	29 681	0,7		0,7
Proximus SADP	273 675	10,1		10,1
Prudential Financial Inc	31 070	3,5		3,5
Prudential PLC	701 065	17,1		17,1
Prysmian SpA	87 642	2,3		2,3
PSG Group Ltd	536 615	12,5		12,5
PTC India Ltd	4 869 917	8,8		8,8
PTT Exploration & Production PCL	3 908 134	18,6		18,6
PTT Global Chemical PCL	6 862 894	20,5		20,5
PTT PCL	32 124 265	62,0		62,0
Public Bank Bhd	8 858 093	72,5		72,5
Public Power Corp SA	40 032	0,1		0,1
Public Service Enterprise Group Inc	233 475	16,6		16,6
Public Storage	12 552	3,5		3,5
Publicis Groupe SA	2 586 558	202,2		202,2
PulteGroup Inc	97 300	3,5	10,1	13,6
Puma SE	17 991	12,0		12,0
Pure Storage Inc	933 539	20,5		20,5
PVH Corp	17 013	2,2		2,2
PVR Ltd	76 226	2,4		2,4
Qantas Airways Ltd	1 945 200	10,8		10,8
Qatar Electricity & Water Co QSC	142 046	9,9		9,9
Qatar Insurance Co SAQ	448 439	6,0		6,0
Qatar Islamic Bank SAQ	38 254	2,2		2,2
Qatar National Bank QPSC	388 738	28,4		28,4
QBE Insurance Group Ltd	51 497	0,5		0,5
QEP Resources Inc	2 250 000	17,3		17,3
Qiagen NV	121 751	5,6		5,6
Qingdao Haier Co Ltd	14 071 200	38,8		38,8
QL Resources Bhd	1 649 873	3,7		3,7
QMX Gold Corporation	6 718 685	0,4		0,4
Qorvo Inc	21 867	1,8		1,8
Qualcomm Inc	8 328 590	647,4		647,4
Qualitas Controladora SAB de CV	6 773 632	19,4		19,4
Quanta Computer Inc	9 186 747	21,5		21,5
Québecor Inc	1 242 260	35,4	classe A	35,4

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Quest Diagnostics Inc		110 700	12,6				12,6
Quilter PLC		2 905 555	6,0				6,0
Qurate Retail Inc		29 900	0,8				0,8
Rackspace Hosting Inc					58,8		58,8
Raia Drogasil SA		425 775	8,6				8,6
Raiffeisen Bank International AG		34 133	0,5				0,5
Rajesh Exports Ltd		66 610	0,7				0,7
Rakuten Inc		564 133	5,2				5,2
Ralph Lauren Corp		21 500	3,0				3,0
Ramsay Health Care Ltd		18 711	1,0				1,0
Rand Merchant Investment Holdings Ltd		1 881 621	6,5				6,5
Randgold Resources Ltd		40 300	4,6				4,6
Randon SA Implementos e Participacoes		1 605 400	5,2				5,2
Randstad NV		101 548	6,4				6,4
Ratchaburi Electricity Generating Holding PCL		170 700	0,4				0,4
Raymond James Financial Inc		3 600	0,4				0,4
Raytheon Co		54 855	11,5				11,5
RE/MAX Holdings Inc		300 139	12,6				12,6
REA Group Ltd		3 699	0,3				0,3
Realtek Semiconductor Corp		1 275 434	8,1				8,1
Realty Income Corp		39 324	3,4				3,4
REC Ltd		1 129 522	2,7				2,7
Reckitt Benckiser Group PLC		530 345	55,5				55,5
Recordati SpA		31 759	1,5				1,5
Recruit Holdings Co Ltd		32 300	1,1				1,1
Red Electrica Corp SA		251 639	7,7				7,7
Red Hat Inc		190 704	45,7				45,7
Redefine Properties Ltd		7 266 593	6,7				6,7
Redevances Abitibi Inc, Les		588 235	5,4				5,4
Redevances Aurifères Osisko Ltée		19 514 089	233,6				233,6
Regency Centers Corp		146 000	11,7				11,7
Regeneron Pharmaceuticals Inc		37 149	19,0				19,0
Regions Financial Corp		72 180	1,3				1,3

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
RHB Bank Bhd		2 615 610	4,6				4,6
Richter Gedeon Nyrt		1 082 721	28,6				28,6
Ricoh Co Ltd		30 865	0,4				0,4
Rinnai Corp		13 300	1,2				1,2
Rio Tinto Ltd		28 111	2,1				2,1
Rio Tinto PLC		425 670	27,6				27,6
RiseSun Real Estate Development Co Ltd		14 000	-				-
Ritchie Bros Auctioneers Inc		7 804 800	348,6				348,6
RLI Corp		146 125	13,8				13,8
RMB Holdings Ltd		2 778 684	20,8				20,8
Robert Half International Inc		8 011	0,6				0,6
Robinson PCL		1 271 258	3,4				3,4
Robinsons Land Corp		5 284 328	2,8				2,8
Robinsons Retail Holdings Inc		2 054 350	4,3				4,3
Roche Holding AG		692 123	233,4				233,4
Rockwell Automation Inc		20 589	4,2				4,2
Rogers Communications Inc					167,2		167,2
Rohm Co Ltd		130 326	11,4				11,4
Rollins Inc		13 999	0,7				0,7
Rolls-Royce Holdings PLC		737 410	10,6				10,6
Rongsheng Petro Chemical Co Ltd		9 400	-				-
Roper Technologies Inc		6 445	2,3				2,3
Rosneft Oil Co PJSC		2 836 332	23,8				23,8
Ross Stores Inc		141 253	16,1				16,1
Rosseti PJSC		20 966 796	0,3				0,3
Rostelecom PJSC		331 377	0,5				0,5
Rowan Cos Plc		464 200	5,3				5,3
Royal Bank of Scotland Group PLC		2 896 428	10,9		213,7		224,6
Royal Caribbean Cruises Ltd		42 111	5,6				5,6
Royal Dutch Shell PLC	classe A	2 802 346	112,5			112,5	
	classe B	1 905 277	77,6			77,6	190,1
Royal Gold Inc		10 500	1,2				1,2
Royal Mail PLC		926 312	4,4				4,4
RSA Insurance Group PLC		197 846	1,8				1,8

RTL Group SA		63 369	4,6		4,6
Ruentex Development Co Ltd		72 709	0,1		0,1
Ruentex Industries Ltd		184 728	0,6		0,6
Rumo SA		10 688 782	64,0		64,0
RusHydro PJSC		156 825 000	1,5		1,5
RWE AG		153 456	4,5		4,5
Ryanair Holdings PLC		1 610 030	156,9		156,9
Ryman Healthcare Ltd		106 957	1,1		1,1
Ryohin Keikaku Co Ltd		26 400	8,7		8,7
S&P Global Inc		8 505	2,0		2,0
S1 Corporation		45 881	5,6		5,6
Sabre Corp		317 951	9,4		9,4
SACI Falabella		1 869 142	18,7		18,7
Safran SA		207 043	34,1		34,1
Sage Group PLC, The		272 080	2,8		2,8
SAIC Motor Corp Ltd		1 865 834	9,9	9,9	
	classe A	2 174 350	11,5	11,5	21,4
salesforce.com Inc		888 319	166,2		166,2
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc				38,1	38,1
Sampo Oyj		100 538	6,0		6,0
Samsonite International SA		4 667 350	18,1		18,1
Samsung Biologics Co Ltd		34 481	16,3		16,3
Samsung C&T Corp		199 923	25,8		25,8
Samsung Card Co Ltd		81 254	3,4		3,4
Samsung Electro-Mechanics Co Ltd		195 331	24,7		24,7
Samsung Electronics Co Ltd		14 676 544	695,2	695,2	
	privilégées	2 379 193	92,5	92,5	787,7
Samsung Engineering Co Ltd		396 036	8,5		8,5
Samsung Fire & Marine Insurance Co Ltd		95 745	31,5	31,5	
	privilégées	732	0,2	0,2	31,7
Samsung Heavy Industries Co Ltd		1 301 877	11,8		11,8
Samsung Life Insurance Co Ltd		215 221	21,5		21,5
Samsung SDI Co Ltd		145 907	39,1		39,1
Samsung SDS Co Ltd		91 141	22,8		22,8
Samsung Securities Co Ltd		157 886	6,1		6,1
San Miguel Corp		45 420	0,2		0,2
Sanan Optoelectronics Co Ltd		2 477 682	5,6	5,6	
	classe A	2 915 336	6,6	6,6	12,2
Sandfire Resources NL		545 300	3,5		3,5

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sands China Ltd		2 048 800	12,3				12,3
Sandvik AB		361 658	7,0				7,0
Sankyo Co Ltd		32 362	1,7				1,7
Sanlam Ltd		5 552 785	42,1				42,1
Sanofi SA		7 859 198	928,4				928,4
Santander Bank Polska SA		64 945	8,5				8,5
Santen Pharmaceutical Co Ltd		110 580	2,2				2,2
Santos Ltd		55 580	0,3				0,3
Sany Heavy Industry Co Ltd		25 000	-				-
Sao Martinho SA		601 983	3,9				3,9
SAP SE		408 819	55,5				55,5
Sappi Ltd		2 408 227	18,7				18,7
Sapura Energy Bhd		2 114 900	0,2				0,2
Saputo Inc		8 040 000	315,1				315,1
Saracen Mineral Holdings Ltd		2 066 900	5,8				5,8
SaraminHR Co Ltd		196 495	4,4				4,4
Sarana Menara Nusantara Tbk PT		138 132 500	9,1				9,1
Sartorius AG		3 353	0,6				0,6
Sasol Ltd		1 959 183	79,1				79,1
SATS Ltd		303 900	1,4				1,4
SBA Communications Corp		1 100	0,2				0,2
Sberbank of Russia PJSC		27 723 162	101,8			101,8	
	privilégiées	2 568 519	8,3			8,3	110,1
SBI Holdings Inc		29 530	0,8				0,8
Scentre Group		3 450 096	12,9				12,9
Schibsted ASA		29 400	1,2				1,2
Schindler Holding AG		18 165	4,9				4,9
Schlumberger Ltd		3 465 807	170,8				170,8
Schneider Electric SE		2 431 201	226,7				226,7
Schroders PLC		35 832	1,5				1,5
Scor SE		254 400	15,6				15,6
Scotts Miracle-Gro Company , The		18 742	1,6				1,6
SCREEN Holdings Co Ltd		82 800	4,7				4,7
SCSK Corp		54 300	2,6				2,6

SDIC Power Holdings Co Ltd	21 800	-	-
Seagate Technology PLC	175 700	9,3	9,3
Seah Besteel Corp	3 389	0,1	0,1
Sealed Air Corp	41 744	2,0	205,6
Seattle Genetics Inc	4 700	0,4	0,4
Seazen Holdings Co Ltd	7 200	-	-
SEB SA	9 502	1,7	1,7
Secom Co Ltd	114 391	13,0	13,0
Secure Energy Services Inc	13 230 917	92,7	92,7
Securitas AB	23 894	0,5	0,5
Security Bank Corp	387 116	1,6	1,6
Seek Limited	9 614	0,2	0,2
Sega Sammy Holdings Inc	100 969	1,9	1,9
Segro PLC	166 948	1,7	1,7
SEI Investments Co	1 800	0,1	0,1
Seibu Holdings Inc	17 886	0,4	0,4
Seiko Epson Corp	271 364	5,2	5,2
Sekisui Chemical Co Ltd	187 600	3,8	3,8
Sekisui House Ltd	1 287 256	25,9	25,9
Semafo Inc	1 280 000	3,8	3,8
Sembcorp Industries Ltd	905 000	2,3	2,3
Semen Indonesia Persero Tbk PT	884 811	1,0	1,0
Semiconductor Manufacturing International Corp	5 290 252	6,3	6,3
Sempra Energy	12 803	1,9	1,9
Sensata Technologies Holding PLC	16 100	1,0	1,0
Service Corp International			151,5
ServiceNow Inc	2 300	0,6	0,6
SES SA	265 539	6,9	6,9
Seven & i Holdings Co Ltd	416 721	24,8	24,8
Seven Bank Ltd	33 700	0,1	0,1
Seven Generations Energy Ltd	13 244 832	147,5	147,5
Severn Trent PLC	133 928	4,2	4,2
Severstal PAO	768 837	14,2	14,2
SF Holding Co Ltd	1 743 982	11,4	11,4
SG Holdings Co Ltd	173 100	6,2	6,2
SGS SA	748	2,3	2,3
Shaanxi Coal Industry Co Ltd	21 400	-	-
Shandong Buchang Pharmaceuticals Co Ltd	2 770	-	-
Shandong Dong-E E-Jiao Co Ltd	2 100	-	-

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Shandong Gold Mining Co Ltd		5 900	-			-	
	classe A	1 913 892	11,5			11,5	11,5
Shandong Linglong Tyre Co Ltd		3 200	-			-	-
Shandong Sinocera Functional Material Co Ltd		3 805 846	12,6				12,6
Shandong Weigao Group Medical Polymer Co Ltd		3 550 009	3,9				3,9
Shanghai 2345 Network Holding Group Co Ltd		14 250	-			-	-
Shanghai Electric Group Co Ltd		25 200	-			-	-
	classe H	4 670 637	2,0			2,0	2,0
Shanghai Fosun Pharmaceutical Group Co Ltd		6 400	-			-	-
	classe A	718 649	3,3			3,3	
	classe H	963 360	3,9			3,9	7,2
Shanghai Industrial Holdings Ltd		854 010	2,4				2,4
Shanghai International Airport Co Ltd		3 100	-			-	-
Shanghai International Port Group Co Ltd		27 300	-			-	-
Shanghai Lujiazui Finance & Trade Zone Development Co Ltd		1 599 810	2,8				2,8
Shanghai Mechanical and Electrical Industry Co Ltd		1 460 901	4,2				4,2
Shanghai Oriental Pearl Group Co Ltd		10 970	-			-	-
Shanghai Pharmaceuticals Holding Co Ltd		6 200	-			-	-
	Classe spéciale H	1 224 109	3,4			3,4	3,4
Shanghai Pudong Development Bank Co Ltd		94 594	0,2				0,2
Shanghai Putailai New Energy Technology Co Ltd		849 500	8,0				8,0
Shanghai Tunnel Engineering Co Ltd		10 000	-			-	-
Shangri-La Asia Ltd		952 833	1,9				1,9
Shanxi Lu'an Environmental Energy Development Co Ltd		9 500	-			-	-
Shanxi Securities Co Ltd		9 000	-			-	-
Shanxi Xinghuacun Fen Wine Factory Co Ltd		2 722	-			-	-
Shanxi Xishan Coal & Electricity Power Co Ltd		10 100	-			-	-
Sharp Corp		34 700	0,5				0,5
Shaw Communications Inc		9 773 111	241,5		242,5		484,0
Shenergy Co Ltd		14 600	-			-	-
Shengyi Technology Co Ltd		12 153 455	24,3				24,3
Shenwan Hongyuan Group Co Ltd		60 500	-			-	-
Shenzhen Energy Group Co Ltd		10 600	-			-	-
Shenzhen Inovance Technology Co Ltd		4 932 948	19,8				19,8

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Siemens AG		326 153	49,6				49,6
Siemens Gamesa Renewable Energy SA		114 379	1,9				1,9
Siemens Healthineers AG		18 188	1,0				1,0
Signature Bank		26 600	3,7				3,7
Sihuan Pharmaceutical Holdings Group Ltd		6 899 000	1,6				1,6
Sika AG		52 396	9,0				9,0
Silicon Laboratories Inc		127 319	13,7				13,7
SillaJen Inc		149 623	13,5				13,5
Sime Darby Bhd		8 645 405	6,9				6,9
Sime Darby Plantation Bhd		6 051 756	9,5				9,5
Sime Darby Property Bhd		7 780 456	2,6				2,6
Simon Property Group Inc		142 300	32,6				32,6
Sina Corp		462 062	33,9				33,9
Singapore Airlines Ltd		569 710	5,4				5,4
Singapore Exchange Ltd		342 751	2,5				2,5
Singapore Press Holdings Ltd		766 287	1,8				1,8
Singapore Technologies Engineering Ltd		1 014 500	3,5				3,5
Singapore Telecommunications Ltd		9 738 070	28,6				28,6
Sino Biopharmaceutical Ltd		12 132 996	10,9				10,9
Sino Land Co Ltd		1 750 285	4,1				4,1
Sinofert Holdings Ltd		806 000	0,1				0,1
Sinolink Securities Co Ltd		9 600	-				-
Sino-Ocean Group Holding Ltd		7 470 513	4,5				4,5
SinoPac Financial Holdings Co Ltd		31 884 508	14,6				14,6
Sinopec Engineering Group Co Ltd		2 388 500	2,7				2,7
Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd		15 700	-				-
	classe H	6 825 130	4,1			4,1	4,1
Sinopharm Group Co Ltd		2 467 294	14,2				14,2
Sinotrans Ltd		4 139 000	2,5				2,5
Sinotruk (Hong Kong) Limited		1 384 000	2,8				2,8
Sirius XM Holdings Inc		51 400	0,4				0,4
Sirius XM Radio Inc					134,5		134,5
Sistema PJSFC		6 134 950	1,1				1,1
SJM Holdings Ltd		2 583 786	3,3				3,3

SK Gas Ltd	2 207	0,2		0,2
SK Holdings Co Ltd	119 904	38,2		38,2
SK Hynix Inc	1 812 178	134,2		134,2
SK Innovation Co Ltd	217 987	47,9		47,9
SK Networks Co Ltd	290 000	1,8		1,8
SK Telecom Co Ltd	82 260	27,1		27,1
Skandinaviska Enskilda Banken AB	158 777	2,1		2,1
Skanska AB	68 392	1,5		1,5
Skechers U.S.A. Inc	72 000	2,3		2,3
SKF AB	206 910	4,3		4,3
SKF India Ltd	427 018	15,9		15,9
Skyworks Solutions Inc	341 906	31,3		31,3
SL Green Realty Corp	135 153	14,6		14,6
SM Investments Corp	622 547	14,8		14,8
SM Prime Holdings Inc	25 708 654	23,9		23,9
SmarTone Telecommunications Holdings Ltd	934 500	1,4		1,4
SMC Corp	9 112	3,8		3,8
Smiles Fidelidade SA	237 280	3,7		3,7
Smith & Nephew PLC	459 975	11,7		11,7
Smiths Group PLC	135 121	3,2		3,2
Smurfit Kappa Group PLC	57 368	2,1		2,1
Snam SpA	1 615 463	9,6		9,6
Snap-on Inc	623 967	123,8		123,8
SNCF Réseau			219,2	219,2
Sobeys Inc			140,5	140,5
Sociedad Matriz del Banco de Chile SA	310 735	0,2		0,2
Sociedad Quimica y Minera de Chile SA	284 143	15,3		15,3
Societatea Energetica Electrica SA	1 080 000	3,5		3,5
Societatea Nationala de Gaze Naturale ROMGAZ SA	716 009	6,7		6,7
Société Aurifère Barrick	174 975	3,2		3,2
Société BIC SA	19 612	2,7		2,7
Société d'exploration minière Vior Inc	1 761 874	0,1		0,1
Société Financière Manuvie	38 089 810	737,8	103,4	841,2
Société Générale SA	360 449	15,7		15,7
Sodexo SA	1 359 221	189,9		189,9
Softbank Corp	130 000	2,2		2,2
SoftBank Group Corp	553 407	50,3		50,3
Sohgo Security Services Co Ltd	27 100	1,7		1,7
SOHO China Ltd	4 132 238	2,0		2,0

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
S-Oil Corp		132 551	15,9				15,9
Sojitz Corp		3 200 000	15,2				15,2
Sok Marketler Ticaret AS		165 000	0,5				0,5
Solutions Extenway Inc		61 877 444	0,6				0,6
Solvay SA		48 855	6,7				6,7
Sompo Holdings Inc		248 690	11,6				11,6
Songwon Industrial Co Ltd		175 742	4,1				4,1
Sonic Healthcare Ltd		905 562	19,3				19,3
Sonova Holding AG		13 682	3,0				3,0
Sony Corp		617 138	40,9				40,9
Sony Financial Holdings Inc		6 400	0,2				0,2
SooChow Securities Co Ltd		9 600	-				-
Sotheby's		263 906	14,3				14,3
South32 Ltd		1 999 810	6,4				6,4
Southern Company, The		178 958	10,7				10,7
Southern Copper Corp		195 499	8,2				8,2
Southern Star Central Corp					65,6		65,6
Southwest Airlines Co		94 118	6,0				6,0
SP Setia Bhd Group		2 653 713	2,0				2,0
Spar Group Limited, The		321 086	6,3				6,3
SpareBank 1 SR-Bank ASA		668 400	9,4				9,4
Spark New Zealand Ltd		1 133 405	4,3				4,3
SPDR Gold Shares		298 451	49,4				49,4
Spectrum Brands Inc					62,8		62,8
Sphera Franchise Group SA		246 931	1,6				1,6
Spie SA		18 751 639	339,3				339,3
Spirit AeroSystems Holdings Inc		10 600	1,0				1,0
Splunk Inc		4 000	0,6				0,6
Spring Airlines Co Ltd		2 400	-				-
Sprint Corp		2 127 100	16,9				16,9
Square Inc		9 000	0,7				0,7
SR Teleperformance		9 992	2,2				2,2
SS&C Technologies Holdings Inc		7 200	0,4				0,4

SSE PLC	22 499 430	423,3	423,3
SSY Group Ltd	2 630 000	2,7	2,7
St James's Place PLC	79 098	1,3	1,3
Standard Bank Group Ltd	3 140 538	53,3	53,3
Standard Chartered PLC	3 053 849	32,4	32,4
Standard Foods Corp	1 149 600	2,5	2,5
Standard Life Aberdeen PLC	920 407	4,1	4,1
Stanley Black & Decker Inc	970 923	158,8	158,8
Stanley Electric Co Ltd	110 740	4,3	4,3
Stantec Inc	9 127 000	273,0	273,0
Star Petroleum Refining PCL	2 503 700	1,0	1,0
Starbucks Corp	1 533 891	134,9	134,9
State Bank of India	6 956 349	40,3	40,3
State Street Corp	2 041 633	175,9	175,9
Steadfast Group Ltd	1 069 900	2,8	2,8
Steel Authority of India Ltd	114 603	0,1	0,1
Steel Dynamics Inc	13 500	0,6	0,6
Steinhoff International Holdings NV	11 211 482	1,8	1,8
Stella-Jones Inc	7 587 180	300,5	300,5
Stelmine Canada Ltd	1 785 714	0,2	0,2
Stewart Information Services Corp	36 678	2,1	2,1
STMicroelectronics NV	259 442	5,1	5,1
Stockland	5 529 608	18,7	18,7
StoneCo Ltd	80 800	2,0	2,0
Stora Enso Oyj	596 682	9,4	9,4
Storm Resources Ltd	15 001 000	26,1	26,1
Straumann Holding AG	362	0,3	0,3
Stryker Corp	54 529	11,7	11,7
Studio Dragon Corp	51 232	5,8	5,8
Subaru Corp	43 600	1,3	1,3
Suez	601 671	10,8	10,8
Sul America SA	1 182 434	11,9	11,9
SUMCO Corp	58 100	0,9	0,9
Sumitomo Chemical Co Ltd	817 799	5,4	5,4
Sumitomo Corp	818 272	15,9	15,9
Sumitomo Dainippon Pharma Co Ltd	6 950	0,3	0,3
Sumitomo Electric Industries Ltd	513 480	9,3	9,3
Sumitomo Heavy Industries Ltd	63 129	2,6	2,6
Sumitomo Metal Mining Co Ltd	24 358	0,9	0,9

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
au 31 décembre 2018
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Sumitomo Mitsui Financial Group Inc		1 577 040	71,6				71,6
Sumitomo Mitsui Trust Holdings Inc		102 852	5,1				5,1
Sumitomo Realty & Development Co Ltd		55 786	2,8				2,8
Sumitomo Rubber Industries Ltd		36 421	0,6				0,6
Sun Art Retail Group Ltd		8 862 439	12,3				12,3
Sun Hung Kai Properties Ltd		647 382	12,6				12,6
Sun Pharmaceutical Industries Ltd		1 057 452	8,9				8,9
Sun TV Network Ltd		1 800 000	21,4				21,4
Sunac China Holdings Ltd		4 265 568	19,0				19,0
Suncor Énergie Inc		12 050 000	459,5				459,5
Suncorp Group Ltd		268 143	3,3				3,3
Sundrug Co Ltd		34 500	1,4				1,4
SUNeVision Holdings Ltd		4 821 000	3,9				3,9
Suning.com Co Ltd		29 900	0,1				0,1
Sunny Optical Technology Group Co Ltd		380 800	4,6				4,6
Suntec Real Estate Investment Trust		630 200	1,1				1,1
Suntory Beverage & Food Ltd		9 724 990	600,5				600,5
SunTrust Banks Inc		68 071	4,7				4,7
Sunway Bhd		257 300	0,1				0,1
Suofeiya Home Collection Co Ltd		2 655 800	8,8				8,8
Superior Plus LP					44,9		44,9
Superior Plus LP / Superior General Partner Inc					65,9		65,9
Suprajit Engineering Ltd		375 248	1,7				1,7
Surgutneftegas PJSC		16 996 124	9,0			9,0	
	privilégiées	16 488 434	12,6			12,6	21,6
Surya Citra Media Tbk PT		27 856 039	4,9				4,9
Suzano Papel e Celulose SA		816 198	11,0				11,0
Suzhou Gold Mantis Construction Decoration Co Ltd		8 400	-			-	
	classe A	9 360 700	15,1			15,1	15,1
Suzuken Co Ltd		197 384	13,7				13,7
Suzuki Motor Corp		90 000	6,2				6,2
SVB Financial Group		1 000	0,3				0,3
Svenska Handelsbanken AB		897 223	13,6				13,6

Swatch Group AG, The		1 424	0,6	0,6	
	classe R	18 868	1,5	1,5	2,1
Swedbank AB		46 644	1,4		1,4
Swedish Match AB		13 477	0,7		0,7
Swire Pacific Ltd		192 553	2,8		2,8
Swire Properties Ltd		1 414 600	6,8		6,8
Swiss Life Holding AG		9 736	5,1		5,1
Swiss Prime Site AG		12 985	1,4		1,4
Swiss Re AG		4 823	0,6		0,6
Swisscom AG		5 895	3,8		3,8
Sydney Airport		270 685	1,8		1,8
Symantec Corp		227 500	5,9		5,9
Symrise AG		3 465	0,3		0,3
Synchrony Financial		5 258 576	168,5		168,5
Synnex Technology International Corp		4 504 441	7,3		7,3
Synopsys Inc		27 300	3,1		3,1
Synovus Financial Corp		16 900	0,7		0,7
Sysco Corp		61 443	5,3		5,3
Systemex Corp		2 500	0,2		0,2
T Rowe Price Group Inc		12 184	1,5		1,5
T&D Holdings Inc		7 872	0,1		0,1
Tabcorp Holdings Ltd		139 894	0,6		0,6
Taekwang Industrial Co Ltd		125	0,2		0,2
Taihai Manoir Nuclear Equipment Co Ltd		6 012 166	11,2		11,2
Taiheiyo Cement Corp		4 300	0,2		0,2
TaiMed Biologics Inc		327 000	2,4		2,4
Taisei Corp		83 469	4,9		4,9
Taishin Financial Holdings Co Ltd		14 658 394	8,5		8,5
Taisho Pharmaceutical Holdings Co Ltd		14 400	2,0		2,0
Taiwan Business Bank		10 705 050	4,9		4,9
Taiwan Cement Corp		13 940 160	22,1		22,1
Taiwan Cooperative Financial Holding Co Ltd		25 866 130	20,3		20,3
Taiwan High Speed Rail Corp		3 243 000	4,4		4,4
Taiwan Mobile Co Ltd		5 224 313	24,7		24,7
Taiwan Semiconductor Manufacturing Co Ltd		79 103 634	821,9		821,9
Taiyo Nippon Sanso Corp		8 174	0,2		0,2
Takashimaya Co Ltd		120 770	2,1		2,1
Takeda Pharmaceutical Co Ltd		671 181	31,0		31,0
Take-Two Interactive Software Inc		4 000	0,6		0,6

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
TAL Education Group		619 994	22,6				22,6
Tallink Grupp AS		1 848 700	2,9				2,9
Tallinna Sadam AS		1 323 301	4,2				4,2
Tapestry Inc		3 525 100	162,5				162,5
Targa Resources Corp		12 400	0,6				0,6
Target Corp		77 700	7,0				7,0
Tarkett SA		149 970	4,1				4,1
Tasly Pharmaceutical Group Co Ltd		4 820	-			-	
	classe A	8 596 722	32,8			32,8	32,8
Tata Consultancy Services Ltd		1 631 562	60,4				60,4
Tata Motors Ltd		4 766 567	16,1			16,1	
	classe A	184 049	0,3			0,3	16,4
Tata Power Co Ltd, The		1 060 976	1,6				1,6
Tata Steel Ltd		1 963 289	19,5				19,5
Tatneft PJSC		5 583 846	81,6			81,6	
	privilégiées	26 505	0,3			0,3	81,9
Tatung Co Ltd		972 000	1,1				1,1
Tauron Polska Energia SA		3 284 881	2,6				2,6
TAV Havalimanlari Holding AS		294 332	1,8				1,8
Taylor Wimpey PLC		4 407 611	10,4				10,4
TBEA Co Ltd		11 900	-				-
TCF Financial Corp		488 219	13,0				13,0
TCI Co Ltd		106 813	2,5				2,5
TCL Corp		43 600	-				-
TD Ameritrade Holding Corp		3 042 136	203,4				203,4
TDK Corp		5 833	0,6				0,6
TE Connectivity Ltd		111 000	11,5				11,5
Tech Data Corp		79 248	8,9				8,9
Tech Mahindra Ltd		1 378 676	19,5				19,5
TechnipFMC PLC		5 013 635	134,1				134,1
Technologies D-Box Inc		19 108 882	3,2				3,2
Technologies Sensio Inc		18 724 393	0,1				0,1
Technology Select Sector SPDR Fund		657 169	55,6				55,6
Technos SA		947 000	0,8				0,8

Techtronic Industries Co Ltd	581 981	4,2	4,2
Teijin Ltd	107 048	2,3	2,3
Tele2 AB	157 129	2,7	2,7
Telecom Italia SpA	28 442 953	20,4	20,4
Teleflex Inc	3 100	1,1	1,1
Telefonaktiebolaget LM Ericsson	1 217 819	14,6	14,6
Telefonica Brasil SA	545 450	8,9	8,9
Telefonica Deutschland Holding AG	649 722	3,5	3,5
Telefonica SA	4 695 457	53,8	53,8
Telekom Malaysia Bhd	2 477 637	2,2	2,2
Telekomunikasi Indonesia Persero Tbk PT	143 976 658	51,3	51,3
Telenet Group Holding NV	19 583	1,2	1,2
Telenor ASA	141 024	3,7	3,7
Telia Co AB	403 220	2,6	2,6
Telkom SA SOC Ltd	424 885	2,6	2,6
Telstra Corp Ltd	2 443 535	6,7	6,7
TELUS Corporation			383,4
Temenos AG	2 941	0,5	0,5
Tempur Sealy International Inc	211 282	11,9	11,9
Tenaga Nasional Bhd	9 227 107	41,5	41,5
Tenaris SA	346 858	5,1	5,1
Tencent Holdings Ltd	12 182 804	667,3	667,3
Tenneco Inc			23,5
Teradata Corp	106 587	5,6	5,6
Terna Rete Elettrica Nazionale SpA	1 007 694	7,8	7,8
Terumo Corp	89 210	6,9	6,9
Tesaro Inc	176 200	17,9	17,9
Tesco PLC	8 733 659	28,9	28,9
Tesla Inc	5 700	2,6	2,6
Teva Pharmaceutical Industries Ltd	1 151 428	24,2	24,2
Texas Instruments Inc	322 052	41,6	41,6
Thai Beverage PCL	10 556 900	6,5	6,5
Thai Oil PCL	3 712 870	10,3	10,3
Thai Union Group PCL	13 679 546	9,3	9,3
Thales SA	50 025	8,0	8,0
Thanachart Capital PCL	211 997	0,4	0,4
Theratechnologies Inc	3 904 200	32,5	32,5
Thermo Fisher Scientific Inc	902 406	275,8	275,8
Thermon Group Holdings Inc	460 984	12,8	12,8

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
THK Co Ltd		13 764	0,4				0,4
Thor Industries Inc		151 810	10,8				10,8
thyssenkrupp AG		206 297	4,8				4,8
Tianjin Port Development Holdings Ltd		239 700	-				-
Tianma Microelectronics Co Ltd		6 600	-				-
Tianqi Lithium Corp		3 600	-				-
Tianshui Huatian Technology Co Ltd		9 129 705	7,4				7,4
Tiffany & Co		36 649	4,0				4,0
Tiger Brands Ltd		218 018	5,7				5,7
Tim Participacoes SA		976 950	4,1				4,1
Tingyi Cayman Islands Holding Corp		3 870 400	7,1				7,1
Titan Cement Co SA		185 756	5,6				5,6
Titan Co Ltd		297 366	5,4				5,4
Tivity Health Inc		363 167	12,3				12,3
TJX Cos Inc, The		480 348	29,4				29,4
TMB Bank PCL		30 233 076	2,8				2,8
TMK PJSC		46 089	-				-
T-Mobile US Inc		292 800	25,4				25,4
T-Mobile USA Inc					153,0		153,0
Tobu Railway Co Ltd		9 974	0,4				0,4
Tod's SpA		1 832 647	118,1				118,1
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi AS		1 326 478	5,8				5,8
Toho Co Ltd		36 051	1,8				1,8
Toho Gas Co Ltd		29 537	1,7				1,7
Tohoku Electric Power Co Inc		32 560	0,6				0,6
Tokio Marine Holdings Inc		166 200	10,8				10,8
Tokyo Century Corp		16 600	1,0				1,0
Tokyo Electric Power Co Holdings Inc		64 327	0,5				0,5
Tokyo Electron Ltd		29 027	4,5				4,5
Tokyo Gas Co Ltd		262 118	9,1				9,1
Tokyu Corp		38 203	0,9				0,9
Tokyu Fudosan Holdings Corp		263 283	1,8				1,8
Tong Ren Tang Technologies Co Ltd		987 000	1,8				1,8

Tong Yang Industry Co Ltd	999 000	1,6		1,6
Tonghua Dongbao Pharmaceutical Co Ltd	2 505 666	6,9	6,9	
	classe A	2 721 655	7,5	14,4
Tongling Nonferrous Metals Group Co Ltd	34 100	-		-
Tongwei Co Ltd	12 500	-		-
Top Glove Corp Bhd	3 580 477	6,6		6,6
Toppan Printing Co Ltd	315 266	6,3		6,3
Toray Industries Inc	110 983	1,1		1,1
Torchmark Corp	1 960 908	199,6		199,6
Toshiba Corp	68 001	2,6		2,6
Tosoh Corp	129 300	2,3		2,3
Total Access Communication PCL	682 564	1,2		1,2
Total SA	13 934 025	1 004,7		1 004,7
Total System Services Inc	142 965	15,9		15,9
TOTO Ltd	9 019	0,4		0,4
Totvs SA	671 700	6,4		6,4
Tourmaline Oil Corp	4 912 700	83,4		83,4
Tower Bersama Infrastructure Tbk PT	4 152 790	1,4		1,4
Towngas China Co Ltd	1 717 000	1,7		1,7
Toyo Seikan Group Holdings Ltd	131 003	4,1		4,1
Toyo Suisan Kaisha Ltd	49 133	2,3		2,3
Toyobo Co Ltd	276 000	5,2		5,2
Toyoda Gosei Co Ltd	33 807	0,9		0,9
Toyota Boshoku Corp	440 000	9,0		9,0
Toyota Industries Corp	135 732	8,6		8,6
Toyota Motor Corp	600 839	47,9		47,9
Toyota Tsusho Corp	355 070	14,3		14,3
TPG RE Finance Trust, Inc	7 236 361	180,7		180,7
TPG Telecom Ltd	270 581	1,7		1,7
TPK Holding Co Ltd	4 028	-		-
Tractor Supply Co	3 301	0,4		0,4
Transaction Capital Ltd	3 147 048	5,1		5,1
Transat AT Inc	2 200 000	13,1		13,1
TransCanada Corporation	9 913 855	483,3		483,3
TransCanada PipeLines Ltd			133,9	133,9
Transcanada Trust			125,3	125,3
Transcontinental Inc	2 886 920	55,7	34,4	90,1
TransDigm Group Inc	1 760	0,8		0,8
Transmissora Alianca de Energia Eletrica SA	69 100	0,6		0,6

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Transneft PJSC		4 082	13,1				13,1
Transportadora Gas del Norte SA		3 819 520	7,8				7,8
TransUnion		9 200	0,7				0,7
Transurban Finance Co Pty Ltd					95,3		95,3
Transurban Group		145 630	1,6				1,6
Travelers Cos Inc, The		68 002	11,1				11,1
Travelport Worldwide Ltd		680 000	14,5				14,5
TravelSky Technology Ltd		1 628 000	5,7				5,7
Treasury Wine Estates Ltd		126 656	1,8				1,8
Trend Micro Inc		3 351	0,2				0,2
Trevi - Finanziaria Industriale SpA		300 000	0,1				0,1
Trimble Inc		20 123	0,9				0,9
TripAdvisor Inc		17 149	1,3				1,3
Troilus Gold Corp		2 068 966	1,6				1,6
True Corp PCL		20 961 461	4,6				4,6
Truworths International Ltd		2 284 831	19,1				19,1
Tryg AS		43 855	1,5				1,5
TS Tech Co Ltd		350 000	13,2				13,2
Tsingtao Brewery Co Ltd		2 200	-			-	-
	classe H	669 828	3,7			3,7	3,7
TSO3 Inc		9 460 000	3,6				3,6
Tsuruha Holdings Inc		12 000	1,4				1,4
Tui AG		198 777	3,9				3,9
Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS		152 338	4,6				4,6
Turk Hava Yollari AO		814 507	3,4				3,4
Turk Telekomunikasyon AS		732 395	0,7				0,7
Turk Traktor ve Ziraat Makineleri AS		155 000	1,4				1,4
Turkcell Iletisim Hizmetleri AS		1 016 488	3,2				3,2
Turkiye Garanti Bankasi AS		3 095 342	6,3				6,3
Turkiye Halk Bankasi AS		1 167 435	2,1				2,1
Turkiye Is Bankasi AS		2 103 404	2,4				2,4
Turkiye Sise ve Cam Fabrikalari AS		331 272	0,5				0,5
Turkiye Vakiflar Bankasi TAO		858 957	0,9				0,9
Tus-Sound Environmental Resources Co Ltd		4 500	-				-

Twenty-First Century Fox Inc	classe A	980 875	64,5	64,5	
	classe B	93 849	6,1	6,1	70,6
Twilio Inc		173 000	21,1		21,1
Twitter Inc		32 900	1,3		1,3
Tyson Foods Inc		1 280 000	93,4		93,4
Ubisoft Entertainment SA		10 307	1,1		1,1
UBS Group AG		48 513	0,8		0,8
Ucb SA		57 336	6,4		6,4
UDR Inc		422 700	22,9		22,9
UGI Corp		91 916	6,7		6,7
Ulta Beauty Inc		6 000	2,0		2,0
Ultrapar Participacoes SA		127 417	2,4		2,4
UltraTech Cement Ltd		91 974	7,2		7,2
Umicore SA		12 294	0,7		0,7
UMW Holdings Bhd		190 100	0,3		0,3
Under Armour Inc		32 600	0,7	0,7	
	classe A	31 832	0,8	0,8	1,5
Unibail-Rodamco-Westfield		43 967	9,3		9,3
Unicharm Corp		106 000	4,7		4,7
UniCredit SpA		647 394	10,0		10,0
Unifin Financiera SAB de CV SOFOM ENR		6 783 214	19,8		19,8
Unilever Indonesia Tbk PT		448 997	1,9		1,9
Unilever NV		679 614	50,3		50,3
Unilever PLC		9 492 885	678,4		678,4
Unimicron Technology Corp		637 000	0,6		0,6
Union Andina de Cementos SAA		13 075 140	13,7		13,7
Union Bank of India		141 949	0,2		0,2
Union Pacific Corp		240 117	45,3		45,3
Uni-President China Holdings Ltd		2 508 000	3,0		3,0
Uni-President Enterprises Corp		15 322 661	47,5		47,5
Unipro PJSC		2 057 000	0,1		0,1
Uni-Sélect Inc		4 209 700	81,7		81,7
Unisplendour Corp Ltd		2 140	-		-
UNITE Group PLC, The		126 400	1,8		1,8
United Continental Holdings Inc		176 200	20,1		20,1
United Internet AG		14 121	0,8		0,8
United Microelectronics Corp		4 180 829	2,1		2,1
United Overseas Bank Ltd		1 289 008	31,7		31,7
United Parcel Service Inc		156 039	20,8		20,8

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
United Rentals Inc		8 000	1,1				1,1
United Rentals North America Inc					67,3		67,3
United Spirits Ltd		278 182	3,5				3,5
United Technologies Corp		1 600 177	232,7				232,7
United Therapeutics Corp		34 225	5,1				5,1
United Tractors Tbk PT		4 777 403	12,4				12,4
United Urban Investment Corp		421	0,9				0,9
United Utilities Group PLC		482 816	6,2				6,2
UnitedHealth Group Inc		2 580 984	878,2				878,2
Universal Health Services Inc		180 843	28,8				28,8
Universal Robina Corp		1 565 337	5,2				5,2
Universal Scientific Industrial Shanghai Co Ltd		3 027 722	5,4				5,4
Unum Group		589 661	23,7				23,7
UOL Group Ltd		197 672	1,2				1,2
UPL Ltd		1 841 185	27,3				27,3
UPM-Kymmene Oyj		312 992	10,8				10,8
Urbanimmersive Inc		900 000	0,9				0,9
US Bancorp		523 386	32,7				32,7
US Silica Holdings Inc		630 555	8,8				8,8
USS Co Ltd		306 470	7,1				7,1
Vail Resorts Inc		900	0,3				0,3
Vale SA		4 595 587	82,6		-		82,6
Valeo SA		93 574	3,7				3,7
Valero Energy Corp		57 700	5,9				5,9
Value Partners Group Ltd		2 249 000	2,1				2,1
Valuetronics Holdings Ltd		2 424 700	1,6				1,6
Vanguard FTSE Emerging Markets ETF		5 135 000	267,2				267,2
Vanguard International Semiconductor Corp		1 043 692	2,8				2,8
Vantiv LLC / Vantiv Issuer Corp					175,2		175,2
Varian Medical Systems Inc		33 388	5,2				5,2
Varroc Engineering Ltd		187 634	2,7				2,7
Vectren Corp		26 400	2,6				2,6
Vedanta Limited		5 158 975	20,4				20,4

Veeva Systems Inc	5 600	0,7	0,7
Ventas Inc	67 114	5,4	5,4
Venture Corp Ltd	80 100	1,1	1,1
Venustech Group Inc	4 326 783	17,7	17,7
Veolia Environnement SA	302 835	8,5	8,5
VEREIT Inc	238 000	2,3	2,3
VeriSign Inc	8 853	1,8	1,8
Verisk Analytics Inc	10 603	1,6	1,6
Verizon Communications Inc	1 802 700	138,4	138,4
Vertex Pharmaceuticals Inc	5 705	1,3	1,3
Vestas Wind Systems AS	19 623	2,0	2,0
Vêtements de Sport Gildan Inc, Les	10 323 100	427,8	427,8
VF Corp	54 074	5,3	5,3
Via Varejo SA	162 400	0,3	0,3
Viacom Inc	205 200	7,2	7,2
VICI Properties Inc	1 929 075	49,5	49,5
Vicinity Centres	1 267 442	3,2	3,2
Vidéotron Ltée			215,7
Vienna Insurance Group AG Wiener Versicherung Gruppe	133 641	4,2	4,2
Vietnam Dairy Products JSC	749 330	5,3	5,3
Vietnam Technological & Commercial Joint Stock Bank	492 000	0,7	0,7
Vifor Pharma AG	1 277	0,2	0,2
Vinci SA	303 385	34,1	34,1
Vinda International Holdings Ltd	2 803 000	6,0	6,0
Vipshop Holdings Ltd	941 776	7,0	7,0
ViroMed Co Ltd	34 256	10,7	10,7
Virtu Financial Inc	831 797	29,3	29,3
Visa Inc	184 809	33,3	33,3
Vistra Energy Corp	24 600	0,8	0,8
Vivendi SA	543 774	18,1	18,1
VMware Inc	7 300	1,4	1,4
Vodacom Group Ltd	1 698 651	21,3	21,3
Vodafone Group PLC	32 456 421	86,3	86,3
Vodafone Idea Ltd	1 877 261	1,4	1,4
voestalpine AG	56 401	2,3	2,3
Volkswagen AG	6 299	1,4	1,4
	privilégiées	356 176	77,3
Volvo AB	604 624	10,8	10,8
Vonovia SE	578 848	35,8	35,8

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Vornado Realty Trust		120 948	10,2				10,2
Voya Financial Inc		6 400	0,4				0,4
VTB Bank PJSC		13 389 568 341	8,9				8,9
Vulcabras Azaleia SA		1 033 962	2,6				2,6
Vulcan Materials Co		6 113	0,8				0,8
W&T Offshore Inc		241 000	1,4				1,4
WABCO Holdings Inc		11 400	1,7				1,7
Wabtec Corp		16 000	1,5				1,5
Waddell & Reed Financial Inc		452 846	11,2				11,2
Walgreens Boots Alliance Inc		9 683 394	903,7				903,7
Wal-Mart de Mexico SAB de CV		9 113 175	31,6				31,6
Walmart Inc		1 516 600	192,9				192,9
Walsin Lihwa Corp		1 505 000	1,1				1,1
Walsin Technology Corp		102 000	0,7				0,7
Walt Disney Co, The		621 363	93,1				93,1
Wan Hai Lines Ltd		124 900	0,1				0,1
Want Want China Holdings Ltd		13 085 576	12,5				12,5
Wanxiang Qianchao Co Ltd		8 800	-				-
Wartsila Oyj Abp		152 871	3,3				3,3
Waste Connections Inc		32 000	3,2				3,2
Waste Management Inc		97 100	11,8				11,8
Waters Corp		2 675	0,7				0,7
Webster Financial Corp		139 600	9,4				9,4
WEC Energy Group Inc		97 668	9,2				9,2
WEG SA		49 322	0,3				0,3
Weibo Corp		196 582	15,7				15,7
Weichai Power Co Ltd		19 500	-				-
	classe H	3 391 464	5,3			5,3	5,3
Weifu High-Technology Group Co Ltd		2 600	-				-
Weir Group Plc, The		72 338	1,6				1,6
Wells Fargo & Company		2 201 946	138,6		248,9	387,5	
	privilégiées	7	-			-	387,5
Welltower Inc		95 907	9,1				9,1
Wendel SA		17 533	2,9				2,9

WESCO International Inc	87 700	5,7	5,7
Wesfarmers Ltd	298 070	9,2	9,2
West Corp			128,7
West Japan Railway Co	94 170	9,1	9,1
Western Digital Corp	179 588	9,1	9,1
Western Securities Co Ltd	11 200	-	-
Western Union Co, The	291 570	6,8	6,8
Westlake Chemical Corp	18 900	1,7	1,7
Westpac Banking Corp	690 132	16,6	16,6
Westports Holdings Bhd	2 601 049	3,1	3,1
Westrock Co	79 902	4,1	4,1
Weyerhaeuser Co	1 279 013	38,2	38,2
WH Group Ltd	8 946 950	9,4	9,4
Wharf Holdings Ltd, The	1 239 373	4,4	4,4
Wharf Real Estate Investment Co Ltd	694 000	5,7	5,7
Wheaton Precious Metals Corp	124 403	3,3	3,3
Wheelock & Co Ltd	335 950	2,6	2,6
Whirlpool Corp	54 800	8,0	8,0
Whitbread PLC	44 312	3,5	3,5
William Demant Holding AS	37 518	1,5	1,5
Williams Cos Inc, The	300 298	9,0	9,0
Willis Towers Watson PLC	89 596	18,6	18,6
Wilmar International Ltd	6 497 260	20,3	20,3
Win Semiconductors Corp	1 002 000	5,3	5,3
Winbond Electronics Corp	8 329 000	5,0	5,0
Wipro Ltd	4 560 128	29,5	29,5
Wirecard AG	6 745	1,4	1,4
Wirtualna Polska Holding SA	205 015	3,9	3,9
Wistron Corp	1 148 424	1,0	1,0
Wm Morrison Supermarkets PLC	2 610 229	9,7	9,7
Wolters Kluwer NV	8 158	0,7	0,7
Woodside Petroleum Ltd	311 157	9,4	9,4
Woolworths Group Ltd	107 192	3,0	3,0
Woolworths Holdings Ltd	2 865 742	15,0	15,0
Woori Bank	1 432 606	27,4	27,4
Workday Inc	5 200	1,1	1,1
World Wrestling Entertainment Inc	56 800	5,8	5,8
Worldpay Inc	3 865	0,4	0,4
WPG Holdings Ltd	4 715 963	7,7	7,7

9 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
WPP PLC		2 661 536	39,2				39,2
WR Berkley Corp		166 186	16,8				16,8
Wuhu Shunrong Sanqi Interactive Entertainment Network Technology Co Ltd		5 700	-				-
Wuliangye Yibin Co Ltd		1 560 556	15,8				15,8
WuXi AppTec Co Ltd		468 400	7,0				7,0
Wuxi Biologics Cayman Inc		855 000	7,5				7,5
WW Grainger Inc		8 409	3,2				3,2
Wynn Macau Ltd		532 400	1,6				1,6
Wynn Resorts Ltd		12 200	1,6				1,6
X5 Retail Group NV		350 670	11,9				11,9
Xcel Energy Inc		53 496	3,6				3,6
XCMG Construction Machinery Co Ltd		25 200	-				-
Xerox Corp		567 118	15,3				15,3
Xiamen C & D Inc		9 100	-				-
Xilinx Inc		446 001	51,9				51,9
Xinhu Zhongbao Co Ltd		27 600	-				-
Xinjiang Goldwind Science & Technology Co Ltd		9 300	-				-
	classe H	1 081 800	1,3			1,3	1,3
Xinjiang Zhongtai Chemical Co Ltd		14 215 312	19,9				19,9
Xinyi Glass Holdings Ltd		1 590 000	2,4				2,4
Xinyi Solar Holdings Ltd		5 184 861	2,5				2,5
XPO Logistics Inc		18 700	1,5				1,5
Xylem Inc		13 317	1,2				1,2
Yageo Corp		61 934	0,9				0,9
Yahoo Japan Corp		1 871 000	6,4				6,4
Yakult Honsha Co Ltd		6 617	0,6				0,6
Yamada Denki Co Ltd		67 720	0,4				0,4
Yamaguchi Financial Group Inc		361 100	4,7				4,7
Yamaha Corp		2 847	0,2				0,2
Yamaha Motor Co Ltd		31 480	0,8				0,8
Yamato Holdings Co Ltd		7 719	0,3				0,3
Yamazaki Baking Co Ltd		23 150	0,7				0,7
Yandex NV		89 000	3,3				3,3

Yangzijiang Shipbuilding Holdings Ltd		3 064 800	3,8		3,8
Yantai Jereh Oilfield Services Group Co Ltd		4 004 273	11,9		11,9
Yanzhou Coal Mining Co Ltd		3 236 810	3,6		3,6
Yapi ve Kredi Bankasi AS		135 743	0,1		0,1
Yara International ASA		167 560	8,8		8,8
Yaskawa Electric Corp		13 583	0,5		0,5
Yeah1 Group Corp		92 000	1,3		1,3
Yes Bank Ltd		4 559 970	16,2		16,2
YG Entertainment Inc		28 903	1,7		1,7
Yihai International Holding Ltd		78 000	0,3		0,3
Yokogawa Electric Corp		13 691	0,3		0,3
Yokohama Rubber Co Limited , The		14 200	0,4		0,4
Yonghui Superstores Co Ltd		30 800	-		-
	classe A	14 038 578	22,0	22,0	22,0
Yonyou Network Technology Co Ltd		6 100	-		-
Young Poong Corp		135	0,1		0,1
Youngor Group Co Ltd		11 500	-		-
YTL Corp Bhd		8 904 731	3,0		3,0
YTL Power International Bhd		696 673	0,2		0,2
Yuan Longping High-tech Agriculture Co Ltd		9 383 703	27,6		27,6
Yuanta Financial Holding Co Ltd		29 860 429	20,5		20,5
Yue Yuen Industrial Holdings Ltd		1 013 500	4,4		4,4
Yuexiu Property Co Ltd		14 318 000	3,6		3,6
Yuhan Corp		2 717	0,7		0,7
Yulon Motor Co Ltd		302 000	0,2		0,2
Yum China Holdings Inc		882 921	40,4		40,4
Yum! Brands Inc		1 386 208	174,0		174,0
Yunnan Baiyao Group Co Ltd		3 300	-		-
Yunnan Chihong Zinc&Germanium Co Ltd		11 652 700	9,5		9,5
Yuzhou Properties Co Ltd		2 851 942	1,6		1,6
YY Inc		85 319	7,0		7,0
Zalando SE		6 751	0,2		0,2
Zayo Group Holdings Inc		10 700	0,3		0,3
Zebra Technologies Corp		33 000	7,2		7,2
Zee Entertainment Enterprises Ltd		459 494	4,3		4,3
Zenith Bank PLC		50 207 037	4,3		4,3
Zenkoku Hosho Co Ltd		139 000	6,0		6,0
Zensar Technologies Ltd		1 209 784	5,5		5,5
Zeon Corp		900 000	11,3		11,3

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS DE SOCIÉTÉS COTÉES ET EN OBLIGATIONS ÉMISES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

au 31 décembre 2018

(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
		Nombre	Montant				
Zhangzhou Pientzehuang Pharmaceutical Co Ltd		1 900	-				-
Zhaojin Mining Industry Co Ltd		1 831 500	2,5				2,5
Zhejiang China Commodities City Group Co Ltd		17 400	-				-
Zhejiang Chint Electrics Co Ltd		6 900	-				-
Zhejiang Crystal-Optech Co Ltd		4 482 512	8,5				8,5
Zhejiang Dahua Technology Co Ltd		9 300	-			-	
	classe A	8 588 557	19,6			19,6	19,6
Zhejiang Expressway Co Ltd		2 661 009	3,2				3,2
Zhejiang Huace Film & TV Co Ltd		5 106 770	9,1			9,1	
	classe A	4 911 061	8,8			8,8	17,9
Zhejiang Huahai Pharmaceutical Co Ltd		3 031 113	6,7				6,7
Zhejiang Huayou Cobalt Co Ltd		2 660	-				-
Zhejiang Longsheng Group Co Ltd		10 400	-				-
Zhejiang Semir Garment Co Ltd		5 700	-				-
Zhejiang Zheneng Electric Power Co Ltd		29 100	-				-
Zhen Ding Technology Holding Ltd		1 275 835	4,5				4,5
Zhengzhou Yutong Bus Co Ltd		1 533 479	3,6			3,6	
	classe A	1 929 008	4,5			4,5	8,1
ZhongAn Online P&C Insurance Co Ltd		410 000	1,8				1,8
Zhongjin Gold Corp Ltd		11 100	-			-	
	classe A	3 320 122	5,7			5,7	5,7
Zhongsheng Group Holdings Ltd		1 014 500	2,7				2,7
Zhuzhou CRRRC Times Electric Co Ltd		997 608	7,6				7,6
Zijin Mining Group Co Ltd		55 600	-			-	
	classe A	11 755 220	7,8			7,8	
	classe H	10 014 732	5,2			5,2	13,0
Zillow Group Inc		22 300	1,0				1,0
Zimmer Biomet Holdings Inc		41 800	5,9				5,9
Zions Bancorporation NA		91 100	5,1				5,1
Zoetis Inc		37 037	4,3				4,3
Zoomlion Heavy Industry Science and Technology Co Ltd		20 700	-				-
ZOZO Inc		11 400	0,3				0,3
ZTE Corp		11 000	-			-	
	classe A	1 318 914	3,4			3,4	3,4

ZTO Express Cayman Inc	1 076 400	23,3	23,3
Zurich Insurance Group AG	68 367	27,8	27,8

Notes importantes pour la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics ainsi que les investissements sous-jacents de ses filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements. En plus de ces placements et selon les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés, les gestionnaires ont recours à des instruments financiers dérivés qui procurent un rendement économique sur des titres d'actions, sans pour autant que ces titres soient la propriété de la Caisse.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
au 31 décembre 2018
(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements :

A = de 0 à 5 M\$ C = de 10 à 30 M\$ E = de 50 à 100 M\$ G = de 150 à 300 M\$ I = de 500 à 1 G\$ K = 1,5 G\$ et plus
 B = de 5 à 10 M\$ D = de 30 à 50 M\$ F = de 100 à 150 M\$ H = de 300 à 500 M\$ J = de 1 à 1,5 G\$

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés ainsi que les investissements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

Les secteurs d'investissement ne sont plus présentés distinctement afin d'harmoniser la présentation avec celle du tableau des investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics.

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
1011778 BC ULC / New Red Finance Inc			X	F
10313157 Canada Inc			X	A
3AB Optique Développement SAS	X			F
7761210 Canada Inc	X			C
7764863 Canada Inc	X			C
9049-7496 Québec Inc	X			D
9215-7064 Québec Inc	X		X	E
9256-9771 Québec Inc	X	X		B
9327-2615 Québec Inc	X		X	C
9672869 Canada Inc	X			A
ABW Solar General Partnership			X	C
ACON Sequitur Investors Holdings II LLC	X		X	G
ACON Sequitur Investors Holdings LLC	X		X	F
Actief International B.V.			X	G
AddÉnergie Technologies Inc	X			C
ADM Galleus Fund	X			A
Advantech Capital II LP	X			C
Advantech Capital II Zhihu Partnership LP	X			D

Aéroport de Québec Inc		X	D
AES US Investments Inc	X		H
Affinity Asia Pacific Fund IV LP	X		G
Agropur Coopérative		X	H
AIM Quantitative Global SF II Ltd	X		G
Air Medical Group Holdings Inc		X	G
Airbnb Inc	X		H
Airport Holding Kft	X		H
Airport Hungary Tanácsadó Korlátolt Felelősségű Társaság Kft		X	G
Alix Partners LLP	X		I
Allied Universal Holdco LLC		X	G
Altas Partners Holdings (A) LP	X		E
Alvest International Equity SAS ¹	X		H
Alyeska Fund LP	X		H
AMD Medicom Inc		X	A
AMP Capital Infrastructure Debt Fund III	X		G
AMP Capital Infrastructure Debt Fund IV	X		E
Ancar Administradora de Shopping Centers Ltda	X		E
Anges Québec Capital SEC	X		C
Anveshan Heavy Engineering Ltd	X		A
Apollo Credit Opportunity Fund (Offshore) III LP	X		D
Apollo Hercules Partners LP	X		F
Apollo U.S. Real Estate Fund II LP	X		C
Apollo USREF II (HP CoInvest) LP	X		C
Arbor Investments S.à.r.l.		X	E
ARC Financial Corp		X	A
Ardian LBO Fund VI A SLP	X		G
Ardian LBO Fund VI CDPQ Co-Invest SLP	X		E
Ares Capital Europe III Holdings S.à r.l.		X	G
Ares Capital Europe IV (E) Holdings S.à r.l.		X	C
Argos Holdings LP	X		H
Armoires Fabritec Ltée		X	A
Arvind Fashions Ltd	X		B
ASF Galaxy Co-Invest LP	X		D
ASF Prince Co-Invest SLP	X		D
ASF V Messenger Acquisition LP	X		C
ASF V-B Park Co-Investment LP	X		E
ASF VI CDPQ Co-Invest LP	X		D
ASF VI LP	X		H
ASF VII B CDPQ Co-Invest LP	X		C
ASF VII B LP	X		G

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
ASF VIII B LP	X			A
Astignes Asia Rates Fund Ltd	X			G
Atom Overseas Ltd	X			F
Au Sommet Place Ville Marie, S.E.C.	X			A
Auris Luxembourg III SARL			X	C
Australis Partners Fund LP	X			E
Autonomy Global Macro Fund	X			G
Averna Technologies Inc	X		X	C
AvidXchange Inc		X		F
Avison Young (Canada) Inc	X			G
AWC Investments Inc	X			B
AXA Capital Asia II LP	X			G
AXA Capital Asia LP	X			C
AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	X			D
AXA Early Secondary Fund III-I LP	X			A
AXA Expansion Fund II FCPR	X			A
AXA LBO Fund III A	X			A
AXA LBO Fund IV FCPR	X			D
AXA LBO Fund IV Supplementary FCPR	X			C
AXA LBO Fund V CORE FCPR	X			E
AXA LBO Fund V Supplementary	X			E
AXA Mezzanine 1 S.A., SICAR	X			A
AXA Primary Fund America IV LP	X			A
AXA Primary Fund Europe III LP	X			A
AXA Primary Fund Europe IV LP	X			A
AXA Secondary Fund III-1 LP	X			A
AXA Secondary Fund IV LP	X			A
AXA Secondary Fund V LP	X			E
Azimuth Energy Partners II LP	X			C
Azimuth Energy Partners III LP	X			E
Azimuth Energy Partners IV LP	X			E
Bain Capital Double Impact Fund LP	X			D
Batavia Investment Fund Ltd	X			A
BCP IV UK Fuel Co-Invest (SMA) LP	X			E
BCP Raptor II LLC			X	E

BCP Raptor LLC			X	E
BCP V Co-Investors LP	X			A
Beacon Capital Strategic Partners 8-B, LP	X			A
Beacon Capital Strategic Partners VII, LP	X			E
Beaudier Ciment Inc (Ciment McInnis Inc)	X	X	X	H
Black Diamond Relative Value Partners LP	X			H
Blackstone Capital Partners VII LP	X			G
Blackstone CP VII AIV	X			B
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	X			A
Blackstone First Eagle Co-Invest LP	X			H
Blackstone Property Partners Asia (Lux) SCSp	X			D
Blackstone Property Partners Europe F LP	X			G
Blackstone Property Partners Europe GR – C LP	X			F
Blackstone Property Partners F.2 LP	X			H
Blackstone Property Partners Kips Co-Investment LP	X			G
Blackstone Property Partners LBA Co-Investment II AIV LP	X			E
Blackstone Real Estate Partners Asia II LP	X			C
Blackstone Real Estate Partners Asia LP	X			G
Blackstone Real Estate Partners Europe IV LP	X			G
Blackstone Real Estate Partners Europe V LP	X			F
Blackstone Real Estate Partners VI, LP	X			D
Blackstone Real Estate Partners VII, LP	X			H
Blackstone Real Estate Partners VIII LP	X			I
Blackstone TN Partners LP	X			H
Bombardier Transportation (Investment) UK Limited		X		K
Brazos Midstream Holdings LLC			X	E
Bridgewater All Weather China Ltd	X			H
Bridgewater Pure Alpha Fund II Ltd	X			I
Bridgewater Pure Alpha Major Markets II Ltd	X			G
Brightspark Ventures II LP	X			C
Bronco Midstream Partners LP	X			C
Brookfield Capital Partners Fund III LP	X			G
Brookfield Capital Partners II LP	X			B
Brookfield Capital Partners IV (CR) LP	X			H
BRP Inc		X		G
Câble-Axion Digital Inc			X	B
CAE Inc			X	E
Capital Croissance PME II SEC	X			F
Capital Croissance PME SEC	X			C
Capital Group Emerging Markets Debt Fund	X			I
Capital Sports Holdings Inc			X	E

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Capital St-Laurent SEC	X			A
CD&R B&M Co-Investor, LP	X			A
CD&R Univar Co-Investor II LP	X			C
CDP Investissements Associés II SENC	X			C
CDP Investissements Associés SENC	X			C
CDPQ Infra Inc	X		X	K
CDR USF Co-Investor No. 2 LP	X			A
Cequel Communications Holdings I LLC (Suddenlink)	X			D
Cerberus CDP IC Partners, LP	X			J
Cerberus IC NPL Fund, LP	X			F
Cerberus Institutional Partners LP - Series Four	X			F
Cevian Capital II Co-Investment Amp LP	X			F
Cevian Capital II Co-Investment Fund LP	X			H
Cevian Capital II Ltd	X			H
CG Investment Group LLC	X			A
CGP Shared Foreign Investors LP	X			G
Checkers Control Partnership LP	X			G
Chongbang Holdings (International) Ltd	X			J
CHS/Community Health Systems Inc			X	D
CIM Fund III LP	X			G
CIM Fund VIII, LP	X			H
Claridge CDPQ Gestion Inc	X			A
Claridge IC Immobilier 2, Société en commandite	X			C
Claridge IC Immobilier, Société en commandite	X			E
Claridge Israël SEC	X			E
Clayton Dubilier & Rice Fund IX LP	X			G
Clayton Dubilier & Rice Fund VIII LP	X			C
Clayton Dubilier & Rice X LP	X			G
Clearspring Capital Partners Fund III LP	X			D
Clocktower Strategic Fund Partners II LP	X			E
CLP India Pvt Ltd	X			I
Cogeco Communication USA Inc	X			H
Coima Opportunity Fund II	X			C
Collectif Santé Montréal S.E.C. (CHUM)			X	I
Colonial Pipeline Company	X			K

Colyzeo Investors II, LP	X			B
Colyzeo Investors, LP	X			A
ContourGlobal Mirror 2 S.à.r.l			X	F
Cordelio Amalco GP I			X	E
Corex Resources Ltd	X			G
Corporation de Développement Nautilus Inc	X			A
Corporation Nuvei	X			F
Corporation Stornoway Diamond			X	E
CPV Fairview LLC			X	E
Crestline CDP Opportunity Fund LP	X			C
Crown European Holdings SA			X	D
Crown Global Secondaries III PLC	X			D
Crown Global Secondaries IV PLC	X			E
CTA ALP Fund LP	X			G
CTA FCW Fund LP	X			H
CTA JNM Fund LP	X			G
CTA QN5 Fund LP	X			G
CTA WLH Fund LP	X			G
Cubic City Service Apartment Group Holdings Limited	X			G
Cuda Pétrole et Gaz Inc (anciennement Junex Inc)	X			A
CVC Capital Partners VII LP (A)	X			E
Dalcor Pharmaceutiques Canada Inc	X	X		D
Datamars SA ¹	X			H
Delachaux SA	X			H
Demers Braun Manufacturier d'Ambulances Inc	X			C
Demers Manufacturier d'Ambulances Inc			X	B
Denver Partners LLC	X			A
Dery Télécom Inc			X	A
Dominica Energia Limpia S de RL de CV			X	F
Dorsal Capital Partners LP	X			G
DP World Canada Investment Inc	X		X	J
DSAM Neutral LP	X			G
Dundee Sarea Acquisition I LP	X			B
Dundee Sarea GP Inc	X			A
EC Partners LP	X			H
Ecobee Inc		X		C
Eddyfi NDT Inc		X		D
Edelweiss Asset Reconstruction Company Limited		X		F
EFS Cogen Holdings I LLC			X	F
Einn Volant Aircraft Funding Trust			X	H
Einn Volant Aircraft Leasing Holdings LLC	X			G

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Emerald Cleantech Fund II LP	X			A
Emerald Energy Fund I LP	X			A
EMN CNM Fund LP	X			G
EMN ENP Fund LP	X			G
Encapsys LLC			X	D
Energia Limpia de Amistad S de RL de CV			X	A
Energia Limpia de Palto Alto S de RL de CV			X	C
Énergie éolienne Des Moulins Commandité Inc	X			A
Énergie éolienne Des Moulins SEC	X			E
Énergie éolienne Le Plateau Commandité Inc	X			A
Énergie éolienne Le Plateau SEC	X			E
EnerVest Energy Institutional Fund XIII-A LP	X			A
Englobe Corp	X		X	D
Entertainment Partners Canada Inc			X	E
EQT Auris Co-Investment Limited Partnership	X		X	H
EQT Auris II Co-Investment Limited Partnership	X		X	D
EQT Mid Market (NO.1) Feeder LP	X			G
EQT Mid Market US LP	X			G
EQT VI (No.1) LP	X			F
EQT VII (No.2) LP	X			G
EQT VIII (No.2) SCSp	X			A
Euro Wagon LP	X			A
FGP Topco Limited (HAH)	X			J
Finloc 2000 Inc			X	C
First Eagle Holdings Inc			X	G
Fives Group ¹	X			H
Fix Auto Canada Inc	X		X	D
Fluxys SA	X			I
Fonds AlterInvest II SEC	X			C
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC	X			D
Fonds CTI Sciences de la Vie SEC II	X			C
Fonds Cycle Capital I SEC	X			A
Fonds d'investissement iNovia II SEC	X			C
Fonds d'Arbitrage Améthyste Offshore	X			D
Fonds d'investissement AlterInvest Inc	X			A

Fonds d'investissement iNovia 2015 SEC	X		C
Fonds d'investissement iNovia III-Parallèle, SEC	X		A
Fonds d'investissement Réal 17, SEC	X		B
Fonds ID SEC	X		A
Fonds InnovExport, SEC	X		A
Fonds Manufacturier Québécois II SEC	X		E
Fonds Manufacturier Québécois SEC	X		D
Fonds PGEQ II Sec	X		E
Fonds Propulsion III SEC	X		B
Fonds Tandem Expansion I SEC	X		C
Fonds XPNDCroissance SEC	X		B
Fortress Coinvestment Fund V LP	X		B
Fortress Investment Fund V LP	X		C
Franklin Emerging Market Debt Opportunities Fund		X	I
Gelpac Inc ¹	X	X	C
Genstar Capital Partners V LP	X		C
Genstar Capital Partners VI LP	X		F
Genstar Capital Partners VII AIV LP	X		D
Genstar Capital Partners VII LP	X		G
Genstar Capital Partners VIII BL LP	X		G
Genstar VIII Opportunities Fund I LP	X		G
Georgian Partners Growth Fund III LP	X		D
Gestion Angés Québec Capital Commandité Inc	X		A
Gestion Cirque du Soleil SEC	X		E
Gestion de Chaîne d'Approvisionnement Metro Inc	X		E
Gestion de Placements Innocap Inc	X		B
Gestion Eoelectric Inc		X	D
Gestion eStructure Inc	X		C
Gestion Premier Lion Inc	X	X	E
Gestion Sijeri Inc	X		C
Gestions Varekai Inc		X	B
Glitnir HoldCo ehf		X	A
Global Agriculture AIV (CN) LP	X		F
Global Agriculture II AIV LP	X		F
Global Credit Opportunities (Canada) LP	X		F
Global Timber Resources LLC	X		E
GMAC ASO Fund Inc.	X		G
GMO Emerging Country Local Debt Investment Fund	X		H
GMO Emerging Markets Fund	X		H
GO Capital SEC	X		B
Graham Absolute Return Ltd	X		H

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Grand Bend Wind Limited Partnership			X	E
Grand Renewable Solar LP			X	D
Greenpac Holding LLC	X			F
Greenstone Ltd	X			I
Greystar Equity Partners IX, LP	X			H
Greystar Equity Partners VIII, LP	X			D
Greystar Equity Partners X, LP	X			B
Greystar Growth and Income Fund (892), LP	X			I
Greystone Senior Debt Opportunity Fund (B) LP	X			D
Groupe Canam Inc	X			E
Groupe Conseil Fxinnovation Inc	X	X		C
Groupe Crevier Inc			X	B
Groupe de Chaîne d'Approvisionnement Metro Inc			X	B
Groupe de Sécurité Garda Inc, Le			X	G
Groupe Glutenberg Inc	X			A
Groupe Graham International Inc	X			B
Groupe Keolis SAS	X			I
Groupe Marcelle Holdings Inc	X		X	C
Groupe Novatech Inc	X			C
Groupe Optimum Inc	X		X	D
Groupe Solmax Inc	X	X	X	F
Groupe Tornatech Inc	X			C
Groupe V Média Inc		X		B
GS UK Multifamily Unit Trust	X			A
GSO Churchill Partners AIV-1 LP	X			D
GSO Churchill Partners II AIV-1 LP	X			D
GSO Churchill Partners II LP	X			F
GSO Churchill Partners LP	X			I
GSO Diamond Portfolio Borrower LLC			X	G
GSO European Senior Debt Feeder Fund LP	X			G
GTIS Brazil Real Estate Fund III-A LP	X			C
Harbinger Capital Partners Offshore Fund I Ltd	X			B
HBC Albert JV III LLC	X			G
HBS Global Properties LLC	X			A
HEC SPV I LP	X			G

HEC SPV III LP	X		G
HEF HoldCo II, Inc	X	X	G
HGSC 3 S.A.		X	E
Higginbotham Insurance Agency Inc		X	E
Hopper Inc	X		F
HydroSolution Ltée	X		A
HydroSolution SEC	X		E
Hyperion Insurance Group Ltd	X		I
IC US Capital Partners LLC	X		C
IC1-Westgate Co-Investors, LLC	X		E
ICAMAP Investimento S.à.r.l.	X		F
ICAMAP Investors, SLP-SIF	X		F
ILM Investments LP	X		G
Image Holdco Pty Ltd		X	C
Industries Sanimax Inc		X	C
Industries Spectra Premium Inc, Les	X		A
Innergex Energie Renouvelable Inc		X	F
Innisfree PFI Continuation Fund	X		E
Intelcom Courier Canada Inc	X	X	B
Intransit BC Limited Partnership	X		E
Intransit British Columbia GP Ltd	X		A
Inverenergy Renewables LLC	X		K
Inverenergy US Wind Holdings LLC		X	I
Investissements Novacap Inc	X		A
Ionic Pamli Global Credit Strategies Fund Ltd	X		G
IPALCO Enterprises, Inc	X		I
IPE Tank and Rail Investment 2 SCA	X		A
I-Pulse Inc	X		A
Iris Bidco Ltd		X	E
J L Albright III Venture Fund	X		A
Jefferies Structured Alpha Fund B Ltd	X		G
Kedaara Capital Alternative Investment Fund II	X		C
Kent Hills		X	E
KERN Energy Partners I LP	X		A
Kildonan Quebec Fund Ltd	X		G
Kimex Retail Land and Development Fund I, LP	X		A
KingSett High Yield Fund LP	X		F
KingSett Real Estate Growth LP No. 3	X		A
KingSett Real Estate Growth LP No. 4	X		A
KingSett Real Estate Growth LP No. 5	X		E
KingSett Real Estate Growth LP No. 6	X		E

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
KingSett Royal York Hotel LP	X			D
KingSett Senior Mortgage Fund LP	X			C
Kingsett Urban Infill Property Fund LP No. 1	X			D
KingSett Urban Infill Property Fund LP No. 2	X			A
Kingston Solar LP			X	E
Kiwi Holdco Cayco, Ltd (FNZ)	X			K
KKR Americas Fund XII (Freya) LP	X			C
KKR Americas Fund XII (Indigo) LP	X			C
KKR Americas Fund XII LP	X			F
KKR Repa II EEA Feeder I LP	X			C
KKR-CDP Partners LP	X			H
Knight Vinke Energy Partners II LP	X			H
Knowlton Development Corporation Inc	X			H
La Capitale Assureur de L'administration Publique Inc			X	F
La maison Simons Inc	X		X	C
Laboratoire Eimer SELAS			X	G
Lackawanna Energy center LLC			X	F
Laureate Co-Investors V Limited Partnership	X			B
LB Firth Sidecar LLC	X			B
LBI ehf			X	B
Le Devoir Inc	X			A
Lemay Co Inc			X	B
Level 3 Financing Inc			X	F
Lièvre Power Financing Corp			X	D
Lightspeed POS Inc	X			H
Lion Capital Fund I LP	X			A
Lion Capital Fund II LP	X			C
Lion Capital Fund III LP	X			F
LLC Legacy Holdings Liquidating Trust	X			A
Logiciel TrackTik Inc	X			D
Logos China Investments Limited	X			E
Logos India Pte. Ltd.	X			A
Logos New Holding Trust	X			E
Logos Singapore Logistics Venture LP	X			D
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	X			H

Lone Star Fund III (Bermuda), LP	X			A
Lone Star Fund IV (Bermuda), LP	X			A
Lone Star Fund IX (Bermuda), LP	X			D
Lone Star Fund V (Bermuda), LP	X			E
Lone Star Fund VI (Bermuda), LP	X			F
Lone star Fund VIII (Bermuda), LP	X			E
Lone Star Real Estate Fund (Bermuda), LP	X			D
Lone Star Real estate Fund III (Bermuda), LP	X			C
Lumira Capital IV LP	X			A
Macquarie European Infrastructure Fund LP	X			C
Manhattan Valley Fund LP	X			A
Mason Graphite Inc			X	A
Maytex Mills Inc			X	E
MCAP Commercial LP	X			I
MCC Hold Trust	X			C
MECE Finance Hold Trust	X			B
MECE Finance Holdings Pty Ltd	X			A
MECE Hold Trust	X			A
MECE Holdings Pty Ltd	X			A
MED ParentCo LP	X			I
Medallion Midland Acquisition LLC			X	D
Melancthon Wolfe Wind LP			X	E
Merrill Lynch Financial Assets Inc			X	A
Met Axiom Solar Cluster 2 Limited Partnership			X	D
Minerai de fer Québec Inc			X	F
Minto Developments Inc			X	C
MIRA Group, LP	X			E
Misaki Engagement Fund II Ltd	X			G
MMV Financial Inc	X			A
Modasuite Inc		X		B
Mondofix Inc	X		X	C
Mont Sainte-Marguerite Wind Farm LP			X	E
Moran Foods LLC			X	F
MW Eureka Fund	X			H
Nautilus Plus Inc			X	A
New Richmond Wind LP			X	E
New York Metro Fund, LP	X			A
NewQuest Asia Fund III LP	X			F
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd	X			A
Northleaf 1608 Secondary Holdings LP	X			F
Novacap II Société en commandite	X			A

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Novacap Industries III SEC	X			D
Novacap Industries IV SEC	X			E
Novacap Technologies III SEC	X			B
Novacap TMT IV SEC	X			C
Novacap TMT V LP	X			C
NSW Electricity Networks Assets Holding Trust (TransGrid)	X			H
NSW Electricity Networks Operations Holding Trust (TransGrid)	X		X	I
Nth Power Technologies Fund II-A LP	X			A
OCM Asia Principal Opportunities Fund LP	X			A
OCM Opportunities Fund VII (Cayman) Ltd	X			C
OCM Opportunities Fund VIIb (Cayman) Ltd	X			C
OCM Principal Opportunities Fund IV (Cayman) Ltd	X			A
Onex Partners II LP	X			C
Onex Partners III LP	X			E
Onex Partners IV LP	X			G
Onex Partners LP	X			C
Onex SIG Co-Invest LP	X			G
OPCEM, S.A.P.I. de C.V. (OPCEM) ¹	X			A
Organizacion de Proyectos de Infraestructura, S.A.P.I. de C.V. (OPI) ¹	X			K
Osum Oil Sands Corp	X			C
OTYC Holdings Inc	X			A
Ovivo Inc	X			E
OxAM Quant Fund Limited	X			G
P2 Capital Master Fund XII LP	X			H
P2 Capital Master Fund XIII LP	X			D
Palantir Technologies Inc		X		F
Pangea Opérations Agricoles SEC	X			A
Pangea Terres Agricoles SEC	X			B
Park Square Capital Partners LP	X			B
Parque Salitrillos SA de CV			X	E
Parque Solar Don Jose SA de CV			X	E
Parque Solar Villanueva tres SA de CV			X	E
Partenaires Persistence Capital II, SEC	X			C
Partners Group Client Access 16 LP Inc (Groupe Foncia)	X			I
Patina Rail LLP (Eurostar International Limited)	X			I

Patria - Brazilian Private Equity Fund V LP	X		D
Patria - Brazilian Private Equity Fund VI LP	X		A
Paunsdorf Centre Luxco S.à.r.l.	X		B
PCUT No 1 Pty Ltd		X	D
Penretail III LP	X		A
Perella Weinberg Partners Xerion Fund Ltd	X		A
Petco Animal Supplies Inc		X	F
PetSmart Inc		X	G
PGIM Emerging Market Hard Currency Debt Fund	X		I
PGIM Emerging Market Local Currency Debt Fund	X		E
Pictet - Emerging Local Currency Debt	X		D
Pictet - Global Emerging Debt	X		I
Piramal Ivanhoe Residential Equity Fund I	X		E
Placin S.à r.l.		X	E
Plastrec Inc	X		C
Plenary Conventions Holdings Pty Ltd	X		A
Plenary Group Holdings PTY Ltd	X	X	E
Plenary Health (CHEP) Finance Holdings Pty Ltd	X		A
Plenary Health (CHEP) Finance Holdings Unit Trust	X		A
Plenary Health (CHEP) Holdings Pty Ltd	X		A
Plenary Health (CHEP) Holdings Unit Trust	X		A
Plenary Health Holdings (CCC) Pty Ltd	X		D
Plenary Health Holdings Unit Trust	X		A
Plenary Health Kelowna LP		X	C
Plenary Health North Bay Finco Inc		X	E
Plenary Holdings No 7 Pty Ltd	X		C
Plenary Living (LEAP 1) Unit Trust	X		A
Plenary Living (LEAP 2) Holdings Pty Ltd	X		E
Plenary Living (LEAP 2) Pty Ltd		X	E
Plenary Research Pty Ltd		X	C
Plenary Research Unit Trust	X		A
PlusGrade Parent LP ¹	X		G
Poka Inc	X		A
Pomerleau Inc	X		E
Ports America Holdings Inc		X	F
Potentia Renewables Inc		X	E
PPP Holdings No 1 Pty Ltd	X	X	C
PPP Holdings No 2 Pty Ltd	X	X	C
PracticeWorks Inc		X	F
Praedium IX Multifamily Value Fund, LP	X		D
Praedium VIII Multifamily Value Fund, LP	X		D

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Prime Security Services Borrower LLC			X	F
Prime Stone Capital Co- Investment No.1 LP	X			F
Principle Capital Fund IV LP	X			C
Produits Breather Inc.	X			C
Promet Bhd	X			A
PulsePoint Inc	X			A
QPH Hold Trust, QPH Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	X			K
Quadrant Energy Holding Pty Ltd	X			G
Québecor Inc		X		G
Redview Capital II	X			A
RegionalCare Hospital Partners Holdings Inc			X	A
Relay Ventures Fund III LP	X			B
Relay Ventures Fund LP	X			C
Resurgent Power Ventures Pte Ltd	X			A
Rho Canada Capital de Risque SEC	X			A
Ripley Cable Holdings I LP	X			A
Riverview Power LLC			X	F
Rockpoint Growth and Income Real Estate Fund I, LP	X			F
Rockpoint Growth and Income Real Estate Fund II, LP	X			F
Rockpoint Growth and Income Side Car Fund II-A, LP	X			F
Rockpoint Growth and Income Side Car Fund II-B, LP	X			F
Rockpoint Real Estate Fund IV, LP	X			F
Rockpoint Real Estate Fund V, LP	X			G
Rokos Global Macro Fund Ltd	X			G
Sagard FCPR	X			A
Sagard II A FCPR	X			D
Sally Holdings LLC / Sally Capital Inc			X	C
Schooltop Solar Limited Partnership			X	D
SCREP VI Feeder A, LP	X			E
Sedgwick LP	X			J
Sentient Global Resources Fund IV LP	X			A
SGU Holdings GP Corporation	X			A
SGU Holdings LP	X			H
Silver Lake Partners II LP	X			A
Silver Lake Partners III LP	X			G

Silver Lake Partners IV LP	X			H
Silver Lake Partners V LP	X			F
SL SPV-1 LP	X			E
SLP Denali Co-Invest LP	X			H
SNC-Lavalin Autoroute Holding Inc			X	J
SNC-Lavalin Innisfree McGill Financement Inc			X	F
Société de cogénération de St-Félicien			X	A
Société d'investissement ALT Canada SEC	X			C
Société en commandite Agechem	X			A
Société en Commandite Axiom Infrastructure Canada	X			E
Société en commandite RVOMTL17	X			A
Société en commandite White Star Capital II	X			B
Solutions Extenway Inc		X		A
Southern Star Acquisition Corporation	X		X	J
SP 780 Private Equity Investments plc	X			E
Sphinx SAS	X			I
Spinner US Acquireco Inc (Student Transportation of America Inc) ¹	X			I
Sports Authority Holdings, Inc	X			A
Sports Authority Inc, The			X	A
SSL Financement Inc			X	D
SSQ, Société d'assurance-vie inc			X	E
Steiner US Holdings Inc			X	F
Sterling Infosystems Inc			X	E
Stone Milliner Macro Fund Inc	X			H
Stratus Fund Ltd	X			G
Structured Credit Holdings Public Limited Company	X	X		A
Studio Félix & Paul Inc	X			C
Suez Water Technologies and Solutions SA	X			J
Summertime Holding Corp	X			G
Sunrun Scorpio Portfolio 2017-A, LLC			X	E
SW Energy Capital LP	X			D
Sweeteners Holdings Inc	X			A
Tafisa Canada Inc			X	B
TAPC Holdings LP			X	E
Tarpon Investimentos SA	X			D
Taxelco Inc		X		A
Techem GmbH	X			I
Technologies D-Box inc			X	B
Tecta America Corp			X	F
Télécon Inc	X			E
Tenedora de Energia Renovable Sol y Viento S.A.P.I. de C.V.	X			G

10 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS, EN OBLIGATIONS ET EN CRÉANCES D'ENTREPRISES ÉMISES SUR LES MARCHÉS PRIVÉS
 au 31 décembre 2018
 (juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
Teralys Capital Fonds de Fonds, SEC	X			G
Teralys Capital Fonds d'Innovation SEC	X			C
The Fundamentum Partnership - Fund I	X			B
The Praedium Fund V, LP	X			A
The Praedium Fund VI, LP	X			A
The Praedium Fund VII, LP	X			A
TIAA-CREF Global Agriculture II LLC	X			E
TIAA-CREF Global Agriculture LLC	X			F
Tillman Infrastructure LLC			X	C
TMC Mezz Cap Investor LLC	X			A
Tornatech Inc			X	A
TP Partners Fund Cayman LP	X			B
TPG CDP DASA (RE) Utrecht AIV I, LP	X			B
TPG Magnate Holdings LP	X			A
TPG RE II Alpha Co-Invest I, Limited Partnership	X			E
TPG RE II Arlington Co-Invest, Limited Partnership	X			E
TPG RE II Trios Co-Invest I, Limited Partnership	X			A
TPG Real Estate Partners II (E5), LP	X			H
TPG VI Wolverine Co-Invest, LP	X			G
Transport Social Netlift Inc	X			A
Trencap SEC (Énergir)	X			I
Trian Partners Co-Investment Opportunities Fund LP	X			I
Trian Partners Strategic Fund-C LP	X			G
Trident IV LP	X			C
Trident V Parallel Fund LP	X			E
Trident VI Parallel Fund LP	X			G
Trident VII Parallel Fund LP	X			G
Triotech Amusement Inc	X			D
Triton Electronique Inc	X			A
Trust No. 2431 (Altan Redes S.A.P.I de C.V.)	X			C
Trust No. 2431 (ICA Operadora de Vias Terrestres, S.A.P.I. de C.V.)	X			G
Turbot Fund Canada LP	X			C
T-VII Co-Invest A LP	X			E
TVS Logistics Services Limited ¹	X			G
Tyrol Acquisition 1, S.à.r.l.	X			A

Univita Health Holdings Corp	X		A
Univita Health Inc		X	A
USI Advantage Corp	X		J
VantagePoint CDP Partners LP	X		A
Véhicule d'actifs cadres III (VAC 3)		X	D
Ventures West 8 LP	X		A
VersaCold Logistics Services	X		D
Versant Voyageurs I LP	X		A
Viandes Seficlo Inc	X	X	A
Vientos Del Altiplano S de RL de CV		X	E
Villanueva Solar SA de CV		X	F
Vintage Investment Partners VI (Cayman), LP	X		D
Vintage Investment Partners X LP	X		B
Vintage Venture Partners III (Cayman) LP	X		C
Vision Emerging Asset Backed Fund Four, SPC	X		A
Vista Equity Partners V Co-Invest 1-A LP	X		F
Volga Holdings Limited	X		D
VR China LP	X		C
Warburg Pincus China LP	X		G
Warburg Pincus Real Estate I, LP	X		C
Waterfall Victoria Fund, Ltd	X		A
WCP III Québec Co-Invest, LP	X		A
Wellington Emerging Local Debt Fund	X		H
Wellington Opportunistic Emerging Markets Debt Fund	X		G
Wengen Alberta Limited Partnership	X		C
West Corp		X	F
Williams Opportunity Fund LLC	X		A
WPRE I Redstar, LP	X		D
Zenith Energy US Logistics Holdings LLC		X	F
Zone3 Inc	X	X	A

SOCIÉTÉS	Actions / Parts	Valeurs convertibles	Obligations et créances d'entreprises	Valeur des investissements
----------	--------------------	-------------------------	--	-------------------------------

Notes importantes à la compréhension du tableau :

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions, en obligations et en créances d'entreprises émises sur les marchés privés ainsi que les investissements sous-jacents des filiales non-consolidées du Groupe Ivanhoé Cambridge et d'Otéra Capital ainsi que des filiales créées en vertu de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse. Le contenu de ce tableau est assujéti aux normes de déclaration applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité, de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours, ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux qui sont inscrits aux registres de la Caisse au 31 décembre.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

Les secteurs d'investissement ne sont plus présentés distinctement afin d'harmoniser la présentation avec celle du tableau des investissements en actions de sociétés cotées et en obligations émises sur les marchés publics.

¹ Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la Loi sur la Caisse.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.
De plus, les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

Ce document, de même que le Rapport annuel 2018, sont accessibles sur notre site : www.cdpq.com.

Renseignements : 514 842-3261
info@cdpq.com

This publication, as well as the 2018 Annual Report, are available in English on our website at www.cdpq.com.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

BUREAU D'AFFAIRES

1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Téléphone : +1 514 842-3261
Sans frais : +1 866 330-3936
Télécopieur : +1 514 842-4833

SIÈGE SOCIAL

65, rue Sainte-Anne, 14^e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Téléphone : +1 418 684-2334
Télécopieur : +1 418 684-2335

www.cdpq.com